

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[97/15101]

Remises de lettres de créance

Le 16 juillet 1997, LL.EE. MM. Eamonn Ryan, Nagao Hyodo, Manuel Benavidez Y Lopez Escobar et Mme Meritzell Mateu, ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Irlande, du Japon, d'Espagne et d'Andorre, à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie, et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leurs résidences à l'issue de l'audience.

Le 17 septembre 1997, LL.EE. MM. Armand-Guy Zounguere-Sokambi, Kedar Bhakta Shrestha, Harry Kney-Tal et Mme Justine M'Poyo Kasa-Vubu, ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, respectivement en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Centrafricaine, du Népal, d'Israël, et de la République Démocratique du Congo à Bruxelles.

Escortées d'un détachement de cavalerie et accompagnées du personnel des Ambassades, Elles ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à Leurs résidences à l'issue de l'audience.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[97/15101]

Overhandigingen van geloofsbrieven

Op 16 juli 1997, hebben HH.EE. de heren Eamonn Ryan, Nagao Hyodo, Manuel Benavidez Y Lopez Escobar en Mevr. Meritzell Mateu de eer gehad aan de Koning, in audiëntie de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, respectievelijk van Ierland, van Japan, van Spanje en van Andorra, te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitery en vergezeld van het personeel der Ambassades, werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

Op 17 september 1997, hebben HH.EE. de heren Armand-Guy Zounguere-Sokambi, Kedar Bhakta Shrestha, Harry Kney-Tal en Mevr. Justine M'Poyo Kasa-Vubu de eer gehad aan de Koning, in audiëntie de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Centraalafrikaanse Republiek, van Nepal, van Israël en van de Democratische Republiek Congo te Brussel.

Begeleid door een detachement ruitery en vergezeld van het personeel der Ambassades, werden Zij in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 97 — 2340

[C — 97/21331]

Arrêt n° 57/97 du 9 octobre 1997

Numéro du rôle : 1036

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 26 mars 1996 portant insertion d'un article 353bis au Code judiciaire et modification de l'article 354 du même Code, introduit par A. Pépin.

La Cour d'arbitrage,

composée des juges faisant fonction de présidents L. François et H. Boel et des juges P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le juge faisant fonction de président L. François,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 janvier 1997 et parvenue au greffe le 22 janvier 1997, A. Pépin, demeurant à 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, a introduit un recours en annulation de la loi du 26 mars 1996 portant insertion d'un article 353bis au Code judiciaire et modification de l'article 354 du même Code (publiée au *Moniteur belge* du 23 juillet 1996).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 22 janvier 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 4 février 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 20 février 1997.

Des mémoires ont été introduits par :

- Chr. Servais, chaussée de Tongres 89, 4451 Voroux-lez-Liers, par lettre recommandée à la poste le 17 mars 1997;
- Fr. Calcus, Grand-Rue 81, 7950 Chièvres, par lettre recommandée à la poste le 19 mars 1997;
- P. Oter, rue de la Vallée 24, 4280 Hannut, par lettre recommandée à la poste le 19 mars 1997;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 21 mars 1997.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 14 avril 1997.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- Chr. Servais, par lettre recommandée à la poste le 9 mai 1997;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 12 mai 1997;
- A. Pépin, par lettre recommandée à la poste le 14 mai 1997;
- Fr. Calcus, par lettre recommandée à la poste le 14 mai 1997.

Par ordonnance du 25 juin 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 21 janvier 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 9 juillet 1997, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 17 septembre 1997.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 10 juillet 1997.

Par ordonnance du 17 septembre 1997, le président en exercice a complété le siège par les juges P. Martens et A. Arts.

A l'audience publique du 17 septembre 1997 :

- ont comparu :
  - . A. Pépin, en personne;
  - . Me X. Drion *loco* Me X. Ghysen, avocats au barreau de Liège, pour Chr. Servais;
  - . P. Oter et Fr. Calcus, en personne;
  - . Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- A. Pépin a déclaré se désister de son recours en annulation;
- Me J. Bourtembourg a dit que le Conseil des ministres ne s'opposait pas au désistement;
- les parties intervenantes ont déclaré également ne faire valoir aucune objection au désistement;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *Objet des dispositions attaquées*

1. La loi du 26 mars 1996 portant insertion d'un article 353*bis* au Code judiciaire et modification de l'article 354 du même Code, qui fait l'objet du recours, dispose :

« Article 1<sup>er</sup>. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Un article 353*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VIII du titre II du livre II du Code judiciaire :

' Art. 353*bis*. Les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293 sont applicables au personnel des greffes et des parquets, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi qu'aux membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière, créé par le Roi, conformément à l'article 185. '

Art. 3. A l'article 354 du même Code, les mots ' les incompatibilités ' sont supprimés.

Art. 4. Disposition transitoire.

Les membres du personnel visés à l'article 353*bis* du Code judiciaire qui exercent actuellement un mandat public conféré par élection sont autorisés à terminer ce mandat jusqu'aux prochaines élections.

Cette disposition est également applicable à leurs suppléants.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. »

2. Postérieurement à l'introduction du recours, l'article 353*bis* du Code judiciaire ainsi modifié a été remplacé par la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (*Moniteur belge* du 30 avril 1997, deuxième édition, et errata du 6 mai 1997), dont l'article 84 énonce :

« Art. 84. L'article 353*bis* du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

' Art. 353*bis*. Les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293 sont applicables aux conseillers en médiation et aux assistants de médiation, aux membres du secrétariat du parquet, au personnel des greffes et des secrétariats des parquets, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi qu'aux membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière, créé par le Roi, conformément à l'article 185, alinéa 1<sup>er</sup>. ' »

L'article 84 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (article 97 de la loi du 17 février 1997 précitée).

### IV. *En droit*

A l'audience publique du 17 septembre 1997, le requérant a déclaré qu'il se désistait de son recours; le Conseil des ministres et les parties intervenantes ont déclaré ne pas s'opposer au désistement.

Rien ne s'oppose, en l'espèce, à ce que la Cour décrète le désistement.

Par ces motifs,

la Cour

décète le désistement.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 octobre 1997.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président f.f.,  
L. François.

## ARBITRAGEHOF

N. 97 — 2340

[C — 97/21331]

## Arrest nr. 57/97 van 9 oktober 1997

Rolnummer 1036

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 26 maart 1996 tot invoeging van een artikel 353bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 354 van hetzelfde Wetboek, ingesteld door A. Pépin.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de rechters L. François en H. Boel, waarnemend voorzitters, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van rechter L. François, waarnemend voorzitter,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 21 januari 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 januari 1997, heeft A. Pépin, wonende te 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 26 maart 1996 tot invoeging van een artikel 353bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 354 van hetzelfde Wetboek (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1996).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 22 januari 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 4 februari 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 februari 1997.

Memories zijn ingediend door :

- Chr. Servais, chaussée de Tongres 89, 4451 Voroux-lez-Liers, bij op 17 maart 1997 ter post aangetekende brief;
- Fr. Calcus, Grand-Rue 81, 7950 Chièvres, bij op 19 maart 1997 ter post aangetekende brief;
- P. Oter, rue de la Vallée 24, 4280 Hannuit, bij op 19 maart 1997 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 21 maart 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 14 april 1997 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- Chr. Servais, bij op 9 mei 1997 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 12 mei 1997 ter post aangetekende brief;
- A. Pépin, bij op 14 mei 1997 ter post aangetekende brief;
- Fr. Calcus, bij op 14 mei 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 juni 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 21 januari 1998.

Bij beschikking van 9 juli 1997 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 september 1997.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 10 juli 1997 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 17 september 1997 heeft de voorzitter in functie de zetel aangevuld met de rechters P. Martens en A. Arts.

Op de openbare terechtzitting van 17 september 1997 :

— zijn verschenen :

- . A. Pépin, in eigen persoon;
- . Mr. X. Drion *loco* Mr. X. Ghysen, advocaten bij de balie te Luik, voor Chr. Servais;
- . P. Oter en Fr. Calcus, in eigen persoon;
- . Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— heeft A. Pépin verklaard afstand te doen van zijn beroep tot vernietiging;

— heeft Mr. J. Bourtembourg gezegd dat de Ministerraad zich niet verzet tegen de afstand van geding;

— hebben de tussenkomen partijen eveneens verklaard geen bezwaar te doen gelden ten aanzien van de afstand van geding;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de bestreden bepalingen*

1. De wet van 26 maart 1996 tot invoeging van een artikel 353bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 354 van hetzelfde Wetboek, waartegen het beroep is gericht, bepaalt :

« Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In hoofdstuk VIII van titel II van boek II van het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 353bis ingevoegd, luidende :

' Art. 353bis. De regels inzake onverenigbaarheid bepaald in artikel 293 zijn van toepassing op het personeel van de griffies en parketten, op de attachés bij de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie alsook op de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185. '

Art. 3. In artikel 354 van hetzelfde Wetboek worden de woorden ' de onverenigbaarheden ' weggelaten.

Art. 4. Overgangsbepaling.

De in artikel 353bis van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde personeelsleden die thans een bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen, zijn gemachtigd dit mandaat te voltooien tot de volgende verkiezingen.

Deze regeling geldt eveneens voor hun opvolgers.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

2. Na de indiening van het beroep werd artikel 353bis van het Gerechtelijk Wetboek, aldus gewijzigd, vervangen door de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten (*Belgisch Staatsblad* van 30 april 1997, tweede editie, en *erratum* van 6 mei 1997), waarvan artikel 84 als volgt luidt :

« Art. 84. Artikel 353bis van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

' Art. 353bis. De regels inzake onverenigbaarheid bepaald in artikel 293 zijn van toepassing op de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, op de leden van het parketsecretariaat, op het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, op de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie alsook op de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid. ' »

Artikel 84 treedt in werking op 1 juli 1997 (artikel 97 van de voormelde wet van 17 februari 1997).

IV. *In rechte*

Op de openbare terechtzitting van 17 september 1997 heeft de verzoeker verklaard afstand te doen van zijn beroep; de Ministerraad en de tussenkomende partijen hebben verklaard zich niet tegen de afstand te verzetten.

Niets verzet zich ertegen, te dezen, dat het Hof de afstand toewijst.

Om die redenen,

het Hof

wijst de afstand toe.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands, en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 oktober 1997.

De griffier,

L. Potoms.

De wnd. voorzitter,

L. François.

#### SCHIEDSHOF

D. 97 — 2340

[C - 97/21331]

#### Urteil Nr. 57/97 vom 9. Oktober 1997

Geschäftsverzeichnismr. 1036

*In Sachen* : Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 26. März 1996 zur Einfügung eines Artikels 353bis in das Gerichtsgesetzbuch und zur Abänderung von Artikel 354 desselben Gesetzbuches, erhoben von A. Pépin.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Richtern und stellvertretenden Vorsitzenden L. François und H. Boel, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans, A. Arts und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Richters und stellvertretenden Vorsitzenden L. François,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

##### I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 21. Januar 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Januar 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob A. Pépin, wohnhaft in 7387 Honnelles, le Moulin d'Angre 3, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 26. März 1996 zur Einfügung eines Artikels 353bis in das Gerichtsgesetzbuch und zur Abänderung von Artikel 354 desselben Gesetzbuches (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juli 1996).

##### II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 22. Januar 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 4. Februar 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Februar 1997.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— Chr. Servais, chaussée de Tongres 89, 4451 Voroux-lez-Liers, mit am 17. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— Fr. Calcus, Grand-Rue 81, 7950 Chièvres, mit am 19. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— P. Oter, rue de la Vallée 24, 4280 Hannut, mit am 19. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 21. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 14. April 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— Chr. Servais, mit am 9. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, mit am 12. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Pépin, mit am 14. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— Fr. Calcus, mit am 14. Mai 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 25. Juni 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 21. Januar 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 9. Juli 1997 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. September 1997 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 10. Juli 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 17. September 1997 hat der amtierende Vorsitzende die Besetzung um die Richter P. Martens und A. Arts ergänzt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. September 1997

— erschienen

- . A. Pépin, persönlich,
- . RA X. Drion *loco* RA X. Ghysen, in Lüttich zugelassen, für Chr. Servaes,
- . P. Oter und Fr. Calcus, persönlich,
- . RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— hat A. Pépin erklärt, seine Klage auf Nichtigerklärung zurückzunehmen,  
 — hat RA J. Bourtembourg erklärt, der Ministerrat wersetze sich nicht der Klagerücknahme,  
 — haben die intervenierenden Parteien ebenfalls erklärt, keine Einwände gegen die Klagerücknahme zu erheben,  
 — wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

A. Das angefochtene Gesetz vom 26. März 1996 zur Einfügung eines Artikels 353bis in das Gerichtsgesetzbuch und zur Abänderung von Artikel 354 desselben Gesetzbuches bestimmt folgendes:

« Artikel 1. Dieses Gesetz regelt eine Angelegenheit im Sinne von Artikel 77 der Verfassung.

Art. 2. In Kapitel VIII von Titel II von Buch II des Gerichtsgesetzbuches wird ein folgendermaßen lautender Artikel 353bis eingefügt:

‘ Artikel 353bis. Die in Artikel 293 vorgesehenen Regeln bezüglich der Unvereinbarkeit sind anwendbar auf das Personal der Kanzleien und Parkette, auf die Attachés bei der Dienststelle für das Dokumentationswesen und die Ubereinstimmung der Textfassungen beim Kassationshof, sowie auf jene Personalmitglieder, die einen besonderen, gemäß Artikel 185 vom König eingeführten Qualifikationsgrad innehaben. ’

Art. 3. In Artikel 354 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge ‘ die Unvereinbarkeiten ’ gestrichen.

Art. 4. Übergangsbestimmung.

Die in Artikel 353bis des Gerichtsgesetzbuches genannten Personalmitglieder, die zur Zeit ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat ausüben, sind berechtigt, dieses Mandat bis zu den nächsten Wahlen weiterzuführen.

Diese Regelung gilt ebenfalls für ihre Stellvertreter.

Art. 5. Dieses Gesetz tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

2. Nach der Klageerhebung wurde Artikel 353bis des Gerichtsgesetzbuches in der somit abgeänderten Fassung durch das Gesetz vom 17. Februar 1997 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Personals der Kanzleien und Parkette (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. April 1997, zweite Ausgabe, und Berichtigung vom 6. Mai 1997) ersetzt, dessen Artikel 84 folgendermaßen lautet :

« Art. 84. Artikel 353bis desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

‘ Art. 353bis. Die in Artikel 293 vorgesehenen Regeln bezüglich der Unvereinbarkeit sind anwendbar auf die Vermittlungsberater und -assistenten, auf die Mitglieder des Parkettsekretariats, auf das Personal der Kanzleien und Parkettsekretariate, auf die Attachés bei der Dienststelle für das Dokumentationswesen und die Ubereinstimmung der Textfassungen beim Kassationshof, sowie auf jene Personalmitglieder, die einen besonderen, gemäß Artikel 185 Absatz 1 vom König eingeführten Qualifikationsgrad innehaben. ’ »

Artikel 84 tritt am 1. Juli 1997 in Kraft (Artikel 97 des vorgenannten Gesetzes vom 17. Februar 1997).

### IV. In rechtlicher Beziehung

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. September 1997 hat der Kläger erklärt, seine Klage zurückzunehmen; der Ministerrat und die intervenierenden Parteien haben erklärt, sich der Klagerücknahme nicht zu widersetzen.

Im vorliegenden Fall hindert nichts den Hof daran, die Klagerücknahme zu bewilligen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

bewilligt die Klagerücknahme.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Oktober 1997.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der stellv. Vorsitzende,

L. François.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 2341

[S - C - 97/00708]

8 SEPTEMBRE 1997

### Loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 14bis, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, inséré par la loi du 16 juin 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996, le chiffre « 141 » est supprimé.

(1) Voir note à la page suivante.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 2341

[S - C - 97/00708]

8 SEPTEMBER 1997

### Wet tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 14bis, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, ingevoegd bij de wet van 16 juni 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, wordt het cijfer « 141 » geschrapt.

(1) Zie nota op de volgende bladzijde.

**Art. 3.** A l'article 70 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 17 octobre 1990 et 24 mars 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les conseillers d'Etat sont nommés par le Roi sur une liste de trois noms formellement motivée, présentée par le Conseil d'Etat après qu'il a examiné la recevabilité des candidatures et comparé les titres et mérites respectifs des candidats.

L'assemblée générale du Conseil d'Etat entend les candidats d'office ou à leur demande. Elle peut, à cette fin, désigner au moins trois de ses membres qui lui feront rapport sur ces auditions.

Le Conseil d'Etat communique sa présentation, ainsi que l'ensemble des candidatures et les appréciations qui leur sont portées par le Conseil d'Etat, en même temps à la Chambre des représentants ou au Sénat, et au ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

Le candidat présenté premier à l'unanimité par l'assemblée générale du Conseil d'Etat peut être nommé conseiller d'Etat, sauf si le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions refuse cette présentation, soit parce que les conditions fixées au paragraphe 2 ne sont pas respectées, soit parce qu'il estime que le nombre des membres du Conseil d'Etat qui ont été nommés parmi les membres de l'auditorat est trop élevé par rapport au nombre des autres membres du Conseil d'Etat.

Lorsque le ministre accepte la présentation unanime du Conseil d'Etat, il en informe la Chambre des représentants ou le Sénat qui, s'ils estiment que le nombre des membres du Conseil d'Etat qui ont été nommés parmi les membres de l'auditorat est trop élevé par rapport au nombre des autres membres du Conseil, peuvent, alternativement, dans un délai ne pouvant dépasser trente jours à compter de cette réception, refuser cette présentation.

En cas de refus du ministre ou de la Chambre des représentants ou du Sénat, l'assemblée générale du Conseil d'Etat procède à une nouvelle présentation.

En l'absence d'unanimité lors d'une première présentation ou lors d'une nouvelle présentation à la suite d'un refus, la Chambre des représentants ou le Sénat peuvent alternativement, dans un délai ne pouvant dépasser trente jours à compter de la réception de cette présentation, soit confirmer la liste présentée par le Conseil d'Etat, soit présenter une deuxième liste de trois noms qui fait l'objet d'une motivation formelle.

La Chambre des représentants ou le Sénat peut entendre les candidats.

Lorsque la Chambre des représentants ou le Sénat présente une deuxième liste de trois noms, le conseiller d'Etat ne peut être nommé que parmi les personnes qui figurent sur l'une ou l'autre des deux listes présentées.

Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions publie les vacances au *Moniteur belge* à l'initiative du Conseil d'Etat.

La publication mentionne le nombre de places vacantes, les conditions de nomination, le délai d'un mois au moins, pour l'introduction des candidatures et l'autorité à laquelle celles-ci doivent être adressées. »;

**Art. 3.** In artikel 70 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990 en 24 maart 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden het eerste en tweede lid vervangen door de volgende bepalingen :

« De staatsraden worden door de Koning benoemd uit een uitdrukkelijk gemotiveerde lijst met drie namen, voorgedragen door de Raad van State, nadat hij de ontvankelijkheid van de candidaturen heeft onderzocht en de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten heeft vergeleken.

De algemene vergadering van de Raad van State hoort de kandidaten ambtshalve of op hun verzoek. Zij kan daartoe ten minste drie van haar leden aanwijzen, die bij haar verslag uitbrengen over het horen van de kandidaten.

De Raad van State deelt zijn voordracht alsook alle candidaturen en de beoordeling hiervan door de Raad van State, tegelijkertijd mee aan de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat, en aan de minister die bevoegd is voor de Binnenlandse Zaken.

De kandidaat die door de algemene vergadering van de Raad van State eenparig als eerste is voorgedragen, kan tot staatsraad worden benoemd, tenzij de minister die bevoegd is voor de Binnenlandse Zaken deze voordracht weigert omdat niet aan de in paragraaf 2 vastgestelde voorwaarden voldaan is, dan wel omdat hij meent dat het aantal leden benoemd uit het auditoraat ten aanzien van het aantal andere leden van de Raad van State te hoog wordt.

Wanneer de minister de unanieme voordracht van de Raad van State aanneemt, brengt hij de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat ervan op de hoogte die, indien zij van oordeel zijn dat het aantal leden benoemd uit het auditoraat ten aanzien van het aantal andere leden van de Raad van State te hoog wordt, beurtelings, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen vanaf de ontvangst van deze mededeling, de voordracht kunnen weigeren.

Ingeval van weigering van de Minister of van de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat, doet de algemene vergadering van de Raad van State een nieuwe voordracht.

Indien er geen eenparigheid van stemmen is bij een eerste of bij een nieuwe voordracht naar aanleiding van een weigering, kunnen de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat beurtelings, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen vanaf de ontvangst van de mededeling van deze voordracht, hetzij de door de Raad van State voorgedragen lijst bevestigen, hetzij een tweede lijst met drie namen die uitdrukkelijk wordt gemotiveerd, voordragen.

De Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat kan de kandidaten horen.

Indien de Kamer van volksvertegenwoordigers of de Senaat een tweede lijst met drie namen voordraagt, kan de staatsraad enkel worden benoemd uit de personen die voorkomen op een van de twee voorgedragen lijsten.

De minister die bevoegd is voor de Binnenlandse Zaken maakt, op initiatief van de Raad van State, de vacante betrekkingen bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

In de bekendmaking worden het aantal vacante betrekkingen vermeld, de benoemingsvoorwaarden, de termijn voor het indienen van de candidaturen, die ten minste een maand bedraagt, en de overheid waaraan deze moeten worden gezonden. »;

(1) *Session 1996-1997 :*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi : n° 1-539/1. — Amendements : n° 1-539/2. — Rapport : n° 1-539/3. — Texte adopté par la Commission : n° 1-539/4. — Amendements : n°s 1-539/5 à 7. — Articles adoptés en séance plénière : n° 1-539/8.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 13 et 20 mars 1997.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat : n° 991/1. Amendements : n°s 991/2 à 4. — Rapport : n° 991/5.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 11 et 12 juin 1997.

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp : nr. 1-539/1. — Amendementen : nr. 1-539/2. — Verslag : nr. 1-539/3. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-539/4. — Amendementen : nrs. 1-539/5 tot 7. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering : nr. 1-539/8.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 13 en 20 maart 1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat : nr. 991/1. — Amendementen : nrs. 991 /2 tot 4. — Verslag : nr. 991 /5.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 11 en 12 juni 1997.

2° Au § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Nul ne peut être nommé conseiller d'Etat s'il n'a trente-sept ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou licencié en droit, s'il ne peut justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de dix ans au moins et s'il ne satisfait à l'une des conditions suivantes :

1° avoir réussi le concours d'auditeur adjoint et de référendaire adjoint au Conseil d'Etat, le concours de référendaire à la Cour d'arbitrage, le concours d'auditeur adjoint à la Cour des comptes ou l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire;

2° exercer une fonction administrative du rang 15 au moins ou équivalent dans une administration publique belge soit dans un organisme public belge;

3° avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

4° exercer, en Belgique, des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge effectif;

5° être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une université belge. »

**Art. 4.** L'article 80 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 4 août 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 80. Les assesseurs de la section de législation sont nommés par le Roi pour une période de cinq ans renouvelable, sur une liste de trois noms présentée par le Conseil d'Etat après qu'il a examiné la recevabilité des candidatures et comparé les titres et mérites respectifs des candidats.

L'article 70, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 12, est applicable à la présentation des assesseurs.

Les présentations ont lieu en observant les règles établies aux articles 348, alinéa 1<sup>er</sup>, 349, alinéa 4, deuxième membre de phrase, et alinéa 5, première phrase, du Code judiciaire.

Les articles 70, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 73, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et 74, alinéas 2 et 3, sont applicables aux assesseurs. »

**Art. 5.** A l'article 87 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 4 août 1996, il est inséré après l'alinéa 2 un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Une chambre de langue française connaît par priorité des demandes introduites contre les décisions administratives prises en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

**Art. 6.** Aux articles 6bis, 84 et 120 des mêmes lois coordonnées, les mots « Chambres fédérales » et « assemblées fédérales, communautaires et régionales » sont remplacés par les mots « assemblées législatives ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

2° In § 2 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Niemand kan tot staatsraad worden benoemd tenzij hij volle zevenendertig jaar oud en doctor of licentiaat in de rechten is, een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar kan doen gelden en aan een van de volgende voorwaarden voldoet :

1° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur en adjunct-referendaris bij de Raad van State, het vergelijkend examen van referendaris bij het Arbitragehof, het vergelijkend examen van adjunct-auditeur bij het Rekenhof of het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek;

2° een administratieve functie met minstens rang 15 of een gelijkwaardige rang uitoefenen bij een Belgische overheidsdienst of bij een Belgische overheidsinstelling;

3° met goed gevolg een proefschrift tot het verkrijgen van het doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

4° in België een ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van werkend rechter uitoefenen;

5° houder zijn van een leeropdracht rechtswetenschappen aan een Belgische universiteit. »

**Art. 4.** Artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 80. De assessoren van de afdeling wetgeving worden door de Koning benoemd voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, uit een lijst met drie namen, voorgedragen door de Raad van State, nadat hij de ontvankelijkheid van de candidaturen heeft onderzocht en de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten heeft vergeleken.

Artikel 70, § 1, tweede tot twaalfde lid, is van toepassing op de voordracht van de assessoren.

De voordrachten geschieden met inachtneming van de regels die zijn vastgesteld in de artikelen 348, eerste lid, 349, vierde lid, tweede zinsnede, en vijfde lid, eerste zin, van het Gerechtelijk Wetboek.

De artikelen 70, § 2, eerste lid, 73, § 1, derde lid, en 74, tweede en derde lid, zijn van toepassing op de assessoren. »

**Art. 5.** In artikel 87 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, wordt na het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Eén Franstalige kamer neemt bij voorrang kennis van de vorderingen ingediend tegen administratieve beslissingen die genomen zijn met toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. »

**Art. 6.** In de artikelen 6bis, 84 en 120 van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden « federale, gemeenschaps- en gewestasssemblées » en « wetgevende Kamers » vervangen door de woorden « wetgevende vergaderingen ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

F. 97 — 2342

[97/00707]

**8 SEPTEMBRE 1997. — Loi accordant le titre de ville à la commune de Florenville (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.**Art. 2.** Le titre de ville est accordé à la commune de Florenville.Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

N. 97 — 2342

[97/00707]

**8 SEPTEMBER 1997. — Wet tot toekenning van de titel van stad aan de gemeente Florenville (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.**Art. 2.** De gemeente Florenville wordt ertoe gemachtigd de titel van stad te voeren.Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

Met 's lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE**

F. 97 — 2343

[97/16256]

**8 AOÛT 1997. — Arrêté royal portant affectation des moyens attribués pour l'année 1996 au Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21bis, inséré par la loi du 6 août 1993;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 14;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 15 mai 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation financière du statut social des travailleurs indépendants exige qu'il soit procédé sans délai à l'affectation des disponibilités du Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant de 5 248,6 millions de francs est prélevé sur les disponibilités pour l'année 1996 du Fonds pour l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, visé à l'article 21bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, et est attribué au sein de ce statut social au(1) *Session 1996-1997 :*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi : n° 1-539/1. — Amendements : n° 1-539/2. — Rapport : n° 1-539/3. — Texte adopté par la Commission : n° 1-539/4. — Amendements : n°s 1-539/5 à 7. — Articles adoptés en séance plénière : n° 1-539/8.*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 13 et 20 mars 1997.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat : n° 991/1. Amendements : n°s 991/2 à 4. — Rapport : n° 991/5.*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 11 et 12 juin 1997.**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW**

N. 97 — 2343

[97/16256]

**8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit houdende toewijzing van de voor het jaar 1996 aan het Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut der zelfstandigen toegewezen middelen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21bis, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993;

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, uitgebracht op 15 mei 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de financiële toestand van het sociaal statuut der zelfstandigen vereist dat onverwijld tot toewijzing van de binnen het Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut der zelfstandigen beschikbare middelen wordt overgegaan;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een bedrag van 5 248,6 miljoen frank wordt afgenomen van de voor het jaar 1996 beschikbare middelen van het Fonds voor het financieel evenwicht in het sociaal statuut der zelfstandigen, bedoeld bij artikel 21bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, en wordt(1) *Zitting 1996-1997 :*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp : nr. 1-539/1. — Amendementen : nr. 1-539/2. — Verslag : nr. 1-539/3. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-539/4. — Amendementen : nrs. 1-539/5 tot 7. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering : nr. 1-539/8.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 13 en 20 maart 1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat : nr. 991/1. — Amendementen : nrs. 991 /2 tot 4. — Verslag : nr. 991 /5.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 11 en 12 juni 1997.



régime des pensions de retraite et de survie pour un montant de 1 248,6 millions et au régime de l'assurance contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé, pour un montant de 4 000,0 millions, pour l'apurement des déficits de l'année 1996.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

binnen dit sociaal statuut toegekend aan het stelsel der rust- en overlevingspensioenen voor een bedrag van 1 248,6 miljoen en aan het stelsel van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen, voor een bedrag van 4 000,0 miljoen, ter aanzuivering van de tekorten van het jaar 1996.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2344

[C - 97/22729]

**4 AVRIL 1996.** — Arrêté royal relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance du sang et des dérivés du sang d'origine humaine

Vu la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, notamment les articles 2, al. 1<sup>er</sup>, 4, al. 1<sup>er</sup>, 19 et 21, § 1<sup>er</sup> et § 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° un établissement : un organisme doté de la personnalité juridique qui organise le prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution de sang et de dérivés du sang d'origine humaine, et qui est ou non organisé en un ou plusieurs centres.

2° un centre : une section d'un établissement, qui, en fonction d'un territoire déterminé, exécute en totalité ou en partie les activités d'un établissement;

3° Le territoire : l'aire géographique dans laquelle un établissement ou un centre pratique de manière habituelle le recrutement des donneurs, les prélèvements et la délivrance du sang ou des dérivés sanguins;

4° Transfusion autologue programmée : le prélèvement de sang effectué sur une personne en vue de son utilisation lors d'une intervention programmée pratiquée sur cette même personne.

5° Le Ministre : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Modalités de l'agrément des établissements et des centres*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'établissement et, le cas échéant, chacun des centres qui en dépend doivent être agréés séparément pour les missions qu'ils remplissent.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2344

[C - 97/22729]

**4 APRIL 1996.** — Koninklijk besluit betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong

Gelet op de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong inzonderheid artikelen 2, lid 1, 4, lid 1, 19 en 21, § 1 en § 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° een instelling : een inrichting met rechtspersoonlijkheid dat de afneming, de bereiding, de bewaring en de verdeling van bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong organiseert en al dan niet in een of meer centra is onderverdeeld.

2° een centrum : een afdeling van een instelling die, voor een welbepaald grondgebied, het geheel van de activiteiten van een instelling geheel of gedeeltelijk uitvoert;

3° het grondgebied : de geografische zone, waarin een instelling of een centrum gewoonlijk instaat voor donorwerving, afnemingen en aflevering van bloed en bloederivaten;

4° geprogrammeerde autologe transfusie : de afneming van bloed uitgevoerd bij een persoon met het oog op het gebruik ervan bij een geprogrammeerde ingreep op diezelfde persoon.

5° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

HOOFDSTUK II. — *Regeling voor de erkenning van de instellingen en de centra*

**Art. 2.** § 1. De instelling en, desgevallend, elk van de centra die ervan afhangen moeten afzonderlijk erkend zijn voor de taken die ze uitvoeren.

§ 2. L'établissement qui désire obtenir l'agrément soit pour lui-même, soit pour un centre qui dépend de lui, adresse à cet effet par lettre recommandée au Ministre une demande accompagnée d'un mémoire justifiant la réalisation des conditions d'agrément prévues à l'article 3.

§ 3. Le médecin inspecteur d'hygiène du ressort ou un médecin fonctionnaire du service de l'art de guérir du Ministère de la Santé publique procède à une enquête et à la vérification des critères mentionnés dans l'article 3 et fait rapport au Ministre.

§ 4. Lorsqu'il est satisfait aux conditions prévues à l'article 3, l'agrément est accordé par le Ministre pour une période déterminée, et au maximum pour cinq ans. L'agrément peut être retiré à tout moment si les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées.

§ 5. Les personnes visées au § 3 peuvent à tout moment prélever des échantillons, selon les règles communément admises, et faire procéder à des analyses auprès du laboratoire de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie.

§ 6. L'arrêté de refus ou de retrait d'agrément est notifié à l'établissement.

§ 7. L'établissement peut introduire un recours contre un refus ou un retrait d'agrément, par lettre recommandée, auprès du Ministre. Le Ministre transmet alors le dossier au Conseil supérieur d'Hygiène du Ministère de la Santé publique, pour avis. Le recours n'est pas suspensif.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir et conserver l'agrément, l'établissement doit :

1° disposer en nombre suffisant de personnel qualifié pour effectuer l'ensemble de ses missions;

2° fonctionner sous la direction effective d'un médecin spécialiste en biologie clinique, agréé depuis cinq ans au moins, associé à la direction d'un centre de transfusion et possédant la pratique de la médecine transfusionnelle;

3° disposer des services d'un pharmacien responsable du contrôle, du matériel et des produits destinés au prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution de sang et des dérivés du sang d'origine humaine;

4° disposer au moins d'un laboratoire propre procédant aux analyses prévues conformément aux critères de qualité en vigueur;

5° disposer d'un médecin qualifié pour assurer la mise en place et le suivi d'un programme d'assurance de qualité;

6° disposer de locaux et d'équipements exclusivement réservés à la préparation, à la conservation du sang ou de ses dérivés;

7° disposer de locaux et du matériel nécessaires à l'accueil, à l'interrogatoire, l'examen, au prélèvement et au repos des donneurs et des patients se présentant dans le cadre d'une transfusion autologue programmée;

8° souscrire une assurance couvrant les risques encourus par les donneurs au cours, à la suite, ou à l'occasion de prélèvements, quelle qu'en soit l'origine.

Cette assurance doit également couvrir, les risques de tous accidents pouvant survenir dans le chef de tiers du fait des donneurs durant la présence de ces derniers au lieu de prélèvement;

9° fournir au Ministre les renseignements devant lui permettre de fixer le prix des différentes substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine;

10° fournir au Ministre les renseignements permettant d'évaluer dans quelle mesure l'établissement a satisfait à son obligation de contribuer à couvrir les besoins en sang et en dérivés sanguins.

§ 2. Pour obtenir et conserver l'agrément, le centre doit au moins :

1° disposer en nombre suffisant de personnel qualifié pour effectuer l'ensemble de ses missions;

2° disposer d'un médecin spécialiste en biologie clinique;

3° disposer des services d'un pharmacien responsable du contrôle, du matériel et des produits destinés au prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution de sang et des dérivés du sang d'origine humaine;

4° disposer de locaux et d'équipements exclusivement réservés à la préparation, à la conservation du sang ou de ses dérivés;

§ 2. Een instelling die een erkenning verlangt hetzij voor zichzelf, hetzij voor een centrum dat van haar afhangt, richt hiertoe, per aangetekend schrijven, een aanvraag tot de Minister samen met een memorie, aantonend dat de in het artikel 3 vastgestelde erkenningsvoorwaarden vervuld zijn.

§ 3. De arts-gezondheidsinspecteur van het ambtsgebied of een arts-ambtenaar van de dienst geneeskundepraktijk van het Ministerie van Volksgezondheid voert het onderzoek uit en verricht de controle van de in het artikel 3 vermelde criteria en rapporteert aan de Minister.

§ 4. Indien is voldaan aan de in het artikel 3 vastgestelde voorwaarden, wordt de erkenning voor een welbepaalde periode, ten hoogste voor vijf jaar, door de Minister verleend. De erkenning kan op elk ogenblik worden ingetrokken indien de bepaling van dit besluit niet worden nagekomen.

§ 5. De in § 3 bedoelde personen kunnen ten allen tijde stalen afnemen volgens de algemeen aanvaarde regels en analyses laten uitvoeren in het laboratorium van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie.

§ 6. Het besluit tot weigering of tot intrekking van de erkenning wordt aan de instelling ter kennis gebracht.

§ 7. De instelling kan, per aangetekend schrijven, bij de Minister beroep aantekenen tegen een weigering of een intrekking van de erkenning. In dat geval stuurt de Minister het dossier voor advies aan de Hoge Gezondheidsraad van het Ministerie van Volksgezondheid. Het beroep is niet opschortend.

**Art. 3.** 1. Om erkend te worden en te blijven, moet de instelling :

1° over voldoende gekwalificeerd personeel beschikken om het geheel van de opdrachten uit te voeren.

2° functioneren onder de effectieve leiding van een geneesheer-specialist in de klinische biologie, die sedert minstens vijf jaar erkend is en die betrokken is bij de leiding van een transfusiecentrum en de praktijk van de transfusiegeneskunde beheerst;

3° een beroep kunnen doen op de diensten van een apotheker die verantwoordelijk is voor de controle, het materieel en de producten bestemd voor de afneming, de bereiding, de bewaring en de verdeling van bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong;

4° beschikken over ten minste een eigen laboratorium dat de vastgestelde analyses uitvoert overeenkomstig de geldende kwaliteitscriteria;

5° over een gekwalificeerde arts beschikken die instaat voor de invoering en de opvolging van een programma voor kwaliteitsverzekering;

6° beschikken over lokalen en uitrusting die uitsluitend voorbehouden zijn voor de bereiding en de bewaring van bloed of bloedderivaten;

7° beschikken over lokalen en materieel voor de ontvangst, de ondervraging, het onderzoek, de afname en de verpozing van de donors en van de patiënten die zich aanmelden in het kader van een geprogrammeerde autologe transfusie;

8° een verzekering afsluiten ter dekking van de risico's die donors lopen tijdens de afneming, dan wel als gevolg of naar aanleiding ervan, ongeacht de oorsprong ervan.

Die verzekering moet eveneens de risico's dekken van alle ongevallen die derden kunnen overkomen door de schuld van donors tijdens de aanwezigheid van laatstgenoemden op de plaats van de afneming;

9° de Minister alle inlichtingen verstrekken die het hem mogelijk moeten maken de kostprijs van de therapeutische bloedprodukten van menselijke oorsprong te bepalen;

10° de Minister alle inlichtingen verstrekken die het mogelijk maken na te gaan in welke mate de instelling voldaan heeft aan haar verplichting om bij te dragen tot het dekken van de behoeften aan bloed en bloedderivaten.

§ 2. Om erkend te worden en te blijven moet het centrum minstens :

1° over voldoende gekwalificeerd personeel beschikken om het geheel van de opdrachten uit te voeren.

2° over een geneesheer specialist in de klinische biologie beschikken;

3° een beroep kunnen doen op de diensten van een apotheker die verantwoordelijk is voor de controle, het materieel en de producten bestemd voor de afneming, de bereiding, de bewaring en de verdeling van bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong

4° beschikken over lokalen en uitrusting die uitsluitend voorbehouden zijn voor de bereiding en de bewaring van bloed of bloedderivaten;

5° disposer de locaux et du matériel nécessaires à l'accueil, à l'interrogatoire, l'examen, au prélèvement et au repos des donneurs et des patients se présentant dans le cadre d'une transfusion autologue programmée;

6° souscrire une assurance couvrant les risques encourus par les donneurs au cours, à la suite, ou à l'occasion de prélèvements, quelle qu'en soit l'origine.

Cette assurance doit également couvrir, les risques de tous accidents pouvant survenir dans le chef de tiers du fait des donneurs durant la présence de ces derniers au lieu de prélèvement.

#### CHAPITRE III. — Obligations de l'établissement et des centres

##### Section 1. — Obligations générales de l'établissement et de ses centres

**Art. 4.** Un établissement et ses centres doivent :

1° contribuer à couvrir les besoins en sang et en dérivés sanguins en assurant le prélèvement, la préparation, la conservation et la distribution de sang et de dérivés du sang, conformément aux dispositions de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine.

2° mettre en oeuvre un contrôle de la qualité des produits prélevés, conservés et délivrés et employer tous les moyens nécessaires à la prévention des affections transmissibles par le sang ou ses dérivés;

3° donner suite aux demandes introduites par les médecins et les établissements de soins;

4° assurer les prélèvements nécessaires à la transfusion autologue programmée;

5° participer à la collecte du plasma nécessaire à la production de dérivés stables.

Pour ce faire, le Ministre détermine annuellement le volume minimal de plasma, qui doit être prélevé par centre, comme un pourcentage du volume de globules rouges prélevé par ce centre pour satisfaire au besoin en globules rouges.

##### Section 2. — Modalités d'exécution des obligations particulières de l'établissement et des centres

###### Sous-section 1. — Les donneurs

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'établissement et les centres doivent :

1° recruter des donneurs;

2° soumettre ceux-ci aux interrogatoires et aux examens cliniques et biologiques appropriés dans les cas où ces examens sont requis par la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine.

§ 2. L'établissement ou le centre dresse et tient à jour un fichier d'immatriculation des donneurs comportant notamment les mentions suivantes :

1° l'identité du donneur (nom et prénoms, sexe, lieu et date de naissance, adresse);

2° l'indication précise du groupe sanguin ABO et du facteur Rhésus;

3° les renseignements anamnestiques essentiels éventuellement repris sous forme codée;

4° les dates, les quantités et les numéros codés des prélèvements;

5° les dates, les quantités et les numéros codés des prélèvements effectués en vue d'une transfusion autologue programmée, ainsi que la date de l'intervention au cours de laquelle seront utilisés les dons autologues;

6° les résultats des analyses avec indication de la date.

Les personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° et § 2, 2° sont responsables du fichier visé à l'alinéa précédent conformément à l'article 7, al. 1<sup>er</sup> de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 3. L'établissement garde archivé sur le support de son choix et pendant 10 ans les questionnaires médicaux dûment remplis et signés ainsi que les différents documents afférents à ces prélèvements.

§ 4. Le centre remet aux donneurs une carte mentionnant leur identité, l'endroit et le numéro de leur immatriculation, ainsi que l'indication de leur groupe sanguin ABO et du facteur Rhésus.

5° beschikken over lokalen en materieel voor de ontvangst, de ondervraging, het onderzoek, de afname en de verpozing van de donors en van de patiënten die zich aanmelden in het kader van een geprogrammeerde autologe transfusie;

6° een verzekering afsluiten ter dekking van de risico's die donors lopen tijdens de afneming, dan wel als gevolg of naar aanleiding ervan, ongeacht de oorsprong ervan.

Die verzekering moet eveneens de risico's dekken van alle ongevallen die derden kunnen overkomen door de schuld van donors tijdens de aanwezigheid van laatstgenoemden op de plaats van de afneming.

#### Hoofdstuk III. — Verplichtingen van de instelling en de centra

##### Afdeling 1. — Algemene verplichtingen van de instelling en van haar centra

**Art. 4.** Een instelling en haar centra moeten :

1° bijdragen tot het dekken van de behoeften aan bloed en bloedderivaten door in te staan voor de afneming, de bereiding, de bewaring en de verdeling van bloed en bloedderivaten, en dit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong.

2° instaan voor de controle van de kwaliteit van de afgenomen, bewaarde en afgeleverde produkten en alle middelen aanwenden ter voorkoming van overdraagbare aandoeningen via bloed of bloedderivaten;

3° gevolg geven aan aanvragen van artsen en verzorgingsinstellingen;

4° instaan voor de afnemingen die nodig zijn voor de geprogrammeerde autologe transfusie;

5° bijdragen tot de inzameling van het nodige plasma voor de productie van stabiele bloedderivaten.

Om dat doel te bereiken, de Minister bepaalt jaarlijks het minimale volume plasma dat per centrum dient gepreleveerd te worden, als een percentage van het volume aan rode bloedcellen, door het centrum afgenomen ten behoeve van de voorziening in rode bloedcellen.

##### Afdeling 2. — Regeling voor de uitvoering van de bijzondere verplichtingen van de instelling en de centra

###### Onderafdeling 1. — De donors

**Art. 5.** § 1. De instelling en de centra moeten :

1° donors werven;

2° ze ondervragen en onderwerpen aan de klinische en biologische onderzoeken in de gevallen waarin die onderzoeken door de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong zijn vereist;

§ 2. De instelling of het centrum houdt een register bij, waarin de donors ingeschreven worden en dat inzonderheid de volgende vermeldingen omvat :

1° de identiteit van de bloedgever (naam en voornamen, geslacht, geboorteplaats en -datum, adres);

2° de nauwkeurige opgave van de bloedgroep ABO en Rhesus-factor;

3° de relevante anamnestiche inlichtingen eventueel onder codevorm;

4° de data, de hoeveelheden en de codenummers van de bloedafnemingen;

5° de data, de hoeveelheden en de codenummers van de bloedafnemingen die zijn verricht met het oog op een geprogrammeerde autologe transfusie, alsook de datum van de ingreep tijdens welke de autologe giften zullen worden gebruikt;

6° de resultaten van de laboratoriumonderzoeken met datum.

De in het artikel 3, § 1, 2° en § 2, 2° bedoelde personen, zijn verantwoordelijk voor het register bedoeld in het vorige lid, overeenkomstig het artikel 7, lid 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 3. De behoorlijk ingevulde en ondertekende medische vragenlijsten, evenals de andere documenten met betrekking tot de afnemingen, worden door de instelling gedurende 10 jaar bewaard op de drager naar zijn keuze.

§ 4. Het centrum stelt de donors in het bezit van een kaart, waarop hun identiteit en donornummer, evenals de vermelding van hun bloedgroep ABO en Rhesus-factor voorkomen.

## Sous-section 2. — Prélèvements particuliers

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque des patients sont soumis à des prélèvements visés à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, les prélèvements seront effectués dans des locaux qui leur sont réservés et en collaboration étroite avec les médecins responsables du traitement du patient.

§ 2 Le prélèvement des cellules souches hématopoïétiques ne peut être effectué qu'en collaboration étroite avec les médecins qui assurent le traitement des patients auxquels elles sont destinées.

## Sous-section 3. — La conservation et la préparation du sang et des dérivés

**Art. 7.** L'établissement et ses centres ont, en outre, pour obligation de :

1° procéder au fractionnement du sang total et assurer la préparation des concentrés érythrocytaires, plaquettaires, leucocytaires. Ces fractions peuvent être obtenues par différentes techniques. Celles-ci doivent garantir la stérilité du produit fini.

2° constituer des dépôts de sang, de fractions et de dérivés et veiller à ce qu'ils soient conservés conformément aux dispositions du présent arrêté;

3° constituer, s'il échet, des dépôts de sang et de dérivés sanguins en dehors des locaux de l'établissement ou des centres qui en dépendent, afin de pouvoir répondre aux besoins urgents; la gestion de ces dépôts et les responsabilités qui en découlent sont réglée par une convention entre les parties concernées;

## Sous-section 4. — La conservation et la préparation des dérivés sanguins labiles

**Art. 8.** 1° L'emploi des récipients en matière plastique est autorisé aux conditions fixées dans l'annexe du présent arrêté.

2° Les solutions tant anticoagulantes que conservatrices stériles utilisées doivent être atoxiques pour le receveur et exemptes de substances pyrogènes.

**Art. 9.** Les renseignements figurant sur toute unité cédée et sur les tubes pilotes doivent assurer sa traçabilité.

**Art. 10.** La conservation du sang humain total ou de ses dérivés doit s'effectuer dans les conditions énumérées ci-après :

## A. Sang humain total.

Jusqu'au moment de son utilisation le produit est maintenu à la température de + 2 °C à + 6 °C. Au cours de cette période, il ne peut être soustrait à cette température que le minimum de temps nécessaire à son examen ou à son transport.

## B. Concentré érythrocytaire.

Les globules rouges concentrés par centrifugation, préparés à partir de sang total recueilli dans un dispositif monobloc écartant toute possibilité de contamination, peuvent être transfusés sous réserve de remplir les conditions reprises au point A.

Les globules rouges concentrés conservés par congélation à très basse température et à l'abri de l'hémolyse peuvent être conservés pendant dix ans après la récolte si la température de conservation est de — 80 °C et sans limite si la cryopréservation est réalisée en azote liquide à — 170 °C. Après décongélation, la durée de conservation ne peut excéder 24 heures.

## C. Concentrés plaquettaires.

Ces produits sont préparés en système clos, soit à partir de sang humain total, soit au moyen d'un séparateur de cellules. Ces dérivés doivent être conservés à une température comprise entre + 20 °C et + 24 °C sous agitation continue. Dans de telles conditions de température et d'agitation, la durée de conservation est de 72 heures.

L'utilisation de poches spéciales, conçues pour une conservation de plus longue durée, permet de porter cette durée à 5 jours. Par contre, l'ouverture du système clos ramène la durée de conservation à 24 heures.

## D. Concentré leucocytaire.

Préparé en système clos, par séparateur de cellules, ce dérivé doit être transfusé aussi rapidement que possible. S'il doit être stocké, ce sera à une température comprise entre + 20 °C et + 24 °C. La durée de conservation n'excédera jamais 24 heures.

## Onderafdeling 2. — Bijzondere bloedafnemingen

**Art. 6.** § 1. Wanneer bij patiënten bloed wordt afgenomen zoals bedoeld in het artikel 1, 4°, dient dit te worden uitgevoerd in voor hen voorbehouden lokalen en in nauwe samenwerking met de artsen die voor de behandeling van die patiënt verantwoordelijk zijn.

§ 2. De hematopoïetische stamcellen kunnen alleen worden afgenomen in nauwe samenwerking met de artsen die verantwoordelijk zijn voor de behandeling van de patiënten voor wie die stamcellen bestemd zijn.

## Onderafdeling 3. — De bewaring en de bereiding van bloed en bloederivaten

**Art. 7.** De instelling en haar centra zijn bovendien verplicht :

1° te voorzien in de fractionering van vol bloed alsook in de bereiding van concentraten van rode bloedcellen, witte bloedcellen, bloedplaatjes. Deze componenten kunnen worden verkregen via verschillende technieken, die de steriliteit van het eindproduct moeten waarborgen;

2° voorraden aan te leggen van bloed, van componenten en derivaten ervan en ze te bewaren overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

3° desgevallend voorraden bloed en bloederivaten aan te leggen buiten de lokalen van de instelling of van de centra die ervan afhangen, teneinde aan dringende behoeften te kunnen voldoen; het beheer van die voorraden en de verantwoordelijkheden die eruit voortvloeien worden in een overeenkomst tussen de betrokken partijen geregeld;

## Onderafdeling 4. — De bewaring en de bereiding van labiele bloederivaten

**Art. 8.** 1° Het gebruik van plastic sets is toegelaten onder de voorwaarden bepaald in de bijlage bij dit besluit.

2° Gebruikte steriele antistollings- en bewaarmiddelen mogen niet toxisch zijn voor de ontvanger en moeten vrij zijn van pyrogene stoffen.

**Art. 9.** De inlichtingen vermeld op elke afgegeven eenheid en op de referentie-buizen moeten de opspoorbaarheid ervan verzekeren.

**Art. 10.** De bewaring van menselijk vol bloed of van zijn derivaten moet onder de hieronder vermelde voorwaarden geschieden :

## A. Menselijk vol bloed.

Tot dat het wordt gebruikt moet het produkt op een temperatuur van + 2 °C tot + 6 °C worden bewaard. Tijdens die periode mag het aan die temperatuur niet worden onttrokken, tenzij gedurende de minimale tijd die voor het onderzoek of vervoer ervan nodig is.

## B. Erythrocytenconcentraat.

Erythrocytenconcentraten, die bereid zijn uit bloed dat in een gesloten systeem werd opgevangen en als zodanig vrij is van elke besmettingsmogelijkheid veroorzaakt door de bereiding, mogen getransfuseerd worden mits zij beantwoorden aan de gestelde voorwaarden in punt A.

Erythrocytenconcentraten, bewaard door bevriezing bij zeer lage temperatuur en beschermd tegen hemolyse, kunnen gedurende tien jaar na de afneming bewaard worden als de bewaringstemperatuur — 80 °C is, en onbeperkt bewaard worden in vloeibaar stikstof bij — 170 °C. Na de ontdooiing, mogen ze niet langer dan 24 uur worden bewaard.

## C. Bloedplaatjesconcentraten.

Deze produkten worden bereid in een gesloten systeem, hetzij uitgaande van menselijk vol bloed, hetzij door middel van een celseparator. Deze derivaten moeten bewaard worden bij een temperatuur tussen + 20 °C en + 24 °C onder voortdurend schudden. In die omstandigheden kunnen zij 72 uur worden bewaard.

Als gebruik gemaakt wordt van speciaal daartoe ontworpen zakken, dan mogen zij bewaard worden gedurende 5 dagen. Indien het gesloten systeem wordt doorbroken, dan wordt de bewaringsduur teruggebracht tot 24 uur.

## D. Leucocytenconcentraat.

Dit derivaat, bereid in een gesloten systeem door middel van een celseparator, moet zo snel mogelijk toegediend worden. Indien het opgeslagen moet worden, dan moet dit gebeuren bij een temperatuur van + 20 °C tot + 24 °C. De bewaringsperiode mag nooit meer dan 24 uur bedragen.

**E. Plasma humain frais congelé.**

Le plasma humain frais congelé doit être conservé en sacs en matière plastique stériles à une température de  $-20\text{ °C}$  à  $-40\text{ °C}$ .

Le plasma humain frais congelé utilisé comme substitut plasmatique ne peut être utilisé que pour les transfusions autologues programmées

**F. Plasma humain frais congelé viro-inactivé.**

Le plasma humain frais congelé viro-inactivé doit être conservé dans les conditionnements prévus à cet effet. La durée de validité du produit est de 3 mois si le produit est conservé entre  $-18\text{ °C}$  et  $-25\text{ °C}$ , de 6 mois si le produit est conservé entre  $-25\text{ °C}$  et  $-30\text{ °C}$  et de 1 an si le produit est conservé en-dessous de  $-30\text{ °C}$ .

**G.** Le plasma humain frais congelé en tant que produit source destiné à la fabrication des dérivés sanguins stables est prélevé selon les prescriptions reprises à l'article 17 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine. Sa conservation se fait selon les prescriptions de l'article 10, *E* du présent arrêté.

**H. Cellules souches.**

Ces cellules, une fois prélevées, seront transportées, traitées et congelées selon la technologie en vigueur.

**Art. 11.** Le sang humain total et ses dérivés doivent répondre aux exigences énumérées ci-après :

**A. Sang humain total.**

1° Le sang humain total prélevé sur un anticoagulant approprié doit être essentiellement considéré comme la matière première servant à la production de fractions labiles et de fractions stables.

2° Dans le volume de sang humain total prélevé, l'anticoagulant et la tare sont exclus.

3° Le volume de la solution anticoagulante ne peut excéder 22 % du volume du sang humain total.

4° La solution anticoagulante doit être atoxique pour le receveur.

5° Aucune substance antiseptique, bactéricide ou bactériostatique ne peut y être contenue ou ajoutée.

6° le sang conservé ne peut présenter des signes d'hémolyse au moment de son utilisation à température ordinaire, et ne peut contenir ni caillots ni agglutinats d'hématies.

**B. Concentré érythrocytaire.****1° Unité adulte :**

a) Le concentré érythrocytaire pour adulte est obtenu par centrifugation du sang humain total prélevé au moyen d'un système clos à poches multiples. Ce concentré peut éventuellement être lavé.

b) La suspension ne peut contenir aucune substance antiseptique, bactéricide ou bactériostatique.

c) la suspension ne peut être hémolysée et ne peut contenir, à température ordinaire, ni caillot ni agglutinats d'hématies.

d) L'hématocrite doit être compris entre 0,55 et 0,70, si le concentré est remis en suspension dans une solution additive contenant des dérivés puriques, ou entre 0,65 et 0,80 dans tous les autres cas. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur 1 % des unités avec un minimum de 6 unités par mois.

**2° Unité nourrisson :**

a) Le concentré érythrocytaire pour nouveau-né doit répondre aux mêmes normes que le concentré érythrocytaire pour adulte.

b) L'unité nourrisson est obtenue à partir d'un volume initial de 90 ml à 100 ml de sang humain total.

**C. Concentré érythrocytaire déleucocyté.**

1° Le concentré érythrocytaire déleucocyté provient d'une unité de concentré érythrocytaire, telle que définie au point B, 1° ou B, 2°. La déleucocytation doit se faire selon les normes de la technologie utilisée.

2° Son contenu en leucocytes doit être inférieur à  $5.10^6$  leucocytes par unité. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur 1 % des unités avec un minimum de 6 unités par mois. Cette norme doit être atteinte dans plus de 90 % des unités testées. Le contenu en leucocytes de ce concentré ne peut, en aucun cas, dépasser  $1.10^7$ .

**E. Bevroren vers menselijk plasma.**

Bevroren vers menselijk plasma moet in steriele plastic zakjes worden bewaard, bij een temperatuur van  $-20\text{ °C}$  tot  $-40\text{ °C}$ .

Bevroren vers menselijk plasma gebruikt als plasmasubstituut mag slechts gebruikt worden voor geprogrammeerde autologe transfusies.

**F. Bevroren vers menselijk plasma, virus-geïnactiveerd.**

Het bevroren vers menselijk plasma, virus-geïnactiveerd moet bewaard worden in verpakkingen die daartoe bestemd zijn. De geldigheidsduur van het produkt bedraagt 3 maanden indien bewaard bij een temperatuur van  $-18\text{ °C}$  tot  $-25\text{ °C}$ , 6 maanden indien bewaard tussen  $-25\text{ °C}$  en  $-30\text{ °C}$ , en 1 jaar indien bewaard bij een temperatuur lager dan  $-30\text{ °C}$ .

**G.** Bevroren vers menselijk plasma, als grondstof voor de productie van stabiele bloederivaten wordt afgenomen volgens de voorschriften, bepaald in artikel 17 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong. De bewaring ervan gebeurt volgens de voorschriften van artikel 10, *E* van dit besluit.

**H. Stamcellen.**

Deze cellen worden, na afneming, vervoerd, behandeld en diepgevroren volgens de gangbare technologie.

**Art. 11.** Menselijk vol bloed en zijn derivaten moeten aan onderstaande vereisten voldoen :

**A. Menselijk vol bloed.**

1° Het menselijk vol bloed, afgenomen op een passend anticoagulant, moet in essentie beschouwd worden als de basisgrondstof voor de productie van zijn labiele componenten en stabiele componenten;

2° In de totale hoeveelheid afgenomen menselijk bloed zijn het anticoagulans en de tarra niet inbegrepen;

3° Het volume van de antistollingsoplossing mag niet meer dan 22 % van het volume van het vol bloed bedragen;

4° De antistollingsoplossing mag niet toxisch zijn voor de ontvanger;

5° Er mogen geen antiseptische, bactericide of bacteriostatische stoffen in voorkomen;

6° Op het ogenblik van het gebruik ervan bij gewone temperatuur mag het bewaarde bloed niet gehemolyseerd zijn en mag het, noch klonters, noch geagglutineerde rode bloedcellen bevatten.

**B. Erythrocytenconcentraat.****1° Eenheid type "volwassene" :**

a) Het erythrocytenconcentraat voor volwassenen wordt verkregen door centrifugatie van menselijk vol bloed, afgenomen door middel van een gesloten systeem met meerdere zakken. Dit erythrocytenconcentraat mag, zonodig, worden gewassen;

b) De suspensie mag geen enkele antiseptische, bactericide of bacteriostatische stof bevatten;

c) De suspensie mag niet gehemolyseerd zijn. Zij mag, bij gewone temperatuur, noch klonters, noch geagglutineerde rode bloedcellen bevatten;

d) De hematocrietwaarde moet zich bevinden tussen 0,55 en 0,70, indien het concentraat in suspensie gebracht is in een apart toegevoegde purine-verbindingen houdende vloeistof, of tussen 0,65 en 0,80 in alle andere gevallen. De controle van deze norm wordt verricht op 1 % van de eenheden met een minimum van 6 eenheden per maand.

**2° Eenheid type "zuigeling" :**

a) Het erythrocytenconcentraat voor zuigelingen moet beantwoorden aan de normen voor het erythrocytenconcentraat voor volwassenen;

b) De eenheid voor de zuigeling wordt verkregen op basis van een aanvangsvolume van 90 ml tot 100 ml menselijk vol bloed.

**C. Gedeleucocytiseerd erythrocytenconcentraat.**

1° het gedeleucocytiseerd erythrocytenconcentraat is afkomstig van een eenheid erythrocytenconcentraat, zoals bepaald in punt B, 1° of B, 2°. De deleucocyttering moet gebeuren conform de normen van de gebruikte technologie;

2° het gehalte aan leucocyten moet kleiner zijn dan  $5.10^6$  leucocyten per eenheid. De controle van deze norm dient uitgevoerd op 1 % van de eenheden met een minimum van 6 eenheden per maand. Aan deze norm moet voldaan worden in meer dan 90 % van de geteste eenheden. Het aantal mag geenszins  $1.10^7$  leucocyten overschrijden.

**D. Concentré érythrocytaire CMV négatif.**

Le concentré érythrocytaire CMV provient d'une unité de concentré érythrocytaire telle que définie au point B, 1° ou B, 2°, et prélevée chez un donneur dont la sérologie CMV a été trouvée négative au moment du prélèvement.

**E. Concentrés plaquettaires.****1° Concentré standard de plaquettes :**

a) le concentré standard de plaquettes est obtenu par centrifugation d'une unité de sang humain total prélevé depuis moins de 8 heures. L'utilisation de systèmes isothermiques à 20 °C permet de porter le délai avant centrifugation à 18 heures;

b) son contenu en plaquettes doit être supérieur à  $0,5 \cdot 10^{11}$  plaquettes par unité. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur 1 % des unités avec un minimum de 4 unités par mois. Cette norme doit être atteinte dans 75 % des unités testées. Le contenu en plaquettes de ce concentré ne peut, en aucun cas, être inférieur à  $0,4 \cdot 10^{11}$ ;

c) le volume final du concentré est compris entre 50 et 70 ml;

d) les concentrés standard de plaquettes peuvent être rassemblés stérilement en un seul conditionnement alors appelé pool;

e) Le volume final du pool est proportionnel au nombre d'unités rassemblées;

f) chaque mois un contrôle de stérilité est effectué sur 4 pools de concentrés standard de plaquettes.

**2° Concentré unitaire de plaquettes (CUP) provenant d'un donneur unique :**

a) le concentré unitaire de plaquettes est obtenu à partir d'un seul donneur au moyen de séparateur de cellules;

b) le concentré unitaire de plaquettes doit au minimum contenir  $2,5 \cdot 10^{11}$  plaquettes. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur toutes les unités.

Des valeurs égales ou supérieures à cette norme doivent être obtenues sur 75 % des unités. Le contenu en plaquettes de ce concentré, ne peut, en aucun cas, être inférieur à  $2 \cdot 10^{11}$ .

**3° Concentré unitaire de plaquettes partiellement déleucocyté (CUP-AL) provenant d'un donneur unique :**

a) le concentré unitaire de plaquettes est obtenu à partir d'un seul donneur selon la technique de cytophères.

b) le concentré unitaire de plaquettes contient un minimum de  $4 \cdot 10^{11}$  plaquettes. Ceci est vérifié sur tous les CUP-AL.

c) le concentré unitaire de plaquettes contient un maximum de  $4 \cdot 10^8$  leucocytes. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur 20 % des unités.

d) Des valeurs égales ou supérieures à la norme définie en b), pour les plaquettes, et des valeurs égales ou inférieures à la norme définie en c), pour les leucocytes, doivent être obtenues dans 75 % des unités testées.

e) Le contenu en plaquettes de ce concentré ne peut, en aucun cas, être inférieur à  $3 \cdot 10^{11}$  et son contenu en leucocytes ne peut, en aucun cas, être supérieur à  $0,5 \cdot 10^9$ .

**4° Concentrés plaquettaires déleucocytés :**

a) Les divers concentrés plaquettaires tels que définis en 1° et 2°, peuvent être soumis à une déleucocytation.

b) Les concentrés plaquettaires déleucocytés doivent répondre, avant déleucocytation, aux normes des concentrés plaquettaires, définies en 1°, b), 2°, b).

c) Leur contenu en leucocytes doit être inférieur à  $0,5 \cdot 10^7$  leucocytes par pool de concentré standard tel que défini en 1° ou par CUP tel que défini en 2°.

d) Le contrôle de ces normes doit être effectué sur 10 % des unités avec un minimum de 4 unités par mois. Des valeurs égales ou inférieures à ces normes doivent être obtenues dans 90 % des unités testées. Le contenu en leucocytes de ces concentrés ne peut, en aucun cas, dépasser cinq fois la norme.

**5° CUP-AL déleucocyté :**

a) Le CUP-AL tel que défini au 3° peut être soumis à une déleucocytation

b) Le contenu en leucocytes du CUP-AL déleucocyté doit être inférieur à  $1 \cdot 10^6$  leucocytes.

**D. CMV-négatif erythrocytenconcentraat.**

Het CMV negatief erythrocytenconcentraat is afkomstig van een eenheid erythrocytenconcentraat zoals bepaald bij punt B, 1° of B, 2° en afgenomen bij een donor waarvan de CMV serologie negatief werd bevonden op het ogenblik van het afnemen.

**E. Bloedplaatjesconcentraat,****1° Standaard bloedplaatjesconcentraat :**

a) Het standaard bloedplaatjesconcentraat wordt bekomen door het centrifugeren van een eenheid menselijk vol bloed, binnen 8 uren na het afnemen. Het gebruik van isothermische systemen bij 20 °C laat toe de tijd voor centrifugatie op 18 uur te brengen;

b) Zijn gehalte aan bloedplaatjes moet groter zijn dan  $0,5 \cdot 10^{11}$  per eenheid. De controle van deze norm gebeurt op 1 % van de eenheden met een minimum van 4 eenheden per maand. Deze norm moet bereikt worden in 75 % van de geteste eenheden. Het gehalte aan bloedplaatjes van dit concentraat mag geenszins minder bedragen dan  $0,4 \cdot 10^{11}$ ;

c) Het eindvolume van het concentraat ligt tussen 50 en 70 ml;

d) De standaard bloedplaatjesconcentraten mogen op een steriele wijze in één verpakking tot een "pool" samengevoegd worden;

e) Het eindvolume van de pool zal proportioneel zijn met het aantal bijgevoegde eenheden;

f) Elke maand wordt een steriliteitscontrole uitgevoerd op 4 pools van standaard bloedplaatjesconcentraat.

**2° "Eén donor-bloedplaatjesconcentraat (EDP)" :**

a) Het één-donor bloedplaatjesconcentraat wordt verkregen van één enkele donor bij middel van een celseparator;

b) Het gehalte aan bloedplaatjes van een één-donor bloedplaatjesconcentraat moet minimaal  $2,5 \cdot 10^{11}$  bedragen. De controle van deze norm moet gebeuren op alle eenheden.

Waarden, gelijk aan of groter dan deze norm moeten verkregen worden in 75 % van de geteste eenheden. Het aantal bloedplaatjes van dit één-donor concentraat mag geenszins kleiner zijn dan  $2 \cdot 10^{11}$ .

**3° Een-donor-bloedplaatjes concentraat, leucocytenarm (EDP-LA) :**

a) Het leucocytenarme één-donor-bloedplaatjesconcentraat wordt verkregen van één enkele donor via de cytaferesetechniek;

b) Het gehalte aan bloedplaatjes bedraagt minimaal  $4 \cdot 10^{11}$  per eenheid. Dit wordt geverifieerd voor alle EDP-LA.

c) Het gehalte aan leucocyten bedraagt maximaal  $4 \cdot 10^8$ . De controle van deze norm moet gebeuren op 20 % van de eenheden.

d) Waarden gelijk aan of groter dan de norm bepaald bij b), voor de bloedplaatjes en waarden gelijk aan of kleiner dan de norm bepaald bij c) voor de leucocyten, moeten verkregen worden bij 75 % van de geteste eenheden.

e) Het gehalte aan bloedplaatjes van dit concentraat mag geenszins lager zijn dan  $3 \cdot 10^{11}$ , en zijn gehalte aan leucocyten mag geenszins hoger zijn dan  $0,5 \cdot 10^9$ .

**4° Gedeleucocyteerd bloedplaatjesconcentraat :**

a) De verscheidene bloedplaatjesconcentraten zoals hierboven bepaald bij 1° en 2° mogen een deleucocytering ondergaan.

b) De gedeleucocyteerde bloedplaatjesconcentraten moeten, vóór deleucocytering, beantwoorden aan de normen van de bloedplaatjesconcentraten bepaald bij 1°, b) en 2°, b).

c) Het gehalte aan leucocyten moet lager zijn dan  $0,5 \cdot 10^7$  leucocyten per pool van concentraten zoals bepaald in 1° of per één-donor-concentraat zoals bepaald in 2°.

d) De controle van deze waarden gebeurt bij 10 % van de eenheden met een minimum van 4 eenheden per maand. Waarden, gelijk aan of minder dan deze normen moeten verkregen worden in 90 % van de geteste eenheden. Het aantal leucocyten mag geenszins hoger zijn dan het vijfvoud van deze norm.

**5° Gedeleucocyteerd EDP-LA :**

a) Het EDP-LA, zoals bepaald in 3° mag een deleucocytering ondergaan;

b) Het gehalte aan leucocyten na deleucocytering moet minder dan  $1 \cdot 10^6$  per concentraat bedragen;

c) Le contrôle de ces normes doit être effectué sur 10 % des unités avec un minimum de 4 unités par mois. Des valeurs égales ou inférieures à ces normes doivent être obtenues dans 90 % des unités testées. Le contenu en leucocytes de ces concentrés ne peut, en aucun cas, dépasser cinq fois la norme.

F. Concentré leucocytaire :

1° Le concentré leucocytaire est obtenu à partir d'un seul donneur selon la technique de cytophèrese.

2° Son contenu en granulocytes est supérieur à  $1.10^{10}$  granulocytes par unité. Le contrôle de cette norme doit être effectué sur chaque unité.

G. Produits sanguins irradiés :

1° Les concentrés érythrocytaires tels que définis aux points B, 1°, B, 2°, C et D, ainsi que les concentrés plaquettaires tels que définis aux points E, 1° à E, 5°, peuvent être soumis à une irradiation de 2.500 à 5.000 rad, soit 25 à 50 gray.

2° Les normes auxquelles doivent répondre ces produits sont identiques à celles des concentrés de départ.

H. Plasma humain frais congelé :

1° Le plasma humain frais congelé est obtenu, à partir du sang humain total, par centrifugation et congélation effectuées endéans les 6 heures qui suivent le prélèvement. L'utilisation de systèmes isothermiques à 20 °C permet de porter le délai entre le prélèvement et la congélation à 18 heures.

2° L'utilisation de ce produit est limitée aux transfusions autologues programmées.

I. Plasma humain frais congelé viro-inactivé :

1° le plasma humain frais congelé à viro-inactiver est obtenu à partir du sang humain total, par centrifugation et congélation effectuées endéans les 6 heures qui suivent le prélèvement. L'utilisation de systèmes isothermiques à 20 °C permet de porter le délai entre le prélèvement et la congélation à 18 heures. Le plasma peut également être obtenu par plasmaphérese. Le plasma humain frais congelé à viro-inactiver, réparti en pool isogroupe, subi une viro-inactivation selon une méthode validée et reconnue par le Conseil supérieur d'Hygiène publique;

2° Le volume de l'unité de plasma humain frais congelé viro-inactivé est de 200 ml;

3° Les caractéristiques de chaque lot de plasma humain frais congelé viro-inactivé font l'objet d'un descriptif. Ces caractéristiques doivent répondre aux normes minimales suivantes : les facteurs II, V, VIII, IX et XI auront une activité coagulante supérieure ou égale à 0,5 U.I. par ml;

4° Ces descriptifs sont archivés dans les établissements ou les centres agréés pour la préparation, la conservation et la délivrance des substances thérapeutiques d'origine humaine.

J. Plasma humain frais congelé comme produit source des dérivés sanguins stables (plasma destiné au fractionnement) :

Le plasma satisfaisant aux prescriptions reprises sous l'article 17 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine peut être utilisé comme plasma source pour le fractionnement aux conditions suivantes :

1° que les solutions anti-coagulantes utilisées soient atoxiques et dépourvues de pyrogène et qu'aucune substance antiseptique bactéricide ou bactériostatique ne lui soit ajoutée;

2° que le transfert du plasma vers la poche de recueil se fasse de manière aseptique;

3° que la centrifugation soit telle que la composante cellulaire soit la plus basse possible et dans tous les cas inférieure à 6.000 érythrocytes/ $\mu$ l;

4° Ce plasma peut provenir soit de la plasmaphérese, soit du fractionnement du sang total;

5° si le plasma source doit servir à la préparation de facteurs de coagulation, ce plasma doit être congelé endéans les 6 heures qui suivent le prélèvement.

Néanmoins, lorsqu'un système isotherme à 20 °C est utilisé, le délai entre le prélèvement et la congélation peut être porté à 18 heures.

Une température inférieure à - 30 °C doit être atteinte aussi rapidement que possible et dans tous les cas en moins de 90 minutes;

6° si le plasma source doit servir à la préparation de gammaglobulines spécifiques, le Ministre peut arrêter des exigences supplémentaires portant sur la dite spécificité.

c) De controle van deze waarden gebeurt bij 10 % van de eenheden met een minimum van 4 eenheden per maand. Waarden, gelijk aan of minder dan deze norm moeten verkregen worden in 90 % van de geteste eenheden. Het aantal leucocyten mag geenszins hoger zijn dan het vijfvoud van deze norm.

F. Leucocytenconcentraat :

1° Het leucocytenconcentraat wordt verkregen van één enkele donor via de cytaferesetechniek;

2° Het gehalte aan granulocyten ligt hoger dan  $1.10^{10}$  granulocyten per eenheid. De controle van deze norm moet gebeuren bij elke eenheid.

G. Bestraalde bloedprodukten :

1° Het erythrocytenconcentraat zoals bepaald bij de punten B, 1°, B, 2°, C en D evenals de bloedplaatjesconcentraten zoals bepaald bij de punten E, 1° tot E, 5° mogen een bestraling ondergaan van 2.500 tot 5.000 rad ofwel 25 tot 50 gray;

2° De normen waaraan deze produkten moeten beantwoorden, zijn identiek aan deze van de beginconcentraten.

H. Bevroren vers menselijk plasma :

1° Het bevroren vers menselijk plasma wordt verkregen door centrifugatie van menselijk vol bloed en invriezing van het plasma binnen 6 uren na het afnemen. Gebruik van isotherme systemen bij 20 °C maakt het mogelijk de tijd tussen afname en invriezen uit te breiden tot 18 uur;

2° Dit produkt mag slechts gebruikt worden voor geprogrammeerde autologe transfusie.

I. Bevroren vers menselijk plasma, virus-geïnactiveerd :

1° Het bevroren vers menselijk plasma dat een virus-inactivering moet ondergaan wordt bekomen uit menselijk vol bloed, door centrifugering en invriezing van het plasma binnen 6 uur na afname. Gebruik van isotherme systemen bij 20 °C maakt het mogelijk de tijd tussen afname en invriezen uit te breiden tot 18 uur. Het plasma mag eveneens verkregen worden door plasmaferese. Met het bevroren vers menselijk plasma worden isogroep pools gemaakt, die een virusinactivering ondergaan door middel van een techniek die door de Hoge Gezondheidsraad gevalideerd en erkend is;

2° Het volume van een eenheid bevroren vers menselijk plasma, virus-geïnactiveerd bedraagt 200 ml;

3° De karakteristieken van elk lot bevroren vers menselijk plasma, virus-geïnactiveerd worden schriftelijk vastgelegd in een verslag. De karakteristieken moeten beantwoorden aan volgende minimum normen : stollingsactiviteit van factor II, V, VIII, IX en XI hoger of gelijk aan 0,5 I.E./ml;

4° De verslagen worden gearhiveerd in de instellingen of in de centra erkend voor de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedprodukten van menselijke oorsprong.

J. Bevroren vers menselijk plasma als grondstof voor stabiele derivaten (plasma voor fractionering) :

Plasma, beantwoordend aan de criteria van artikel 17 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong, kan gebruikt worden als grondstof voor fraktionering onder volgende voorwaarden :

1° Het gebruikte antistollingsmiddel mag niet toxisch zijn, het mag geen pyrogenen bevatten, en er mag geen enkele antiseptische, bactericide of bacteriostatische stof aan toegevoegd zijn;

2° Het overhevelen van het plasma naar de opvangzak moet gebeuren op een aseptische wijze;

3° Het centrifugeren moet van zo'n kwaliteit zijn dat het aantal cellen in het plasma zo laag mogelijk is, en in elk geval lager dan 6.000 erythrocyten/ $\mu$ l;

4° Dit plasma kan bekomen worden, hetzij door plasmaferese, hetzij door centrifugatie van vol bloed.

5° Plasma, dat zal gebruikt worden voor de bereiding van stollingsfactoren moet ingevroren worden binnen 6 uur na afneming.

Indien evenwel isotherme systemen bij 20 °C worden gebruikt, kan die tijdsduur tot 18 uur worden verlengd.

Een temperatuur van - 30 °C of lager moet zo snel mogelijk, en zeker binnen een tijdsduur van 90 min., bereikt worden;

6° Voor plasma, dat zal dienen voor de bereiding van specifieke gammaglobulinen, kan de Minister besluiten tot bijkomende voorwaarden in verband met de vermelde specificiteit.

**Art. 12.** Tout récipient contenant du sang humain total ou l'une de ses fractions, prêt à l'emploi, doit porter une étiquette mentionnant les indications générales et les mentions particulières énumérées ci-après :

#### I. INDICATIONS GENERALES.

1° Le nom de l'établissement, celui du centre et un numéro permettant l'identification du donneur, conformément à l'art. 5, al. 2, de la loi du 5 juillet 1994 précitée;

2° La nature du produit;

3° La date d'expiration de la validité, selon les conditions fixées dans le présent arrêté;

4° Les conditions de conservation.

5° le groupe sanguin O, A, B ou AB

6° Le groupe Rh, soit positif (Rh pos.), soit négatif (Rh nég.); la dernière qualification n'est utilisée que si les épreuves spécifiques ont montré l'absence des antigènes C, D et E. La mention Rh nég. sera suivie de l'indication que le sang provient d'un donneur cde/cde. Cette indication n'est obligatoire ni pour le plasma humain frais congelé viro-inactivé ni pour le plasma humain frais congelé source.

#### II. INDICATIONS PARTICULIERES

##### A. Pour le sang humain total :

1° le volume de sang contenu dans l'unité;

2° le volume et la composition de la solution anticoagulante;

3° la mention "Ce sang est à réserver exclusivement aux transfusions isogroupe", dans les cas prévus à l'article 16 de la loi du 5 juillet 1994 relatif au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine;

4° l'avertissement de ne pas utiliser le produit s'il présente un signe visible quelconque d'altération;

5° l'obligation de faire, avant l'administration, au moins une épreuve de compatibilité majeure.

##### B. Pour le concentré érythrocytaire :

1° les indications reprises au A 2°, 4°, 5°;

2° le volume total de la suspension des hématies et une indication permettant de retrouver son origine;

3° le volume et la composition du liquide de suspension;

4° si le produit a subi une déleucocytation, il devra porter la mention "déleucocyté";

5° si la déleucocytation a ouvert le système, il y a lieu de faire paraître la mention "validité ramenée à 24 heures dans les conditions standard de conservation";

6° si le produit a été testé pour être cédé comme CMV négatif, il devra porter la mention "CMV négatif";

7° Si le produit a subi une irradiation, il devra porter la mention "irradié".

##### C. Pour les concentrés plaquettaires :

1° le nombre d'unités présentes dans le conditionnement et une indication permettant de retrouver l'origine du ou des produits;

2° le volume et la composition du liquide de suspension;

3° si le produit est un concentré unitaire de plaquettes, la mention "CUP" ou "CUP-AL" (selon le cas) doit de plus figurer sur l'étiquette;

4° si le produit a subi une déleucocytation, il devra porter la mention "déleucocyté";

5° si la déleucocytation a ouvert le système, il y a lieu de faire paraître la mention "validité ramenée à 24 heures dans les conditions standard de conservation";

6° si le produit a subi une irradiation, il devra porter la mention "irradié";

7° Selon la nécessité et en fonction du titre d'agglutinines naturelles anti-A, anti-B ou anti-A + B, mettre la mention "à réserver aux transfusions isogroupes".

##### D. Pour le concentré leucocytaire :

1° le volume de la suspension et le nombre total de leucocytes présents;

2° le volume et la composition du liquide de suspension;

**Art. 12.** Op elk recipiënt, dat menselijk vol bloed of één van zijn derivaten bevat en klaar is voor gebruik, moet een etiket zijn aangebracht waarop de hierna opgesomde algemene gegevens en bijzonderheden staan vermeld :

#### I. ALGEMEENHEDEN.

1° De naam van de instelling en van het centrum, alsook een nummer dat de identificatie van de donor mogelijk maakt, overeenkomstig het art. 5, lid 2, van de wet van 5 juli 1994 voormeld;

2° De aard van het produkt;

3° De vervaldatum van de geldigheid, volgens de in het huidige besluit bepaalde voorwaarden;

4° De bewaringsvoorwaarden;

5° De bloedgroep O, A, B of AB;

6° de Rhesus-groep, hetzij positief (Rh pos.) hetzij negatief (Rh neg.); de laatste aanduiding wordt alleen gebruikt wanneer uit de specifieke proeven is gebleken dat er geen antigenen C, D en E aanwezig zijn. De aanduiding Rh neg. moet gevolgd worden door de vermelding dat het bloed herkomstig is van een persoon die tot de cde/cde-groep behoort. Die aanduiding is niet verplicht voor bevroren vers menselijk plasma virus-geïnactiveerd noch voor bevroren vers menselijk stampasma.

#### II. BIJZONDERE VERMELDINGEN.

##### A. Voor het menselijk vol bloed :

1° Volume bloed in de eenheid;

2° Volume en samenstelling van de antistollingsoplossing;

3° De vermelding "Dit bloed is uitsluitend bestemd voor isogroeptransfusie" in de gevallen bepaald in artikel 16 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong;

4° De verwittiging dat het produkt niet mag worden gebruikt indien het enig zichtbaar teken van ontaarding vertoont;

5° De verplichting, voor het gebruik ervan, ten minste de majorkruisproef te verrichten.

##### B. Voor het erythrocytenconcentraat :

1° De vermeldingen opgesomd in A 2°, 4° en 5°;

2° Het volume van de suspensie rode bloedcellen en een indicatie waardoor de oorsprong ervan kan worden opgespoord;

3° Het volume en de samenstelling van de suspensievloeistof;

4° Indien gedeleucocytteerd, de vermelding "gedeuleucocytteerd";

5° Als voor de deleucocytering het steriel gesloten systeem doorbroken werd, de vermelding "geldigheid teruggebracht tot 24 uur in standaard bewaringsvoorwaarden";

6° Indien getest om als CMV-negatief te worden afgeleverd, de vermelding "CMV-negatief";

7° Indien bestraald, de vermelding "bestraald".

##### C. Voor het bloedplaatjesconcentraat :

1° Het aantal eenheden aanwezig in de verpakking en een aanduiding, die toelaat de oorsprong terug te vinden van het(de) produkt(en);

2° Het volume en de samenstelling van de suspensie- vloeistof;

3° Als het gaat om een één-donor-bloedplaatjesconcentraat, de vermelding "EDP" of "EDP -LA" naargelang het geval.

4° Indien gedeleucocytteerd, de vermelding "gedeuleucocytteerd";

5° Als voor de deleucocytering het steriel gesloten systeem doorbroken werd, de vermelding "geldigheid teruggebracht tot 24 uur in standaard bewaringsvoorwaarden";

6° Indien bestraald, de vermelding "bestraald".

7° Naar gelang de noodzaak en in functie van de titel van natuurlijke agglutininen anti-A, anti-B of anti-A+B, moet de vermelding: "Enkel voor isogroeptransfusie" worden aangebracht.

##### D. Voor het leucocytenconcentraat :

1° Het volume en het aantal leucocyten aanwezig in het concentraat;

2° Het volume en de samenstelling van de suspensie- vloeistof.



E. Pour le plasma frais congelé viro-inactivé :

1° le volume, le procédé de viro-inactivation, les indications sur les conditions de conservation et de stockage du produit ainsi que le numéro de lot doivent être mentionnés sur l'emballage du produit;

2° une notice rappelant, entre autres, les critères d'utilisation du produit et ses éventuels effets secondaires doit accompagner chaque unité.

F. Plasma humain frais congelé comme produit source des dérivés stables (plasma destiné au fractionnement).

Une indication permettant et garantissant la traçabilité.

**Art. 13.** Dans le cadre d'une transfusion autologue programmée :

1° l'organisation pratique des prélèvements, du stockage et de la distribution du sang humain total et de ses dérivés doit non seulement permettre le repérage immédiat du produit, mais aussi d'éviter tout risque de confusion entre les stocks de dons homologues et autologues;

2° il sera procédé aux analyses biologiques prévues à l'article 16 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine;

3° tout récipient contenant du sang humain total ou un de ses dérivés, prêt à l'emploi, doit porter une étiquette portant la mention "ce produit (sang ou dérivé) est à réserve exclusivement à l'intervention programmée qui sera pratiquée sur... ", complétée par le nom, le prénom, le sexe et la date de naissance du destinataire ainsi que par la date de ladite intervention et par celle du prélèvement ainsi que la mention "ne pas utiliser si le produit présente un signe visible quelconque d'altération";

4° les unités de sang humain total ou de l'un de ses dérivés, prélevées et non utilisées, doivent être détruites.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 14.** L'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine est abrogé.

**Art. 15.** Les établissements et les centres qui fonctionnent à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent introduire une demande d'agrément au plus tard dans les six mois qui suivent cette date.

**Art. 16.** Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 4 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

#### Annexe à l'arrêté royal du 4 avril 1996, relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine

##### Conditions d'emploi des récipients en plastique

§ 1<sup>er</sup>. Normes pour les récipients et appareillages en matière plastique destinés à la transfusion sanguine.

— Le matériau plastique utilisé doit permettre une stérilisation efficace de l'appareillage de transfusion sans l'altérer.

— Il doit être, dans les conditions normales de l'emploi, imperméable notamment à l'humidité, à l'air, aux produits chimiques et aux micro-organismes.

— Le matériau utilisé doit être et rester suffisamment transparent pour permettre à tout moment la vérification visuelle du contenu.

— Le matériau et toutes les surfaces de contact avec le sang et avec la solution anticoagulante doivent être chimiquement et physiquement inertes vis-à-vis du sang ou de la solution conservatrice et ne peuvent causer aucune altération du contenu endéans la date limite dont le fabricant prend la responsabilité.

E. Voor het bevroren vers plasma, virus-geïnactiveerd :

1° Het volume, het procédé van virusinactivering, de aanwijzingen met betrekking tot de omstandigheden voor bewaring en opslag van het produkt, evenals het lotnummer moeten duidelijk op de verpakking van het produkt vermeld zijn;

2° Bij elke eenheid moet een bijsluiter geleverd worden waarin herinnerd wordt aan de criteria voor toediening van het produkt en waarin eventuele bijwerkingen worden beschreven.

F. Bevroren vers menselijk plasma als grondstof voor stabiele derivaten (plasma voor fractionering).

Een vermelding die de opspoorbaarheid mogelijk maakt en waarborgt.

**Art. 13.** In het raam van een geprogrammeerde autologe transfusie :

1° Moet de praktische organisatie van de afneming, de opslag en de distributie van het menselijk vol bloed en/of zijn componenten, het niet alleen mogelijk maken het produkt onmiddellijk op te sporen maar tevens elk risico vermijden van verwarring tussen stocks van homologe en autologe giften;

2° Moeten de biologische onderzoeken, vastgesteld in art. 16 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten, uitgevoerd worden;

3° Moet op elk recipiënt met menselijk vol bloed of een component ervan een etiket worden aangebracht met, naargelang van het geval, de vermelding "Dit produkt (bloed of derivaat) moet uitsluitend worden voorbehouden voor de geprogrammeerde ingreep die zal worden verricht op... » aangevuld met de naam, de voornaam, het geslacht en de geboortedatum van de bestemming alsook met de datum van die ingreep en die van de afneming. Dit etiket moet ook de vermelding dragen "niet gebruiken indien het produkt enig zichtbaar teken van ontarding vertoont";

4° Moeten de eenheden van menselijk vol bloed of van een component ervan, die zijn afgenomen en niet gebruikt, worden vernietigd.

#### HOOFDSTUK IV. — Opheffings-, overgangs- en slotsbepalingen

**Art. 14.** Het koninklijk besluit van 10 november 1971 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedzelfstandigheid van menselijke oorsprong is opgeheven.

**Art. 15.** De instellingen en centra die werkzaam zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit moeten ten laatste binnen zes maanden na die datum een aanvraag tot erkenning indienen.

**Art. 16.** Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 4 april 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

#### Bijlage bij het koninklijk besluit van 4 april 1996 betreffende de afneming, de bereiding, de bewaring en de terhandstelling van therapeutische bloedprodukten van menselijke oorsprong.

##### Voorwaarden voor het gebruik van plastic zakken

§ 1. Normen voor de plastic bloedtransfusiezakken en -apparaat.

— Het gebruikte plastic materiaal moet een efficiënte sterilisatie van de transfusie-apparaat mogelijk maken, zonder ze te beschadigen.

— Het mag bij normale gebruiksomstandigheden geen vochtigheid, lucht, chemische stoffen of micro-organismen doorlaten.

— Het gebruikte materiaal moet voldoende doorzichtig zijn en blijven om een voortdurende visuele controle van de inhoud mogelijk te maken.

— Het materiaal en alle delen die in aanraking komen met het bloed en de antistollingsoplossing moeten chemisch en fysisch inert zijn tegenover het bloed of de conserverende oplossing en mogen binnen de periode waarvoor de fabrikant zich verantwoordelijk heeft gesteld, niet de minste wijziging van de inhoud teweegbrengen.

— Les producteurs et importateurs des appareillages ou récipients en matière plastique pour transfusion sanguine doivent transmettre, éventuellement à titre confidentiel, au Ministre de la Santé publique la liste qualitative et quantitative des composants, notamment les plastifiants, produits de charge, additifs, adhésifs et lubrifiants du matériau plastique et de toute autre substance utilisée pour la fabrication des récipients. Les résultats des analyses de contrôle effectuées sur chaque lot de récipients doivent être transmis avec le numéro d'identification du lot.

Le fabricant doit faire connaître le mode de stérilisation à appliquer et préciser le comportement du matériau et du récipient aux basses températures, compte tenu des produits qui y sont congelés.

Aucune modification ne peut être apportée dans la composition des matériaux utilisés si elle n'est pas communiquée et approuvée au préalable.

— La matière plastique ne peut contenir aucun métal lourd ou composé.

— L'appareillage et la solution conservatrice doivent être stériles, atoxiques, apyrogènes et n'exercer aucune action hémolytique dans les conditions normales d'emploi.

§ 2. Contrôles à effectuer sur les récipients (ou appareillages complets) prêts à l'emploi.

#### I. Essais chimiques.

Les essais chimiques numérotés 2 à 11 sont effectués sur un éluat de la matière plastique préparé comme ci-dessous.

Les essais chimiques numérotés 12 et 13 sont effectués sur la matière plastique elle-même.

#### 1. Préparation de l'éluat.

Le contrôle complet est effectué sur une quantité de matière plastique d'une superficie totale de 1250 cm<sup>2</sup> (compte tenu des deux faces de l'échantillon se présentant sous forme de feuille). L'échantillon dépourvu de toute mention imprimée ou d'étiquette, devra être découpé en morceaux ne dépassant pas 10 cm<sup>2</sup>. Pour le dispositif tubulaire, d'une épaisseur de paroi d'environ 1 mm, la longueur à employer est donnée par la formule :

$$L = \frac{A}{3,14 (D1 + D2)}$$

dans laquelle :

A = surface totale en cm

D1 = diamètre intérieur en cm

D2 = diamètre extérieur en cm

Le dispositif tubulaire est découpé en sections 10 cm qui sont ouverts dans le sens de la longueur.

Les morceaux de la feuille ou du tube de plastique sont introduits dans un flacon conique en verre de haute résistance hydrolytique contenant 10 ml d'eau bidistillée par 50 cm<sup>2</sup> de superficie totale de la matière plastique.

Le col du flacon est recouvert d'un béccher posé à l'envers et le flacon est ensuite porté en autoclave à 110 °C pendant 30 minutes puis ramené rapidement à la température ambiante.

Il n'est pas nécessaire de tenir compte d'une éventuelle légère adhérence entre les morceaux de matière plastique. Si la matière plastique a été en contact avec une solution anticoagulante, les morceaux doivent d'abord être lavés dans un flacon similaire contenant 100 ml d'eau bidistillée froide; on agit à plusieurs reprises, on décante et on répète cette opération une fois.

S'il s'agit de matières plastiques sensibles à la chaleur, on peut remplacer l'autoclave par un chauffage à 70 °C pendant 72 heures.

La solution témoin est préparée en traitant une même quantité d'eau bidistillée d'une manière analogue, dans un deuxième flacon de même qualité; elle est soumise aux mêmes contrôles.

#### 2. Recherche des substances oxydables.

20 ml de l'éluat, placés dans un flacon conique en verre de haute résistance hydrolytique, sont maintenus à l'ébullition pendant 3 minutes, à l'abri de la lumière vive, en présence de 20 ml d'une solution 0,01 N de permanganate potassique et de 1 ml d'acide sulfurique 2N. La solution est ensuite refroidie rapidement. On ajoute alors 0,1 g d'iodure potassique et 5 gouttes de solution d'amidon et on titre à l'aide d'une solution 0,01 N de thiosulfate sodique (soit n1 ml).

— De producteurs et importateurs de plastic bloedtransfusiezakken en -apparatuur moeten, eventueel vertrouwelijk, aan de Minister van Volksgezondheid, de kwalitatieve en kwantitatieve lijst toesturen van de componenten, meer bepaald van de plastificeermiddelen, de vulstoffen, de toevoegsels, de kleefstoffen en de smeermiddelen van het plastic materiaal en van alle andere stoffen die voor de vervaardiging van de zakken zijn gebruikt. De resultaten van de controleproeven, waaraan elke partij zakken wordt onderworpen, moeten worden medegedeeld samen met het identificatienummer van de partij.

De fabrikant moet de toe te passen sterilisatiemethode vermelden en preciseren hoe het materiaal en de zak zich bij lage temperaturen gedragen, rekening houdend met de produkten die erin worden bevroren.

Niets mag worden gewijzigd in de samenstelling van de gebruikte materialen zonder voorafgaande mededeling en goedkeuring.

— Het plastic materiaal mag geen enkel zwaar metaal of verbinding daarvan bevatten.

— De apparatuur en de conserveeroplossing moeten steriel zijn, niet-toxisch en pyrogeenvrij; zij mogen bij normale gebruiksomstandigheden geen hemolytische werking hebben.

§ 2. Controle op de gebruiksklare zakken (of volledige apparatuur).

#### I. Chemische proeven.

De van 2 tot 11 genummerde chemische proeven worden verricht op een eluaat van de plastic stof, dat op hierna volgende wijze wordt bereid.

De chemische proeven 12 en 13 worden op de plastic stof zelf verricht.

#### 1. Bereiding van het eluaat

De volledige controle wordt verricht op een hoeveelheid plastic stof van 1250 cm<sup>2</sup> (totale oppervlakte van de beide zijden van een plastic proeffolie). Het monster waarop geen gedrukte aanduiding of etiket voorkomt, wordt in stukken van maximaal 10 cm<sup>2</sup> geknipt. De nodige lengte van de slangen, waarvan de wanddikte ongeveer 1 mm bedraagt, wordt als volgt berekend :

$$L = \frac{A}{3,14 (D1 + D2)}$$

waarbij :

A = de totale oppervlakte uitgedrukt in cm

D1 = de inwendige doorsnede uitgedrukt in cm

D2 = de uitwendige doorsnede uitgedrukt in cm

De slangen worden in stukken van 10 cm geknipt en overlans geopend.

De stukken plastic folie of slang worden in een kegelvormige fles gebracht van glas dat een hoge hydrolytische weerstand bezit en waarin 10 ml gebidistilleerd water aanwezig is per 50 cm<sup>2</sup> totale oppervlakte van de plastic stof.

De hals van de fles wordt afgedekt met een omgekeerd bekglas en de fles wordt nadien 30 minuten lang in een autoclaaf verhit bij een temperatuur van 110 °C en daarna snel afgekoeld tot kamertemperatuur.

Er hoeft geen rekening te worden gehouden met het eventueel enigszins aan elkaar kleven van de plastic monsters. Indien de plastic stoffen in aanraking zijn geweest met een antistollingsoplossing, moeten de stukken eerst in een zelfde fles met 100 ml koud gebidistilleerd water worden gewassen. De oplossing wordt enkele malen flink geschud en dan afgegoten, deze handeling wordt éénmaal herhaald.

Plastic stoffen die geen hoge temperaturen kunnen verdragen, kunnen 72 uur op een temperatuur van 70 °C worden gehouden, in plaats van in een autoclaaf te worden verhit.

Op overeenkomstige wijze wordt een controle vloeistof bereid met een gelijke hoeveelheid gebidistilleerd water in een tweede fles van gelijke kwaliteit; dezelfde controleverrichtingen worden erop uitgevoerd.

#### 2. Onderzoek op oxydeerbare stoffen.

Bij 20 ml eluaat in een kegelvormige fles van glas met een hoge hydrolytische weerstand voegt men 20 ml 0,01 N kaliumpermanganaatoplossing en 1 ml 2 N zwavelzuur. Men laat het mengsel drie minuten koken en nadien snel afkoelen. Men voegt er dan 0,1 g kaliumjodide en 5 druppels stijfseloplossing aan toe en men titreert met 0,01 N natriumthiosulfaatoplossing (zegge n1 ml).

On répète les mêmes opérations sur 20 ml de la solution témoin (soit n2 ml 0,01 N de thiosulfate sodique).

La différence (n2 — n1) ml représente la quantité de permanganate 0,01 N réduite par des substances oxydables.

Limite : le volume de la solution de permanganate potassique utilisé n'est pas supérieur à 1 ml pour 10 ml de l'éluat.

### 3. Recherche des chlorures.

A 20 ml de l'éluat, on ajoute 15 gouttes de nitrate argentique et 1 ml d'acide nitrique dilué : après 10 minutes de repos à l'abri de la lumière vive, le trouble éventuel n'est pas supérieur à celui d'un blanc contenant 2 ml de solution témoin de chlorure (P.B.V.).

L'observation se fait en tubes de Nessler suivant le grand axe, sous une épaisseur d'au moins 10 cm.

Limite : pas plus de 4 microg/10 ml.

### 4. Recherche des sulfates.

A 50 ml de l'éluat on ajoute 1 ml d'acide acétique dilué et 25 gouttes de nitrate barytique : on mélange avec un agitateur : après 15 minutes de repos le trouble éventuel n'est pas supérieur à celui d'un blanc contenant 12,5 ml de solution témoin de sulfate (P.B.V.).

L'observation se fait en tubes de Nessler suivant le grand axe, sous une épaisseur d'au moins 10 cm.

Limite : pas plus de 25 microg/10 ml.

### 5. Recherche de l'ammonium.

L'éluat dilué de son volume d'eau ne donne pas la réaction (B) de l'ammonium (P.B.V.).

Limite : pas plus de 20 microg/10 ml.

### 6. Recherche des phosphates.

On évapore au bain-marie 10 ml de l'éluat. Le résidu ne donne pas la réaction des phosphates (P.B.V.).

Limite : pas plus de 20 microg/10 ml.

### 7. Recherche de l'acidité ou de l'alcalinité.

Le mélange de 10 ml de l'éluat et de 2 gouttes de phénolphthaléine est incolore, il vire au rouge après addition de 0,4 ml au maximum de solution 0,01 N d'hydroxyde sodique. Cette coloration disparaît par addition de 0,8 ml de solution 0,01 N d'acide chlorhydrique et l'addition de 5 gouttes de rouge de méthyle à ce mélange fait réapparaître une coloration rouge ou rouge-orangé.

### 8. Résidu d'évaporation.

100 ml de l'éluat sont évaporés complètement au bain-marie. Le résidu est desséché à 105 °C jusqu'à poids constant.

Limite : après refroidissement il pèse au maximum 5 mg.

### 9. Limpidité.

L'éluat ne présente pas de trouble supérieur à celui de la solution témoin.

### 10. Coloration et odeur.

L'éluat ne présente ni coloration ni odeur différentes de celles de la solution témoin.

### 11. Résidu de calcination.

2 g de l'échantillon de matière plastique réduite en poudre sont introduits dans un creuset de platine taré et incinérés sans addition d'acide sulfurique. Le résidu est calciné jusqu'à poids constant. Il est réservé à l'essai des métaux lourds.

Limite : son poids ne dépasse pas 2 mg.

### 12. Recherche des métaux lourds.

Le résidu de calcination est traité avec 1 ml d'acide acétique dilué bouillant. Après dilution au moyen de 9 ml d'eau on filtre : le filtrat ne donne pas la réaction des métaux lourds (P.B.V.).

### 13. Analyse spectrale.

L'analyse spectrale de l'éluat ne doit pas révéler la présence, en quantités supérieures à 0,01 p.p.m. des éléments suivants : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, plomb, silicium, argent, étain, mercure.

## II. Essais biologiques.

### 1. Préparation de l'éluat.

Les essais biologiques 2 et 3 sont effectués sur l'éluat préparé selon I.1 auquel on ajoute du chlorure sodique apyrogène jusqu'à l'obtention d'une concentration finale de 0,9 p.c. p/v. On travaille avec une verrerie apyrogène.

Dezelfde bewerkingen worden herhaald op 20 ml van de controle vloeistof (zegge n2 ml 0,01 N natriumthiosulfaat).

Het verschil (n2 — n1) ml is de hoeveelheid 0,01 N permanganaat-oplossing die door oxydeerbare stoffen werd gereduceerd.

Grens : Er wordt niet meer dan 1 ml kaliumpermanganaat-oplossing gebruikt voor 10 ml van het eluaat.

### 3. Onderzoek op chloriden.

Bij 20 ml van het eluaat voegt men 15 druppels zilvernitraatoplossing en 1 ml verdund salpeterzuur. Nadat de oplossing, beveiligd voor hevig licht, 10 minuten heeft gestaan, is de eventuele troebelheid niet meer uitgesproken dan die van een blanco-oplossing die 2 ml controlevloeistof met chloride (B.F.V) bevat.

De reactie wordt waargenomen in Nessler-buizen, in de lengterichting, met een laagdikte van minimum 10 cm.

Grens : niet meer dan 4 microg/10 ml.

### 4. Onderzoek op sulfaten.

Bij 50 ml van het eluaat voegt men 1 ml verdund azijnzuur en 25 druppels bariumnitraatoplossing; men mengt met een roerstaafje. Wanneer de oplossing 15 minuten heeft gestaan is de eventuele troebelheid niet meer uitgesproken dan die van een blanco-oplossing die 12,5 ml controle-oplossing met sulfaat (B.F.V) bevat.

De reactie wordt waargenomen in Nessler-buizen, in de lengterichting, met een laagdikte van minimum 10 cm.

Grens : niet meer dan 25 microg/10 ml.

### 5. Onderzoek op ammonium.

Het eluaat dat met een gelijke hoeveelheid water is verdund vertoont de reactie (B) op ammonium (B.F.V) niet.

Grens : niet meer dan 20 microg/10 ml.

### 6. Onderzoek op fosfaten.

10 ml van het eluaat worden in een waterbad drooggedampt. Het residu vertoont de reactie op fosfaat (B.F.V) niet.

Grens : niet meer dan 20 microg/10ml

### 7. Onderzoek op de zuurheidsgraad of de alkaliteit.

Een mengsel van 10 ml van het eluaat met 2 druppels fenolftaleïne mag niet rood kleuren; een rode kleur ontstaat wanneer maximum 0,4 ml 0,01 N natriumhydroxide-oplossing wordt toegevoegd. Die kleuring verdwijnt na toevoeging van 0,8 ml 0,01 N chloorwaterstofzuur. Wanneer men 5 druppels methylrood toevoegt, ontstaat opnieuw een rode of oranje-rode kleur.

### 8. Verdampingsrest.

100 ml eluaat worden volledig verdampt in een waterbad. De rest wordt gedroogd bij een temperatuur van 105 °C tot constant gewicht.

Grens : mag na afkoeling niet meer dan 5 mg wegen.

### 9. Helderheid.

Het eluaat is niet troebeler dan de controle-oplossing.

### 10. Kleur en geur.

De kleur noch de geur van het eluaat zijn verschillend van die van de controle-vloeistof.

### 11. Asrest.

2 g van het monster van het verpulverde plastic materiaal worden in een getarrede platinakroes verast zonder toevoeging van zwavelzuur. De rest wordt uitgedroogd tot constant gewicht. Ze wordt gebruikt voor de proef op zware metalen.

Grens : De asrest mag niet meer dan 2 mg wegen.

### 12. Onderzoek op zware metalen.

De asrest wordt behandeld met 1 ml verdund azijnzuur op kooktemperatuur. Nadat de vloeistof met 9 ml is verdund, wordt ze gefiltreerd : het filtraat geeft de reactie op zware metalen niet (B.F.V).

### 13. Spectraalanalyse.

De spectraalanalyse van het eluaat mag niet de aanwezigheid aantonen van volgende elementen in hoeveelheden van meer dan 0,01 p.p.m. : arsenicum, cadmium, chroom, koper, lood, silicium, zilver, tin, kwikzilver.

## II. Biologische proeven.

### 1. Bereiding van het eluaat.

De biologische proeven 2 en 3 worden verricht op het volgens I.1 bereide eluaat waaraan pyrogeenvrij natrium-chloride is toegevoegd tot een eindconcentratie van 0,9 % g/v is bereikt. Men werkt met pyrogeenvrij glas.

## 2. Recherche des pyrogènes.

Sur l'éluat préparé selon la technique décrite ci-dessus (II.1) on recherche les substances pyrogènes selon la méthode prescrite par la PB.V. Le volume à injecter est de 25 ml par kg de poids du lapin.

## 3. Recherche de la toxicité aiguë.

Sur l'éluat préparé selon la technique décrite ci-dessous (II.1) on détermine la toxicité aiguë pour la souris selon la méthode A préconisée par la PB.V.

## 4. Recherche d'un effet hémolytique sur les globules rouges humains.

La recherche d'un effet hémolytique se fait sur l'éluat et sur la solution témoin préparés selon la méthode décrite au point I.1.

### Préparation de l'échantillon :

100 ml de l'éluat sont évaporés complètement au bain-marie. Le résidu est repris dans 5 ml d'une solution de NaCl à 8,5 ‰ p/v.

### Préparation du témoin.

100 ml de la solution témoin sont évaporés complètement au bain-marie. Le résidu est repris dans 5 ml d'une solution de NaCl à 8,5 ‰ p/v.

### Système hémolytique.

Le sang fraîchement prélevé sur anticoagulant chez un donneur à jeun est centrifugé jusqu'à sédimentation complète des globules rouges. A partir du culot globulaire on prépare une suspension à 10 p.c. d'hématies dans une solution de NaCl à 8,5 ‰ p/v.

### Méthode :

On ajoute à l'échantillon et au témoin 1 ml du système hémolytique et on incube à l'étuve à 37 °C pendant 30 minutes.

Les suspensions sont ensuite centrifugées et le liquide surnageant est recueilli.

L'hémolyse est lue au photocolorimètre dans des cellules d'une épaisseur optique de 10 mm; la longueur d'onde choisie est de 540 nm.

Comparés à la solution de NaCl à 8,5 ‰ p/v servant de blanc, la densité optique du témoin n'est pas supérieure à 0,010 ± 0,005 et la densité optique de l'échantillon n'est pas supérieure à 0,020 ± 0,005.

## 5. Recherche de la toxicité chronique.

De plus, lors de la présentation d'un produit nouveau, une recherche de la toxicité chronique sera effectuée.

Cette recherche se fait selon la méthode préconisée par la U.S.Pharm. XVII, page 905, pour le contrôle de récipients en plastique, par implantation de morceaux du matériau plastique dans les muscles paravertébraux du lapin.

### III. Essais bactériologiques.

#### 1. Contrôle de stérilité.

Le contrôle de stérilité se fait sur l'appareillage complet, prêt à l'emploi.

Pour les appareillages ou récipients contenant une solution anticoagulante et préservatrice, la solution est soumise au Contrôle de stérilité préconisé par la PB.V.

Lorsque l'appareillage comporte plusieurs éléments, on prendra soin avant de la soumettre au contrôle de stérilité, de faire circuler la solution à travers les différentes poches et tubulures avec lesquelles le sang peut être en contact.

Quant aux appareillages distribués vides de solution, ils seront soumis à un contrôle de stérilité selon la U.S. Pharmacopeia XVII (p. 864, "Appareillages pour transfusion et infusion, tests de stérilité"), consistant à rincer 10 récipients par lot de stérilisation avec 40 ml de milieu au thioglycollate, qui est ensuite mis en incubation pendant 7 jours entre 30 °C et 32 °C.

#### 2. Contrôle de l'imperméabilité aux micro-organismes.

Les appareillages vides, complets, y compris le dispositif de prélèvement qui y est attaché, sont remplis avec un bouillon de culture approprié. Après fermeture ils sont stérilisés à l'autoclave pendant 30 min. et à 120 °C au moins ou par une autre méthode appropriée. La méthode de stérilisation ne peut faire entrer ou se former dans le milieu de culture des substances bactéricides ou bactériostatiques.

## 2. Controle op de afwezigheid van pyrogenen.

Op het eluaat bereid volgens bovenvermelde techniek (II.1.) wordt de controle op de afwezigheid van pyrogenen verricht volgens de methode die door de BF.V is voorgeschreven. Het volume dat bij het konijn wordt geïnjecteerd is 25 ml per kg levend gewicht.

## 3. Onderzoek op acute toxiciteit.

Op het eluaat bereid volgens bovenvermelde techniek (II.1.) wordt de acute toxiciteit voor de muis bepaald volgens de methode A die door de BF.V wordt voorgeschreven.

## 4. Test ter bepaling van hemolytische effecten op de menselijke rode bloedcellen.

Een test ter bepaling van hemolytische effecten wordt verricht met het eluaat en de controle-oplossing, beide bereid volgens de in punt I.1. bepaalde methode.

### Bereiding van het monster :

100 ml van het eluaat worden volledig verdampt in een waterbad. De rest wordt toegevoegd aan 5 ml natriumchloride-oplossing van 8,5 ‰ g/v.

### Bereiding van de controle-oplossing.

Verdamp 100 ml van de controle-oplossing op een waterbad. De rest wordt toegevoegd aan 5 ml natriumchloride-oplossing van 8,5 ‰ g/v.

### Hemolytisch stelsel.

Het vers bij een nuchtere bloedgever afgenomen en met een antistollingsmiddel gemengde bloed wordt gecentrifugeerd tot de rode bloedcellen volledig zijn neergeslagen. Met deze rode bloedcellen wordt in een NaCl-oplossing van 8,5 ‰ g/v een 10 % erythrocyten-suspensie bereid.

### Methode :

Aan het monster en de controle-vloeistof wordt 1 ml van het hemolytische stelsel toegevoegd en dit wordt gedurende 30 minuten bij 37 °C in een broedstoof gehouden.

De suspensies worden gecentrifugeerd en de bovenste vloeistof wordt opgevangen.

De hemolyse wordt fotocolorimetrisch afgelezen in cellen die een optische diameter hebben van 10 mm; golflengte 540 nm.

Vergeleken met de NaCl-oplossing van 8,5 ‰ g/v die als blanco dienst doet, bedraagt de optische dichtheid van de controle-oplossing niet meer dan 0,010 ± 0,005 en de optische dichtheid van het monster niet meer dan 0,020 ± 0,005.

## 5. Onderzoek op chronische toxiciteit.

Bovendien zal voor elk nieuw produkt een onderzoek op chronische toxiciteit worden verricht.

Dat onderzoek gebeurt volgens de methode die door de U.S. Pharm. XVII, bladz. 905, voor de controle van plastic zakken wordt aanbevolen door implantatie van stukken van het plastic materiaal in de paravertebrale spieren van het konijn.

### III. Bacteriologische proeven.

#### 1. Onderzoek op steriliteit.

Het onderzoek op steriliteit wordt uitgevoerd op de volledige gebruiksklare apparatuur.

Voor de apparatuur of zakken waarin zich een antistollings- of conserveeroplossing bevindt, wordt de oplossing aan het door de BF.V voorgeschreven onderzoek op steriliteit onderworpen.

Wanneer de apparatuur uit verschillende elementen bestaat zal men, vooraleer het onderzoek wordt verricht, de oplossing laten vloeien door de verschillende ruimten en slangen, die met het bloed in aanraking kunnen komen.

De apparatuur die wordt terhandgesteld zonder dat ze een oplossing bevat, moet worden onderworpen aan het onderzoek op steriliteit bepaald in de U.S. Pharmacopeia XVII, (blad 864, "Apparaturen voor transfusie en infusie, proeven op steriliteit"), dat erin bestaat 10 zakken van een aan het onderzoek onderworpen partij te spoelen met 40 ml voedingsbodem met thioglycollaat, die nadien gedurende 7 dagen bij 30 °C à 32 °C in de broedstoof wordt gehouden.

#### 2. Onderzoek op de ondoordringbaarheid voor micro-organismen.

De lege, volledige apparatuur, daarin begrepen de inrichting voor bloedafneming die eraan verbonden is, wordt gevuld met een geschikte voedingsbodem. Na afsluiting wordt ze in een autoclaaf gedurende 30 minuten bij een temperatuur van minstens 120 °C of door enige andere geschikte methode gesteriliseerd. Het steriliseermiddel moet verhinderen dat bactericide of bacteriostatische stoffen de voedingsbodem binnendringen of er in gevormd worden.

Après refroidissement, les appareillages sont introduits dans une jarre close, remplie au tiers avec le même bouillon de culture inoculé avec une culture de *Serratia marcescens*.

Ce vase est incubé pendant 10 jours à la température ambiante. Après ce temps, le contenu des récipients en matière plastique doit être stérile. Dans la jarre, un développement abondant doit démontrer la vitalité de la souche de *Serratia*. Pour le contrôle continu de la fabrication, il faut pour chaque type d'appareillages contrôler 1 ‰ des appareillages qui ont été fabriqués dans les mêmes conditions à partir du même lot de matière première, avec un minimum de 10 appareillages pour chaque lot.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 avril 1996.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Na afkoeling wordt de apparatuur in een gesloten vat gebracht, dat tot een derde is gevuld met dezelfde voedingsbodem, die met een cultuur van *Serratia marcescens* is geënt.

Dat vat wordt gedurende 10 dagen bij kamertemperatuur geïncubeerd. Nadien moet de inhoud van de plastic recipiënten steriel zijn. In het vat moet een overvloedige ontwikkeling de vitaliteit aantonen van de *Serratia*-stam. Voor een voortdurend toezicht op de fabricage, moet voor elk type van apparatuur 1 ‰ en ten minste 10 apparaturen per partij worden gecontroleerd van de in dezelfde omstandigheden en met dezelfde partij grondstof vervaardigde toestellen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 april 1996.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

F. 97 — 2345

[C — 97/22730]

**25 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté ministériel  
fixant le prix du sang et des produits sanguins labiles**

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, notamment l'article 6,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le prix auquel sont dispensés et délivrés le sang humain total et les produits sanguins labiles est fixé à :

- 1) Sang humain total : 1.650 FB. par unité de sang humain total.
- 2) Produits sanguins labiles :
  - Concentré érythrocytaire :
    - a) Unité adulte : 2.150 FB. par unité adulte de concentré érythrocytaire.
    - b) Unité nourrisson : 907 FB. par unité nourrisson de concentré érythrocytaire.
      - Concentré érythrocytaire déleucocyté : 2.950 FB. par unité adulte de concentré érythrocytaire déleucocyté (filtre inclus).
  - 1.150 FB. par unité nourrisson de concentré érythrocytaire déleucocyté (filtre inclus).
  - Concentré érythrocytaire CMV négatif : 2.300 FB. par unité de concentré érythrocytaire CMV négatif.
  - Concentré plaquettaire déleucocyté (filtre inclus) : 1.650 FB. par unité (1 unité =  $0,5 \cdot 10^{11}$  plaquettes dans le produit fini).
  - Concentré unitaire de plaquettes déleucocyté (filtre inclus) : 15.000 FB.
  - Concentré leucocytaire : 15.000 FB. par unité de concentré leucocytaire.
    - Plasma humain frais congelé : 850 FB. par unité de plasma humain frais congelé.
    - Irradiation : 500 FB. par concentré érythrocytaire ou concentré plaquettaire traité.
    - Concentré érythrocytaire autologue : 2.850 FB. par unité prélevée.
  - Prélèvement cellules souches hématopoïétiques : 15.000 FB. avec un maximum de 3 procédures par patient et par cure.
  - Congélation et conservation des cellules souches hématopoïétiques (6 mois) : 15.000 FB.

N. 97 — 2345

[C — 97/22730]

**25 SEPTEMBER 1997. — Ministerieel besluit  
houdende vaststelling van de prijs van het bloed  
en van de labiele bloedprodukten**

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloedderivaten van menselijke oorsprong, inzonderheid artikel 6,

Besluit :

**Artikel 1.** De eenheidsprijs tegen welke menselijk vol bloed en de labiele bloedprodukten worden afgeleverd en ter hand gesteld is vastgesteld op :

- 1) Menselijk vol bloed : 1.650 BF. per eenheid menselijk vol bloed.
- 2) Labiele bloedprodukten :
  - Erythrocytenconcentraat :
    - a) Eenheid type "volwassene" : 2.150 BF. per eenheid erythrocytenconcentraat type "volwassene".
    - b) Eenheid type "zuigeling" : 907 BF. per eenheid erythrocytenconcentraat type "zuigeling".
      - Gedeleukocyteerd erythrocytenconcentraat : 2.950 BF. per eenheid gedeleukocyteerd erythrocytenconcentraat type "volwassene" (filter inbegrepen).
  - 1.150 BF. per eenheid gedeleukocyteerd erythrocytenconcentraat type "zuigeling" (filter inbegrepen).
  - CMV negatief erythrocytenconcentraat : 2.300 BF. per eenheid negatief erythrocytenconcentraat.
  - Gedeleukocyteerd bloedplaatjesconcentraat per eenheid (filter inbegrepen) : 1.650 BF. (1 eenheid =  $0,5 \cdot 10^{11}$  bloedplaatjes in het afgewerkt product).
  - Gedeleukocyteerd ééndonor bloedplaatjesconcentraat (filter inbegrepen) : 15.000 BF.
  - Leukocytenconcentraat : 15.000 BF. per eenheid leukocytenconcentraat.
  - Vers ingevroren plasma : 850 BF. per eenheid vers ingevroren plasma.
  - Bestraling : 500 BF. per erythrocytenconcentraat of behandeld bloedplaatjesconcentraat.
  - Erythrocytenconcentraat autoloog- per afgenomen eenheid : 2.850 BF.
  - Afname van hematopoïetische stamcellen - met een maximum van 3 procedures per patiënt en per behandeling : 15.000 BF.
  - Invriezen en bewaren van hematopoïetische stamcellen (bewaring gedurende 6 maanden) : 15.000 BF.

- Plasma humain frais congelé viro-inactivé : 2.000 FB. par unité (200 ml) de plasma humain frais congelé viro-inactivé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 25 septembre 1997.

M. COLLA

- Vers ingevroren menselijk plasma virusgeïnactiveerd : 2.000 BF. per eenheid (200 ml) vers ingevroren menselijk plasma virusgeïnactiveerd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 september 1997.

M. COLLA

#### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 2346

[97/02093]

**24 SEPTEMBRE 1997.** — Arrêté royal relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, en faveur des membres du personnel de divers organismes dépendant de la Communauté flamande ou de la Région flamande

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 13 juillet 1971, 29 mai 1972, 15 juillet 1972, 17 octobre 1972, 13 juin 1975, 29 mars 1976, 18 juin 1976, 25 mars 1977, 8 avril 1977, 2 juin 1977, 8 décembre 1977, 30 décembre 1977, 21 août 1980, 9 juin 1981, 16 décembre 1981, 26 mai 1982, 2 mars 1984, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995 et 25 octobre 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 décembre 1996;

Vu le protocole n° 95/3 du 15 juillet 1997 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il y a lieu de préserver les droits des agents des organismes visés et de leur rendre applicable la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public dans les délais les plus brefs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 13 juillet 1971, 29 mai 1972, 15 juillet 1972, 17 octobre 1972, 13 juin 1975, 29 mars 1976, 18 juin 1976, 25 mars 1977, 8 avril 1977, 2 juin 1977, 8 décembre 1977, 30 décembre 1977, 21 août 1980, 9 juin 1981, 16 décembre 1981, 26 mai 1982, 2 mars 1984, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995 et 25 octobre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 14° est remplacé par la disposition suivante :

« 14° à la Société de développement régional d'Anvers, à la Société de développement régional de Flandre occidentale, à la Société de développement régional de Flandre orientale, à la Société de développement régional du Limbourg, à la Société de développement régional du Brabant flamand et à la Société de développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale; »

#### MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 2346

[97/02093]

**24 SEPTEMBER 1997.** — Koninklijk besluit betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, ten gunste van de personeelsleden van diverse openbare instellingen van de Vlaamse Gemeenschap of van het Vlaamse Gewest

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 13 juli 1971, 29 mei 1972, 15 juli 1972, 17 oktober 1972, 13 juni 1975, 29 maart 1976, 18 juni 1976, 25 maart 1977, 8 april 1977, 2 juni 1977, 8 december 1977, 30 december 1977, 21 augustus 1980, 9 juni 1981, 16 december 1981, 26 mei 1982, 2 maart 1984, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995 en 25 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 december 1996;

Gelet op het protocol nr. 95/3 van 15 juli 1997 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd wordt door het feit dat de rechten van de ambtenaren van de betrokken instellingen dienen te worden gevrijwaard en dat de wet van 3 juli 1967 op de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en beroepsziekten in de overheidssector zo spoedig mogelijk op hen moet worden toegepast;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 13 juli 1971, 29 mei 1972, 15 juli 1972, 17 oktober 1972, 13 juni 1975, 29 maart 1976, 18 juni 1976, 25 maart 1977, 8 april 1977, 2 juni 1977, 8 december 1977, 30 december 1977, 21 augustus 1980, 9 juni 1981, 16 december 1981, 26 mei 1982, 2 maart 1984, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995 en 25 oktober 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 14° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 14° de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Antwerpen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Oost-Vlaanderen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij West-Vlaanderen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Limburg, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Vlaams-Brabant en de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het arrondissement Brussel-Hoofdstad; »



F. 97 — 2348 (97 — 1842)

[C - 97/02096]

**6 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère de la Fonction publique et portant certaines dispositions pécuniaires. — Errata**

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte français :

- p. 22402, dans l'article 8, § 2, cinquième ligne, il y a lieu de lire : "11<sup>2</sup> x 61.646", au lieu de : "11<sup>2</sup> x 51.646";
- p. 22404, dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, première ligne, il y a lieu de lire : "à l'article 9, § 2", au lieu de : "à l'article 7, § 2";
- p. 22404, dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, cinquième ligne, il y a lieu de lire : "1.039.048 - 1.554.217", au lieu de : "1.039.48 - 1.554.217";
- p. 22404, dans l'article 22, § 2, premier alinéa, première ligne, il y a lieu de lire : "à l'article 15, § 2", au lieu de : "à l'article 11, § 2";
- p. 22404, dans l'article 22, § 2, premier alinéa, deuxième ligne, il y a lieu de lire : "du grade rayé d'inspecteur", au lieu de : "du grade d'inspecteur";
- p. 22405, dans l'article 23, § 1<sup>er</sup>, dernière ligne, il y a lieu de lire : "(Cl. 24 a - N.1 - G.B.)", au lieu de : "(Kl. 24 j - N.1 - G.B.)";
- p. 22405, dans l'article 25, premier alinéa, première et septième ligne, il y a lieu de lire : "à l'article 15, § 1<sup>er</sup>", au lieu de : "à l'article 11, § 1<sup>er</sup>";

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte néerlandais :

- p. 22401, dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, section 2, deuxième ligne, il y a lieu de lire : "statuut van", au lieu de : "statuutvan";
- p. 22403, dans l'article 11, § 1., première ligne, il y a lieu de lire : "selectiecorrespondent", au lieu de : "selectie-correspondent";
- p. 22403, dans l'article 16, § 1., dernière ligne, il y a lieu de lire : "(Kl. 23 j - N.2+ - G.A.)", au lieu de : "(Kl. 23 a - N.2+ - G.A.)";
- p. 22403, dans l'article 16, § 2, dernière ligne, il y a lieu de lire : "(Kl. 23 j - N.2+ - G.A.)", au lieu de : "(Kl. 23 a - N.2+ - G.A.)";
- p. 22404, à l'article 21, § 2, dernière ligne, il y a lieu de lire : "(Kl. 24 j - N.1 - G.B.)", au lieu de : "(Kl. 24 a - N.1 - G.B.)";
- p. 22404, dans l'article 22, § 1, premier alinéa, première ligne, il y a lieu de lire : "van artikel 9, § 2", au lieu de : "van artikel 7, § 2";
- p. 22404, dans l'article 22, § 1, cinquième ligne, il y a lieu de lire : "1.039.048 - 1.554.217", au lieu de : "1.039.48 - 1.554.217";
- p. 22404, dans l'article 22, § 2, première ligne, il y a lieu de lire : "van artikel 15, § 2", au lieu de : "van artikel 11, § 2";
- p. 22405, dans l'article 25, premier alinéa, première et sixième lignes, il y a lieu de lire : "van artikel 15, § 1", au lieu de : "van artikel 11, § 1";
- p. 22408, dans l'annexe 1, dans le titre I. PERSONNEL ADMINISTRATIF - I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL, dans le NIVEAU 1, dans la deuxième colonne, huitième ligne, il y a lieu de lire : "11<sup>2</sup> x 53.429", au lieu de : "12<sup>2</sup> x 53.429";
- p. 22408, dans l'annexe 1, dans le titre I. PERSONNEL ADMINISTRATIF - I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL, dans le NIVEAU 1, dans la quatrième colonne, dixième ligne, il y a lieu de lire : "1.090.894 - 2.016.093", au lieu de : "1.090.0894 - 2.016.093";

N. 97 — 2348 (97 — 1842)

[C - 97/02096]

**6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Ministerie van Ambtenarenzaken en houdende sommige geldelijke bepalingen. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Franse tekst :

- p. 22402, in artikel 8, § 2, vijfde lijn, dient te worden gelezen : "11<sup>2</sup>x 61.646", in plaats van : "11<sup>2</sup> x 51.646";
- p. 22404, in artikel 22, § 1, eerste lid, eerste lijn, dient te worden gelezen : "à l'article 9, § 2", in plaats van : "à l'article 7, § 2";
- p. 22404, in artikel 22, § 1, vijfde lijn, dient te worden gelezen : "1.039.048 - 1.554.217", in plaats van : "1.039.48 - 1.554.217";
- p. 22404, in artikel 22, § 2, eerste lid, eerste lijn, dient te worden gelezen : "à l'article 15, § 2", in plaats van : "à l'article 11, § 2";
- p. 22404, in artikel 22, § 2, eerste lid, tweede lijn, dient te worden gelezen : "du grade rayé d'inspecteur", in plaats van : "du grade d'inspecteur";
- p. 22405, in artikel 23, § 1, laatste lijn, dient te worden gelezen : "(CL. 24 a - N.1 - G.B.)", in plaats van : "(KL. 24 j - N.1 - G.B.)";
- p. 22405, in artikel 25, eerste lid, eerste en zevende lijn, dient te worden gelezen : "à l'article 15, § 1", in plaats van : "à l'article 11, § 1";

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Nederlandse tekst :

- p. 22401, in artikel 1, § 2, afdeling 2, tweede lijn, dient te worden gelezen : "statuut van", in plaats van : "statuutvan";
- p. 22403, in artikel 11, § 1., eerste lijn, dient te worden gelezen : "selectiecorrespondent", in plaats van "selectie-correspondent";
- p. 22403, in artikel 16, § 1., laatste lijn, dient te worden gelezen : "(KL. 23 j - N.2+ - G.A.)", in plaats van : "( KL. 23 a - N.2+ - G.A.)";
- p. 22403, in artikel 16, § 2, laatste lijn, dient te worden gelezen : "(KL. 23 j - N.2+ - G.A.)", in plaats van : "( KL. 23 a - N.2+ - G.A. )";
- p. 22404, in artikel 21, § 2, laatste lijn, dient te worden gelezen : "(KL. 24 j - N.1 - G.B. )", in plaats van : "KL. 24 a - N.1 - G.B.");
- p. 22404, in artikel 22, § 1, eerste lid, eerste lijn, dient te worden gelezen : "van artikel 9, § 2", in plaats van "van artikel 7, § 2";
- p. 22404, in artikel 22, § 1, vijfde lijn, dient te worden gelezen : "1.039.048 - 1.554.217", in plaats van : "1.039.48 - 1.554.217";
- p. 22404, in artikel 22, § 2, eerste lijn, dient te worden gelezen : "van artikel 15, § 2", in plaats van : "van artikel 11, § 2";
- p. 22405, in artikel 25, eerste lid, eerste en zesde lijn, dient te worden gelezen : "van artikel 15, § 1", in plaats van : "van artikel 11, § 1";
- p. 22408, in bijlage 1, in titel I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL - I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL, in het NIVEAU 1, in de tweede kolom, achtste lijn, dient te worden gelezen : "11<sup>2</sup> x 53.429", in plaats van : "12<sup>2</sup> x 53.429";
- p. 22408, in bijlage 1, in titel I. PERSONNEL ADMINISTRATIF - I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL, in het NIVEAU 1, in de vierde kolom, tiende lijn, dient te worden gelezen : "1.090.894 - 2.016.093", in plaats van : "1.090.0894 - 2.016.093";

F. 97 — 2349 (97 — 1843)

[C - 97/02097]

**6 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant diverses dispositions réglementaires relatives à certains agents du Comité supérieur de Contrôle et du Service des Marchés publics et des Subventions. — Errata**

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte français :

- p. 22411, dans le deuxième considérant, première et deuxième ligne, il y a lieu de lire : "à l'arrêté royal", au lieu de : "à l'arrêtéroyal";
- p. 22412, dans l'article 4, 1<sup>o</sup>, sixième ligne, il y a lieu de lire : "Comité supérieur de Contrôle", au lieu de : "Comité supérieur de contrôle";
- p. 22414, dans l'article 23, deuxième alinéa, quatrième ligne, il y a lieu de lire : "conseiller général aux marchés publics", au lieu de : "conseiller général aux marchés pulics";

N. 97 — 2349 (97 — 1843)

[C - 97/02097]

**6 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende verscheidene verordeningbepalingen betreffende sommige ambtenaren van het Hoog Comité van Toezicht en de Dienst voor Overheidsopdrachten en Subsidies. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Franse tekst :

- p. 22411, in de tweede considerans, eerste en tweede lijn, dient te worden gelezen : "à l'arrêté royal", in plaats van "à l'arrêtéroyal";
- p. 22412, in artikel 4, 1<sup>o</sup>, zesde lijn, dient te worden gelezen : "Comité supérieur de Contrôle", in plaats van "Comité supérieur de contrôle";
- p. 22414, in artikel 23, tweede lid, vierde lijn, dient te worden gelezen : "conseiller général aux marchés publics", in plaats van : "conseiller général aux marchés pulics";



F. 97 — 2350 (97 — 1846)

[C — 97/02098]

6 JUILLET 1997

**Arrêté royal fixant le cadre organique  
du Ministère de la Fonction publique. — Errata**

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte français :

— p. 22420, dans le TITRE 1., première ligne, il y a lieu de lire : "Comité supérieur de Contrôle", au lieu de : "Comité supérieur de contrôle";

— p. 22424, dans l'article 6, § 1, dans le sous-titre II., première ligne, il y a lieu de lire : "SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT", au lieu de : "VAST WERVINGSSECRETARIAAT";

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte néerlandais :

— p. 22421, dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1, dans le sous-titre I., vingtcinquième ligne, il y a lieu de lire : "het Hoog Comité van Toezicht", au lieu de : "het Hoog Comité van toezicht";

— p. 22422, dans l'article 1<sup>er</sup>, § 3, deuxième alinéa, troisième ligne, il y a lieu de lire : "Vertaler-revisor", au lieu de : "Vertaler-reviseur";

— p. 22423, dans l'article 5, premier alinéa, deuxième ligne, il y a lieu de lire : "hun graad te persoonlijke titel", au lieu de : "hun graad ten persoonlijke titel";

— p. 22424, dans l'article 6, § 1, dans le sous-titre II., première ligne, il y a lieu de lire : "VAST WERVINGSSECRETARIAAT", au lieu de : "SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT";

N. 97 — 2350 (97 — 1846)

[C — 97/02098]

6 JULI 1997

**Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie  
van het Ministerie van Ambtenarenzaken. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Franse tekst :

— p. 22420, in TITEL 1., eerste lijn, dient te worden gelezen : "Comité supérieur de Contrôle", in plaats van : "Comité supérieur de contrôle";

— p. 22424, in artikel 6, § 1, in de ondertitel II., eerste lijn, dient te worden gelezen : "SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT", in plaats van : "VAST WERVINGSSECRETARIAAT";

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Nederlandse tekst :

— p. 22421, in artikel 1, § 1, in de ondertitel I., vijfentwintigste lijn, dient te worden gelezen : "het Hoog Comité van Toezicht", in plaats van : "het Hoog Comité van toezicht";

— p. 22422, in artikel 1, § 3, tweede lid, derde lijn, dient te worden gelezen : "Vertaler—revisor", in plaats van : "Vertaler-reviseur";

— p. 22423, in artikel 5, eerste lid, tweede lijn, dient te worden gelezen : "hun graad te persoonlijke titel", in plaats van : "hun graad ten persoonlijke titel";

— p. 22424, in artikel 6, § 1, in de ondertitel II., eerste lijn, dient te worden gelezen : "VAST WERVINGSSECRETARIAAT", in plaats van : "SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT";

F. 97 — 2351 (97 — 1847)

[C — 97/02100]

**10 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant diverses dispositions  
relatives à la réorganisation du Ministère de la Fonction publique  
Errata**

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte néerlandais :

— p. 22427, dans l'article 2, premier alinéa, première ligne, il y a lieu de lire : "De Dienst", au lieu de : "De Inspectiedienst";

— p. 22427, dans l'article 6, premier alinéa, troisième ligne, il y a lieu de lire : "en Subsidies", au lieu de : "en subsidies";

N. 97 — 2351 (97 — 1847)

[C — 97/02100]

**10 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen  
betreffende de reorganisatie van het Ministerie van Ambtenaren-  
zaken. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Nederlandse tekst :

— p. 22427, in artikel 2, eerste lid, eerste lijn, dient te worden gelezen : "De Dienst", in plaats van : "De inspectiedienst";

— p. 22427, in artikel 6, eerste lid, derde lijn, dient te worden gelezen : "en Subsidies", in plaats van : "en subsidies";

F. 97 — 2352 (97 — 1849)

[C — 97/02099]

**15 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté  
royal du 6 juillet 1997 fixant le cadre organique du Ministère de la  
Fonction publique. — Errata**

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte français :

— p. 22444, dans l'article 1<sup>er</sup>, au sous-titre A., deuxième tiret, il y a lieu de lire : "conseiller de sélection", au lieu de : "premier conseiller de sélection";

Au *Moniteur belge* n° 165 du 2 septembre 1997, dans le texte néerlandais :

— p. 22444, dans l'article 1<sup>er</sup>, au sous-titre A., deuxième tiret, il y a lieu de lire : "selectieadviseur", au lieu de : "eerste selectieadviseur".

N. 97 — 2352 (97 — 1849)

[C — 97/02099]

**15 JULI 1997. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het  
koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de perso-  
neelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Franse tekst :

— p. 22444, in artikel 1, in ondertitel A., tweede streep, dient te worden gelezen : "conseiller de sélection", in plaats van : "premier conseiller de sélection";

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 165 van 2 september 1997, in de Nederlandse tekst :

— p. 22444, in artikel 1, in ondertitel A., tweede streep, dient te worden gelezen : "selectieadviseur", in plaats van : "eerste selectieadviseur".

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 97 — 2353

[97/29325]

**25 JUN 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 54;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés, notamment l'article 18;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 avril 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 1996;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 9<sup>o</sup> de trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. ».

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> sont désignés par le Ministre, sur une liste double de candidats présentés par les Unions ou Fédérations représentatives.

Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> sont désignés par le Ministre, sur une liste regroupant les candidats des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, chaque conseil ayant été invité à présenter le sien.

Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> sont désignés par le Ministre, sur proposition des institutions et services concernés.

Les membres du comité sont désignés pour une durée de deux ans, renouvelable.

Le comité est présidé par le président du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. »

**Art. 2.** Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juin 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 97 — 2353

[97/29325]

**25 JUNI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 mei 1996;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 juni 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 1e lid wordt als volgt aangevuld :

« 9° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de privé-sector van de hulpverlening aan de jeugd en de bescherming van de jeugd. ».

2° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De in § 1, lid 1, 1°, 2°, 3°, 7° en 9° bedoelde leden worden door de Minister aangesteld op een dubbele lijst van gegadigden voorgedragen door de representatieve bonden en federaties.

De in § 1, lid 1, 5° bedoelde leden worden door de Minister aangesteld op een lijst van de gegadigden van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd, waarbij iedere raad verzocht werd zijn gegadigde voor te dragen.

De in § 1, lid 1, 4° en 6° bedoelde leden worden door de Minister aangesteld, op de voordracht van de betrokken instellingen en diensten.

De leden van het comité worden aangesteld voor een vernieuwbare periode van twee jaar.

Het comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de « Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse » (Raad van de Franse Gemeenschap voor hulpverlening aan de jeugd). ».

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juni 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

F. 97 — 2354

[97/29291]

**14 JUILLET 1997. – Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, ainsi que le tableau y annexé**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié en dernier lieu par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1995;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 25 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole 59/1 du 13 juin 1991 relatif aux négociations menées au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics concernant l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994 applicable à l'ensemble du secteur public;

Vu le protocole du 30 mai 1997 du Comité de secteur IX;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide de la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces

établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, ainsi que le tableau y annexé sont modifiés comme suit :

a) à partir du 1er octobre 1991 :

– Dans l'article 2, chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire »,  
« Instituteur primaire »

sous e) « porteur du diplôme d'institutrice maternelle, complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut, fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire »

l'indice 206/1 est remplacé par l'indice 109.

« Maître de morale »

sous e) « porteur du diplôme d'institutrice maternelle, complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut, fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire »

l'indice 206/1 est remplacé par l'indice 109.

« Maître de cours spéciaux »

sous g) « porteur d'un titre autre que le titre requis, complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut, fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire »

l'indice 206/1 est remplacé par l'indice 109.

« Maître de religion »

sous f) « porteur soit

1. du diplôme d'institutrice maternelle, complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte;

2. du diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur, complété par le certificat, visé en 1;

3. du certificat visé en 1, lorsque ce certificat est délivré avant le 12 janvier 1972;

4. d'un titre, autre que l'un des titres requis, lorsque les titres susvisés sont complétés par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut, fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire ».

l'indice 206/1 est remplacé par l'indice 109.

– Dans le même article 2 — Chapitre G « Du personnel auxiliaire d'éducation », les rubriques se rapportant au « Surveillant-éducateur » et au « Surveillant-éducateur d'internat » sont remplacées respectivement par les dispositions suivantes :

« Surveillant-éducateur

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice

143/1

b) porteur du diplôme de conseiller-social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge

143/1

c) porteur du diplôme d'enseignement secondaire supérieur

020

Régime transitoire

a) en fonction dans un athénée royal, un lycée royal, une école normale gardienne, une école normale primaire, une école normale moyenne ou une école moyenne, porteur du certificat d'humanités complètes, du diplôme d'instituteur primaire, de régent, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, de candidat, de conseiller social ou d'assistant social et en fonction en cette qualité à la date du 1er mars 1953

143/1

b) en fonction à la date du 31 mars 1972, définitif ou stagiaire et qui bénéficiait à cette date de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou en qualité de surveillant-éducateur d'internat, de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat porteur du diplôme d'instituteur primaire

143/1

L'échelle 143/1 est octroyée :

1. pour la période du 1er avril 1972 au 30 juin 1972 :

au surveillant-éducateur temporaire, en fonction au 31 mars 1972, et qui, à cette date, bénéficiait de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire;

2. à partir du 1er septembre 1972 :

au surveillant-éducateur admis au stage à cette date et qui, temporaire, bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire

c) qui bénéficiait au 31 mars 1972, du traitement unique IV/141400

540

d) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle 1/97400-173900

104 ».

## « Surveillant-éducateur d'internat

- a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice 150/1
- b) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge 150/1
- c) porteur du diplôme d'enseignement secondaire supérieur 030

## Régime transitoire

- a) en fonction à la date du 31 mars 1972, définitif ou stagiaire, et qui bénéficiait à cette date de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou en qualité de surveillant-éducateur de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire 150/1

L'échelle 150/1 est octroyée :

1. pour la période du 1er avril 1972 au 30 juin 1972 : au surveillant-éducateur d'internat temporaire, en fonction au 31 mars 1972 et qui, à cette date, bénéficiait de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire;

2. à partir du 1er septembre 1972 :

au surveillant-éducateur d'internat admis au stage à cette date et qui, temporaire, bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire.

- b) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle 1/109400-185900 105 ».

– Dans le tableau annexé au même arrêté royal, les échelles de traitement de la classe « 21 ans », désignées par les indices 150 et 152 et l'échelle de traitement de la classe « 22 ans » désignée par l'indice 206/1 sont supprimées.

b) à partir du 1er novembre 1991

– Dans le tableau annexé au même arrêté royal, l'échelle de traitement de la classe « 21 ans » désignée par l'indice 190 est supprimée et les échelles de traitement de la classe « 21 ans », désignées par les indices 185 et 190/1 sont fixées comme suit :

« 185	190/1
865 531 — 1 465 367	885 632 — 1 465 364
$4^1 \times 16\ 672$	$4^1 \times 22\ 884$
$12^2 \times 44\ 429$	$12^2 \times 40\ 683$ »

c) à partir du 1er novembre 1992 :

– Le tableau des échelles de traitement annexé au même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

Echelles de la classe (20 ans)

015	020	030
497 297 — 738 698	505 000 — 832 035	566 637 — 894 903
$3^1 \times 11\ 983$	$3^1 \times 11\ 983$	$3^1 \times 11\ 982$
$12^2 \times 17\ 121$	$9^2 \times 22\ 258$	$6^2 \times 22\ 257$
	$4^2 \times 22\ 691$	$1^2 \times 22\ 590$
		$6^2 \times 22\ 698$

## 040

552 083 — 910 041
$3^1 \times 13\ 125$
$6^2 \times 24\ 255$
$1^2 \times 24\ 643$
$6^2 \times 24\ 735$

Echelles de la classe (21 ans)

104	105	143
575 195 — 921 090	636 831 — 983 951	562 356 — 963 868
$4^1 \times 16\ 264$	$4^1 \times 16\ 264$	$4^1 \times 17\ 121$
$4^2 \times 23\ 112$	$1^2 \times 23\ 113$	$4^2 \times 27\ 393$
$1^2 \times 23\ 394$	$1^2 \times 23\ 241$	$1^2 \times 27\ 911$
$7^2 \times 23\ 571$	$10^2 \times 23\ 571$	$7^2 \times 27\ 935$
144	144/1	145
567 491 — 969 101	575 195 — 976 961	585 468 — 987 434
$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 17\ 121$
$3^2 \times 27\ 392$	$3^2 \times 27\ 393$	$3^2 \times 27\ 392$
$1^2 \times 27\ 470$	$1^2 \times 27\ 623$	$1^2 \times 27\ 826$
$8^2 \times 27\ 935$	$8^2 \times 27\ 935$	$8^2 \times 27\ 935$
146	180	185
598 309 — 1 000 523	847 765 — 1 340 125	891 497 — 1 509 329
$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 23\ 571$	$4^1 \times 17\ 172$
$2^2 \times 27\ 393$	$12^2 \times 33\ 173$	$12^2 \times 45\ 762$
$1^2 \times 27\ 538$		
$9^2 \times 27\ 934$		

190/1	193	193/1
912 201 — 1 509 321 $4^1 \times 23\ 571$ $12^2 \times 41\ 903$	957 762 — 1 554 882 $4^1 \times 23\ 571$ $12^2 \times 41\ 903$	995 300 — 1 592 420 $4^1 \times 23\ 571$ $12^2 \times 41\ 903$
Echelles de la classe (22 ans)		
109	113	117
610 968 — 1 031 072 $3^1 \times 14\ 870$ $2^2 \times 30\ 823$ $1^2 \times 30\ 951$ $9^2 \times 31\ 433$	672 602 — 1 093 936 $3^1 \times 14\ 870$ $1^2 \times 30\ 950$ $11^2 \times 31\ 434$	698 284 — 1 120 127 $2^1 \times 14\ 870$ $1^1 \times 14\ 895$ $12^2 \times 31\ 434$
121	125	126
723 964 — 1 146 317 $1^1 \times 14\ 871$ $1^1 \times 15\ 110$ $1^1 \times 15\ 164$ $12^2 \times 31\ 434$	749 806 — 1 172 509 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$	760 280 — 1 182 983 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$
127	130	132
775 994 — 1 198 697 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$	786 471 — 1 209 174 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$	812 661 — 1 235 364 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$
135	143/1	150/1
838 851 — 1 261 554 $3^1 \times 15\ 165$ $12^2 \times 31\ 434$	596 207 — 1 001 878 $3^1 \times 20\ 545$ $2^2 \times 28\ 248$ $1^2 \times 28\ 268$ $9^2 \times 28\ 808$	657 843 — 1 064 733 $3^1 \times 20\ 544$ $1^2 \times 28\ 370$ $11^2 \times 28\ 808$
167	206/2	206/3
757 451 — 1 166 000 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	624 846 — 1 031 083 $3^1 \times 20\ 544$ $1^2 \times 28\ 249$ $1^2 \times 28\ 276$ $10^2 \times 28\ 808$	639 398 — 1 045 926 $3^1 \times 20\ 545$ $1^2 \times 28\ 249$ $1^2 \times 28\ 564$ $10^2 \times 28\ 808$
207/1	207/3	208/1
658 231 — 1 065 139 $3^1 \times 20\ 544$ $1^2 \times 28\ 377$ $11^2 \times 28\ 809$	686 480 — 1 093 951 $2^1 \times 20\ 545$ $1^1 \times 20\ 673$ $12^2 \times 28\ 809$	720 722 — 1 128 851 $1^1 \times 20\ 545$ $2^1 \times 20\ 944$ $12^2 \times 28\ 808$
208/2	208/3	208/4
727 570 — 1 135 842 $1^1 \times 20\ 674$ $2^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	752 610 — 1 161 159 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	783 164 — 1 191 713 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$
208/5	209/1	209/2
784 909 — 1 193 458 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	815 464 — 1 224 013 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	817 211 — 1 225 760 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$
209/3	210/1	211
847 765 — 1 256 314 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	880 066 — 1 288 615 $3^1 \times 20\ 951$ $12^2 \times 28\ 808$	605 157 — 1 097 431 $3^1 \times 21\ 400$ $2^2 \times 35\ 097$ $1^2 \times 35\ 752$ $9^2 \times 35\ 792$
215	216	216/1
640 255 — 1 097 430 $3^1 \times 21\ 399$ $1^2 \times 35\ 098$ $1^2 \times 35\ 752$ $9^2 \times 35\ 792$	640 255 — 1 133 222 $3^1 \times 21\ 399$ $1^2 \times 35\ 098$ $1^2 \times 35\ 752$ $10^2 \times 35\ 792$	688 849 — 1 182 792 $2^1 \times 21\ 400$ $1^1 \times 21\ 627$ $12^2 \times 35\ 793$
220	222	222/1
659 944 — 1 153 300 $3^1 \times 21\ 399$ $1^2 \times 35\ 447$ $11^2 \times 35\ 792$	675 351 — 1 169 015 $3^1 \times 21\ 400$ $1^2 \times 35\ 752$ $11^2 \times 35\ 792$	723 946 — 1 218 572 $1^1 \times 21\ 474$ $2^1 \times 21\ 824$ $12^2 \times 35\ 792$

<p>226</p> <p>701 890 — 1 196 090</p> <p><math>1^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^1 \times 21\ 461</math></p> <p><math>1^1 \times 21\ 823</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>240</p> <p>742 134 — 1 237 122</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>260</p> <p>836 417 — 1 331 405</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>275</p> <p>1 018 871 — 1 592 420</p> <p><math>3^1 \times 23\ 571</math></p> <p><math>12^2 \times 41\ 903</math></p> <p>290</p> <p>742.134 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>Echelles de la classe (23 ans)</p> <p>315</p> <p>611 435 — 1 107 033</p> <p><math>4^1 \times 24\ 824</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 472</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 083</math></p> <p>330</p> <p>781 709 — 1 331 087</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 40\ 738</math></p> <p>360</p> <p>869 881 — 1 444 878</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>Echelles de la classe (24 ans)</p> <p>411</p> <p>756 101 — 1 394 253</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>421</p> <p>835 835 — 1 473 987</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>434</p> <p>1 008 686 — 1 646 838</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>437</p> <p>1 256 325 — 1 712 022</p> <p><math>1^9 \times 50\ 663</math></p> <p><math>8^2 \times 50\ 633</math></p> <p>445</p> <p>1 345 370 — 1 983 522</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p>	<p>231</p> <p>786 451 — 1 281 439</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>10^2 \times 35\ 793</math></p> <p>245</p> <p>756 101 — 1 251 089</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>265</p> <p>850 383 — 1 345 371</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>280</p> <p>640.255 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>315/1</p> <p>638 161 — 1 131 099</p> <p><math>3^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 098</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 710</math></p> <p><math>10^2 \times 35\ 793</math></p> <p>316</p> <p>619 139 — 1 114 885</p> <p><math>4^1 \times 24\ 823</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 624</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 083</math></p> <p>340</p> <p>756 101 — 1 331 098</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>370</p> <p>944 667 — 1 519 664</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>412</p> <p>772 979 — 1 411 131</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>422</p> <p>901 018 — 1 539 170</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>435</p> <p>1 191 140 — 1 646 837</p> <p><math>1^9 \times 50\ 633</math></p> <p><math>8^2 \times 50\ 633</math></p> <p>443</p> <p>1 280 185 — 1 918 337</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>446</p> <p>1 527 823 — 1 983 520</p> <p><math>1^9 \times 50\ 633</math></p> <p><math>8^2 \times 50\ 633</math></p>	<p>235</p> <p>797 132 — 1 220 534</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>10^2 \times 35\ 793</math></p> <p>248</p> <p>827 482 — 1 322 470</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>270</p> <p>871 336 — 1 444 885</p> <p><math>3^1 \times 23\ 571</math></p> <p><math>12^2 \times 41\ 903</math></p> <p>285</p> <p>701.890 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>320</p> <p>747 954 — 1 297 332</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 40\ 738</math></p> <p>350</p> <p>850 383 — 1 425 380</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>415</p> <p>806 735 — 1 444 887</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>429</p> <p>997 920 — 1 636 072</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>436</p> <p>1 073 870 — 1 712 022</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>444</p> <p>1 462 640 — 1 918 337</p> <p><math>1^9 \times 50\ 633</math></p> <p><math>8^2 \times 50\ 633</math></p> <p>449</p> <p>1 299 391 — 1 937 543</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p>
--	---	---

450	455	460
1 364 575 — 2 002 727	876 574 — 1 539 189	932 445 — 1 595 060
$3^1 \times 27\ 063$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 50\ 633$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
465	470	471
1 025 855 — 1 688 470	1 054 955 — 1 717 570	1 069 505 — 1 732 120
$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
475	479	480
1 156 803 — 1 819 418	1 308 121 — 1 970 736	1 375 050 — 2 037 665
$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
485	495	496
1 430 338 — 2 092 953	806.735 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles	901.018 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles
$3^1 \times 28\ 808$		
$11^2 \times 52\ 381$		
520	540	
142 110	719 436 (24 ans)	

d) à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1993

– Le tableau des échelles de traitement annexé au même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :  
Echelles de la classe (20 ans)

015	020	030
507 243 — 753 468	515 100 — 848 676	577 970 — 912 802
$3^1 \times 12\ 223$	$3^1 \times 12\ 223$	$3^1 \times 12\ 222$
$12^2 \times 17\ 463$	$9^2 \times 22\ 703$	$6^2 \times 22\ 702$
	$4^2 \times 23\ 145$	$1^2 \times 23\ 042$
		$6^2 \times 23\ 152$
	040	
	563 125 — 928 245	
	$3^1 \times 13\ 388$	
	$6^2 \times 24\ 740$	
	$1^2 \times 25\ 136$	
	$6^2 \times 25\ 230$	

Echelles de la classe (21 ans)

104	105	143
586 699 — 939 507	649 568 — 1 003 625	573 603 — 983 146
$4^1 \times 16\ 589$	$4^1 \times 16\ 589$	$4^1 \times 17\ 463$
$4^2 \times 23\ 574$	$1^2 \times 23\ 575$	$4^2 \times 27\ 941$
$1^2 \times 23\ 862$	$1^2 \times 23\ 706$	$1^2 \times 28\ 469$
$7^2 \times 24\ 042$	$10^2 \times 24\ 042$	$7^2 \times 28\ 494$
144	144/1	145
578 841 — 988 484	586 699 — 996 501	597 177 — 1 007 184
$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 17\ 463$
$3^2 \times 27\ 940$	$3^2 \times 27\ 941$	$3^2 \times 27\ 940$
$1^2 \times 28\ 019$	$1^2 \times 28\ 175$	$1^2 \times 28\ 383$
$8^2 \times 28\ 494$	$8^2 \times 28\ 494$	$8^2 \times 28\ 494$
146	180	185
610 275 — 1 020 535	864 720 — 1 366 920	909 327 — 1 539 511
$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 24\ 042$	$4^1 \times 17\ 515$
$2^2 \times 27\ 941$	$12^2 \times 33\ 836$	$12^2 \times 46\ 677$
$1^2 \times 28\ 089$		
$9^2 \times 28\ 493$		
190/1	193	193/1
930 445 — 1 539 505	976 917 — 1 585 977	1 015 206 — 1 624 266
$4^1 \times 24\ 042$	$4^1 \times 24\ 042$	$4^1 \times 24\ 042$
$12^2 \times 42\ 741$	$12^2 \times 42\ 741$	$12^2 \times 42\ 741$

Echelles de la classe (22 ans)



<p>109 623 187 — 1 051 694 <math>3^1 \times 15\ 167</math> <math>2^2 \times 31\ 439</math> <math>1^2 \times 31\ 570</math> <math>9^2 \times 32\ 062</math></p> <p>121 738 443 — 1 169 246 <math>1^1 \times 15\ 168</math> <math>1^1 \times 15\ 412</math> <math>1^1 \times 15\ 467</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>127 791 514 — 1 222 674 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>135 855 628 — 1 286 788 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>167 772 600 — 1 189 318 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>207/1 671 396 — 1 086 441 <math>3^1 \times 20\ 955</math> <math>1^2 \times 28\ 945</math> <math>11^2 \times 29\ 385</math></p> <p>208/2 742 121 — 1 158 556 <math>1^1 \times 21\ 087</math> <math>2^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>208/5 800 607 — 1 217 325 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>209/3 864 720 — 1 281 438 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>215 653 060 — 1 119 380 <math>3^1 \times 21\ 827</math> <math>1^2 \times 35\ 800</math> <math>1^2 \times 36\ 467</math> <math>9^2 \times 36\ 508</math></p> <p>220 673 143 — 1 176 368 <math>3^1 \times 21\ 827</math> <math>1^2 \times 36\ 156</math> <math>11^2 \times 36\ 508</math></p> <p>226 715 928 — 1 220 013 <math>1^1 \times 21\ 828</math> <math>1^1 \times 21\ 890</math> <math>1^1 \times 22\ 259</math> <math>12^2 \times 36\ 509</math></p>	<p>113 686 054 — 1 115 817 <math>3^1 \times 15\ 167</math> <math>1^2 \times 31\ 569</math> <math>11^2 \times 32\ 063</math></p> <p>125 764 802 — 1 195 962 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>130 802 200 — 1 233 360 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>143/1 608 131 — 1 021 914 <math>3^1 \times 20\ 956</math> <math>2^2 \times 28\ 813</math> <math>1^2 \times 28\ 833</math> <math>9^2 \times 29\ 384</math></p> <p>206/2 637 343 — 1 051 704 <math>3^1 \times 20\ 955</math> <math>1^2 \times 28\ 814</math> <math>1^2 \times 28\ 842</math> <math>10^2 \times 29\ 384</math></p> <p>207/3 700 210 — 1 115 828 <math>2^1 \times 20\ 956</math> <math>1^2 \times 21\ 086</math> <math>12^2 \times 29\ 385</math></p> <p>208/3 767 662 — 1 184 380 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>209/1 831 773 — 1 248 491 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>210/1 897 667 — 1 314 385 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>216 653 060 — 1 155 888 <math>3^1 \times 21\ 827</math> <math>1^2 \times 35\ 800</math> <math>1^2 \times 36\ 467</math> <math>10^2 \times 36\ 508</math></p> <p>222 688 858 — 1 192 397 <math>3^1 \times 21\ 828</math> <math>1^2 \times 36\ 467</math> <math>11^2 \times 36\ 508</math></p> <p>226/1 766 034 — 1 270 922 <math>3^1 \times 22\ 260</math> <math>12^2 \times 36\ 509</math></p>	<p>117 712 250 — 1 142 533 <math>2^1 \times 15\ 167</math> <math>1^1 \times 15\ 193</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>126 775 486 — 1 206 646 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>132 828 914 — 1 260 074 <math>3^1 \times 15\ 468</math> <math>12^2 \times 32\ 063</math></p> <p>150/1 671 000 — 1 086 026 <math>3^1 \times 20\ 955</math> <math>1^2 \times 28\ 937</math> <math>11^2 \times 29\ 384</math></p> <p>206/3 652 186 — 1 066 843 <math>3^1 \times 20\ 956</math> <math>1^2 \times 28\ 814</math> <math>1^2 \times 29\ 135</math> <math>10^2 \times 29\ 384</math></p> <p>208/1 735 136 — 1 151 426 <math>1^1 \times 20\ 956</math> <math>2^1 \times 21\ 363</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>208/4 798 827 — 1 215 545 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>209/2 833 555 — 1 250 273 <math>3^1 \times 21\ 370</math> <math>12^2 \times 29\ 384</math></p> <p>211 617 260 — 1 119 381 <math>3^1 \times 21\ 828</math> <math>2^2 \times 35\ 799</math> <math>1^2 \times 36\ 467</math> <math>9^2 \times 36\ 508</math></p> <p>216/1 702 626 — 1 206 450 <math>2^1 \times 21\ 828</math> <math>1^1 \times 22\ 060</math> <math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>222/1 738 425 — 1 242 944 <math>1^1 \times 21\ 903</math> <math>2^1 \times 22\ 260</math> <math>12^2 \times 36\ 508</math></p> <p>231 802 180 — 1 307 068 <math>1^1 \times 22\ 260</math> <math>12^2 \times 36\ 509</math></p>
---	--	--

<p>235</p> <p>813 075 — 1 244 945</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 509</math></p> <p>245</p> <p>771 223 — 1 276 111</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>265</p> <p>867 391 — 1 372 279</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>280</p> <p>653 060 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>315/1</p> <p>650 924 — 1 153 722</p> <p><math>3^1 \times 21\ 828</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 800</math></p> <p><math>1^2 \times 36\ 424</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 509</math></p> <p>Echelles de la classe (23 ans)</p> <p>315</p> <p>623 664 — 1 129 175</p> <p><math>4^1 \times 25\ 320</math></p> <p><math>1^2 \times 36\ 181</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 805</math></p> <p>330</p> <p>797 343 — 1 357 710</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 41\ 553</math></p> <p>360</p> <p>887 279 — 1 473 771</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 928</math></p> <p>Echelles de la classe (24 ans)</p> <p>411</p> <p>771 223 — 1 422 141</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>421</p> <p>852 552 — 1 503 470</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>434</p> <p>1 028 860 — 1 679 778</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>437</p> <p>1 281 452 — 1 746 266</p> <p><math>1^9 \times 51\ 646</math></p> <p><math>8^2 \times 51\ 646</math></p> <p>445</p> <p>1 372 277 — 2 023 195</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>450</p> <p>1 391 867 — 2 042 785</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p>	<p>240</p> <p>756 977 — 1 261 865</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>248</p> <p>844 032 — 1 348 920</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>270</p> <p>888 763 — 1 473 781</p> <p><math>3^1 \times 24\ 042</math></p> <p><math>12^2 \times 42\ 741</math></p> <p>285</p> <p>715 928 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>316</p> <p>631 522 — 1 137 184</p> <p><math>4^1 \times 25\ 319</math></p> <p><math>1^2 \times 36\ 336</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 805</math></p> <p>340</p> <p>771 223 — 1 357 715</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 928</math></p> <p>370</p> <p>963 560 — 1 550 052</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 928</math></p> <p>412</p> <p>788 439 — 1 439 357</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>422</p> <p>919 038 — 1 569 956</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>435</p> <p>1 214 963 — 1 679 777</p> <p><math>1^9 \times 51\ 646</math></p> <p><math>8^2 \times 51\ 646</math></p> <p>443</p> <p>1 305 789 — 1 956 707</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>446</p> <p>1 558 379 — 2 023 193</p> <p><math>1^9 \times 51\ 646</math></p> <p><math>8^2 \times 51\ 646</math></p> <p>455</p> <p>894 105 — 1 569 976</p> <p><math>3^1 \times 29\ 384</math></p> <p><math>11^2 \times 53\ 429</math></p>	<p>240/1</p> <p>807 884 — 1 312 772</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>260</p> <p>853 145 — 1 358 033</p> <p><math>3^1 \times 22\ 260</math></p> <p><math>12^2 \times 36\ 509</math></p> <p>275</p> <p>1 039 248 — 1 624 266</p> <p><math>3^1 \times 24\ 042</math></p> <p><math>12^2 \times 42\ 741</math></p> <p>290</p> <p>756 977 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles</p> <p>320</p> <p>762 913 — 1 323 280</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 41\ 553</math></p> <p>350</p> <p>867 391 — 1 453 883</p> <p><math>4^1 \times 25\ 821</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 928</math></p> <p>415</p> <p>822 870 — 1 473 788</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>429</p> <p>1 017 878 — 1 668 796</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>436</p> <p>1 095 347 — 1 746 265</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>444</p> <p>1 491 893 — 1 956 707</p> <p><math>1^9 \times 51\ 646</math></p> <p><math>8^2 \times 51\ 646</math></p> <p>449</p> <p>1 325 379 — 1 976 297</p> <p><math>3^1 \times 27\ 604</math></p> <p><math>11^2 \times 51\ 646</math></p> <p>460</p> <p>951 094 — 1 626 965</p> <p><math>3^1 \times 29\ 384</math></p> <p><math>11^2 \times 53\ 429</math></p>
---	---	--

465	470	471
1 046 372 — 1 722 243	1 076 054 — 1 751 925	1 090 895 — 1 766 766
$3^1 \times 29\,384$	$3^1 \times 29\,384$	$3^1 \times 29\,384$
$11^2 \times 53\,429$	$11^2 \times 53\,429$	$11^2 \times 53\,429$
475	479	480
1 179 939 — 1 855 810	1 334 283 — 2 010 154	1 402 551 — 2 078 422
$3^1 \times 29\,384$	$3^1 \times 29\,384$	$3^1 \times 29\,384$
$11^2 \times 53\,429$	$11^2 \times 53\,429$	$11^2 \times 53\,429$
485	495	496
1 458 945 — 2 134 816	822 870 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles	919 038 majoré de 4 % après quatre années de services admissibles et de 15 % après quinze années de services admissibles
$3^1 \times 29\,384$		
$11^2 \times 53\,429$		
520	540	
144 952	733 825 (24 ans)	

e) à partir du 1er juin 1994 :  
 – Dans l'article 2 — Chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire », l'échelle de traitement du « Maître de seconde langue », est fixée comme suit :  
 « Maître de seconde langue »  
 « — porteur du titre requis : 206/2  
 — porteur d'autres titres : 109 ».

**Art. 2.** La Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
 Bruxelles, le 14 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
 de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
 du Sport et des Relations internationales,  
 W. ANCIEN

—  
 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2354

[97/29291]

**14 JULI 1997. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat alsmede de hierbij gevoegde tabel**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964, betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 november 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol 59/1 d.d. 13 juni 1991 betreffende de onderhandelingen gevoerd in het Comité dat gemeenschappelijk is aan de gehele openbare sector, in verband met de intersectoriële overeenkomst voor sociale programmatie voor de jaren 1991-1994 toepasselijk op de gehele openbare sector;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1997;

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met

het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat alsmede de hierbij gevoegde tabel worden als volgt gewijzigd :

Vanaf de eerste oktober 1991 :

In artikel 2, hoofdstuk B « Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs »,

« Onderwijzer »

Onder e) « Houder van het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met twaalf maanden dienstactiviteit in het door de Staat ingericht of gesubsidieerd onderwijs, wat de leeftijd ook mag zijn vanaf welke deze diensten gepresteerd werden.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit »

Index 206/1 wordt vervangen door index 109.

« Leermeester zedenleer »

Onder e) « houder van het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met twaalf maanden dienstactiviteit in het door de Staat ingericht op gesubsidieerd onderwijs, wat de leeftijd ook mag zijn vanaf welke deze diensten gepresteerd werden.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit »

Index 206/1 wordt vervangen door index 109.

« Leermeester bijzondere vakken »

Onder g) « houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, aangevuld met twaalf maanden dienstactiviteit in het door de Staat ingericht of gesubsidieerd onderwijs, wat de leeftijd ook mag zijn vanaf welke deze diensten gepresteerd werden.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit »

Index 206/1 wordt vervangen door index 109.

« Leermeester godsdienst »

onder f) « houder van

1. het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met getuigschrift van bekwaamheidsgetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst;

2. eindexamen van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het in 1 bedoelde getuigschrift;

3. het bedoelde getuigschrift in 1, indien dit getuigschrift werd uitgereikt vóór 12 januari 1972;

4. een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, wanneer de boven bedoelde bekwaamheidsbewijzen aangevuld werden met twaalf maanden dienstactiviteit in het door de Staat ingericht of gesubsidieerd onderwijs, wat de leeftijd ook mag zijn vanaf welke deze diensten gepresteerd werden.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit ».

Index 206/1 wordt vervangen door index 109.

- In hetzelfde artikel 2 — Hoofdstuk G « Opvoedend hulppersoneel » en « studiemeester-opvoeder in een internaat » worden respectievelijk door de volgende bepalingen vervangen :

« Studiemeester-opvoeder »

a) houder van het diploma van onderwijzer, van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of van opvoeder uitgereikt door een inrichting voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan 143/1

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, van maatschappelijk assistent of van kandidaat, uitgereikt door een Belgische universiteit 143/1

c) houder van het diploma van hoger secundair onderwijs 020

Overgangsstelsel

a) in dienst in een koninklijk atheneum, een koninklijk lyceum, een normaalschool voor kleuteronderwijs, een normaalschool voor lager onderwijs, een middelbare normaalschool of een middelbare school, houder van het getuigschrift van volledige humanoria, van het diploma van onderwijzer, van regent, van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van kandidaat, van sociaal adviseur of maatschappelijk assistent en in die hoedanigheid in dienst op 1 maart 1953 143/1

b) in dienst op 31 maart 1972, vastbenoemd of stagiair en die op die datum de weddeschaal van studiemeester-opvoeder genoot, houder van het diploma van onderwijzer of als studiemeester-opvoeder in een internaat, de weddeschaal van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer 143/1

Weddeschaal 143/1 wordt toegekend :

1. voor de periode van 1 april 1972 tot 30 juni 1972 :

aan de tijdelijke studiemeester-opvoeder, in dienst op 31 maart 1972 en die op die datum de weddeschaal van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer, genoot;

2. met ingang van 1 september 1972 :

aan de studiemeester-opvoeder op die datum tot de stage toegelaten en die, als tijdelijke op 31 maart 1972 de weddeschaal van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer, genoot

c) die op 31 maart 1972 de unieke weddeschaal IV/141400 genoot 540  
 d) die op 31 maart 1972 de weddeschaal 1/97400-173900 genoot 104 ».

« Studiemeester-opvoeder in een internaat »

a) houder van het diploma van onderwijzer, van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of van opvoeder uitgereikt door een inrichting voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan 150/1

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, van maatschappelijk assistent of van kandidaat, uitgereikt door een Belgische universiteit 150/1

c) houder van het diploma van hoger secundair onderwijs 030

Overgangsstelsel

a) in dienst op 31 maart 1972, vastbenoemd of stagiair en die op die datum de weddeschaal van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer genoot of als studiemeester-opvoeder in een internaat, de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer 150/1

Weddeschaal 150/1 wordt toegekend :

1. voor de periode van 1 april 1972 tot 30 juni 1972 :

aan de tijdelijke studiemeester-opvoeder in een internaat, in dienst op 31 maart 1972 en die op die datum de weddeschaal van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer, genoot;

2. met ingang van 1 september 1972 :

aan de studiemeester-opvoeder in een internaat op die datum tot de stage toegelaten en die, als tijdelijke op 31 maart 1972 de weddeschaal van de studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer, genoot

b) die op 31 maart 1972 de weddeschaal 1/109400-185900 genoot 105 ».

- In de bij hetzelfde koninklijk besluit gevoegde tabel, worden de weddeschalen van de klasse « 21 jaar », aangeduid door indexen 150 en 152 en de weddeschalen van de klasse « 22 jaar » aangeduid door indexen 206/1 afgeschaft.

b) met ingang van 1 november 1991 :

- In de bij hetzelfde koninklijk besluit gevoegde tabel worden de weddeschalen van de klasse « 21 jaar » aangeduid door indexen 190 afgeschaft en worden de weddeschalen van de klasse « 21 jaar » aangeduid door indexen 185 en 190/1 als volgt vastgesteld :

« 185	190/1
865 531 — 1 465 367	885 632 — 1 465 364
4 <sup>1</sup> × 16 672	4 <sup>1</sup> × 22 884
12 <sup>2</sup> × 44 429	12 <sup>2</sup> × 40 683 »

c) met ingang van 1 november 1992 :

- De bij hetzelfde koninklijk besluit gevoegde tabel van de weddeschalen wordt afgeschaft door hetgeen volgt :  
 Weddeschaal van de klasse (20 jaar)

015	020	030
497 297 — 738 698	505 000 — 832 035	566 637 — 894 903
3 <sup>1</sup> × 11 983	3 <sup>1</sup> × 11 983	3 <sup>1</sup> × 11 982
12 <sup>2</sup> × 17 121	9 <sup>2</sup> × 22 258	6 <sup>2</sup> × 22 257
	4 <sup>2</sup> × 22 691	1 <sup>2</sup> × 22 590
		6 <sup>2</sup> × 22 698
	040	
	552 083 — 910 041	
	3 <sup>1</sup> × 13 125	
	6 <sup>2</sup> × 24 255	
	1 <sup>2</sup> × 24 643	
	6 <sup>2</sup> × 24 735	

Weddeschalen van de klasse (21 jaar)

104	105	143
575 195 — 921 090	636 831 — 983 951	562 356 — 963 868
4 <sup>1</sup> × 16 264	4 <sup>1</sup> × 16 264	4 <sup>1</sup> × 17 121
4 <sup>2</sup> × 23 112	1 <sup>2</sup> × 23 113	4 <sup>2</sup> × 27 393
1 <sup>2</sup> × 23 394	1 <sup>2</sup> × 23 241	1 <sup>2</sup> × 27 911
7 <sup>2</sup> × 23 571	10 <sup>2</sup> × 23 571	7 <sup>2</sup> × 27 935

144	144/1	145
567 491 — 969 101	575 195 — 976 961	585 468 — 987 434
$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 17\ 121$
$3^2 \times 27\ 392$	$3^2 \times 27\ 393$	$3^2 \times 27\ 392$
$1^2 \times 27\ 470$	$1^2 \times 27\ 623$	$1^2 \times 27\ 826$
$8^2 \times 27\ 935$	$8^2 \times 27\ 935$	$8^2 \times 27\ 935$
146	180	185
598 309 — 1 000 523	847 765 — 1 340 125	891 497 — 1 509 329
$4^1 \times 17\ 121$	$4^1 \times 23\ 571$	$4^1 \times 17\ 172$
$2^2 \times 27\ 393$	$12^2 \times 33\ 173$	$12^2 \times 45\ 762$
$1^2 \times 27\ 538$		
$9^2 \times 27\ 934$		
190/1	193	193/1
912 201 — 1 509 321	957 762 — 1 554 882	995 300 — 1 592 420
$4^1 \times 23\ 571$	$4^1 \times 23\ 571$	$4^1 \times 23\ 571$
$12^2 \times 41\ 903$	$12^2 \times 41\ 903$	$12^2 \times 41\ 903$
Weddeschalen van de klasse (22 jaar)		
109	113	117
610 968 — 1 031 072	672 602 — 1 093 936	698 284 — 1 120 127
$3^1 \times 14\ 870$	$3^1 \times 14\ 870$	$2^1 \times 14\ 870$
$2^2 \times 30\ 823$	$1^2 \times 30\ 950$	$1^1 \times 14\ 895$
$1^2 \times 30\ 951$	$11^2 \times 31\ 434$	$12^2 \times 31\ 434$
$9^2 \times 31\ 433$		
121	125	126
723 964 — 1 146 317	749 806 — 1 172 509	760 280 — 1 182 983
$1^1 \times 14\ 871$	$3^1 \times 15\ 165$	$3^1 \times 15\ 165$
$1^1 \times 15\ 110$	$12^2 \times 31\ 434$	$12^2 \times 31\ 434$
$1^1 \times 15\ 164$		
$12^2 \times 31\ 434$		
127	130	132
775 994 — 1 198 697	786 471 — 1 209 174	812 661 — 1 235 364
$3^1 \times 15\ 165$	$3^1 \times 15\ 165$	$3^1 \times 15\ 165$
$12^2 \times 31\ 434$	$12^2 \times 31\ 434$	$12^2 \times 31\ 434$
135	143/1	150/1
838 851 — 1 261 554	596 207 — 1 001 878	657 843 — 1 064 733
$3^1 \times 15\ 165$	$3^1 \times 20\ 545$	$3^1 \times 20\ 544$
$12^2 \times 31\ 434$	$2^2 \times 28\ 248$	$1^2 \times 28\ 370$
	$1^2 \times 28\ 268$	$11^2 \times 28\ 808$
	$9^2 \times 28\ 808$	
167	206/2	206/3
757 451 — 1 166 000	624 846 — 1 031 083	639 398 — 1 045 926
$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 20\ 544$	$3^1 \times 20\ 545$
$12^2 \times 28\ 808$	$1^2 \times 28\ 249$	$1^2 \times 28\ 249$
	$1^2 \times 28\ 276$	$1^2 \times 28\ 564$
	$10^2 \times 28\ 808$	$10^2 \times 28\ 808$
207/1	207/3	208/1
658 231 — 1 065 139	686 480 — 1 093 951	720 722 — 1 128 851
$3^1 \times 20\ 544$	$2^1 \times 20\ 545$	$1^1 \times 20\ 545$
$1^2 \times 28\ 377$	$1^1 \times 20\ 673$	$2^1 \times 20\ 944$
$11^2 \times 28\ 809$	$12^2 \times 28\ 809$	$12^2 \times 28\ 808$
208/2	208/3	208/4
727 570 — 1 135 842	752 610 — 1 161 159	783 164 — 1 191 713
$1^1 \times 20\ 674$	$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 20\ 951$
$2^1 \times 20\ 951$	$12^2 \times 28\ 808$	$12^2 \times 28\ 808$
$12^2 \times 28\ 808$		
208/5	209/1	209/2
784 909 — 1 193 458	815 464 — 1 224 013	817 211 — 1 225 760
$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 20\ 951$
$12^2 \times 28\ 808$	$12^2 \times 28\ 808$	$12^2 \times 28\ 808$
209/3	210/1	211
847 765 — 1 256 314	880 066 — 1 288 615	605 157 — 1 097 431
$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 20\ 951$	$3^1 \times 21\ 400$
$12^2 \times 28\ 808$	$10^2 \times 28\ 808$	$2^2 \times 35\ 097$
		$1^2 \times 35\ 752$
		$9^2 \times 35\ 792$

<p>215</p> <p>640 255 — 1 097 430</p> <p><math>3^1 \times 21\ 399</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 098</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 752</math></p> <p><math>9^2 \times 35\ 792</math></p> <p>220</p> <p>659 944 — 1 153 300</p> <p><math>3^1 \times 21\ 399</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 447</math></p> <p><math>11^2 \times 35\ 792</math></p> <p>226</p> <p>701 890 — 1 196 090</p> <p><math>1^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^1 \times 21\ 461</math></p> <p><math>1^1 \times 21\ 823</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>240</p> <p>742 134 — 1 237 122</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>260</p> <p>836 417 — 1 331 405</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>275</p> <p>1 018 871 — 1 592 420</p> <p><math>3^1 \times 23\ 571</math></p> <p><math>12^2 \times 41\ 903</math></p> <p>290</p> <p>742.134 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren</p> <p>Weddeschalen van de klasse (23 jaar)</p> <p>315</p> <p>611 435 — 1 107 033</p> <p><math>4^1 \times 24\ 824</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 472</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 083</math></p> <p>330</p> <p>781 709 — 1 331 087</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 40\ 738</math></p> <p>360</p> <p>869 881 — 1 444 878</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>Weddeschalen van de klasse (24 jaar)</p> <p>411</p> <p>756 101 — 1 394 253</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>421</p> <p>835 835 — 1 473 987</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>434</p> <p>1 008 686 — 1 646 838</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p>	<p>216</p> <p>640 255 — 1 133 222</p> <p><math>3^1 \times 21\ 399</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 098</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 752</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 792</math></p> <p>222</p> <p>675 351 — 1 169 015</p> <p><math>3^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 752</math></p> <p><math>11^2 \times 35\ 792</math></p> <p>231</p> <p>786 451 — 1 281 439</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>245</p> <p>756 101 — 1 251 089</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>265</p> <p>850 383 — 1 345 371</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>280</p> <p>640.255 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren</p> <p>315/1</p> <p>638 161 — 1 131 099</p> <p><math>3^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 098</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 710</math></p> <p><math>10^2 \times 35\ 793</math></p> <p>316</p> <p>619 139 — 1 114 885</p> <p><math>4^1 \times 24\ 823</math></p> <p><math>1^2 \times 35\ 624</math></p> <p><math>10^2 \times 36\ 083</math></p> <p>340</p> <p>756 101 — 1 331 098</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>370</p> <p>944 667 — 1 519 664</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>412</p> <p>772 979 — 1 411 131</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>422</p> <p>901 018 — 1 539 170</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>435</p> <p>1 191 140 — 1 646 837</p> <p><math>1^9 \times 50\ 633</math></p> <p><math>8^2 \times 50\ 633</math></p>	<p>216/1</p> <p>688 849 — 1 182 792</p> <p><math>2^1 \times 21\ 400</math></p> <p><math>1^1 \times 21\ 627</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>222/1</p> <p>723 946 — 1 218 572</p> <p><math>1^1 \times 21\ 474</math></p> <p><math>2^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 792</math></p> <p>235</p> <p>797 132 — 1 220 534</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>10^2 \times 35\ 793</math></p> <p>248</p> <p>827 482 — 1 322 470</p> <p><math>3^1 \times 21\ 824</math></p> <p><math>12^2 \times 35\ 793</math></p> <p>270</p> <p>871 336 — 1 444 885</p> <p><math>3^1 \times 23\ 571</math></p> <p><math>12^2 \times 41\ 903</math></p> <p>285</p> <p>701.890 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren</p> <p>320</p> <p>747 954 — 1 297 332</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 40\ 738</math></p> <p>350</p> <p>850 383 — 1 425 380</p> <p><math>4^1 \times 25\ 315</math></p> <p><math>11^2 \times 43\ 067</math></p> <p>415</p> <p>806 735 — 1 444 887</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>429</p> <p>997 920 — 1 636 072</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p> <p>436</p> <p>1 073 870 — 1 712 022</p> <p><math>3^1 \times 27\ 063</math></p> <p><math>11^2 \times 50\ 633</math></p>
---	---	--

437	443	444
1 256 325 — 1 712 022	1 280 185 — 1 918 337	1 462 640 — 1 918 337
$1^9 \times 50\ 663$	$3^1 \times 27\ 063$	$1^9 \times 50\ 633$
$8^2 \times 50\ 633$	$11^2 \times 50\ 633$	$8^2 \times 50\ 633$
445	446	449
1 345 370 — 1 983 522	1 527 823 — 1 983 520	1 299 391 — 1 937 543
$3^1 \times 27\ 063$	$1^9 \times 50\ 633$	$3^1 \times 27\ 063$
$11^2 \times 50\ 633$	$8^2 \times 50\ 633$	$11^2 \times 50\ 633$
450	455	460
1 364 575 — 2 002 727	876 574 — 1 539 189	932 445 — 1 595 060
$3^1 \times 27\ 063$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 50\ 633$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
465	470	471
1 025 855 — 1 688 470	1 054 955 — 1 717 570	1 069 505 — 1 732 120
$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
475	479	480
1 156 803 — 1 819 418	1 308 121 — 1 970 736	1 375 050 — 2 037 665
$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$	$3^1 \times 28\ 808$
$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$	$11^2 \times 52\ 381$
485	495	496
1 430 338 — 2 092 953	806.735 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren	901.018 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren
$3^1 \times 28\ 808$		
$11^2 \times 52\ 381$		
520	540	
142 110	719 436 (24 jaar)	

d) met ingang van 1 november 1993

– De bij hetzelfde koninklijk besluit gevoegde weddeschalentabel wordt door hetgeen volgt vervangen :  
Weddeschalen van de klasse (20 jaar)

015	020	030
507 243 — 735 468	515 100 — 848 676	577 970 — 912 802
$3^1 \times 12\ 223$	$3^1 \times 12\ 223$	$3^1 \times 12\ 222$
$12^2 \times 17\ 463$	$9^2 \times 22\ 703$	$6^2 \times 22\ 702$
	$4^2 \times 23\ 145$	$1^2 \times 23\ 042$
		$6^2 \times 23\ 152$
	040	
	563 125 — 928 245	
	$3^1 \times 13\ 388$	
	$6^2 \times 24\ 740$	
	$1^2 \times 25\ 136$	
	$6^2 \times 25\ 230$	

Weddeschalen van de klasse (21 jaar)

104	105	143
586 699 — 939 507	649 568 — 1 003 625	573 603 — 983 146
$4^1 \times 16\ 589$	$4^1 \times 16\ 589$	$4^1 \times 17\ 463$
$4^2 \times 23\ 574$	$1^2 \times 23\ 575$	$4^2 \times 27\ 941$
$1^2 \times 23\ 862$	$1^2 \times 23\ 706$	$1^2 \times 28\ 469$
$7^2 \times 24\ 042$	$10^2 \times 24\ 042$	$7^2 \times 28\ 494$
144	144/1	145
578 841 — 988 484	586 699 — 996 501	597 177 — 1 007 184
$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 17\ 463$
$3^2 \times 27\ 940$	$3^2 \times 27\ 941$	$3^2 \times 27\ 940$
$1^2 \times 28\ 019$	$1^2 \times 28\ 175$	$1^2 \times 28\ 383$
$8^2 \times 28\ 494$	$8^2 \times 28\ 494$	$8^2 \times 28\ 494$
146	180	185
610 275 — 1 020 535	864 720 — 1 366 920	909 327 — 1 539 511
$4^1 \times 17\ 463$	$4^1 \times 24\ 042$	$4^1 \times 17\ 515$
$2^2 \times 27\ 941$	$12^2 \times 33\ 836$	$12^2 \times 46\ 677$
$1^2 \times 28\ 089$		
$9^2 \times 28\ 493$		



190/1	193	193/1
930 445 — 1 539 505	976 917 — 1 585 977	1 015 206 — 1 624 266
4 <sup>1</sup> × 24 042	4 <sup>1</sup> × 24 042	4 <sup>1</sup> × 24 042
12 <sup>2</sup> × 42 741	12 <sup>2</sup> × 42 741	12 <sup>2</sup> × 42 741
Weddeschalen van de klasse (22 jaar)		
109	113	117
623 187 — 1 051 694	686 054 — 1 115 817	712 250 — 1 142 533
3 <sup>1</sup> × 15 167	3 <sup>1</sup> × 15 167	2 <sup>1</sup> × 15 167
2 <sup>2</sup> × 31 439	1 <sup>2</sup> × 31 569	1 <sup>1</sup> × 15 193
1 <sup>2</sup> × 31 570	11 <sup>2</sup> × 32 063	12 <sup>2</sup> × 32 063
9 <sup>2</sup> × 32 062		
121	125	126
738 443 — 1 169 246	764 802 — 1 195 962	775 486 — 1 206 646
1 <sup>1</sup> × 15 168	3 <sup>1</sup> × 15 468	3 <sup>1</sup> × 15 468
1 <sup>1</sup> × 15 412	12 <sup>2</sup> × 32 063	12 <sup>2</sup> × 32 063
1 <sup>1</sup> × 15 467		
12 <sup>2</sup> × 32 063		
127	130	132
791 514 — 1 222 674	802 200 — 1 233 360	828 914 — 1 260 074
3 <sup>1</sup> × 15 468	3 <sup>1</sup> × 15 468	3 <sup>1</sup> × 15 468
12 <sup>2</sup> × 32 063	12 <sup>2</sup> × 32 063	12 <sup>2</sup> × 32 063
135	143/1	150/1
855 628 — 1 286 788	608 131 — 1 021 914	671 000 — 1 086 026
3 <sup>1</sup> × 15 468	3 <sup>1</sup> × 20 956	3 <sup>1</sup> × 20 955
12 <sup>2</sup> × 32 063	2 <sup>2</sup> × 28 813	1 <sup>2</sup> × 28 937
	1 <sup>2</sup> × 28 833	11 <sup>2</sup> × 29 384
	9 <sup>2</sup> × 29 384	
167	206/2	206/3
772 600 — 1 189 318	637 343 — 1 051 704	652 186 — 1 066 843
3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 20 955	3 <sup>1</sup> × 20 956
12 <sup>2</sup> × 29 384	1 <sup>2</sup> × 28 814	1 <sup>2</sup> × 28 814
	1 <sup>2</sup> × 28 842	1 <sup>2</sup> × 29 135
	10 <sup>2</sup> × 29 384	10 <sup>2</sup> × 29 384
207/1	207/3	208/1
671 396 — 1 086 441	700 210 — 1 115 828	735 136 — 1 151 426
3 <sup>1</sup> × 20 955	2 <sup>1</sup> × 20 956	1 <sup>1</sup> × 20 956
1 <sup>2</sup> × 28 945	1 <sup>2</sup> × 21 086	2 <sup>1</sup> × 21 363
11 <sup>2</sup> × 29 385	12 <sup>2</sup> × 29 385	12 <sup>2</sup> × 29 384
208/2	208/3	208/4
742 121 — 1 158 556	767 662 — 1 184 380	798 827 — 1 215 545
1 <sup>1</sup> × 21 087	3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 21 370
2 <sup>1</sup> × 21 370	12 <sup>2</sup> × 29 384	12 <sup>2</sup> × 29 384
12 <sup>2</sup> × 29 384		
208/5	209/1	209/2
800 607 — 1 217 325	831 773 — 1 248 491	833 555 — 1 250 273
3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 21 370
12 <sup>2</sup> × 29 384	12 <sup>2</sup> × 29 384	12 <sup>2</sup> × 29 384
209/3	210/1	211
864 720 — 1 281 438	897 667 — 1 314 385	617 260 — 1 119 381
3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 21 370	3 <sup>1</sup> × 21 828
12 <sup>2</sup> × 29 384	12 <sup>2</sup> × 29 384	2 <sup>2</sup> × 35 799
		1 <sup>2</sup> × 36 467
		9 <sup>2</sup> × 36 508
215	216	216/1
653 060 — 1 119 380	653 060 — 1 155 888	702 626 — 1 206 450
3 <sup>1</sup> × 21 827	3 <sup>1</sup> × 21 827	2 <sup>1</sup> × 21 828
1 <sup>2</sup> × 35 800	1 <sup>2</sup> × 35 800	1 <sup>1</sup> × 22 060
1 <sup>2</sup> × 36 467	1 <sup>2</sup> × 36 467	12 <sup>2</sup> × 36 509
9 <sup>2</sup> × 36 508	10 <sup>2</sup> × 36 508	
220	222	222/1
673 143 — 1 176 368	688 858 — 1 192 397	738 425 — 1 242 944
3 <sup>1</sup> × 21 827	3 <sup>1</sup> × 21 828	1 <sup>1</sup> × 21 903
1 <sup>2</sup> × 36 156	1 <sup>2</sup> × 36 467	2 <sup>1</sup> × 22 260
11 <sup>2</sup> × 36 508	11 <sup>2</sup> × 36 508	12 <sup>2</sup> × 36 508

226	226/1	231
715 928 — 1 220 013 1 <sup>1</sup> × 21 828 1 <sup>1</sup> × 21 890 1 <sup>1</sup> × 22 259 12 <sup>2</sup> × 36 509	766 034 — 1 270 922 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509	802 180 — 1 307 068 1 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509
235	240	240/1
813 075 — 1 244 945 3 <sup>1</sup> × 22 260 10 <sup>2</sup> × 36 509	756 977 — 1 261 865 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509	807 884 — 1 312 772 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509
245	248	260
771 223 — 1 276 111 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509	844 032 — 1 348 920 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509	853 145 — 1 358 033 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509
265	270	275
867 391 — 1 372 279 3 <sup>1</sup> × 22 260 12 <sup>2</sup> × 36 509	888 763 — 1 473 781 3 <sup>1</sup> × 24 042 12 <sup>2</sup> × 42 741	1 039 248 — 1 624 266 3 <sup>1</sup> × 24 042 12 <sup>2</sup> × 42 741
280	285	290
653 060 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren	715 928 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren	756 977 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren
315/1		
650 924 — 1 153 722 3 <sup>1</sup> × 21 828 1 <sup>2</sup> × 35 800 1 <sup>2</sup> × 36 424 10 <sup>2</sup> × 36 509		

## Weddeschalen van de klasse (23 jaar)

315	316	320
623 664 — 1 129 175 4 <sup>1</sup> × 25 320 1 <sup>2</sup> × 36 181 10 <sup>2</sup> × 36 805	631 522 — 1 137 184 4 <sup>1</sup> × 25 319 1 <sup>2</sup> × 36 336 10 <sup>2</sup> × 36 805	762 913 — 1 323 280 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 41 553
330	340	350
797 343 — 1 357 710 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 41 553	771 223 — 1 357 715 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 43 928	867 391 — 1 453 883 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 43 928
360	370	
887 279 — 1 473 771 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 43 928	963 560 — 1 550 052 4 <sup>1</sup> × 25 821 11 <sup>2</sup> × 43 928	

## Weddeschaal van de klasse (24 jaar)

411	412	415
771 223 — 1 422 141 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	788 439 — 1 439 357 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	822 870 — 1 473 788 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646
421	422	429
852 552 — 1 503 470 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	919 038 — 1 569 956 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	1 017 878 — 1 668 796 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646
434	435	436
1 028 860 — 1 679 778 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	1 214 963 — 1 679 777 1 <sup>9</sup> × 51 646 8 <sup>2</sup> × 51 646	1 095 347 — 1 746 265 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646
437	443	444
1 281 452 — 1 746 266 1 <sup>9</sup> × 51 646 8 <sup>2</sup> × 51 646	1 305 789 — 1 956 707 3 <sup>1</sup> × 27 604 11 <sup>2</sup> × 51 646	1 491 893 — 1 956 707 1 <sup>9</sup> × 51 646 8 <sup>2</sup> × 51 646

445	446	449
1 372 277 — 2 023 195	1 558 379 — 2 023 193	1 325 379 — 1 976 297
3 <sup>1</sup> × 27 604	1 <sup>9</sup> × 51 646	3 <sup>1</sup> × 27 604
11 <sup>2</sup> × 51 646	8 <sup>2</sup> × 51 646	11 <sup>2</sup> × 51 646
450	455	460
1 391 867 — 2 042 785	894 105 — 1 569 976	951 094 — 1 626 965
3 <sup>1</sup> × 27 604	3 <sup>1</sup> × 29 384	3 <sup>1</sup> × 29 384
11 <sup>2</sup> × 51 646	11 <sup>2</sup> × 53 429	11 <sup>2</sup> × 53 429
465	470	471
1 046 372 — 1 722 243	1 076 054 — 1 751 925	1 090 895 — 1 766 766
3 <sup>1</sup> × 29 384	3 <sup>1</sup> × 29 384	3 <sup>1</sup> × 29 384
11 <sup>2</sup> × 53 429	11 <sup>2</sup> × 53 429	11 <sup>2</sup> × 53 429
475	479	480
1 179 939 — 1 855 810	1 334 283 — 2 010 154	1 402 551 — 2 078 422
3 <sup>1</sup> × 29 384	3 <sup>1</sup> × 29 384	3 <sup>1</sup> × 29 384
11 <sup>2</sup> × 53 429	11 <sup>2</sup> × 53 429	11 <sup>2</sup> × 53 429
485	495	496
1 458 945 — 2 134 816	822 870 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren	919 038 verhoogd met 4 % na vier toelaatbare dienstjaren en met 15 % na 15 toelaatbare dienstjaren
3 <sup>1</sup> × 29 384		
11 <sup>2</sup> × 53 429		
520	540	
144 952	733 825 (24 jaar)	

- e) Vanaf de 1ste juni 1994 :
- In artikel 2, hoofdstuk B « Bestuurs- en onderwijzend personeel », wordt de weddeschaal van de « leermeester tweede taal » als volgt vastgesteld :
  - « Leermeester tweede taal »
  - « — houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 206/2
  - houder van andere bekwaamheidsbewijzen : 109 ».

**Art. 2.** De Minister-Voorzitster bevoegd voor onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs, Audiovisuele Media,  
Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister belast met Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2355

[C — 97/27524]

**2 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment les articles 2 et 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques afin de redynamiser le tissu économique de l'ouest du Brabant wallon qui connaît des retards de développement économique et un taux de chômage particulièrement importants;

Considérant qu'il s'agit d'une mesure d'aide temporaire prenant cours le 1<sup>er</sup> juillet 1997 pour se terminer au 31 décembre 1999, dont le régime a été approuvé par la Commission de l'Union européenne en date du 16 septembre 1997, et qu'il y a lieu par conséquent de prendre sans retard des mesures nécessaires afin d'accorder des aides économiques spécifiques aux entreprises situées dans une région reconnue comme zone de développement au titre de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, un chapitre *Vibis*, intitulé « Régime particulier pour les entreprises situées dans les communes de Tubize et d'Ittre » et rédigé comme suit :

« Art. 11*bis*. L'entreprise située dans la commune de Tubize ou dans l'ancienne commune de Virginal-Samme peut bénéficier d'une prime représentant 20 % du programme d'investissements admis, pour autant que l'investissement admissible atteigne le seuil de 5 millions de FB et que l'effectif d'emploi augmente de 5 unités.

La prime est plafonnée à un montant de 3 millions de FB par emploi créé et ne peut être accordée pour des investissements immatériels.

Art. 11*ter*. Pour bénéficier de cette prime, l'entreprise doit réaliser un programme d'investissements dans le cadre des secteurs d'activités suivants :

1° la production ou la transformation reprises dans les classes 05.02, 15 à 22, 23.1, 23.2, 24 à 36 et 72.2 du Code NACE ainsi que les investissements d'appui logistique des entreprises de transport ou ceux visant les transports combinés;

2° le service aux entreprises repris dans les classes 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.2, 72.6 du Code NACE ainsi que les centres de distribution. Il faut exclure du programme d'investissements, les bateaux pour les entreprises relevant du Code Nace 61, les avions pour les entreprises relevant du Code NACE 62 et les bâtiments pour les entreprises relevant du Code NACE 63.1.

Art. 11*quater*. Les articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 9, ne sont pas applicables pour l'octroi de cette prime. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1997 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 2355

[C - 97/27524]

**2. OKTOBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung der Artikel 2, 12 und 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, insbesondere der Artikel 2 und 16;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung der Artikel 2 12 und 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Genehmigung der Europäischen Kommission;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit,

In der Erwägung, daß spezifische Maßnahmen zu treffen sind, um der Wirtschaftsstruktur im Westen der Provinz Wallonisch-Brabant zu einem neuen Aufschwung zu verhelfen, da vor Ort ein wirtschaftlicher Entwicklungsrückstand und eine besonders hohe Arbeitslosenrate bestehen;

In der Erwägung, daß es sich um eine zeitlich begrenzte Maßnahme handelt, die am 1. Juli 1997 beginnt und am 31. Dezember 1999 endet, deren Modus am 16. September 1997 von der Europäischen Kommission genehmigt wurde, und daß folglich unverzüglich Maßnahmen zu treffen sind, um den in einer Region, die gemäß Artikel 11 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung als Entwicklungsgebiet eingestuft wurde, gelegenen Unternehmen spezifische Wirtschaftshilfen zu gewähren;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

**Artikel 1** - In den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung der Artikel 2 12 und 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung wird ein Kapitel *Vibis* mit dem Titel "Sondermaßnahmen für die auf dem Gebiet der Gemeinden Tubize und Ittre gelegenen Unternehmen" und mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 11*bis* - Das auf dem Gebiet der Gemeinde Tubize oder der früheren Gemeinde Virginal-Samme gelegene Unternehmen kann in den Genuß einer Prämie von 20 % des genehmigten Investitionsprogramms gelangen, unter der Bedingung, daß die zulässige Investition den Grenzbetrag von 5 Millionen BEF erreicht und das Beschäftigungsvolumen um 5 Einheiten erhöht wird.

Die Prämie wird auf einen Höchstbetrag von 3 Millionen BEF je geschaffener Arbeitsplatz begrenzt und darf nicht für immaterielle Investitionen gewährt werden.

Art. 11*ter* - Um in den Genuß dieser Prämie zu gelangen, muß das Unternehmen ein Investitionsprogramm im Rahmen der nachstehenden Tätigkeitsbereiche durchführen:

1° die in den Klassen 05.02, 15 bis 22, 23.1, 23.2, 24 bis 36 und 72.2 des NACE-Verzeichnisses angeführten Herstellungs- oder Verarbeitungstätigkeiten sowie die Investitionen zur logistischen Unterstützung der Transportunternehmen oder die Investitionen, die den kombinierten Transport betreffen;

2° die in den Klassen 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.2, 72.6 des NACE-Verzeichnisses angeführten Dienstleistungen für Unternehmen sowie die Verteilstellen, mit Ausnahme der Schiffe für die unter der NACE-Kennzahl 61 angeführten Unternehmen, der Flugzeuge für die unter der NACE-Kennzahl 62 angeführten Unternehmen und der Gebäude für die unter der NACE-Kennzahl 63.1 angeführten Unternehmen.

Art. 11*quater* - Die Artikel 2 § 1 und 9 sind im Rahmen der Gewährung dieser Prämie nicht anwendbar. »

**Art. 2** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Juli 1997 wirksam und tritt am 31. Dezember 1999 außer Kraft.

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Oktober 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2355

[C - 97/27524]

**2 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van de artikelen 2, 12 en 16 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op de artikelen 2 en 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van de artikelen 2, 12 en 16 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat specifieke maatregelen moeten worden genomen om nieuwe kracht te geven aan de economische infrastructuur van het westelijke gedeelte van Waals Brabant, dat te kampen heeft met een belangrijke economische achterstand en een hoge werkloosheidsgraad;

Overwegende dat het gaat om een tijdelijke steunmaatregel die van 1 juli 1997 tot 31 december 1999 loopt en waarvan de regeling op 16 september 1997 werd goedgekeurd door de Commissie van de Europese Unie, en dat bijgevolg zo spoedig mogelijk de noodzakelijke maatregelen moeten worden genomen om specifieke economische steun te verlenen aan ondernemingen die gelegen zijn in een gebied dat krachtens artikel 11 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie als ontwikkelingszone beschouwd wordt;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 houdende uitvoering van de artikelen 2, 12 en 16 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, wordt een hoofdstuk *VIbis* "Bijzonder stelsel voor ondernemingen die gelegen zijn in de gemeenten Tubeke en Itter" ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11*bis*. De onderneming die in de gemeente Tubeke of in de voormalige gemeente Virginal-Samme gelegen is, komt in aanmerking voor een premie die 20 % van het toegelaten investeringsprogramma bedraagt, op voorwaarde dat de aanvaardbare investering de drempel van 5 miljoen BEF bereikt en dat het personeelsbestand met 5 eenheden stijgt.

De premie bedraagt hoogstens 3 miljoen BEF per gecreëerde arbeidsplaats en mag niet worden toegekend voor onroerende investeringen.

Art. 11*ter*. Om deze premie te genieten moet de onderneming een investeringsprogramma realiseren in de volgende activiteitensectoren :

1° de in de klassen 05.02, 15 tot 22, 23.1, 23.2, 24 tot 36 en 72.2 van de NACE-code opgenomen productie of verwerking alsook investeringen voor logistieke steun aan vervoerbedrijven of investeringen voor gecombineerd vervoer;

2° de in de klassen 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.2 en 72.6 van de NACE-code opgenomen diensten aan ondernemingen alsook de distributiecentra. De boten voor de ondernemingen die onder klasse 61 vallen, de vliegtuigen voor de ondernemingen die onder klasse 62 vallen en de gebouwen voor de ondernemingen die onder klasse 63.1 vallen, worden van het investeringsprogramma uitgesloten.

Art. 11*quater*. De artikelen 2, § 1, en 9 zijn niet van toepassing voor de toekenning van deze premie. »

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1999.

**Art. 3.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

F. 97 — 2356 (97 — 1633)

[C — 97/27519]

**18 JUILLET 1997. — Décret relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant. — Erratum**

La dernière phrase du 2° du deuxième alinéa de l'article 8 du décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 9 août 1997, à la page 20400, doit se lire comme suit : « Le Gouvernement peut adapter le montant de 203 000 francs visé à l'alinéa 2, 1° ».

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 2356 (97 — 1633)

[C — 97/27519]

**18. JULI 1997 — Dekret bezüglich der Eingliederung von Arbeitsuchenden bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann — Erratum**

Der letzte Satz von Artikel 8 Absatz 2, 2° des vorerwähnten Dekrets, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. August 1997 auf Seite 20402, ist folgendermaßen zu lesen : « Die Regierung ist berechtigt, den in Absatz 2 1° angeführten Betrag von 203 000 BEF anzupassen ».

VERTALING

N. 97 — 2356 (97 — 1633)

[C — 97/27519]

**18 JULI 1997. — Decreet betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien. — Erratum**

In artikel 8 van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1997, op blz. 20404, dient de laatste zin van punt 2° van het tweede lid te worden gelezen als volgt : « De Regering kan het in het tweede lid, 1°, bedoelde bedrag van 203 000 BEF aanpassen ».

## MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 97 — 2357

[C - 97/27523]

**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'attribution et au port des badges d'accès et d'identification  
sur les aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, notamment les articles 6, X, 1<sup>er</sup> alinéa, 7<sup>o</sup> et 69;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup> modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Considérant que l'exploitation d'un aéroport doit être exécutée dans un environnement sécurisé, en contrôlant l'introduction de personnes, véhicules et autres objets dans des zones en principe non accessibles aux usagers;

Considérant la présence de plus en plus importante d'opérateurs et par conséquent de personnes physiques dans des zones de haute sécurité des aéroports publics wallons;

Considérant la mise en place d'un système de télésurveillance et de contrôle d'accès sur les aéroports de la Région wallonne;

Considérant qu'il convient de définir les modalités quant à l'attribution et au port des badges d'accès et d'identification ainsi que l'indemnité y afférente;

Considérant la nécessité que des badges soient distribués et utilisés à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1997, principalement sur l'aéroport de Liège-Bierset dans le cadre du transport de fret et du courrier express;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de la présente procédure, il faut entendre par :

**Autorité** : fonctionnaires du Ministère de l'Équipement et des Transports de la Région wallonne chargés de la sûreté, du contrôle d'accès et de la délivrance des badges d'identification sur chaque site aéroportuaire.

**Badge d'identification et d'accès** :

1<sup>o</sup> Pour les personnes : badge personnel autorisant son titulaire à se rendre dans des zones déterminées du côté-piste de l'aéroport concerné.

2<sup>o</sup> Pour les véhicules : badge attribué à un véhicule autorisant la circulation de celui-ci dans des zones déterminées du côté-piste de l'aéroport concerné.

**Côté-piste** : Aire de mouvement d'un aéroport et totalité ou partie des terrains et bâtiments adjacents dont l'accès est contrôlé.

**Contrôle de sûreté** : mesures permettant d'empêcher l'introduction d'armes ou d'objets susceptibles d'être utilisés pour commettre des actes illicites.

**Contrôle d'accès** : contrôle effectué au moyen de badges d'identification, cartes d'accès, cartes magnétiques ou autres cartes codées électroniques.

**Sûreté** : combinaison des mesures ainsi que des moyens humains et matériels visant à protéger l'aviation civile contre les actes illicites.

**CHAPITRE II. - Champ d'application**

**Art. 2.** Sans préjudice des dispositions définies à l'article 11, toute personne ou tout véhicule devant se rendre côté-piste d'un aéroport et de ses dépendances se conforme aux prescriptions de la présente procédure.

**CHAPITRE III. - De l'attribution des badges d'identification et d'accès**

**Art. 3.** Généralités.

§ 1<sup>er</sup>. Deux types de badges d'identification peuvent être attribués :

- le badge permanent;

- le badge visiteur.

§ 2. Préalablement à toute première introduction d'un formulaire de demande de badge d'identification et d'accès, le responsable de chaque société ou service intérieur indiquera à l'autorité l'identité de deux personnes lui étant attachées et habilitées à contresigner les demandes de badges et fournira un exemplaire de leur signature originale.

Après réception de ces éléments, l'autorité dispose d'un délai de quinze jours pour procéder à un examen de sûreté sur ladite société ou ledit service.

Au terme de cet examen, l'autorité indiquera, par écrit, sa décision motivée quant à permettre ou non l'introduction de formulaires de demandes.

Le formulaire de demande de badge d'identification, dont un modèle figure en annexe 1 de la présente procédure, est sollicité et introduit par les personnes habilitées à contresigner les badges et désireuses de permettre l'accès de certaines zones côté-piste à certains membres de leur personnel, invité ou visiteur.

Tout formulaire non introduit par les personnes habilitées ou complété de façon partielle ou erronée sera rejeté.

§ 3. Sur chaque aéroport, un bureau d'émission et de délivrance de badges est ouvert du lundi au vendredi, de 9 à 12 heures et de 13 h 30 m à 16 heures, les jours fériés exceptés.

§ 4. Le bureau tel que défini au § 3 fournit, sur demande écrite aux responsables des sociétés ou service actifs sur chaque aéroport concerné, les formulaires de demande de badges, dont un modèle figure en annexes 1 et 2 de la présente procédure.

#### **Art. 4. Badges permanents.**

Le badge permanent a une durée de validité d'au moins cinq jours et de cinq ans maximum. Sa durée est déterminée par l'autorité et notamment en fonction des renseignements fournis par le demandeur lors de l'introduction de sa demande de badge.

En outre, le formulaire de demande est accompagné d'un certificat de bonnes vie et mœurs du destinataire du badge et, le cas échéant pour les véhicules, d'un document émanant d'une compagnie d'assurances attestant que celle-ci couvre les risques particuliers liés à l'utilisation côté-piste du véhicule.

Après l'introduction du formulaire de demande et de ses annexes, l'autorité dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour examiner celui-ci et soit délivrer le badge demandé, soit notifier son refus motivé.

Les badges permanents attribués doivent être retirés personnellement par chaque titulaire de badge en possession de ses pièces d'identité et, le cas échéant, des documents du véhicule concerné au bureau d'émission.

#### **Art. 5. Badges visiteurs.**

Le badge visiteur a une durée de validité de cinq jours maximum.

Après l'introduction d'un formulaire de demande, l'autorité dispose d'un délai de deux jours ouvrables pour soit délivrer le badge demandé, soit notifier son refus.

Uniquement en cas d'urgence, des badges visiteurs peuvent être obtenus en dehors des heures d'ouverture du bureau d'émission des badges auprès de la permanence de l'autorité aéroportuaire.

Dans tous les cas, la remise d'un badge visiteur est effectuée moyennant le dépôt de la carte d'identité du titulaire du badge auprès de l'autorité.

### *CHAPITRE IV. - Du port des badges d'identification et d'accès*

**Art. 6.** Le badge est strictement personnel et est toujours porté, du côté-piste, à un endroit visible.

Il peut être à tout moment exigé par les services de l'autorité.

Les occupants d'un véhicule autorisé à circuler côté-piste ne sont pas dispensés du port du badge correspondant à la zone dans laquelle se trouve le véhicule.

En ce qui concerne les véhicules, le badge est placé visiblement sur le pare-brise.

Le port du badge n'autorise pas son titulaire à se soustraire, en aucune manière, à un éventuel contrôle de sûreté ou au respect des signaux, consignes ou injonctions de l'autorité de l'aéroport, de la gendarmerie ou de la douane.

Le titulaire d'un badge ne peut accéder côté-piste qu'aux seules zones autorisées par le badge.

Le titulaire d'un badge visiteur est toujours accompagné d'une personne de la société ou de l'organisation pour accéder aux zones non publiques dont l'accès est protégé par des lecteurs de badges.

### *CHAPITRE V. - De la restitution, de la déclaration de perte ou de vol et du renouvellement des badges d'identification*

#### **Art. 7. Restitution.**

Le badge d'identification sera toujours restitué à l'autorité et notamment, dans les cas suivants :

- durée de validité expirée;
- renouvellement du badge;
- fin de fonction ou de visite du titulaire du badge;
- défectuosité du badge;
- endommagement du badge;
- retrait du badge par l'autorité tel que stipulé à l'article 13.

#### **Art. 8. Perte et vol.**

Toute perte ou vol sera immédiatement déclaré auprès de l'autorité ou de son délégué.

#### **Art. 9. Renouvellement du badge permanent.**

Le renouvellement du badge permanent sera demandé par les personnes habilitées de la société ou service actifs dans les cas et manière suivants :

1° expiration de la date de validité moyennant l'introduction d'une nouvelle demande cinq jours ouvrables au moins avant ladite expiration et contre remise du badge périmé en échange du nouveau badge.



2° endommagement et défectuosité moyennant l'introduction d'une nouvelle demande et contre remise du badge défectueux ou endommagé en échange du nouveau badge.

3° perte ou vol moyennant la déclaration préalable de perte ou de vol et l'introduction d'une nouvelle demande.

Pour les cas 2 et 3 précités, le demandeur peut solliciter un badge visiteur dans l'attente de l'attribution d'un nouveau badge permanent.

#### CHAPITRE VI. - *De l'indemnité et du cautionnement relatifs aux badges d'identification et d'accès*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Lors de l'attribution et du renouvellement d'un badge d'identification et d'accès permanent, une indemnité de 750 BEF (T.V.A. comprise) est perçue au grand comptant par le comptable ordinaire ou son suppléant sur l'aéroport d'émission.

En outre, tout badge permanent attribué fait simultanément l'objet d'un cautionnement de 1 000 BEF versés au grand comptant entre les mains du comptable ordinaire précité. Ce cautionnement ne porte pas intérêts.

Le cautionnement fait l'objet d'un récépissé dont le modèle figure en annexe 3 de la présente procédure.

En cas de perte, vol, endommagement volontaire ou involontaire du badge permanent, le cautionnement est acquis à la Région wallonne.

§ 2. En cas de perte, vol, endommagement volontaire ou involontaire du badge visiteur, une indemnité de 1 000 BEF (T.V.A. comprise) est payée au grand comptant par le titulaire ou à défaut par la personne ayant sollicité l'attribution du badge avant la remise de la carte d'identité déposée lors de l'attribution du badge.

§ 3. Tout badge non retiré dans un délai de trente jours de calendrier à dater du dépôt du formulaire de demande fait l'objet d'une indemnité complémentaire de 500 BEF (T.V.A. comprise) qui sera facturée à la société ou service ayant introduit la demande de badge.

§ 4. Toute indemnité non acquittée ou tout cautionnement non restitué entraîne le rejet par l'autorité de toute nouvelle demande de badge.

#### CHAPITRE VII. - *Exemptions*

**Art. 11.** Tout en ayant fait l'objet d'un contrôle de sûreté préalable, les passagers en possession d'un titre de transport aérien valable, les membres du personnel navigant des compagnies aériennes en possession d'une licence de pilote ou de mécanicien navigant ou d'un certificat de membre d'équipage valable et les pilotes de l'aviation générale (et leurs accompagnants) en provenance d'un autre aéroport ou aérodrome sont admis du côté-piste sans badge pour autant que leur présence y soit nécessaire.

**Art. 12.** Les badges permanents attribués aux membres du personnel ainsi que les véhicules du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, de la douane, de la gendarmerie, de l'Administration de l'Aéronautique et de la Régie des Voies aériennes sont exemptés de l'indemnité et du cautionnement fixés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>.

En cas de perte, vol, endommagement volontaire ou involontaire, ou de non-restitution d'un badge attribué aux personnes et véhicules cités à l'alinéa précédent, une indemnité de 1 000 BEF (T.V.A. comprise) est due à l'autorité de l'aéroport d'émission par le titulaire du badge ou par défaut par le service ayant sollicité l'attribution du badge.

#### CHAPITRE VIII. - *Dispositions finales*

**Art. 13.** En cas de manquement constaté par l'autorité aux dispositions des articles 6 et 7 précités, d'un usage malveillant, de la non-information par une société ou par un service de la fin de fonction ou de visite du titulaire d'un badge, de non-utilisation du badge pendant une période consécutive de deux mois, l'autorité peut retirer le badge sans indemnité, sans préavis et sans préjudice d'autres poursuites.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1997.

**Art. 15.** Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## Annexe 1

## Région wallonne - Ministère de l'Équipement et des Transports

## Demande de badge d'identification et d'accès

Ce formulaire est à compléter à l'encre indélébile en caractères d'imprimerie et à adresser au commandant d'aéroport

## IDENTITE COMPLETE

Joindre deux photos d'identité et une photocopie (recto-verso) de la carte d'identité.

Nom :		
Prénom :		
Nationalité :	Date de naissance :     /     /	
Lieu de naissance :	Sexe : M/F	
Adresse - Rue :		
	N°	Bte :
Code postal :	Commune :	
N° de carte d'identité :		
Validité du     /     /     au     /     /		
N° du registre national :		
Pour les étrangers, n° de Sécurité publique :		
Tél :	Fax :	

## Références professionnelles

Nom de la firme :		
Adresse - Rue :		
	N° :	Bte :
Code postal :	Commune :	
Nom du responsable :		
Tél :	Fax :	

Motif circonstancié de la demande : .....

.....

.....

Endroit où le service sera assuré :

Période où le service sera assuré : du     /     /     au     /     /

Pour les instructeurs ou pilotes

Type de licence :
N° de licence :
Valide du        /        /        au        /        /
Si propriétaire d'un avion, type :
immatriculation :

Type de badge demandé

Biffer les mentions inutiles

PERMANENT

VISITEUR

ne pas oublier la photo d'identité

du        /        /        au        /        /

Le responsable et le demandeur déclarent avoir pris connaissance du règlement concernant la procédure actuelle pour la demande et l'usage des badges d'identification à l'aéroport. En outre, ils s'engagent à ne déroger aucune clause de ce règlement.

Pour accord,  
Signature du responsable  
Cachet de la firme

Date et signature du demandeur,  
(pour demande d'un badge permanent ou temporaire)

\* joindre, sous peine de non recevabilité, deux photos d'identité pour une demande de badge permanent ou temporaire

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Avis de l'Inspection aéroportuaire :

Pour accord sous réserve d'un avis favorable de la gendarmerie.

Refusé pour la raison suivante :.....  
.....  
.....

Signature du Commandant de l'aéroport ou du fonctionnaire responsable désigné,

Réservé à la Gendarmerie

Résultat du contrôle de sûreté :                      NEGATIF                      POSITIF

Badge délivré

N° du badge délivré :

Type :                      Permanent :                      Temporaire :                      Provisoire :

Validité : du        /        /        au        /        /

Zones autorisées :

## Annexe 2

Région wallonne - Ministère de l'Équipement et des Transports

Demande de badge d'accès et d'identification pour véhicules

Ce formulaire est à compléter à l'encre indélébile en caractères d'imprimerie

## IDENTIFICATION DU VEHICULE

Merci de joindre une photocopie de la carte d'immatriculation

Genre :	
Marque - type :	
Châssis :	
Code :	PVA/PVD :
Carburant :	
Immatriculé le / /	1re mise en circ. / /
N° Immatriculation (Plaque) :	

## PROPRIETAIRE DU VEHICULE

Nom du propriétaire :		
Adresse - Rue :		
	N° :	Bte :
Code postal :	Commune :	
Nom du responsable :		
Tél :	Fax :	

Motif circonstancié de la demande : .....

.....

.....

.....

Endroit où le service sera assuré : .....

Période où le service sera assuré : du / / au / /

TYPE DE BADGE DEMANDE

Biffer la mention inutile

PERMANENT

VISITEUR

du / / au / /

Le responsable et le demandeur déclarent avoir pris connaissance du règlement concernant la procédure pour la demande et l'usage des badges d'identification à l'aéroport. En outre, ils s'engagent à ne déroger à aucune clause de ce règlement.

Pour accord,

Signature du responsable

Cachet de la firme

Date et signature du demandeur,

(pas obligatoire pour badge visiteur)

RESERVE A L'ADMINISTRATION

Avis de la Police aéroportuaire

Pour accord.

Refusé pour la raison suivante :.....  
.....  
.....  
.....

Signature du Commandant de l'aéroport ou du fonctionnaire responsable désigné,

BADGE DELIVRE

N° du badge délivré :

Type :

Permanent :

Provisoire :

Validité : du / / au / /

Zones :





## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 97 — 2357

[C - 97/27523]

**24. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über  
die Zuweisung und das Tragen von Ausweis- und Zugangskarten in den Flughäfen,  
die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 6, X, Absatz 1, 7° und 69;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

In Erwägung dessen, daß der Betrieb eines Flughafens in einem sicheren Umfeld geschehen muß, indem der Eintritt bzw. die Einfahrt von Personen, Fahrzeugen und anderen Gegenständen in die prinzipiell für die Benutzer unzugänglichen Zonen kontrolliert wird;

In Erwägung der wachsenden Anzahl der Operatoren und somit der natürlichen Personen in den Hochsicherheitszonen der wallonischen öffentlichen Flughäfen;

In Erwägung der Einführung eines Fernbewachungs- und Zugangskontrollesystems in den Flughäfen der Wallonischen Region;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Modalitäten bezüglich der Zuweisung und des Tragens von Ausweis- und Zugangskarten sowie bezüglich der damit verbundenen Gebühr zu bestimmen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Karten vor allem im Flughafen Lüttich-Bierset ab dem 1. September 1997 im Rahmen der Luftfracht- und Schnellpostbeförderung zu verteilen und zu benutzen;

Aufgrund der so begründeten Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

KAPITEL I - *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Verfahrens gelten die folgenden Definitionen:

Behörde: die Beamten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, die mit der Sicherheit, der Zugangskontrolle und der Erteilung der Ausweiskarten auf jedem Flughafengebiet beauftragt sind.

Ausweis- und Zugangskarte:

1° für Personen: eine persönliche Ausweiskarte, die ihrem Träger erlaubt, sich in bestimmte Bereiche der Flugsteigseite des betroffenen Flughafens zu begeben.

2° für Fahrzeuge: eine einem Fahrzeug zugewiesene Karte, die diesem erlaubt, in bestimmten Bereichen der Flugsteigseite des betroffenen Flughafens zu fahren.

Flugsteigseite: der Bewegungsbereich in einem Flughafen und die Gesamtheit oder ein Teil der angrenzenden Gelände und Gebäude, deren Zugang kontrolliert wird.

Sicherheitskontrolle: die Maßnahmen zur Vermeidung des Einschmuggelns von Waffen oder Gegenständen, die zum Begehen von strafbaren Taten benutzt werden könnten.

Zugangskontrolle: die Kontrolle anhand Ausweis-, Zugangs-, magnetischer oder sonstiger elektronischer kodierter Karten.

Sicherheit: die Kombination von Maßnahmen sowie von menschlichen und materiellen Mitteln zum Schutz der Zivilluftfahrt gegen strafbare Taten.

KAPITEL II - *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - Unbeschadet der in Artikel 11 festgelegten Bestimmungen ist jede Person und jedes Fahrzeug, die bzw. das zur Flugsteigseite eines Flughafens und dessen Anbauten sich begeben muß, zur Einhaltung der Vorschriften des vorliegenden Verfahrens verpflichtet.

KAPITEL III - *Zuweisung der Ausweis- und Zugangskarten*

**Art. 3** - Allgemeine Bestimmungen

§ 1. Es können zwei Typen von Ausweiskarten zugewiesen werden:

- die Dauerkarte;
- die Besucherkarte.

§ 2. Vor jeder Einreichung eines Formulars zur Beantragung einer Ausweis- und Zugangskarte teilt der Verantwortliche jeder Gesellschaft oder jeder Innendienststelle der Behörde die Identität von zwei Personen mit, die ihm beigeordnet sind und zur Gegenzeichnung der Ausweiskartenanträge ermächtigt sind, und übermittelt ein Exemplar ihrer Originalunterschrift.



Nach Eingang dieser Dokumente verfügt die Behörde über eine Frist von funfzehn Tagen zur Sicherheitsüberprüfung der besagten Gesellschaft bzw. der besagten Dienststelle.

Nach dieser Überprüfung teilt die Behörde schriftlich ihren Beschluß mit, ob die Antragsformulare eingereicht werden dürfen oder nicht.

Das Antragsformular für eine Ausweiskarte, dessen Muster in Anlage 1 zum vorliegenden Verfahren angegeben wird, wird von den Personen beantragt und eingereicht, die zur Gegenzeichnung der Ausweiskarten ermächtigt sind und bestimmten Personalmitgliedern, Gästen oder Besuchern den Zugang zu bestimmten Zonen an der Flugsteigseite ermöglichen möchten.

Jedes Formular, das von unbefugten Personen eingereicht wird, oder das unvollständig oder falsch ausgefüllt ist, wird abgelehnt.

§ 3. In jedem Flughafen ist eine Ausgabe- und Erteilungsstelle der Ausweiskarten montags bis freitags, zwischen 9 und 12 Uhr und zwischen 13.30 und 16 Uhr, außer Feiertagen, geöffnet.

§ 4. Auf schriftlichen Antrag liefert die in § 3 beschriebene Stelle den Verantwortlichen der in jedem betroffenen Flughafen tätigen Gesellschaften oder Dienststellen die Antragsformulare für Ausweiskarten aus, deren Muster in Anlage 1 und 2 zum vorliegenden Verfahren angegeben ist.

#### **Art. 4 - Dauerkarten**

Dauerkarten haben eine Gültigkeit von mindestens fünf Tagen und höchstens fünf Jahren. Ihre Gültigkeitsdauer wird insbesondere aufgrund der durch den Antragsteller bei der Einreichung seines Ausweiskartenantrags angegebenen Auskünfte durch die Behörde festgelegt.

Außerdem ist dem Antragsformular ein Leumundzeugnis des Kartenempfängers und ggf. für die Fahrzeuge ein durch eine Versicherungsgesellschaft erstelltes Dokument beizufügen, zur Bestätigung, daß die besonderen Risiken bei Benutzung des Fahrzeugs an der Flugsteigseite gedeckt werden.

Nach Einreichung des Antragsformulars und dessen Anlagen verfügt die Behörde über eine Frist von fünf Werktagen, um dieses zu überprüfen und entweder die beantragte Ausweiskarte zu erteilen oder ihre begründete Verweigerung mitzuteilen.

Die zugewiesenen Dauerkarten müssen durch jeden Kartenträger in der Ausgabestelle persönlich abgeholt werden, wobei dieser seinen Ausweis und ggf. die Dokumente bezüglich des betroffenen Fahrzeugs bei sich haben muß.

#### **Art. 5 - Besucherkarten**

Besucherkarten haben eine Gültigkeit von höchstens fünf Tagen.

Nach Einreichung des Antragsformulars verfügt die Behörde über eine Frist von zwei Werktagen, um entweder die beantragte Ausweiskarte zu erteilen oder ihre Verweigerung mitzuteilen.

Ausschließlich in Dringlichkeitsfällen können Besucherkarten außerhalb der Öffnungszeiten der Ausgabestelle beim Bereitschaftsdienst der Flughafenbehörde erhalten werden.

Auf jeden Fall erfolgt die Ausgabe einer Besucherkarte gegen Abgabe des Ausweises des Kartenträgers an die Behörde.

### *KAPITEL IV - Tragen der Ausweis- und Zugangskarten*

**Art. 6 -** Die Ausweis- und Zugangskarte ist rein persönlich und wird an der Flugsteigseite immer sichtbar getragen.

Sie darf von den Behördendiensten jederzeit verlangt werden.

Die Benutzer eines Fahrzeugs, dem der Verkehr an der Flugsteigseite erlaubt ist, werden vom Tragen der Karte für den Bereich, in dem sich das Fahrzeug befindet, nicht befreit.

Was die Fahrzeuge betrifft, wird die Karte sichtbar an die Windschutzscheibe gestellt.

Das Tragen der Ausweiskarte erlaubt ihrem Träger auf keinem Fall, sich einer etwaigen Sicherheitskontrolle bzw. der Einhaltung der Signale, Anweisungen und Befehle der Flughafenbehörde, der Gendarmerie oder der Zollbehörde zu entziehen.

An der Flugsteigseite hat der Träger einer Ausweiskarte nur zu den durch die Ausweiskarte erlaubten Bereichen Zugang.

Der Träger einer Besucherkarte wird immer von einer Person der Gesellschaft oder der Organisation begleitet, um zu den nicht öffentlichen Bereichen zu gelangen, deren Zugang von Ausweiskartenlesegeräte geschützt wird.

### *KAPITEL V - Rückgabe, Verlust- oder Diebstahlerklärung und Erneuerung der Ausweiskarten*

#### **Art. 7 - Rückgabe**

Die Ausweiskarte wird immer an die Behörde zurückgegeben und insbesondere in den folgenden Fällen:

- abgelaufene Gültigkeitsdauer;
- Erneuerung der Ausweiskarte;
- Ende des Amtes oder des Besuchs des Kartenträgers;
- defekte Ausweiskarte;
- Beschädigung der Ausweiskarte;
- Entzug der Ausweiskarte durch die Behörde, so wie in Artikel 13 vorgesehen.

#### **Art. 8 - Verlust oder Diebstahl**

Jeder Verlust bzw. Diebstahl muß sofort bei der Behörde oder bei deren Stellvertreter gemeldet werden.

**Art. 9 - Erneuerung der Dauerkarte**

Eine Erneuerung der Dauerkarte wird von den befugten Personen der tätigen Gesellschaft oder der tätigen Dienststelle in den folgenden Fällen und nach folgenden Modalitäten beantragt:

1° bei abgelaufener Gültigkeitsdauer: Einreichung eines neuen Antrags mindestens fünf Werktage vor dem Ablaufdatum und Austausch der verfallenen Ausweiskarte gegen die neue Ausweiskarte.

2° bei beschädigter oder defekter Ausweiskarte: Einreichung eines neuen Antrags und Austausch der beschädigten oder defekten Ausweiskarte gegen die neue Ausweiskarte.

3° bei Verlust oder Diebstahl: vorherige Verlust- oder Diebstahlerklärung und Einreichung eines neuen Antrags.

In den vorerwähnten Fällen 2 und 3 darf der Antragsteller in Erwartung der Zuweisung einer neuen Dauerkarte eine Besucherkarte beantragen.

**KAPITEL VI - Gebühr und Kautio n bezüglich der Ausweis- und Zugangskarten**

**Art. 10 - § 1.** Bei der Zuweisung und der Erneuerung einer Dauerausweis- und -zugangskarte wird eine Gebühr in Höhe von 750 BEF (einschl. MwSt.) im Flughafen, wo die Karte ausgestellt wird, an den gewöhnlichen Rechnungsführer oder an seinen Stellvertreter in bar gezahlt.

Außerdem wird für jede zugewiesene Dauerkarte gleichzeitig eine Kautio n in Höhe von 1 000 BEF an den vorerwähnten gewöhnlichen Rechnungsführer in bar gezahlt. Diese Kautio n wirft keine Zinsen ab.

Für die Kautio n wird eine Quittung erstellt, deren Muster in Anlage 3 zum vorliegenden Erlaß angegeben ist.

Bei Verlust, Diebstahl, absichtlicher oder unabsichtlicher Beschädigung der Dauerkarte bleibt die Kautio n Besitz der Wallonischen Region.

§ 2. Bei Verlust, Diebstahl, absichtlicher oder unabsichtlicher Beschädigung der Besucherkarte wird vor der Rückerstattung des bei der Zuweisung der Karte abgegebenen Ausweises eine Entschädigung in Höhe von 1 000 BEF (einschl. MwSt.) vom Träger oder mangels dessen von der Person, die die Zuweisung der Ausweiskarte beantragt hat, in bar gezahlt.

§ 3. Für jede Ausweiskarte, die innerhalb von dreißig Werktagen ab der Einreichung des Antragsformulars nicht abgeholt worden ist, wird eine zusätzliche Gebühr in Höhe von 500 BEF (einschl. MwSt.) verlangt, die der Gesellschaft oder der Dienststelle, die den Antrag eingereicht hat, angerechnet wird.

§ 4. Falls die Gebühr nicht beglichen oder die Kautio n nicht rückerstattet wird, lehnt die Behörde jeden neuen Antrag auf eine Ausweiskarte ab.

**KAPITEL VII - Befreiungen**

**Art. 11 -** Die Fluggäste, die eine gültige Flugkarte besitzen, die Mitglieder des fliegenden Personals der Fluggesellschaften, die eine gültige Lizenz als Pilot oder als fliegender Mechaniker bzw. ein gültiges Zeugnis als Besatzungsmitglied besitzen, und die Piloten der allgemeinen Luftfahrt (und deren Begleiter) aus einem anderen Flughafen bzw. -platz werden zur Flugsteigseite ohne Ausweiskarte zugelassen, nachdem sie sich einer vorherigen Sicherheitskontrolle unterzogen haben, und vorausgesetzt daß ihre Anwesenheit dort notwendig ist.

**Art. 12 -** Die Dauerkarten, die den Personalmitgliedern sowie den Fahrzeugen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, des Zollamts, der Gendarmerie, der Luftfahrtverwaltung und der Luftwegregie zugewiesen werden, werden von der in Artikel 10 § 1 festgelegten Gebühr und Kautio n befreit.

Bei Verlust, Diebstahl, absichtlicher oder unabsichtlicher Beschädigung oder Nichtrückerstattung einer Ausweiskarte, die den im obenstehenden Absatz erwähnten Personen bzw. Fahrzeugen zugewiesen worden ist, wird der Behörde des Flughafens, wo diese Karte ausgestellt worden ist, oder vom Träger der Ausweiskarte oder mangels dessen von der Dienststelle, die die Zuweisung der Ausweiskarte beantragt hat, eine Gebühr in Höhe von 1 000 BEF (einschl. MwSt.) geschuldet.

**KAPITEL VIII - Endbestimmungen**

**Art. 13 -** Bei durch die Behörde festgestellter Übertretung der Bestimmungen der vorerwähnten Artikel 6 und 7, bei böswilligen Benutzung, wenn eine Gesellschaft oder eine Dienststelle das Ende des Amtes oder des Besuchs des Kartenträgers nicht mitgeteilt hat, wenn die Ausweiskarte über zwei aufeinanderfolgende Monate nicht benutzt worden ist, darf die Behörde die Ausweiskarte ohne Entschädigung, fristlos und unbeschadet weiterer Verfolgungen zurücknehmen.

**Art. 14 -** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. September 1997 in Kraft.

**Art. 15 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

## Anlage 1

Wallonisches Ministerium Für Ausrüstung Und Transportwesen

## Antrag Auf Eine Ausweis- Und Zugangskarte

Dieses Formular ist mit dokumentenfester Tinte in Druckbuchstaben auszufüllen  
und an den Flughafenkommandanten zu richten

## VOLLSTÄNDIGE PERSONALIEN

Zwei Paßbilder und eine Fotokopie (Rekto-Verso) des Ausweises beifügen.

Name:		
Vorname:		
Staatsangehörigkeit:	Geburtsdatum:     /     /	
Geburtsort:		Geschlecht: M/F
Anschrift - Straße:		
	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Ausweisnummer:		
Gültig vom     /     /		bis zum     /     /
Nationalregisternummer:		
Für Ausländer, öffentliche Sicherheitsnummer:		
Tel.:	Fax:	

## Berufliche Referenzen:

Name der Firma:		
Anschrift - Straße:		
	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Name der verantwortlichen Person:		
Tel.:	Fax:	

Ausführliche Begründung des Antrags: .....

.....

.....

Platz, wo der Dienst gewährleistet wird:

Zeitraum, in welchem der Dienst gewährleistet wird:  
vom     /     /     bis zum     /     /

Für die Ausbilder oder Piloten:

Lizenzart:
Lizenznummer:
Gültig vom        /        /        bis zum        /        /
Wenn Eigentümer eines Flugzeugs, Typ:
Zulassungsnummer:

Typ der beantragten Ausweiskarte

Unzutreffendes bitte streichen

DAUERKARTE

BESUCHERKARTE

Paßbild bitte nicht vergessen

vom        /        /        bis zum        /        /

Der Verantwortliche und der Antragsteller erklären, von der Regelung bezüglich des aktuellen Verfahrens zur Beantragung und Benutzung der Ausweiskarten im Flughafen Kenntnis genommen zu haben. Außerdem verpflichten sie sich, von keiner Verfügung dieser Regelung abzuweichen.

Genehmigt  
Unterschrift des Verantwortlichen  
Stempel der Firma

Datum und Unterschrift des Antragstellers  
(für den Antrag auf eine Dauer- oder zeitweilige Ausweiskarte)

---

DER VERWALTUNG VORBEHALTEN

Gutachten der Flughafeninspektion:

Genehmigt unter Vorbehalt einer positiven Stellungnahme der Gendarmerie.

Aus dem folgenden Grund verweigert:

Unterschrift des Flughafenkommandanten oder des bezeichneten verantwortlichen Beamten,

Der Gendarmerie vorbehalten

Ergebnis der Sicherheitskontrolle: NEGATIV                      POSITIV

Erteilte Ausweiskarte

Nr. der erteilten Ausweiskarte:

Typ:            Dauerkarte            zeitweilig            vorläufig  
gültig vom        /        /        bis zum        /        /

Erlaubte Bereiche:

Anlage 2

Wallonisches Ministerium Für Ausrüstung Und Transportwesen

Antrag Auf Eine Zugangs- Und Ausweiskarte

Dieses Formular ist mit dokumentenfester Tinte in Druckbuchstaben auszufüllen  
und an den Flughafenkommandanten zu richten

IDENTIFIZIERUNG DES FAHRZEUGS

Eine Photokopie des Fahrzeugscheins bitte beifügen

Art:	
Marke-Typ:	
Fahrgestell:	
Kode:	ABE/BBE:
Treibstoff:	
Zugelassen am /	Erstzulassung
Nummernschild:	

FAHRZEUGBESITZER

Name des Besitzers:		
Anschrift - Straße:		
	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Name der verantwortlichen Person:		
Tel.:	Fax:	

Ausführliche Begründung des Antrags: .....

.....

.....

Platz, wo der Dienst gewährleistet wird:

Zeitraum, in welchem der Dienst gewährleistet wird : vom / / bis zum / /

TYP DER BEANTRAGTEN AUSWEISKARTE

Unzutreffendes bitte streichen

DAUERKARTE

BESUCHERKARTE

vom / / bis zum / /

Der Verantwortliche und der Antragsteller erklären, von der Regelung bezüglich des aktuellen Verfahrens zur Beantragung und Benutzung der Ausweiskarten im Flughafen Kenntnis genommen zu haben. Außerdem verpflichten sie sich, von keiner Verfügung dieser Regelung abzuweichen.

Genehmigt  
Unterschrift des Verantwortlichen  
Stempel der Firma

Datum und Unterschrift des Antragstellers  
(kein Pflicht für den Antrag auf eine Besucherkarte)

DER VERWALTUNG VORBEHALTEN

Gutachten der Flughafenpolizei:

Genehmigt:

Aus dem folgenden Grund verweigert: .....  
.....  
.....  
.....

Unterschrift des Flughafenkommandanten oder des bezeichneten verantwortlichen Beamten,

ERTEILTE AUSWEISKARTE

Nr. der erteilten Ausweiskarte:

Typ :           Dauerkarte                   zeitweilig                   vorläufig

gültig vom       /       /       bis zum       /       /

Bereiche:



## Anlage 3b

M.W.E.T. - Flughafen Lüttich-Bierset

Ausweis- und Zugangskarten

## KAUTION

Der/die Unterzeichnete, Herr/Frau ....., gewöhnlicher Rechnungsführer des Flughafens, erklärt, von Herrn/Frau..... den Betrag von .....BEF als KautioN für eine Ausweis- und Zugangskarte zu bestimmten Flughafensbereichen erhalten zu haben.

NUMMER DER ERTEILTEN AUSWEISKARTE:

TRÄGER/

GÜLTIG: vom ..... bis .....

Nach Rückgabe der vorerwähnten Ausweiskarte wird diese KautioN gemäß den Bestimmungen des Verfahrens bezüglich der Erteilung und des Tragens der besagten Ausweiskarten auf das Konto Nr. .... von Herrn/Frau ..... zurückgezahlt.

DER TRÄGER

DER RECHNUNGSFÜHRER

---

Ausweiskarte zurückgegeben am

Der Träger

Der Rechnungsführer



## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 97 — 2357

[C — 97/27523]

**24 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning en het dragen van toegangs- en identificatiebadges op de luchthavens van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 6, X, eerste lid, 7°, en 69;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Overwegende dat de luchthavens in veilige omstandigheden geëxploiteerd moeten worden, en dat zulks enkel mogelijk is door toezicht te houden op het introduceren van personen, voertuigen en andere voorwerpen in zones die in principe niet toegankelijk zijn voor gebruikers;

Gelet op de steeds grotere aanwezigheid van operateurs, dus van natuurlijke personen, in de extrabeveiligde zones van de Waalse openbare luchthavens;

Overwegende dat de luchthavens van het Waalse Gewest uitgerust zijn met een systeem van telebewaking en toegangscontrole;

Overwegende dat de voorwaarden voor de toekenning en het dragen van toegangs- en identificatiebadges, alsook de desbetreffende vergoeding, bepaald dienen te worden;

Overwegende dat de badges vanaf 1 september 1997 afgegeven en gebruikt moeten worden, hoofdzakelijk op de luchthaven van Luik-Bierset, in het kader van het vrachtvervoer en het vervoer van de snelpost;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van deze procedure wordt verstaan onder :

Overheid : de ambtenaren van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer die op de luchthavens belast zijn met de veiligheid, de toegangscontrole en de afgifte van identificatiebadges.

Identificatie- en toegangsbadge :

1° voor personen : persoonlijke badge die toegang geeft tot bepaalde zones van het beschermde luchtvaartareaal van een luchthaven;

2° voor voertuigen : badge die de voertuigen toegang geeft tot bepaalde zones van het beschermde luchtvaartareaal van een luchthaven.

Beschermde luchtvaartareaal : bewegingsterrein van een luchthaven en geheel of gedeelte van de aangrenzende terreinen en gebouwen waarvan de toegang gecontroleerd wordt.

Veiligheidscontrole : maatregelen die het introduceren van wapens of voorwerpen moeten beletten waarmee ongeoorloofde handelingen uitgevoerd kunnen worden.

Toegangscontrole : controle d.m.v. identificatiebadges, toegangskaarten, magnetische kaarten of andere elektronische gecodeerde kaarten.

Veiligheid : combinatie van maatregelen alsook van menselijke en materiële middelen die de burgerluchtvaart tegen ongeoorloofde handelingen moeten beschermen.

HOOFDSTUK II. - *Toepassingsfeer*

**Art. 2.** Een persoon of een voertuig mag zich slechts met inachtneming van de voorschriften van onderhavige procedure naar het beschermde luchtvaartareaal van een luchthaven en de bijhorigheden ervan begeven, onverminderd de bepalingen van artikel 11.

HOOFDSTUK III. - *Toekenning van identificatie- en toegangsbadges*

**Art. 3.** Algemeenheden.

§ 1. Er bestaan twee soorten identificatiebadges :

- de vaste badge;
- de bezoekersbadge.

§ 2. Vooraleer het aanvraagformulier voor identificatie- en toegangsbadges in te dienen, moet de verantwoordelijke van een maatschappij of een interne dienst de overheid de identiteit opgeven van twee medewerkers die machtiging hebben om de badgesaanvragen mede te ondertekenen, en een exemplaar van hun originele handtekening overleggen.

Na ontvangst van deze gegevens beschikt de overheid over een termijn van veertien dagen om de maatschappij of dienst aan een veiligheidscontrole te onderwerpen.

Na deze controle moet de overheid haar gemotiveerde beslissing, waarbij ze de indiening van aanvraagformulieren al dan niet toelaat, schriftelijk bekendmaken.

Het aanvraagformulier voor identificatiebadges, waarvan het model in bijlage I bij deze procedure voorkomt, wordt aangevraagd en ingediend door personen die gemachtigd zijn om de badges mede te ondertekenen en aan sommige van hun personeelsleden, uitgenodigden of bezoekers, toegang zouden willen verlenen tot bepaalde zones van het beschermde luchtvaartareaal.

Formulieren die niet door een gemachtigde persoon zijn ingediend of die gedeeltelijk of verkeerd zijn ingevuld, worden niet in aanmerking genomen.

§ 3. Elke luchthaven beschikt over een kantoor voor de emissie en afgifte van badges. De kantoren zijn toegankelijk van maandag tot vrijdag, tussen 9 en 12 uur en tussen 13 u. 30 m. en 16 uur, feestdagen uitgezonderd.

§ 4. De in § 3 bedoelde kantoren verstrekken, op schriftelijk verzoek van de verantwoordelijken van de maatschappijen of diensten die op de betrokken luchthavens werkzaam zijn, de aanvraagformulieren voor badges, waarvan een model in de bijlagen 1 en 2 bij deze procedure voorkomt.

#### **Art. 4.** Vaste badges.

De vaste badge heeft een geldigheidsduur van minimum vijf dagen en maximum vijf jaar. De duur ervan wordt door de overheid bepaald, met name op grond van de gegevens die de aanvrager in zijn aanvraagformulier opgeeft.

Bovendien moet de aanvrager een bewijs van goed zedelijk gedrag bij het aanvraagformulier voegen en, voor voertuigen, een attest van een verzekeringsmaatschappij waarbij wordt aangetoond dat ze de bijzondere risico's dekt die gebonden zijn aan het gebruik ervan op het beschermde luchtvaartareaal.

Na de indiening van het aanvraagformulier en de bijlagen beschikt de overheid over vijf werkdagen om de aanvraag te onderzoeken en om hetzij de gevraagde badge af te geven, hetzij kennis te geven van haar gemotiveerde weigering.

De aanvrager moet zijn vaste badge persoonlijk afhalen op het emissiekantoor, waar het afgegeven wordt op vertoon van de identiteitskaart en, in voorkomend geval, van de documenten van het betrokken voertuig.

#### **Art. 5.** Bezoekersbadge.

De bezoekersbadge heeft een geldigheidsduur van maximum vijf dagen.

Na de indiening van het aanvraagformulier beschikt de overheid over twee werkdagen om hetzij de gevraagde badge af te geven, hetzij kennis te geven van haar weigering.

De bezoekersbadge kan enkel in spoedgevallen buiten de openingstijden van het emissiekantoor bij de permanentie van de luchthavenoverheid verkregen worden.

In ieder geval wordt de badge slechts overhandigd als de bezoeker zijn identiteitskaart in bewaring afgeeft bij de overheid.

### HOOFDSTUK IV. - *Het dragen van identificatie- en toegangsbadges*

**Art. 6.** De badge is strikt persoonlijk en moet op het beschermde luchtvaartareaal altijd zichtbaar gedragen worden.

Hij moet ieder ogenblik op verzoek van de overheidsdiensten getoond kunnen worden.

De inzittenden van een voertuig dat op het beschermde luchtvaartareaal mag rijden, moeten eveneens de badge dragen die bestemd is voor de betrokken zone.

Wat de voertuigen betreft, moet de badge zichtbaar aangebracht worden op de voorruit.

De drager van een badge mag zich geenszins aan een eventuele veiligheidscontrole onttrekken en moet de seinen, instructies of bevelen van de luchthavenoverheid, rijkswacht of douane in acht nemen.

Op het beschermde luchtvaartareaal heeft de drager van een badge slechts toegang tot de zones waarvoor de badge bestemd is.

De drager van een bezoekersbadge moet altijd vergezeld worden door een persoon van de maatschappij of vereniging om zich te begeven naar de niet-openbare zones waarvan de toegang met badgelezers uitgerust is.

### HOOFDSTUK V. - *Inlevering en vernieuwing van identificatiebadges* *Aangifte van verloren of gestolen badges*

#### **Art. 7.** Inlevering.

De identificatiebadge moet hoe dan ook ingeleverd worden bij de overheid, en met name in de volgende gevallen :

- verstreken geldigheidsduur;
- vernieuwing van de badge;
- einde van het ambt of van het bezoek van de badgedrager;
- gebrekkige badge;
- beschadigde badge;
- intrekking van de badge door de overheid, zoals bepaald in artikel 13.

#### **Art. 8.** Verlies en diefstal.

Elk verlies of elke diefstal moet onmiddellijk bij de overheid of haar afgevaardigde gemeld worden.

#### **Art. 9.** Vernieuwing van de vaste badge.

De vernieuwing van de vaste badge moet door de gemachtigde personen van de maatschappij of de actieve dienst in de volgende gevallen en onder de volgende voorwaarden aangevraagd worden :

1° in geval van verstreken geldigheidsduur, op voorwaarde dat de aanvraag om vernieuwing minstens vijf werkdagen vóór het verstrijken is ingediend en tegen inlevering van de oude badge;

2° in geval van gebrekkige of beschadigde badges, op voorwaarde dat de aanvraag om vernieuwing is ingediend en tegen inlevering van de gebrekkige of beschadigde badge;

3° bij verlies of diefstal, op voorwaarde dat het verlies of de diefstal van tevoren aangegeven werd en dat een nieuwe aanvraag ingediend wordt.

In de gevallen 2° en 3° kan de aanvrager in afwachting van een nieuwe vaste badge een bezoekersbadge vragen.

#### HOOFDSTUK VI. - *Vergoeding en borgsom betreffende de identificatie- en toegangsbadges*

**Art. 10.** § 1. De vaste identificatie- en toegangsbadge wordt verkregen tegen contante betaling van een vergoeding van 750 BEF (inclusief BTW) aan de gewone boekhouder van de emissieluchthaven of aan zijn plaatsvervanger.

Voor elke vaste badge moet bovendien een borgsom van 1 000 BEF in contanten aan dezelfde gewone boekhouder betaald worden. Deze borgsom brengt geen interesten op.

De borgsom wordt betaald tegen ontvangstbewijs waarvan het model in bijlage 3 bij deze procedure voorkomt.

In geval van verlies, diefstal, opzettelijke of onopzettelijke beschadiging van de vaste badge behoudt het Waalse Gewest de borgsom.

§ 2. In geval van verlies, diefstal, opzettelijke of onopzettelijke beschadiging van de bezoekersbadge moet de drager of de persoon die erom heeft verzocht, een vergoeding van 1 000 BEF (inclusief BTW) in contanten betalen om zijn identiteitskaart terug te krijgen.

§ 3. Een extravergoeding van 500 BEF (inclusief BTW) moet betaald worden voor een badge die niet afgehaald wordt binnen dertig kalenderdagen na de indiening van het aanvraagformulier. Die vergoeding wordt gefactureerd aan de maatschappij of dienst die de badgeaanvraag heeft ingediend.

§ 4. De overheid wijst elke nieuwe badgeaanvraag af zolang de vergoeding niet is betaald of de borgsom niet teruggegeven.

#### HOOFDSTUK VII. - *Vrijstellingen*

**Art. 11.** Na een veiligheidscontrole worden de volgende personen op het beschermde luchtvaartareaal toegelaten voor zover hun aanwezigheid er noodzakelijk is :

- de passagiers met een geldig vliegtuigticket;
- de leden van het boordpersoneel van de luchtvaartmaatschappijen die beschikken over een vergunning van piloot of boordwerktuigkundige of van een geldig getuigschrift van bemanningslid;
- de piloten van de algemene luchtvaart (en hun begeleiders) afkomstig van een andere luchthaven of een ander vliegveld.

**Art. 12.** De in artikel 10, § 1, bedoelde vergoeding en borgsom moeten niet betaald worden voor vaste badges die bestemd zijn voor de personeelsleden en de voertuigen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, van de douane, de Rijkswacht, het Bestuur van de Luchtvaart en de Regie der Luchtwegen.

Bij verlies, diefstal, opzettelijke of onopzettelijke beschadiging of niet-inlevering van een badge die afgegeven werd aan de in het vorige lid bedoelde personen en voertuigen, moet de badgehouder of de dienst die om de badge heeft gevraagd, een vergoeding van 1 000 BEF (inclusief BTW) betalen.

#### HOOFDSTUK VIII. - *Slotbepalingen*

**Art. 13.** De overheid kan de badge zonder vergoeding, opzeggingstermijn en onverminderd andere vervolgingen in de volgende gevallen intrekken :

- als ze vaststelt dat de bepalingen van de artikelen 6 en 7 niet nageleefd worden;
- in geval van kwaadwillig gebruik;
- als een maatschappij of een dienst niet in kennis wordt gesteld van het einde van het ambt of het bezoek van de badgedrager;
- als de badge niet gebruikt wordt gedurende een periode van twee opeenvolgende maanden.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

**Art. 15.** De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

## Bijlage 1

Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer  
Aanvraag om een identificatie- en toegangsbadge

Dit formulier is met merkinkt en in drukletters in te vullen en aan de luchthavencommandant te sturen

## VOLLEDIGE IDENTITEIT

Twee pasfoto's en een fotokopie (recto verso) van de identiteitskaart bijvoegen.

Naam :		
Voornaam :		
Nationaliteit :	Geboortedatum :     /     /	
Geboorteplaats :		Geslacht : M/V
Adres - Straat :		
	Nr.	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Nr. identiteitskaart :		
Geldig van     /     /     tot     /     /		
Rijksregisternr. :		
Voor buitenlanders nr. van Openbare Veiligheid :		
Telefoon :	Fax :	

## Beroepsactiviteit

Firmanaam :		
Adres - Straat :		
	Nr.	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Naam van de verantwoordelijke :		
Telefoon :	Fax :	

Omstandige reden voor de aanvraag :.....  
.....  
.....

Plaats waar de dienst waargenomen zal worden :

Periode waarin de dienst waargenomen zal worden :

van     /     /     tot     /     /

Voor instructeurs of piloten

Type van vergunning :
Nummer van de vergunning :
Geldig van        /        /        tot        /        /
Indien eigenaar van een vliegtuig, type :
immatriculatie :

Type van gevraagde badge

Doorhalen wat niet past

VASTE BADGE

BEZOEKERSBADGE

Gelieve de pasfoto niet te vergeten

van        /        /        tot        /        /

De verantwoordelijke en de aanvrager verklaren kennis te hebben genomen van het reglement betreffende de huidige procedure inzake aanvraag om en gebruik van identificatiebadges op de luchthaven. Bovendien verbinden ze zich ertoe de bepalingen van dit reglement in acht te nemen.

Voor akkoord,  
Handtekening van de verantwoordelijke  
Stempel van de firma

Datum en handtekening van de aanvrager  
(aanvraag voor een vaste of tijdelijke badge)

VOORBEHOUDEN AAN DE ADMINISTRATIE

Advies van de Luchthaveninspectie :

Voor akkoord onder voorbehoud van een gunstig advies van de Rijkswacht.

Geweigerd om de volgende reden : .....

.....

.....

Handtekening van de luchthavencommandant of van de aangewezen verantwoordelijke ambtenaar,

Voorbehouden aan de Rijkswacht

Resultaat van de veiligheidscontrole :

NEGATIEF

POSITIEF

Afgegeven badge

Nr. van de afgegeven badge :

Type :            Vast :            Tijdelijk :            Voorlopig :

Geldigheidsduur : van        /        /        tot        /        /

Toegelaten zones :

## Bijlage 2

Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer

Aanvraag voor een identificatie- en toegangsbadge voor voertuigen

Dit formulier is met merkinkt en in drukletters in te vullen

## IDENTIFICATIE VAN HET VOERTUIG

Gelieve een fotokopie van het inschrijvingsbewijs bij te voegen.

Soort :	
Merk - type :	
Chassis :	
Code :	PVG/PVB :
Brandstof :	
Ingeschreven op //	Eerste ingebruikstelling :
Inschrijvingsnummer (plaat) :	

## EIGENAAR VAN HET VOERTUIG

Naam van de eigenaar :		
Adres - Straat :		
	Nr.	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Naam van de verantwoordelijke :		
Telefoon :	Fax :	

Omstandige reden voor de aanvraag :.....

.....

.....

.....

Plaats waar de dienst waargenomen zal worden :

Periode waarin de dienst waargenomen zal worden :

van        /        /        tot        /        /

## TYPE VAN DE GEVRAAGDE BADGE

Doorhalen wat niet past

VASTE BADGE

BEZOEKERSBADGE

van / / tot / /

De verantwoordelijke en de aanvrager verklaren kennis te hebben genomen van het reglement betreffende de procedure voor de aanvraag en het gebruik van identificatiebadges op de luchthaven. Bovendien verbinden ze zich ertoe de bepalingen van dit reglement in acht te nemen.

Voor akkoord,  
Handtekening van de verantwoordelijke  
Stempel van de firma

Datum en handtekening van de aanvrager  
(niet verplicht voor een bezoekersbadge)

Voorbehouden aan de administratie

Advies van de Luchthavenpolitie :

Voor akkoord.

Geweigerd om de volgende reden : .....

.....

Handtekening van de luchthavencommandant of van de aangewezen verantwoordelijke ambtenaar,

Afgegeven badge

Nr. van de afgegeven badge :

Type : Vast : voorlopig :

Geldigheidsduur : van / / tot / /

Zones :

## Bijlage 3A

Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer - Luchthaven van Charleroi-Brussel Zuid

## IDENTIFICATIE- EN TOEGANGSBADGES

## BORG SOM

Ondergetekende, de Heer/Mevr. ...., gewone boekhoud(st)er van de luchthaven, verklaart van de heer/Mevr. .... het bedrag van ..... frank te hebben ontvangen, als borgsom voor een identificatie- en toegangsbadge die toegang geeft tot bepaalde zones van de luchthaven.

NUMMER VAN DE BADGE :

DRAGER :

GELDIGHEIDSDUUR : van tot

Deze borgsom wordt teruggestort op rekeningnr. - - , van de Heer/Mevr. .... na inlevering van bovenbedoelde badge overeenkomstig de bepalingen van de procedure betreffende de toekenning en het dragen ervan.

DE DRAGER,

DE BOEKHOUDER,

---

Badge ingeleverd op

De drager,

De boekhouder,



Bijlage 3B

Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer - Luchthaven van Luik-Bierset

Identificatie- en Toegangsbadges

BORG SOM

Ondergetekende, de Heer/Mevr....., gewone boekhoud(st)er van de luchthaven, verklaart van de heer/Mevr. .... het bedrag van .....frank te hebben ontvangen, als borgsom voor een identificatie- en toegangsbadge die toegang geeft tot bepaalde zones van de luchthaven.

NUMMER VAN DE BADGE :

DRAGER :

GELDIGHEIDSDUUR : van tot

Deze borgsom wordt teruggestort op rekeningnr. ...., van de heer/Mevr.  
na inlevering van bovenbedoelde badge overeenkomstig de bepalingen van de procedure betreffende de toekenning en het dragen ervan.

DE DRAGER,

DE BOEKHOUDER,

---

Badge ingeleverd op

De drager,

De boekhouder,

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[S - C - 97/11292]

**6 JUILLET 1997. — Arrêté royal approuvant des nominations de membres du conseil d'administration de l'Institut belge de Normalisation**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 relatif à la normalisation, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1958 approuvant la refonte des statuts de l'Institut belge de Normalisation, modifié par les arrêtés royaux des 13 mai 1969 et 10 avril 1973;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les nominations de membres du conseil d'administration, faites par l'assemblée générale de l'Institut belge de Normalisation le 26 mars 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les nominations mentionnées ci-après, faites par l'assemblée générale de l'Institut belge de Normalisation le 26 mars 1997, sont approuvées :

1. pour la période du 31 mars 1997 au 31 mars 2000 :

Mmes Cl. Dannau et E. Deckers, MM. P.-H. Besem, J. Boon, H. De Lange, J. Granville, J. Jongbloet, R.-G. Lefèvre, J. Mulken, J.-P. Navez, J. Nouwynck, G. Peirs, F. Sonck et G. Van Steertegem, comme membres du conseil d'administration de l'Institut belge de Normalisation;

2. pour la période du 31 mars 1997 au 31 mars 1998 :

M. R. Deridder, en remplacement de MM. L. Pagnoule, et E. Goes,

comme membres du conseil d'administration de l'Institut belge de Normalisation.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 mars 1997.**Art. 3.** Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
E. DI RUPO

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[S - C - 97/11292]

**6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van benoemingen van leden van de raad van bestuur van het Belgisch Instituut voor Normalisatie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 20 september 1945 betreffende de normalisatie, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1958 tot goedkeuring van de omwerking der statuten van het Belgisch Instituut voor Normalisatie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 mei 1969 en 10 april 1973;

Overwegende dat de benoemingen van leden van de raad van bestuur, gedaan door de algemene vergadering van het Belgisch Instituut voor Normalisatie op 26 maart 1997, moeten goedgekeurd worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De hierna vermelde benoemingen, gedaan door de algemene vergadering van het Belgisch Instituut voor Normalisatie op 26 maart 1997, worden goedgekeurd :

1. voor de periode van 31 maart 1997 tot 31 maart 2000 :

de dames Cl. Dannau en E. Deckers, de heren P.-H. Besem, J. Boon, H. De Lange, J. Granville, J. Jongbloet, R.-G. Lefèvre, J. Mulken, J.-P. Navez, J. Nouwynck, G. Peirs, F. Sonck en G. Van Steertegem, tot leden van de raad van bestuur van het Belgisch Instituut voor Normalisatie;

2. voor de periode van 31 maart 1997 tot 31 maart 1998 :

de heer R. Deridder, ter vervanging van de heren L. Pagnoule, en E. Goes, tot leden van de raad van bestuur van het Belgisch Instituut voor Normalisatie.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 maart 1997.**Art. 3.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
E. DI RUPO

[C - 97/11313]

**21 AOUT 1997**  
**Arrêté ministériel portant retrait de l'agrément d'entreprises pratiquant la location-financement**

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, modifié par la loi du 11 février 1994, notamment l'article 2;

[C - 97/11313]

**21 AUGUSTUS 1997. — Ministerieel besluit houdende intrekking van de erkenning van ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur**

De Minister van Economie,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur, gewijzigd door de wet van 11 februari 1994, inzonderheid op artikel 2;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 1968 déterminant les conditions d'agrément des entreprises pratiquant la location-financement dont le statut juridique a été organisé par l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A la propre demande de l'intéressé l'agrément comme entreprise pratiquant la location-financement est retirée pour la société anonyme Inter-Crédit, avenue Louise 65, à 1050 Bruxelles.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 août 1997.

E. DI RUPO

Gelet op het ministerieel besluit van 23 februari 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot erkenning van de ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur, en waarvan het juridisch statuut door het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967 geregeld wordt,

Besluit :

**Artikel 1.** Op eigen verzoek van de belanghebbende wordt de erkenning als onderneming gespecialiseerd in financieringshuur ingetrokken voor de naamloze vennootschap Inter-Crédit, Louizalaan 65, te 1050 Brussel.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 21 augustus 1997.

E. DI RUPO

[97/11276]

### Services généraux

#### Personnel. — Nominations par avancement de grade

Par arrêtés royaux du 30 mai 1997, ont été promus par avancement de grade :

— Dans le grade de premier conseiller, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> février 1997 :

Mme Parijs, Françoise, conseiller-chef de service, née le 14 juin 1952.

— Dans le grade de conseiller avec prise de rang au 1<sup>er</sup> juillet 1995 :

Mme Legein, Erna, conseiller adjoint, née le 7 septembre 1951.

M. Dumont, Hugues, conseiller adjoint, né le 21 mai 1952.

— Dans le grade de conseiller statisticien, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> avril 1997 :

M. Sterckx, Erik, statisticien principal, né le 30 octobre 1951.

— Dans le grade de conseiller-chef de service, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> mars 1997 :

M. Isselee, Johan, inspecteur principal, né le 19 janvier 1953.

— Dans le grade de chimiste aviseur en chef, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> avril 1997 :

M. Gerard, Paul, chimiste aviseur principal, né le 29 juin 1945.

— Dans le grade de statisticien principal-chef de service, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> mars 1997 :

Mme Van Zaelen, Annie, statisticien principal, née le 17 novembre 1946.

Mme Van de Voorde, Anne, statisticien principal, née le 26 janvier 1957.

M. Coppens, Thierry, statisticien principal, né le 30 mai 1943.

— Dans le grade d'ingénieur en chef-directeur, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1997 et avec prise de rang au 1<sup>er</sup> juillet 1995 :

M. Eggermont, Romain, ingénieur principal, né le 10 janvier 1945.

— Dans le grade d'inspecteur principal-chef de service, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> avril 1997 :

Mme Peters, Anna, inspecteur principal spécial, née le 6 septembre 1954.

M. Vangeel, Valère, inspecteur principal, né le 6 mars 1953.

M. Charles, Maurice, inspecteur principal spécial, né le 9 mars 1951.

— Dans le grade d'inspecteur principal-chef de service, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1997 et avec prise de rang au 1<sup>er</sup> octobre 1996.

M. De Paepe, Roger, inspecteur principal, né le 2 septembre 1940.

— Dans le grade d'ingénieur principal, avec prise de rang au 1<sup>er</sup> mai 1997 :

M. Van Hauwermeiren, Gert, ingénieur, né le 24 novembre 1967.

M. Michiels, Luc, inspecteur ingénieur, né le 17 octobre 1953.

[97/11276]

### Algemene diensten

#### Personeel. — Benoemingen door verhoging in graad

Bij koninklijke besluiten van 30 mei 1997 werden door verhoging in graad benoemd :

— Tot de graad van eerste adviseur, met ranginneming op 1 februari 1997 :

Mevr. Parijs, Françoise, adviseur-hoofd van dienst, geboren op 14 juni 1952.

— Tot de graad van adviseur en met ranginneming op 1 juli 1995 :

Mevr. Legein, Erna, adjunct-adviseur, geboren op 7 september 1951.

De heer Dumont, Hugues, adjunct-adviseur, geboren op 21 mei 1952.

— Tot de graad van adviseur-statisticus, met ranginneming op 1 april 1997 :

De heer Sterckx, Erik, eerstaanwendend statisticus, geboren op 30 oktober 1951.

— Tot de graad van adviseur-hoofd van dienst, met ranginneming op 1 maart 1997 :

De heer Isselee, Johan, eerstaanwendend inspecteur, geboren op 19 januari 1953.

— Tot de graad van hoofdscheikundige adviseur en met ranginneming op 1 april 1997 :

De heer Gerard, Paul, eerstaanwendend scheikundig adviseur, geboren op 29 juni 1945.

— Tot de graad van eerstaanwendend statisticus-hoofd van dienst, met ranginneming op 1 maart 1997 :

Mevr. Van Zaelen, Annie, eerstaanwendend statisticus, geboren op 17 november 1946.

Mevr. Van de Voorde, Anne, eerstaanwendend statisticus, geboren op 26 januari 1957.

De heer Coppens, Thierry, eerstaanwendend statisticus, geboren op 30 mei 1943.

— Tot de graad van hoofdingenieur-directeur, met ingang van 1 april 1997 en met ranginneming op 1 juli 1995 :

De heer Eggermont, Romain, eerstaanwendend ingenieur, geboren op 10 januari 1945.

— Tot de graad van eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst, met ranginneming op 1 april 1997 :

Mevr. Peters, Anna, eerstaanwendend speciaal inspecteur, geboren op 6 september 1954.

De heer Vangeel, Valère, eerstaanwendend inspecteur, geboren op 6 maart 1953.

De heer Charles, Maurice, eerstaanwendend speciaal inspecteur, geboren op 9 maart 1951.

— Tot de graad van eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst, met ingang van 1 april 1997 en met ranginneming op 1 oktober 1996 :

De heer De Paepe, Roger, eerstaanwendend inspecteur, geboren op 2 september 1940.

— Tot de graad van eerstaanwendend ingenieur, met ranginneming op 1 mei 1997 :

De heer Van Hauwermeiren, Gert, ingenieur, geboren op 24 november 1967.

De heer Michiels, Luc, inspecteur-ingenieur, geboren op 17 oktober 1953.

— Dans le grade d'ingénieur industriel principal, avec prise de rang au 1er mai 1997.

M. Piree, Hugo, ingénieur industriel, né le 2 mai 1959.

M. Deleu, Frans, ingénieur industriel, né le 2 septembre 1947.

— Dans le grade de statisticien principal, avec prise de rang au 1er mai 1997 :

Mme Renard, Véronique, secrétaire d'administration-statisticien, née le 2 septembre 1960.

M. Colens, Yvan, secrétaire d'administration-statisticien, né le 24 novembre 1947.

M. Jacobs, Martin, secrétaire d'administration-statisticien, né le 1er mars 1948.

Mme Merckx, Lydia, secrétaire d'administration-statisticien, née le 22 mai 1958.

— Dans le grade d'inspecteur principal spécial, avec prise de rang au 1er mai 1997 :

M. Lefebvre, Michel, inspecteur, né le 27 janvier 1946.

— Dans le grade d'inspecteur reviseur, avec prise de rang au 1er mai 1997 :

Mme Dubois, Patricia, secrétaire d'administration, née le 13 mai 1955.

— Dans le grade de conseiller adjoint, avec prise de rang au 1er mai 1997 :

M. Vertongen, Dirk, secrétaire d'administration, né le 8 avril 1957.

M. Verstraete, Ronny, secrétaire d'administration, né le 2 juin 1962.

Par arrêté royal du 13 juin 1997, M. Possemiers, François, inspecteur général, né le 24 avril 1947, est nommé par avancement de grade, dans le grade de directeur général, avec prise de rang au 1er février 1997.

#### Personnel. — Nominations par changement de grade

Par arrêtés royaux du 30 mai 1997, M. Bloemen, Jacobus, né le 24 mai 1959 et M. Somers, Marc, né le 8 janvier 1961, secrétaires d'administration ont été nommés par changement de grade, dans le grade d'inspecteur, avec prise de rang au 1er avril 1997.

— Tot de graad van eerstaanwendend industrieel ingenieur, met ranginneming op 1 mei 1997 :

De heer Piree, Hugo, industrieel ingenieur, geboren op 2 mei 1959.

De heer Deleu, Frans, industrieel ingenieur, geboren op 2 september 1947.

— Tot de graad van eerstaanwendend statisticus, met ranginneming op 1 mei 1997 :

Mevr. Renard, Véronique, bestuurssecretaris-statisticus, geboren op 2 september 1960.

De heer Colens, Yvan, bestuurssecretaris-statisticus, geboren op 24 november 1947.

De heer Jacobs, Martin, bestuurssecretaris-statisticus, geboren op 1 maart 1948.

Mevr. Merckx, Lydia, bestuurssecretaris-statisticus, geboren op 22 mei 1958.

— Tot de graad van eerstaanwendend speciaal inspecteur, met ranginneming op 1 mei 1997 :

De heer Lefebvre, Michel, inspecteur, geboren op 27 januari 1946.

— Tot de graad van inspecteur-revisor, met ranginneming op 1 mei 1997 :

Mevr. Dubois, Patricia, bestuurssecretaris, geboren op 13 mei 1955.

— Tot de graad van adjunct-adviseur, met ranginneming op 1 mei 1997 :

De heer Vertongen, Dirk, bestuurssecretaris, geboren op 8 april 1957.

De heer Verstraete, Ronny, bestuurssecretaris, geboren op 2 juni 1962.

Bij koninklijk besluit van 13 juni 1997 wordt de heer Possemiers, François, geboren op 24 april 1947, met ranginneming op 1 februari 1997, door verhoging in graad benoemd tot de graad van directeur-generaal.

#### Personeel. — Benoemingen door verandering van graad

Bij koninklijke besluiten van 30 mei 1997 werden door verandering van graad tot de graad van inspecteur benoemd, met ranginneming op 1 april 1997, de heer Bloemen, Jacobus, geboren op 24 mei 1959 en de heer Somers, Marc, geboren op 8 januari 1961, bestuurssecretarissen.

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[S - C - 97/09880]

#### Ordre Judiciaire

Par arrêté royal du 8 août 1997, le nombre des places vacantes de stagiaire judiciaire est, pour l'année judiciaire 1998-1999, fixé comme suit :

- 27 places pour le rôle linguistique néerlandais;
- 23 places pour le rôle linguistique français.

Par arrêté royal du 6 octobre 1997, M. Martens, J., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du troisième canton de Bruges.

Par arrêté royal du 1er octobre 1997, est nommé greffier en chef du tribunal du travail de Tongres, M. Pipeleers, H., greffier à ce tribunal.

Par arrêtés royaux du 6 octobre 1997, sont nommés :

- greffier en chef de la justice de paix du deuxième canton d'Anvers, M. Van Ginkel, K., greffier à la justice de paix de ce canton;
- greffier en chef de la justice de paix du septième canton d'Anvers, Mme Sijmons, A., greffier à la justice de paix du quatrième canton d'Anvers;

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 97/09880]

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is het aantal vacante plaatsen van gerechtelijk stagiair voor het gerechtelijk jaar 1998-1999 als volgt vastgesteld :

- 27 plaatsen voor de Nederlandse taalrol;
- 23 plaatsen voor de Franse taalrol.

Bij koninklijk besluit van 6 oktober 1997 is de heer Martens, J., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het derde kanton Brugge.

Bij koninklijk besluit van 1 oktober 1997, is benoemd tot hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Tongeren, de heer Pipeleers, H., griffier bij deze rechtbank.

Bij koninklijke besluiten van 6 oktober 1997, zijn benoemd tot :

- hoofdgriffier van het vrederecht van het tweede kanton Antwerpen, de heer Van Ginkel, K., griffier bij het vrederecht van dit kanton;
- hoofdgriffier van het vrederecht van het zevende kanton Antwerpen, Mevr. Sijmons, A., griffier bij het vrederecht van het vierde kanton Antwerpen;

- greffier adjoint à titre provisoire à la justice de paix du canton de Nivelles, Mme Debrulle, A.;

- greffier adjoint à la justice de paix du canton de Saint-Nicolas, Mme Renard, C., rédacteur au greffe du tribunal de première instance de Liège.

- voorlopig benoemd adjunct-griffier bij het vrederecht van het kanton Nijvel, Mevr. Debrulle, A.;

- adjunct-griffier bij het vrederecht van het kanton Saint-Nicolas, Mevr. Renard, C., opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Luik;

Par arrêté royal du 6 octobre 1997, Mme Varet, G., greffier au tribunal de première instance de Dinant, est désignée en qualité de greffier-chef de service à ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 7 octobre 1997.

Bij koninklijk besluit van 6 oktober 1997, is Mevr. Varet, G., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 7 oktober 1997.

#### MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[C - 97/01619]

**14 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel portant création d'un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques**

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 créant le Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques en tant qu'établissement scientifique de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste, le niveau, la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture, notamment l'article 2;

Considérant que, en raison des missions spécifiques du Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques, il ne peut être proposé autant de candidats féminins que masculins pour la composition du Jury de cet établissement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques.

**Art. 2.** Outre les membres désignés d'office en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1965, les personnalités scientifiques suivantes sont nommées membres de ce jury, pour un terme de quatre ans :

B. Goddeeris, Professeur à la « Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen » de la « Katholieke Universiteit Leuven »;

P. Leroy, Professeur à la Faculté de Médecine Vétérinaire de l'Université de Liège;

N. Schamp, Professeur à la « Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen » de l'« Université Gent ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

K. PINXTEN

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[C - 97/01619]

**14 JULI 1997. — Ministerieel besluit houdende aanstelling van een commissie voor aanwerving en bevordering bij het Centrum voor onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie**

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 houdende oprichting van het Centrum voor onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie als wetenschappelijke inrichting van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst, het niveau, de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw inzonderheid op artikel 2;

Overwegende dat, om reden van de specifieke opdracht van het Centrum voor onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie, niet evenveel vrouwelijke als mannelijke kandidaten voorgedragen kunnen worden voor de samenstelling van de Commissie van deze inrichting,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een commissie aangesteld voor de aanwerving en de bevordering bij het Centrum voor onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie.

**Art. 2.** Benevens de leden die ambtshalve krachtens het koninklijk besluit van 21 april 1965 zijn aangewezen, worden de hiernavolgende personaliteiten voor een termijn van vier jaar als jurylid benoemd :

B. Goddeeris, Professor aan de Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Katholieke Universiteit Leuven;

P. Leroy, Professor aan de « Faculté de Médecine Vétérinaire » van de « Université de Liège »;

N. Schamp, Professor aan de Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Université Gent.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

K. PINXTEN

[97/16191]

**14 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel portant création d'un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre d'économie agricole**

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste, le niveau, la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, notamment l'article 2;

Considérant que, en raison des missions spécifiques du Centre d'économie agricole, il ne peut être proposé autant de candidats féminins que masculins pour la composition du Jury de cet établissement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre d'économie agricole.

**Art. 2.** Outre les membres désignés d'office en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1965, les personnalités scientifiques suivantes sont nommées membres de ce jury, pour un terme de quatre ans :

J. Bergans, professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux;

H. Keymeulen, directeur du « Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek — Gent »;

E. Tollens, professeur à la « Faculteit Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen » de la « Katholieke Universiteit Leuven ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

K. PINXTEN

[97/16191]

**14 JULI 1997. — Ministerieel besluit houdende aanstelling van een commissie voor aanwerving en bevordering bij het Centrum voor Landbouweconomie**

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst, het niveau, de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw, inzonderheid op artikel 2;

Overwegende dat, om reden van de specifieke opdracht van het Centrum voor Landbouweconomie, niet evenveel vrouwelijke als mannelijke kandidaten voorgedragen kunnen worden voor de samenstelling van de Commissie van deze inrichting,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een commissie aangesteld voor de aanwerving en bevordering bij het Centrum voor Landbouweconomie.

**Art. 2.** Benevens de leden die ambtshalve krachtens het koninklijk besluit van 21 april 1965 zijn aangewezen, worden de hiernavolgende personaliteiten voor een termijn van vier jaar als jurylid benoemd :

J. Bergans, professor aan de « Faculté universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux »;

H. Keymeulen, directeur van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek — Gent;

E. Tollens, professor aan de Faculteit Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Katholieke Universiteit Leuven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

K. PINXTEN

[S - C - 97/16192]

**14 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel portant création d'un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre de recherche agronomique de Gand**

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste le niveau la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture notamment l'article 2;

Considérant que, en raison des missions spécifiques du Centre de recherche agronomique de Gand, il ne peut être proposé autant de candidats féminins que masculins pour la composition du Jury de cet établissement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué un jury de recrutement et de promotion auprès du Centre de recherche agronomique de Gand.

[S - C - 97/16192]

**14 JULI 1997. — Ministerieel besluit houdende aanstelling van een commissie voor aanwerving en bevordering bij het Centrum voor landbouwkundig onderzoek Gent**

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst het niveau de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw inzonderheid op artikel 2;

Overwegende dat om reden van de specifieke opdracht van het Centrum voor Landbouwkundig onderzoek-Gent niet evenveel vrouwelijke als mannelijke kandidaten voorgedragen kunnen worden voor de samenstelling van de Commissie van deze inrichting,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een commissie aangesteld voor de aanwerving en de bevordering bij het Centrum voor landbouwkundig onderzoek-Gent.

**Art. 2.** Outre les membres désignés d'office en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1965, les personnalités scientifiques suivantes sont nommées membres de ce jury, pour un terme de quatre ans :

J. De Baerdemaeker, Professeur à la "Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen" de la "Katholieke Universiteit Leuven";

R. De Schrijver, Professeur à la "Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen" de la "Katholieke Universiteit Leuven";

W. Verstraete, Professeur à la "Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen" de l'"Université Gent".

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

K. PINXTEN

**Art. 2.** Benevens de leden die ambtshalve krachtens het koninklijk besluit van 21 april 1965 zijn aangewezen worden de hiemavolgende personaliteiten voor een termijn van vier jaar als jurylid benoemd :

J. De Baerdemaeker, Professor aan de Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Katholieke Universiteit Leuven;

R. De Schrijver, Professor aan de Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Katholieke Universiteit Leuven;

W. Verstraete, Professor aan de Faculté Landbouwkundige en Toegepaste Biologische Wetenschappen van de Universiteit Gent.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

K. PINXTEN

[S - C - 97/16193]

**14 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel  
portant création d'un jury de recrutement et de promotion  
auprès du Jardin Botanique National de Belgique**

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste, le niveau, la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, notamment l'article 2;

Considérant que, en raison des missions spécifiques du Jardin Botanique National de Belgique, il ne peut être proposé autant de candidats féminins que masculins pour la composition du Jury de cet établissement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué un jury de recrutement et de promotion auprès du Jardin Botanique National de Belgique.

**Art. 2.** Outre les membres désignés d'office en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1965, les personnalités scientifiques suivantes sont nommées membres de ce jury, pour un terme de quatre ans :

P. Goetghebeur, Professeur à la "Faculté Wetenschappen" de la "Université Gent".

J. Lambinon, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Liège.

M. Van Poucke, Professeur à la "Faculté Wetenschappen" du "Limburgs Universitair Centrum".

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

K. PINTEN

[S - C - 97/16193]

**14 JULI 1997. — Ministerieel besluit houdende aanstelling  
van een commissie voor aanwerving en bevordering  
bij de Nationale Plantentuin van België**

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst, het niveau, de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw inzonderheid op artikel 2;

Overwegende dat, om reden van de specifieke opdracht van de Nationale Plantentuin van België, niet evenveel vrouwelijke als mannelijke kandidaten voorgedragen kunnen worden voor de samenstelling van de Commissie van deze inrichting,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een commissie aangesteld voor de aanwerving en de bevordering bij de Nationale Plantentuin van België.

**Art. 2.** Benevens de leden die ambtshalve krachtens het koninklijk besluit van 21 april 1965 zijn aangewezen, worden de hiernavolgende personaliteiten voor een termijn van vier jaar als jurylid benoemd :

P. Goetghebeur, Professor aan de Faculté Wetenschappen van de Universiteit Gent.

J. Lambinon, Professor aan de "Faculté des Sciences" van de "Université de Liège".

M. Van Poucke, Professor aan de Faculté Wetenschappen van het Limburgs Universitair Centrum.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

K. PINTEN

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw**

[S - C - 97/36175]

**Besluiten betreffende de provincies, steden en gemeenten**

PROVINCIE ANTWERPEN. — Bij besluit van 3 september 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting werd het provinciebestuur van Antwerpen ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van 1 perceel grond en kadastraal bekend, 1e afdeling sectie A met nummer 260p6 en met een totale oppervlakte van 16 ca.

De onteigening gebeurt met het oog op het verhogen van enerzijds de veiligheid van de weggebruikers en anderzijds de leefbaarheid van de woonomgeving.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 op deze onteigening mag worden toegepast.

PROVINCIE LIMBURG. — Bij besluit van 3 september 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting werd aan de provincie Limburg toestemming verleend tot gebruik van 1 465 774 fr. trekkingsrechten uit het Investeringsfonds voor de aanleg van fietspaden in het domein Bokrijk.

PROVINCIE VLAAMS-BRABANT. — Bij besluit van 3 september 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt de beslissing van de provincieraad van Vlaams-Brabant van 30 juni 1997 houdende rechtvaardiging van zijn besluit van 15 april 1997 houdende wijziging van het besluit van de provincieraad van Brabant van 7 oktober 1953 houdende vaststelling van het reglement over de provinciale pensioenen, gewijzigd door meerdere latere besluiten, vernietigd.

AARSCHOT. — Bij besluit van 25 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting, wordt het besluit van 26 juni 1997 van de gemeenteraad van Aarschot in verband met een schuldherschikking niet goedgekeurd.

ERPE-MERE. — Bij besluit van 3 september 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt de gemeente Erpe-Mere ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van een vier percelen, gelegen langs de Schoolstraat en kadastraal bekend, 2e afdeling, sectie C, nrs. 608r, 608l, 608t (deel) en 608s (deel), met het oog op de restauratie van de Kruiskoutermolen in de deelgemeente Mere.

Hetzelfde besluit verklaart dat de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bepaald bij artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 op deze onteigening mag worden toegepast.

OUDENAARDE. — Bij besluit van 3 september 1997 van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting wordt de stad Oudenaarde ertoe gemachtigd over te gaan tot de gerechtelijke onteigening van het schoolgebouw, gelegen in de deelgemeente Mater, en kadastraal bekend, 11e afdeling, sectie A, nr. 1288b met het oog op de huisvesting van de socio-culturele verenigingen.

**Departement Leefmilieu en Infrastructuur**

[S - C - 97/36155]

**Personeel. — Oppensioenstellingen**

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 27 februari 1997, wordt aan de heer Herman Gevaert, met ingang van 1 oktober 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.



Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 7 maart 1997, wordt aan de heer Clément Francken, met ingang van 1 oktober 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van loods.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 27 februari 1997, wordt aan de heer Theodule Schruers, met ingang van 1 oktober 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 27 februari 1997, wordt aan de heer Willy Labbeke, met ingang van 1 oktober 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van loods.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd met ingang van deze datum zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

[97/36202]

#### Drinkwatervoorzieningen

IEPER. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 4 september 1997 wordt aan de Stedelijke Waterdienst van de stad Ieper toelating verleend tot tijdelijke afwijking op de kwaliteitseisen voor kalium (tot maximum 40 mg/l) voor het te verdelen leidingwater, geproduceerd in het WPC « De Blankaart » door de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening.

VEURNE-AMBACHT. — Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 4 september 1997 wordt aan de Intercommunale Waterleidingsmaatschappij van Veurne-Ambacht toelating verleend tot tijdelijke afwijking op de kwaliteitseisen voor kalium (tot maximum 40 mg/l) voor het te verdelen leidingwater, geproduceerd in het WPC « De Blankaart » door de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening.

[S - C - 97/36188]

#### Wegen. — Onteigeningen. — Spoedprocedure

BERTEM. — Bij besluit d.d. 22 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Bertem voor de modernisering van gewestweg N3 Brussel-Luik-Aachen met inbegrip van de aanleg van een rotonde ter hoogte van de Blokkenstraat en de aanleg van een fietspad tussen Coignesteenweg en Blokkenstraat langs gewestweg N3.

De plans KN 12.361, KN 12.362, KN 12.363, KN 12.364, KN 12.365 en KN 12.366 zijn ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen Vlaams Brabant, WTC-toren 3, Simon Bolivarlaan 30, 1000 Brussel.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

HARELBEKE. — Bij besluit d.d. 22 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de stad Harelbeke voor de aanleg van gewestweg N36 Zarren (Kortemark)-Roeselare-Ronse tussen de Bavikhovestraat en gewestweg N50.

Plan G30/N36/21 - 34013 WA 7456 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen West-Vlaanderen, Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

HECHTEL-EKSEL. — Bij besluit d.d. 20 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Hechtel-Eksel voor de aanleg van vrijliggende fietspaden langs gewestweg N73 Kessenich (Kinrooi), Tessenderlo (A13), vak Hechtel-Wijchmaal.

Plan G70/N73/8711 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen Limburg - Taxandriacenter - 1e verdieping, Gouverneur Roppesingel 25, 3500 Hasselt.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

IEPER. — Bij besluit d.d. 22 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de stad Ieper voor de aanleg van een asweeginstallatie aan het kruispunt van gewestweg N308 Ieper-Poperinge-Duinkerke met gewestweg N38 Ieper-Cassel.

Plan G30/N308/1 - 330 11 WA 7675 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen West-Vlaanderen, Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

TERVUREN. — Bij besluit d.d. 22 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Tervuren voor de modernisering van gewestweg N3 Brussel-Luik-Aachen en de aanleg van een fietspad langs gewestweg N3, tussen de Coignesteenweg en Blokkenstraat.

Plan KN 12.360 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen Vlaams Brabant, WTC-toren 3, Simon Bolivarlaan 30, 1000 Brussel.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

ZUIENKERKE. — Bij besluit d.d. 22 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962, tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nut, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen door het Vlaams Gewest op het grondgebied van de gemeente Zuienkerke voor de uitvoering van de bochtverbeteringen op gewestweg N31 Brugge (Oostkamp-A10)-Zeebrugge en voor het herinrichten van het kruispunt (1e fase) met gewestweg N371 Kortrijk-Celles, ter hoogte van de Blauwe Toren.

Plan G30/N31/7 - 31042 WA 7590 is ter inzage bij de administratie Wegen en Verkeer, afdeling Wegen West-Vlaanderen, Markt 1, 8000 Brugge.

De geldigheid van dit besluit kan voorwerp zijn van een beroep bij de Raad van State.

Het verzoekschrift dient, binnen de zestig dagen, aangetekend te worden neergelegd voorzien van de nodige fiscale zegels.

[97/36217]

#### Ruimtelijke ordening. — Plannen van aanleg

BORGLOON. — Bij besluit van 19 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij ministerieel besluit van 21 september 1992 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg, « Uitbreiding Looza » genaamd, van de stad Borgloon, dient te worden herzien.

OOSTROZEBEKE. — Bij besluit van 19 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij ministerieel besluit van 18 december 1991 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 3, « Sportcentrum » genaamd, van de gemeente Oostrozebeke, gedeeltelijk dient te worden herzien, omdat het onder meer de uitvoering van een werk van algemeen belang verhindert.

OOSTROZEBEKE. — Bij besluit van 19 augustus 1997 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is besloten dat het bij koninklijk besluit van 30 april 1976 en ministeriële besluiten van 23 februari 1983 en 22 februari 1996 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 4, « Driehoek » genaamd, van de gemeente Oostrozebeke, gedeeltelijk dient te worden herzien.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 97/27518]

25 SEPTEMBRE 1997

#### Arrêté du Gouvernement wallon portant nomination du secrétaire de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et celui du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 sur le même objet;

Vu le décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996 portant nomination des membres de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

Considérant que les soins à domicile constituent de plus en plus une solution alternative à l'hospitalisation et à l'accueil en maison de repos et de soins;

Considérant qu'il s'indique dès lors de désigner un secrétaire ayant des compétences en matière d'institutions hospitalières, de maisons de repos et de soins ainsi que de soins à domicile;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Mme le docteur Yolande Husden est nommée secrétaire de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile, en remplacement de Mme Solange Vidicq.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 25 septembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 97/27518]

25 SEPTEMBER 1997

**Besluit van de Waalse Regering tot benoeming van de secretaris  
van de Commissie van erkenning van coördinatiecentra voor thuiszorg en dienstenverlening aan huis**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende hetzelfde onderwerp;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996 tot benoeming van de leden van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Overwegende dat thuiszorg steeds meer als alternatieve oplossing geldt voor ziekenhuisopname en opvang in rust- en verzorgingstehuizen;

Overwegende dat derhalve een secretaris aangewezen moet worden die bevoegd is op het gebied van ziekenhuizen, rust- en verzorgingstehuizen alsook thuiszorg;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Dr. Yolande Husden wordt ter vervanging van Mevr. Solange Vidicq benoemd tot secretaresse van de Commissie van erkenning van de coördinatiecentra voor thuiszorg en dienstenverlening aan huis.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 25 september 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES  
CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[S - C - 97/19856]

## Examen de recrutement d'interprète

La Chambre des représentants organisera prochainement un examen en vue de la constitution de réserves de recrutement d'interprètes.

Le Service des Interprètes est un service non permanent, qui ne fonctionne que les jours où la Chambre siège (séances plénières, réunions de commission ou autres réunions).

## I. Conditions d'admissibilité :

Les candidats doivent :

- 1° être Belges;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° pour les candidats masculins, satisfaire aux lois sur la milice;

5° ne pas être âgés de plus de 50 ans;

6° être porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé, établi en langue française ou néerlandaise.

Ces conditions doivent être réunies à la date de clôture des inscriptions, c'est-à-dire au 15 novembre 1997.

## II. Programme d'examen :

## 1. Epreuve écrite de maturité.

Résumé dans la langue maternelle et commentaire critique dans la seconde langue nationale d'une conférence d'une durée de 20 minutes portant sur un sujet d'ordre général du niveau de l'enseignement supérieur.

Les candidats sont autorisés à prendre des notes pendant la conférence.

Cette épreuve a pour objet de faire connaître la maturité du candidat, son esprit critique et de synthèse.

L'appréciation porte pour chacune des parties considérées séparément, sur le fond, la forme et l'orthographe.

Minimum requis : 20/40 pour le résumé;

20/40 pour le commentaire critique.

## 2. Epreuve orale.

Traduction simultanée dans l'autre langue nationale de deux textes lus, l'un en français, l'autre en néerlandais.

Minimum requis : 50/100.

## 3. Période d'essai pratique en salle.

Minimum requis : 100/200.

Chaque épreuve est éliminatoire.

## III. Traitement :

Le traitement annuel brut de début de carrière est de F 1 162 784 à F 1 312 359 au coefficient actuel de liquidation, selon l'âge du candidat au moment de son entrée en service.

Le traitement annuel brut maximum de fin de carrière s'élève à F 2 646 894 au coefficient actuel de liquidation.

## IV. Prestations :

La fin des prestations journalières est fonction des nécessités de service.

## V. Inscription :

Les demandes avec curriculum vitae doivent être adressées par écrit, au plus tard le 15 novembre 1997, aux Services de la Questure de la Chambre des représentants, Secrétariat des examens, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Le formulaire d'inscription et une brochure reprenant notamment le programme des épreuves sont automatiquement envoyés aux candidats qui réunissent les conditions de participation.

Les demandes antérieures doivent être renouvelées.

WETGEVENDE KAMERS  
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[S - C - 97/19856]

## Wervingsexamen van tolk

De Kamer van volksvertegenwoordigers organiseert eerlang een examen met het oog op de samenstelling van wervingsreserves van tolken.

De Tolkendienst is een niet-permanente dienst, die slechts werkt als de Kamer bijeenkomt (plenaire vergaderingen, commissie- of andere vergaderingen).

## I. Toelaatbaarheidsvereisten :

De kandidaten moeten :

- 1° Belg zijn;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten;

5° niet ouder zijn dan 50 jaar;

6° houder zijn van een in het Nederlands of in het Frans gesteld universitair of daarmee gelijkgesteld diploma.

Aan deze vereisten moet zijn voldaan op de datum van de afsluiting van de inschrijvingen, namelijk 15 november 1997.

## II. Examenprogramma :

## 1. Schriftelijke maturiteitsproef.

Samenvatting in de moedertaal van en kritisch commentaar in de tweede landstaal op een lezing van 20 minuten over een onderwerp van algemeen belang op het niveau van het hoger onderwijs.

Tijdens de lezing mogen de examinandi aantekeningen maken.

Deze proef dient de maturiteit van de kandidaat, zijn kritische geest en zin voor synthese tot uiting te doen komen.

De beoordeling betreft, voor elk deel afzonderlijk, inhoud, vorm en spelling.

Vereist minimum : 20/40 voor de samenvatting;

20/40 voor het kritisch commentaar.

## 2. Mondelinge proef.

Simultaanvertaling naar de andere landstaal van twee voorgelezen teksten, de ene in het Frans, de andere in het Nederlands.

Vereist minimum : 50/100.

## 3. Praktische stage in de zaal.

Vereist minimum : 100/200

Elk examenonderdeel geldt als een schifting.

## III. Wedde :

De bruto jaarwedde bij het begin van de loopbaan bedraagt, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt, F 1 162 784 à F 1 312 359, volgens de leeftijd van de kandidaat bij de indiensttreding.

De maximum bruto jaarwedde op het einde van de loopbaan bedraagt F 2 646 894, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt.

## IV. Prestaties :

Het einde van de dagprestaties wordt bepaald volgens de vereisten van de dienst.

## V. Inschrijving :

De aanvragen met curriculum vitae moeten schriftelijk en uiterlijk 15 november 1997 worden gericht aan de Quaesturdiensten van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Examensecretariaat, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Het inschrijvingsformulier en een brochure met o.a. het examenprogramma worden automatisch toegestuurd aan de kandidaten die aan de deelnemingsvoorwaarden voldoen.

Vroegere aanvragen moeten worden hernieuwd.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[S - C - 97/09878]

## Recrutement des magistrats. — Appel aux candidats

En application de l'article 259bis, § 5, du Code judiciaire (1), le Collège de recrutement des magistrats procédera à l'organisation du concours d'admission au stage judiciaire et de l'examen d'aptitude professionnelle.

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 16 novembre 1997 par lettre recommandée à l'adresse suivante : Collège de recrutement des magistrats, Madame la Secrétaire du jury, Ministère de la Justice, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles (le cachet postal faisant foi).

Les candidats doivent veiller à mentionner dans leur demande de participation, l'examen auquel ils s'inscrivent (concours d'admission au stage judiciaire ou examen d'aptitude professionnelle) et doivent, le cas échéant, introduire une candidature séparée pour chaque examen.

En application de l'article 10 de l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif au recrutement des magistrats (2), la candidature doit mentionner la langue (français, allemand ou néerlandais) dans laquelle les candidats souhaitent participer aux examens.

Les candidats qui s'inscrivent au concours d'admission au stage judiciaire doivent indiquer la matière de leur choix en rapport avec la décision judiciaire.

Les candidats qui s'inscrivent à l'examen d'aptitude professionnelle et qui ont mentionné le français ou l'allemand comme langue dans laquelle ils souhaitent participer à l'examen doivent indiquer la matière en rapport avec la décision judiciaire choisie parmi :

- soit le droit civil (obligations);
- soit le droit du travail (relations individuelles).

Les candidats qui s'inscrivent à l'examen d'aptitude professionnelle et qui ont mentionné le néerlandais comme langue dans laquelle ils souhaitent participer à l'examen doivent indiquer la matière en rapport avec la décision judiciaire choisie parmi :

- soit le droit civil;
- soit le droit pénal.

La candidature doit être accompagnée des pièces suivantes :

- curriculum vitae complet;
- extrait d'acte de naissance;
- certificat de nationalité;
- copie du diplôme de docteur ou de licencié en droit certifiée conforme;
- les candidats qui s'inscrivent au concours d'admission au stage judiciaire doivent en outre joindre une attestation du bâtonnier dont il ressort qu'ils ont accompli un stage au barreau d'un an au moins.

Les candidats seront convoqués aux examens par lettre recommandée.

L'épreuve écrite de l'examen d'aptitude professionnelle organisée dans les langues française et allemande aura lieu le 12 décembre 1997.

L'épreuve écrite de l'examen d'aptitude professionnelle organisée dans la langue néerlandaise aura lieu le 11 décembre 1997.

L'épreuve écrite du concours d'admission au stage judiciaire aura lieu dans le courant du premier trimestre de l'année 1998.

L'arrêté ministériel du 13 octobre 1993 portant ratification des programmes de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire a été publié au *Moniteur belge* du 16 octobre 1993, sous la rubrique "Autres arrêtés", pp. 22865-22866.

Les règlements de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire peuvent être obtenus, sur simple demande, au Secrétariat du Collège de Recrutement des Magistrats, à l'adresse reprise ci-dessus.

(1) Loi du 18 juillet 1991, *Moniteur belge* du 26 juillet 1991.

(2) Arrêté royal du 5 mars 1992, *Moniteur belge* du 18 mars 1992.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[S - C - 97/09878]

## Werving van magistraten. — Oproep tot de kandidaten

Bij toepassing van artikel 259bis, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek (1) zal het Wervingscollege der Magistraten overgaan tot de inrichting van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en van het examen inzake beroepsbekwaamheid.

De kandidaturen dienen bij ter post aangetekende brief verstuurd te worden uiterlijk 16 november 1997 naar het volgende adres : Wervingscollege der Magistraten, de heer Secretaris van de Examencommissie, Ministerie van Justitie, Waterloolaan 115, 1000 Brussel (de poststempel geldt als bewijs).

De kandidaten dienen in hun brief duidelijk te vermelden voor welk examen wordt ingeschreven (vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage of examen inzake beroepsbekwaamheid) en dienen desgevallend per examen een afzonderlijke kandidatuur in te dienen.

Bij toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de werving van magistraten (2), dient de kandidatuurstelling de taal (Nederlands, Frans of Duits) te vermelden, waarin de kandidaten het examen wensen af te leggen.

De kandidaten die zich inschrijven voor het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage, dienen de materie van hun keuze aan te duiden in verband met de gerechtelijke beslissing.

De kandidaten die zich inschrijven voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en die het Nederlands vermeld hebben als taal waarin zij het examen wensen af te leggen, dienen de materie aan te duiden in verband met de gerechtelijke beslissing en gekozen uit :

- hetzij het burgerlijk recht;
- hetzij het strafrecht.

De kandidaten die zich inschrijven voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en die het Frans of het Duits vermeld hebben als taal waarin zij het examen wensen af te leggen, dienen de materie aan te duiden in verband met de gerechtelijke beslissing en gekozen uit :

- hetzij het burgerlijk recht (verbintenissen);
- hetzij het arbeidsrecht (individuele betrekkingen).

Bij de kandidatuurstelling dienen de volgende stukken te worden gevoegd :

- volledig curriculum vitae;
- uittreksel uit de geboorteakte;
- bewijs van nationaliteit;
- eensluidend verklaard afschrift van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten;
- de kandidaten die zich inschrijven voor het vergelijkend toelatingsexamen dienen bovendien een attest van de stafhouder bij te voegen waaruit blijkt dat zij ten minste één jaar stage bij de balie doorgemaakt hebben.

De kandidaten zullen bij ter post aangetekende brief worden uitgenodigd voor de examens.

De schriftelijke proef van het examen inzake beroepsbekwaamheid georganiseerd in de Nederlandse taal, zal plaatsvinden op 11 december 1997.

De schriftelijke proef van het examen inzake beroepsbekwaamheid georganiseerd in de Franse en Duitse taal, zal plaatsvinden op 12 december 1997.

De schriftelijke proef van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage zal plaatsvinden in het eerste trimester 1998.

Het ministerieel besluit van 13 oktober 1993 houdende bekrachtiging van de programma's van het examen inzake beroepsbekwaamheid en van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage, werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 oktober 1993, onder de rubriek "Andere besluiten", blzn. 22865-22866.

De reglementen van het examen inzake beroepsbekwaamheid en van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage kunnen op eenvoudig verzoek bekomen worden op het Secretariaat van het Wervingscollege der Magistraten, op het hierboven vermelde adres.

(1) Wet van 18 juli 1991, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1991.

(2) Koninklijk besluit van 5 maart 1992, *Belgisch Staatsblad* van 18 maart 1992.

Le nombre des places vacantes de stagiaire judiciaire est, pour l'année judiciaire 1998-1999, fixé comme suit :

- 27 places pour le rôle linguistique néerlandais;
- 23 places pour le rôle linguistique français.

La date d'entrée en service des lauréats du concours d'admission au stage judiciaire classés en ordre utile est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1998.

*(La presse et la radio sont invitées à reproduire cet avis.)*

[S - C - 97/09882]

### Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

- conseiller à la Cour de cassation dont la présentation incombe à la Chambre des représentants : 1;
- conseiller à la Cour de cassation dont la présentation incombe au Sénat : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à Monsieur le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature;

- greffier :
- au tribunal du travail de Tongres : 1;
- au tribunal de police de Bruxelles : 1 (\*);
- à la justice de paix du canton de :
  - Anvers II : 1;
  - Anvers IV : 1;
- rédacteur au greffe du tribunal de première instance de Liège : 1;

— employé au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à Monsieur le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

La connaissance de la langue néerlandaise et de la langue française est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (\*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

[97/09881]

### Huissiers de justice

Huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire :

- de Bruges : 1 (à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998);
- d'Ypres : 1 (à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998);
- de Courtrai : 1 (à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998).

Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice et au président de la Chambre nationale des huissiers de justice et également par recommandé une copie de celle-ci, ainsi que son dossier comprenant des documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510 du Code judiciaire, au syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 512 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Het aantal vacante plaatsen van gerechtelijk stagiair voor het gerechtelijk jaar 1998-1999 is als volgt vastgesteld :

- 27 plaatsen voor de Nederlandse taalrol;
- 23 plaatsen voor de Franse taalrol.

De datum van indiensttreding voor de gunstig gerangschikte laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage is vastgesteld op 1 oktober 1998.

*(De pers en de radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)*

[S - C - 97/09882]

### Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

- raadsheer in het Hof van Cassatie van wie de voordracht toekomt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers : 1;
- raadsheer in het Hof van Cassatie van wie de voordracht toekomt aan de Senaat : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht;

- griffier :
- bij de arbeidsrechtbank te Tongeren : 1;
- bij de politierechtbank te Brussel : 1 (\*);
- bij het vredegerecht van het kanton :
  - Antwerpen II : 1;
  - Antwerpen IV : 1;
- opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Luik : 1;
- beambte bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met één sterretje (\*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

[97/09881]

### Gerechtsdeurwaarders

Gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement :

- Brugge : 1 (vanaf 1 april 1998);
- Ieper : 1 (vanaf 1 april 1998);
- Kortrijk : 1 (vanaf 1 april 1998).

De kandidaat voor een ambt van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot de Minister van Justitie en tot de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders en zendt eveneens aangetekend een afschrift ervan samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 512 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

## MINISTERE DES FINANCES

## Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770  
du Code civil*

[97/53563]

**Succession en déshérence de Pelletier, Léon Adolphe**

Pelletier, Léon Adolphe, célibataire, né à Ixelles le 17 avril 1936, fils de Pelletier, Marcel Henri et de Anoul, Jeanne, (conjoints décédés), domicilié à Watermael-Boitsfort, rue des Garennes 56, est décédé à Watermael-Boitsfort, le 8 janvier 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles, a par ordonnance du 14 mai 1997, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 26 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,  
M. Werbrouck.

[97/53564]

**Succession en déshérence de Lindekens, Blanche**

Lindekens, Blanche, née à Ixelles le 12 novembre 1926, célibataire, fille de Lindekens, Martin Adèle et de Cherpion, Marie-Juliette Constance, (conjoints décédés), domiciliée à Ixelles chaussée de Boondaël 94, est décédée à Ixelles, le 23 mai 1992, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles, a par ordonnance du 30 avril 1997, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 26 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,  
M. Werbrouck.

[97/53565]

**Succession en déshérence de Brugge, Maria Magdalena**

Brugge, Maria Magdalena, divorcée de Willems, Arthur, née à Desselgem le 14 décembre 1912, fille de Brugge, Jules et Holvoet, Marie Mathilde, (conjoints décédés), domiciliée à Schaerbeek, avenue Britsiers 11, est décédée à Schaerbeek le 29 janvier 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles, a par ordonnance du 28 mai 1997, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 26 juin 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,  
M. Werbrouck.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

## Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[97/53563]

**Erfloze nalatenschap van Pelletier, Léon Adolphe**

Pelletier, Léon Adolphe, ongehuwd, geboren te Elsene op 17 april 1936, zoon van Pelletier, Marcel Henri en van Anoul, Jeanne, (overleden echtgenoten), wonende te Watermaal-Bosvoorde, Konijnenwarandestraat 56, is overleden te Watermaal-Bosvoorde op 8 januari 1996, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel bij bevelschrift van 14 mei 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 26 juni 1997.

De gewestelijke directeur van de registratie en domeinen,  
M. Werbrouck.

[97/53564]

**Erfloze nalatenschap van Lindekens, Blanche**

Lindekens, Blanche, ongehuwd, geboren te Elsene op 12 november 1926, dochter van Lindekens, Martin Adèle en van Cherpion, Marie-Juliette Constance, (beiden overleden), wonende te Elsene, Boondaelsteenweg 94, is overleden te Elsene op 23 mei 1992, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel bij bevelschrift van 30 april 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 26 juni 1997.

De gewestelijke directeur van de registratie en domeinen,  
M. Werbrouck

[97/53565]

**Erfloze nalatenschap van Brugge, Maria Magdalena**

Brugge, Maria Magdalena, echtgescheiden van Willems, Arthur, geboren te Desselgem op 14 december 1912, dochter van Brugge, Jules en Holvoet, Marie Mathilde, (beiden overleden), wonende te Schaerbeek Britsierslaan 11, is overleden te Schaerbeek op 29 januari 1995, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel bij bevelschrift van 28 mei 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 26 juni 1997.

De gewestelijke directeur van de registratie en domeinen,  
M. Werbrouck.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

97/00721]

Liste des placeurs de portes Rf. agréés en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 5 mai 1995 fixant les conditions et la procédure d'agrément des placeurs de portes résistant au feu.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[97/00721]

Lijst van erkende plaatsers van brandwerende deuren in toepassing van artikel 7 van het ministerieel besluit van 5 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure inzake de erkenning van de plaatsers van brandwerende deuren.

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
DENIE Luc	1142	rue Osseghem, 162/3	4000 LIEGE
MICHY Pascal	1143	Chaussée Romaine, 167	7160 CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT
VAN HALTEN David	1144	avenue de Belloy, 83	1300 WAVRE
COLMONTS Michel	1145	rue de Liège, 84	4360 OREYE
NELISSEN André	1146	rue Hubert Goffin, 250	4000 LIEGE
PETYT Patrick	1147	Thier de Liège, 5B	4970 STAVELLOT
DE RONGE Charles	1148	rue Saint Quentin, 32	1000 BRUXELLES
HERBRAND Freddy	1149	rue Rénuwar, 4	4950 WAIMES
VELDEMAN Luc	1150	avenue de la Quiétude, 7	1140 BRUXELLES
DECELLE Patrick	1151	rue des Ouillets, 12	5020 VEDRIN
ROUSSEAU Marc	1152	rue de l'Eglise, 14	1410 WATERLOO
SCHRAM Pierre	1153	rue de Gondron, 18	656 GENDRON
VAN DEN BERGHE Léon	1154	rivage de Bulserat, 30	7180 SENEFFE
DANIELS Guy	1155	La Voie Romaine, 21	6041 BENDE
LENAERTS André	1156	rue Dewieet, 25	6180 COURCELLES
MARCHAL Eric	1157	rue Chapelle Beaussart, 8	6030 MARCHIENNE-AU-PONT
LEBRUN Daniel	1158	Chemin de Casteau, 31	7063 NEURVILLE
VACCARILLO Giovanni	1159	rue Cense du Roi, 40b	7070 THIEU
LARDOT André	1160	rue de la Forêt, 8	6340 DURBUY
VOET Guy	1161	Lennikseweg, 84	1701 ITTERBEEK
SIOEN Serge	1162	rue Neuve, 108	4860 PEPINSTER
MARQUET Michel	1163	sur-les-Remparts, 76	4830 LIMBOURG
GODFRAIND Alain	1164	rue de Moisenbeek, 94	1070 BRUXELLES
RENARD Ghislain	1165	Libomont, 80A	4950 WAIMES
CASTEELE Ignace	1166	chée de Bruxelles, 33	7903 CHAPELLE-A-WATTINFS
VADACCA Orenzo	1167	rue de Theux, 22	4877 OLNE
LOBET Etienne	1168	rue Albasée, 30	6900 MARCHÉ
BRAEM Philippe	1169	chée Audenaerde, 160	7742 HERINNES
KOTTGEN René	1170	Raeranplaf, 16	4701 KETTENIS
GONZALEZ NAVARRO Santiago	1171	rue de Graty, 15	7830 HOVES-SILLY
SNAKKERS Michel	1172	rue de Dibou, 108	4840 WELKENRAEDT
MOUTON Pascal	1173	rue Bonnet, 1 A	7041 HAVAY
CLAVELIER Michel	1174	Chemin du Pic au Vent, 2	7022 SICRES
SIONGERS Thierry	1175	rue de la Hulpe, 22	1332 GENVAL
MARCHAND Jean-Marie	1176	rue Achille Baudouin, 12	1300 LIMAL
DEDION Pascal	1177	avenue des Pléades, 25	1360 WAVRE
LAUS Jean-Pierre	1178	place Flobecq, 55	7880 FLOBECQ
COCHONNEAU Denys	1179	avenue Des Feux Fote., 50	7700 MOUSCHON
BOIGELOT Patrick	1180	Chée de Boendael, 471	1050 BRUXELLES
MERTENS Philippe	1181	rue Deblenne, 51	6710 FRASNES-LEZ-GOSSELIES
GRATTON Claudio	1182	rue de Brilmont, 48	4032 LIEGE
CARIOLA Amclidus	1183	rue des 400 Bonniers, 14	4610 BEYNE HEUSAY
URBAIN Dominique	1184	avenue Léopold III, 22	7134 PÉRONNIES LEZ BINCHE
GUILLAUME Pierre	1185	avenue Mollère, 141	1150 BRUXELLES
LECOCQ Christian	1186	porte de Gand, 8	7804 REBAIX
PIRON Jean-Marie	1187	rue Fréne, 1	6852 PALISEUL
PIERRE Jean	1188	rue du Mont, 21	5555 GRAIDE
HOSLETT Eric	1191	Rue de la Consolation	1030 BRUXELLES
BLONDIAU Fernand	1192	rue Valaville, 16	7870 LENG
CAVICCHIA Nicola	1193	rue de la Station, 1	7334 HAUTRAGE



PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
VAN DER EECKEN Laurent	1194	av. du Marouset, 104	7090 BRAINE-LE-COMTE
TEBALDI Mauro	1195	Rue Sans Longchamps, 2/16	7100 LA LOUVIERE
DE BLEECKER Philippe	1196	Champ St Pierre, 71	7390 QUAREGNON
CRUKELAIRE Claude	1197	Rue de la Motta, 21	1490 COURT ST ETIENNE
PINOY Jean-Claude	1198	Rue Victor Godefroid, 49	7100 LA LOUVIERE
BOURLART Pascal	1199	Route de Frasnes, 354	7812 MAINVAULT
LEFEVRE Jean	1200	Rue du Mont, 35	4458 JUPRELLE
LALLEMAND Alex	1201	Rue de Colles, 5A	4250 GEER
LE LORRAIN José	1202	Rue de la Lenière, 2	1367 AUTRE EGLISE
MAHAUT Frédéric	1203	Rue de Mellemont, 36	1360 THOREMBAIS-LES-BEGUINES
CHECCHIN Christian	1841	rue Auguste Scohy, 97	6250 PONT DE LOUP
BRICHARD Rudy	1842	rue de Fleurjoux, 434	6224 WANFERCEE
PRESTI Paolo	1843	Sterrenlaan, 4	1700 DILBEEK
GOULARD Marcel	1844	avenue de la culture, 25	1640 RHODE ST GENESE
PUTMAN Alain	1845	rue de Longpré, 16a	1315 INCOURT
ERNST Eric	1847	route de St Remy, 22	4672 ST REMY
LAURENT Vincent	1848	route de la Pélette, 9	6880 BERTRIX
TASSELLI Walter	1849	chemin de Sallies, 1/B	5300 ANDENNE
LOUTSCH Jean-Marie	1850	rue du Bois Rond, 19	6720 HACHY
DENIS Guy	1851	rue Grands Courtys, 2	6880 BERTRIX
ALVARO Mario	1852	boulevard Léopold II, 161	1080 BRUXELLES
CLERCQ Marcel	1853	rue Chenemont, 7	1470 BAISY-THY
DESTREE Frederic	1854	rue de Sclef, 53	5081 MEUX (LA BRUYERE)
DOUMONT Didier	1855	chaussée de Nivelles, 66	1472 VIEUX GENAPPE
HERBRAND Robert	1856	rue Monsonru, 25	4950 WAIMES
LAMBERT Luc	1857	rue de Grandvoir, 54	6800 NEUVILLERS
SELLESLAGH Jean-Louis	1858	avenue Ch. Gillsquet, 72	1030 SCHAERBEEK
BAGGIO Eric	1859	chaussée de Mons, 227a	7060 SOIGNIES
JADOUL Jules	1860	rue Grande, 126	5572 FOCANT
LINDEKENS Bertrand	1861	Grand-Rue, 62	5640 ST GERARD
MARTINEZ José	1862	rue René Reniers, 5	1090 BRUXELLES
MASSART Christian	1863	rue St Lambert, 71	1457 WALHAIN
GUILLAUME Bernard	1864	Chemin de Monstreux, 5	1400 NIVELLES
GOETHALS Bernard	1865	rue Haie Mayet, 7	5640 MAISON ST GERARD
GRAINDORGE Pierre	1866	rue du Vieux Moulin, 10	4560 LES AVINS
GOEBELS Robert	1867	rue Abbé Deldet, 19	6941 TOHOGNE
DE MIDDELEER Jean-Paul	1868	rue d'Henripont, 93	7090 RONQUIERES
PHILIPPART Bruno	1869	place du Centenaire, 6	5380 FORVILLE
PAUL Eric	1870	rue de la Wastinne, 7	1301 BIERGES
SIRLERAU Luc	1871	rue Vandercammen, 8A	7070 MIGNAULT
DUBOIS Guy	1872	rue St Ethon, 48	7181 FELUY
TOUSSAINT René	1873	rue Albert 1er, 53	6810 CHINY
LAMBERMONT Eric	1874	rue des Combattants, 16A	6860 LEGLISE
DE GEYTER Pierre	1875	Duisburgsesteenweg, 139	1900 OVERIJSE
LOFFET Michel	1876	rue J. Mottin, 7	4280 HANNUT
PEURD'HOMME Jean	1877	rue des Mayeurs, 25	4280 HANNUT
COLLIN Daniel	1878	chaussée de bruxelles, 30	5140 TONGRINNE
SCHOLSEM Alain	1879	place du Batty, 17	5680 VODELEE
LIENARD Vincent	1880	rue du Château Bayaerd, 162	1120 BRUXELLES
VALENTIN Philippe	1881	rue de Familleureux, 84	7190 ECAUSSINE
BOIGELOT Olivier	1882	rue E. Vandervelde, 74	5040 MOIGNELEE
SEMEESE Oscar	1883	rue Puissant, 44	6040 JUMET
HASTIR Alphonse	1884	rue des Forges, 5	5320 VERLEE
VAN STEENKISTE Michel	1885	rue des Gaulx, 25	6180 COURCELLES
DEMOITIE Gérard	1886	rue d'Abée, 27B	4557 TINLOT
EICKHOFF Georges	1887	A. Coghen, 101	1180 BRUXELLES
HUBERT Jean	1888	rue de la Bourgeoise, 217	6880 NELLIER
PINTO Giovanni	1889	rue André, 10	6183 TRAZEGNIES
CANTINIAUX Pascal	1890	rue de Gonza, 3	7100 LA LOUVIERE

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
FONTANELLA Francesco	1891	chée Brunehaut, 240	7134 PERONNES-LEZ-BINCHE
DUPONT Philippe	1892	rue Vieille Ferme, 1	5650 CHASTRES
BOURGEOIS Yves-Marie	1893	rue Massart, 4	5360 FERNELMONT
LECLERCQ Jean-Claude	1894	rue de Chenois, 3	1367 GD-ROSIERES-HOTTOMONT
MENEGOTTO Vanni	1895	rue Dupont, 28	1210 BRUXELLES
THOMAS Frank	1896	Europastraat, 89	9310 BAARDEGEM
COMTE Albert	1897	parc Jean Monnet, 3073	1080 BRUXELLES
POYAU Jean	1898	rue de la Limite, 15	6040 JUMET
SAN JUAN SANCHEZ Luis Mariano	1899	rue sur les Vignes, 75	4680 OUPEYE
BERT Christian	1900	rue du Onze Novembre 21/6	7090 BRAINE-LE-COMTE
BULTOT Roger	1901	rue des Prés Verts, 14	6120 NALINNES
D'ALEO Salvatore	1902	rue J. Monoyer, 51	7110 HOUDENG-AIMERIES
FRERES Karl	1903	Espeler n° 5, B	4791 BURG-REULAND
HONOREZ Marc	1904	rue Ch. Jaumotte, 90	1300 LIMAL
LIBOUTON Jean-Marie	1905	chée de Louvain, 71	1300 WAVRE
LIMBOURG Gilbert	1906	quai Pierre de Taille, 37, b.5	1000 BRUXELLES
MATHISEN Marc	1907	rue La Haut, 41	7700 MOUSCRON
RAYEE Pierre	1908	rue Joseph Coosemans, 66	1030 BRUXELLES
SPRUMONT Paul	1909	rue de Russie, 41	1060 BRUXELLES
VAN BELLE André	1910	rue de la Haute Borne, 3	1420 BRAINE-L'ALLEUD
STACQUET Eddy	1911	rue Jean Martin, 9A	1325 CHAUMONT-GISTOUX
PONCIN Bernard	1912	rue G. Lefevre, 20	6750 MUSSY-LA-VILLE
CROWIN Alain	1913	rue Cazeau, 84	7520 TEMPLEUVE
MEUNIER Martial	1914	rue de la Cailloutien, 16	7941 ATTRE
DALLA VALLE Dario	1915	rue Près de Bras, 18	7804 BRASMENIL
ACKE Jean-Marc	1916	rue d'Iseghem, 59	7700 MOUSCRON
WAEKENS Michel	1917	rue du Congo, 120	7700 MOUSCRON
KLEIN Joseph	1918	Warchenstrasse, 18	4750 BUTGENBACH
BRAUN Dieter	1919	Rotterweg, 12	4700 EUPEN
DUBOIS Walter	1920	In den Siepen, 38	4700 EUPEN
DUPREZ Rainer	1921	Maison, 4C	9952 DRINKLANGE - L
GANGOLF Ewald	1922	Schonberg, 185	4780 WAIMES
QUETSCH Georges	1923	route du Bayehon, 28	4960 MALMEDY
JOUSTEN Rainer	1924	Maldingen, 9	4791 BURG-REULAND
MULLER Werner	1925	Lommersweiler, 87	4783 SAINT-VITH
LAUFFS Edgard	1926	rue Principale, 48	4730 RAEREN
POPULAIRE Bruno	1927	rue Du-Cocq, 2	7950 CHIEVRES
LOISELET Jean-Marc	1928	ch. St Ghislain, 215	7950 CHIEVRES
CRUCIFIX Baudouin	1929	rue Fosse Moray, 81	6800 LIBRAMONT
LETOT Eric	1930	rue du Paradis, 19	7387 ATHIS
RENARD Frans	1931	rue A. Capron, 9	7012 FLENU
LEFEBVRE Grégoire	1932	rue dela Montagne, 234	7700 MOUSCRON
FAUQUET Michel	1933	rue Mouzin, 100	7390 WASMUEL
SCHEUREN Erich	1934	Maldingen, 30	4791 BURG REULAND
MEENS André	1935	Chaussée de Liège, 94	4652 XHENDELESSE
QUINTART Eddy	1936	avenue du Marouset, 84	7090 BRAINE-LE-COMTE
SIMON Bernard	1937	rue du Moulin, 21	7620 GUIGNIES
VAN DEN BERGHE Bernard	1938	rue de Routers, 142	7700 MOUSCRON
PINCHON René	1939	rue de Rumez, 7	7520 TEMPLEUVE
DURNEZ Luc	1940	rue du Fort Debout, 7	7620 HOLLAIN
MARTIN Michel	1941	chaussée de la Cour, 105	7340 WASNES
WINANT Jacques	1942	rue de Châtelet, 233	6030 MARCHIENNE AU PONT
SAENEN Rony	1943	rue Banne-Sans-Fosse, 16	6180 COURCELLES
DUBREUCQ Philippe	1944	rue R. Decouman, 11	6061 MONTIGNIES SUR SAMBRE
ROMEO Umberto	1945	rue des Roses, 8	6001 MARCINELLE
LALLOUETTE Francis	1946	rue de la Vire, 62	6761 CHENOIS
De l'ESCAILLE Bernard	1947	rue de Garennes, 30	1170 BOITSFORT
COMENSOLI Lucien	1948	rue Paradis des Chevaux, 129	6060 GILLY
DERVAUX Claude	1949	rue Grand-Chemin, 114bis	7532 BECLERS

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
LAURO Emilio	1950	rue du Coron, 1	7604 BRASMENIL
DEMYTTENAERE Damien	1951	rue de Comines, 43	8953 WIJTSCHATE
BROUCK Jean-Michel	1952	rue Ste Germaine, 215/2	7700 MOUSCRON
HOUBEN René	1953	Dofstrabe, 3	4711 WALHORN
LELOUP Christian	1954	Esdoomlaan, 4	1850 GRIMBERGEN
STEURS Hendrik	1955	rue du Tilleul, 367	1140 EVERE
COLEN André	1956	rue Louis Delvaux, 15	1367 RAMILLIES
LECLERCQ Jacques	1957	rue de la Station, 67	6181 GOUY-LEZ-PIETON
DELROEUX Jean-Michel	1958	Trieu A. Mucques, 7	7740 PECQ
DAHY Pascal	1959	rue de Liberchies, 108	6238 LUTTRE
VAN VAERENBERGH Jacques	1960	rue Abel Wart, 21	7170 MANAGE
MONFORT Eric	1962	rue Gennay, 94	5032 ISNES
MOUREAUX José	1963	rue Octave Lotin, 49	1450 CORTIL-NOIRMONT
DESILVE Olivier	1964	avenue Jan Stobgaerts, 81 bis	1030 SCHAERBEEK
TARTARIN Fabrice	1965	Résidence du Rieu, 6	7030 MONS
LEGRAND Denis	1966	rue des Prés, 33	7700 MOUSCRON
DESMET Patrick	1967	rue du Casterl, 179	7700 MOUSCRON
DEL RUE Alain	1968	rue Henri Lostfeld, 21	7730 ESTAIMPUIS
BOITTE Thierry	1969	rue du Canada, 13	7700 MOUSCRON
FRANCO Jean-Luc	1970	avenue du Charbonnage, 3	7120 ESTINNES
BAYET Marcel	1971	rue des Fougères, 10	6010 COUILLET
DARAAOUI Mimoun	1972	avenue d'Uccle, 51	1190 FOREST
LAFAILLE Jean-Paul	1973	rue Ferrer, 37	6081 MONTIGNIES S/SAMBRE
KOHLEN Erwin	1974	Nielder-Emmels, 11 A	4784 ST VITH
THONON Jean-François	1975	rue Malaise, 31	4420 ST NICOLAS
WILLOCQ Bernard	1976	rue Arthur François, 6	7732 LEERS-NORD
TOURNAY Willy	1977	avenue du Ruisseau du Godru, 7	1300 WAVRE
SOARES Guy	1978	avenue Dally, 199	1030 BRUXELLES
MARQUEZ MARTIN José-Luis	1979	rue Albert, 18	1020 BRUXELLES
RADART Fernand	1980	rue de la Blanchisserie, 46	5310 LIERNU
GOOSSENS Christian	1981	rue de Pinchart, 88	1340 OTTIGNIES
GILLAIN René-Pierre	1982	rue du Noyer, 129	1030 BRUXELLES
DUPONT Willy	1983	rue Tasson Snel, 36	1080 BRUXELLES
DELIEGE Fabian	1984	chemin brûlé, 20	6560 ERQUELINNES
DE FORTUNATO Franco	1985	rue des Oiseaux, 35	6044 ROUX
CARROCERA José	1986	rue de L'Enfante, 71B	1410 WATERLOO
BULTOT Vincent	1987	rue du Pavé, 35	6500 BARBENCON
BIGARE Louis	1988	ruelle à la Crème, 6	5310 EGHEZEE
FERNANDEZ VEGA Miguel	1990	bd Louis Schmidt, 93	1040 BRUXELLES
LOPES CARDOZO David	1991	rue de la Seconde Reine, 39	1180 BRUXELLES
CATALANO Vito	1992	rue du Viaduc, 5	7110 TRIVIERES
MICHEL Bertrand	1993	chaussée de Bruxelles, 386	7822 MESLIN L'EVEQUE
LEPOINT Pascal	1994	rue de l'Eglise, 35	7350 HENSIES
LADAM Luc	1995	rue de Sart Risbart, 34	1325 LONGUEVILLE
LOUIS Jean	1996	rue du Calvaire, 6	5580 MARCHOVELETTE
POURBAIX Philippe	1997	rue Bordelais, 69	4420 TILLEUR
LAMBERT Yves	1998	Roquez, 51	4845 SART-JALHAY
WAUTS Maurice	1999	Rue De Floers, 4	1500 HALLE
EECKHOUT Lionel	2244	Schoolstraat, 17	9636 ZWALM
VAN BELLEGHEM Marnix	2245	Hoekestraat, 71	9910 KNESSELARE
HEYRMAN Ronald	2246	Achturendagstraat, 31	2660 HOBOKEN
KUPPENS Johan	2247	Industrieweg, 5	3550 HEUSDEN-ZOLDER
VAN DE HEYNING Michel	2249	Kastelein, 91	2300 TURNHOUT
GORISSEN Johan	2280	Bronweg, 69	3530 HOUTHALLEN-HELCHTEREN
MARTEEL Frederick	2281	Kaaskerstraat, 11 bus 35	8600 DIKSMUIDE
VAN POUCKE Patrick	2282	Tennislaan, 28	8620 NIEUWPOORT
ASSELMAN Luc	2283	Kleemstraat, 32	1760 ROOSDAAL
VAN EESBEEK Ferdi	2284	Danislain, 20	1650 BEERSEL
VAN DEN HAUTE Bruno	2285	Assesteenweg, 235	1740 TERNAT

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
VANDEVELDE Frans	2286	Baasrodestraat, 144	9370 LEBBEKE
VERHAEGHE Gilbert	2287	Klaverstraat, 3	8820 TORHOUT
DRIESEN Pierre	2288	Dommelweg, 15	3900 OVERPELT
VAN VLAENDEREN Eddy	2292	Nieuwstraat, 75	9971 LEMBEKE (KAPRIJKE)
HUSSON Johnny	2293	Veearts Strauvenlaan, 4	3540 HERK DE STAD
CRETEN Marcel	2294	Tijlozenstraat, 15	3850 NIEUWERKERKEN
VERBEEST Marcel	2295	Leeuwerikstraat, 2	8850 ARDOOIE
REYNAERT Jean-Philippe	2296	Kazandstraat, 59	8800 ROESELARE
BAES Danny	2297	St. Sebastiaanstraat, 13	3560 LUMMEN
WUESTENBERGS Willy	2298	Beekstraat, 31	3545 HALEN (ZELEM)
VANDEPERRE Hubert	2299	Kerkveldstraat, 12	1780 ROOSDAAL
DE CONINCK Danny	2300	Hulstbergstraat, 115	3078 MEERBEEK-KORTENBERG
VERHOEVEN Jos	2301	Sasput-voogdijstraat, 42	3500 SINT-LAMBRECHTS-HERK
VANBELLE Waldemar	2302	Molenakerstraat, 32	8020 OOSTKAMP
DESIMPELAERE Noël	2303	Lisbloemstraat, 3	8501 BISSEGEM
HOUBEN Josef	2304	Vondersraat, 31	3900 OVERPELT
DEBIJSER Frank	2305	Rekkemstraat, 10	8930 MENEN
KEPPENS Wim	2306	Lange Zanstraat, 20	2800 MECHELEN
BELLEFROID Benny	2307	Hasseltse Beverzakstraat, 164	3500 HASSELT
MOONEN Luc	2308	Hoge Mauw, 76	2370 ARENDONK
COEMAN Kurt	2309	Dronkaartstraat, 131	8930 REKKEM
GEUNS Ghislain	2310	Tierstraat, 67	3590 DIEPENBEEK
VERHELST Dirk	2311	Bremboslaan, 29	2070 ZWIJNDRECHT
VOORSPOELS Kris	2312	St. Lambertusstraat, 88/5	2800 BERCHEM
BREUGELMANS Marc	2313	Gierlebaan, 65	2275 LILLE
FIERS Raymond	2314	Molenstraat, 32	2640 MORTSEL
GOORMANS Emiel	2315	Laurijs Gewatstraat, 20	2560 NIJLEN
CELIS Roger	2316	Hazendreef, 13	2970 SCHILDE
GILS Philip	2317	St. Hubertusstraat, 78	2600 BERCHEM
CUYPERS Ivan	2318	Windmolenstraat, 112	2660 HOBOKEN
VAN DE VELDE Leo	2319	Van Vrieselelaan, 8	2520 RANST
MERTENS Luc	2320	Elzenstraat, 34	2242 PULDERBOS
KRIJNEN Gust	2321	Leopoldstraat, 13	2920 KALMTHOUT
MELLAERTS Luc	2322	Zaenstraat, 183	1933 STERREBEEK
DAVIDS Eric	2323	Achelstatie, 29	3930 HAMONT
COELUS Martin	2324	Nieuwe Steenweg, 81	8377 ZUIJENKERKE
GOETHALS Wilfried	2325	Nieuwe Steenweg, 80 A	8377 ZUIJENKERKE
VAN VELTHOVEN Marc	2326	Hofdreef, 3	2990 LOENHOUT
SCHEERLINCK Peter	2327	Kerkhofstraat, 71	9406 OUTER
DEPUYDT Dominique	2328	Daalstraat, 5	8630 GULLEGEM
PIETERS Johan	2329	Grauwe Broedersstraat, 34	8600 DIKSMUIDE
DE BRUYCKER Chris	2330	Provinciebaan, 42	9270 KALKEN
JACOBS Willen	2331	Groene Wandelling, 9	2550 KONTICH
HEEMERYCK Francky	2332	Heulebosstraat, 22	8501 HEULE
MELEYNS Rudy	2333	Spoorweglaan, 16	9180 LOKEREN
CLAES Hendrik	2334	Aime de Langestraat, 46	2845 NIEL
VAN DIJCK Florent	2335	Mastbosweg, 54	2620 HEMIKSEM
DHAENENS Eric	2336	Waalstraat, 213	9870 ZULTE
DE STOOP Dirk	2337	Waalstraat, 211	9870 ZULTE
BAENS Guido	2338	Esserstraat, 6	3640 KINROOI
VAN IMPE Josef	2339	Groebebaan, 3	9450 HAALTERT
NIJS Ernest	2340	Smishoekstraat, 27	9170 MEERDONK
DECRAENE Lode	2341	Vierkeersstraat, 87	8531 BAVIKHOVE
VANTONGERLOO Karel	2342	Larumseweg, 120	2440 GEEL
FRANCK Gaston	2343	E. Verellenlaan, 19	2990 WUUSTWEZEL
WILLEMS Danny	2344	Goorweg, 21 A	3191 HEVER (BOORMEERBEEK)
CARLIER Frankie	2345	Hogebilk, 23	9950 WAARSCHOOT
SCHRIJVERS Frank	2346	Jeugdlaan, 115	3550 HEUSDEN-ZOLDER
VAN AUDEKERCKE Eddy	2347	Roggeveld, 45	9111 BELSELE

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
MAES Dirk	2348	Motstraat, 23	8870 IZEGEM
COSSYNS Martin	2349	Blaisantvest, 91 a	9000 GENT
CLAESEN Runo	2350	schhutterijstraat, 11	3741 BILZEN
WOUTERS Jurgen	2351	Popullerenhof, 31	3910 NEERPELT
DE WITTE Firmin	2352	Hoekstraat, 166	9910 NEERPELT
DELEU Nico	2353	Kooigemsestraat, 30	8510 KOOIGEM
DE PAEPE Christian	2354	Hoogstraat, 121	8540 DEERLIJK
BRUYNEEL André	2355	Heerbosstraat, 22	3583 BERINGEN
CALLAERT Marc	2356	Klapstraat, 8	9830 SINT-MARTENS-LATEM
GELAN Jan	2357	Anker, 25	9260 SERSKAMP
VAN LANDEGHEM Erik	2358	Battestraat, 9	9190 STEKENE
ROMBAUT Roger	2359	Otmanstraat, 7	8820 TORHOUT
WOUTERS Mathieu	2360	Popullerenhof, 31	3910 MEERPELT
SMETS Johnny	2361	Heidestraat, 127	3520 DIEPENBEEK
D'HOKER Raf	2362	Hoogstraat, 162 D	9550 HERZELE
DRIESEN Carlo	2363	Lillosteenweg, 267A	3530 HOUTHALEN
VAN DER BEKEN Lieven	2364	Smarre, 14	9667 HOREBEKE
SECELLE Rudy	2365	Lindestraat, 2A	9820 MERELBEKE
VAN HECKE Guido	2366	Nieuwstraat, 140	9100 SINT-NIKLAAS
WAETERSCHOOT Gilbert	2367	Avermaat, 113	9240 ZELE
DE LANGHE Marc	2368	Berchemweg, 255	9700 OUDENAARDE
DE LANGHE Edwin	2369	Moriaanshoofd, 33	9700 OUDENAARDE
PEETERS Marc	2370	Westermoer, 5	2160 WOMMELGEM
DEBACKERE Rafaël	2371	Emmalei, 10	2930 BRASSCHAAT
SMEULDERS Thierry	2372	Relgersdreef, 5	2990 WUUSTWEZEL
VAN DEN BORNE Eric	2373	Singelstraat, 85	2381 WEELDE
VALKENBORGH Tom	2374	Corsicalaan, 10	2950 KAPELLEN
BRANDSEN Antonius	2375	Canadezenlaan, 104	2920 KALMTHOUT
VERCAMMEN Steven	2376	Heirbaan, 242	9220 HAMME
COURS André	2377	Colmanstraat, 69	9270 KALKEN
CALIS Dirk	2378	Munkestraat, 10	8750 WINGENE
DUPONT Geert	2379	Sch. J. Ceulemanstraat, 9	3128 BAAL-TREMELO
HELLEMANS Guido	2380	Reetsesteeweg, 27	2630 AARTSELAAR
MONSECOUR Patrick	2381	Steenweg, 95	9630 ZWALM
GEYSENBERGH Stefan	2382	Driesstraat, 18	3850 NIEUWERKERKEN
DE PAU Walter	2383	Groenstraat, 21	9180 MOERBEKE-WAAS
DHANIJNS Chris	2384	Varendonk, 25	9940 EVERGEM
MENTEN Michel	2385	Tolhuis, 11	2260 TONGERLO-WESTERLO
THEWISSEN Eddie	2386	Jan Boomstraat, 3	3630 MAASMECHELEN
PLETS Dirk	2387	Abelestraat, 85	8870 IZEGEM
VAN BOSSCHE Peter	2388	Schoonhoudstraat, 89	9111 BELSELE
GAMME Christophe	2389	Oostendestraat, 68	8600 DIKSMUIDE
JENNE Rudi	2390	Kleine Heide, 13	2830 BLAASVELD
VAN DER BRUGGE Ivan	2391	Schilderkeren, 27	9820 ZOTTEGEM
VERSTAPPEN Marc	2392	Eeuwlaan, 21	1850 GRIMBERGEN
PEETROONS Robert	2393	Kasteelbrakelsesteenweg, 282	1502 LEMBEEK-HALLE
WATERSCHOOT Pierre	2394	Oudegemsebaan, 87	9200 DENDERMONDE
MINCKE Roger	2395	Ronseseesteeweg, 185	9660 BRAKEL
VAN GOSSUM Marcel	2396	Reppelsebaan, 67	3294 MOLENSTEDE-DIEST
MOLLEN Gert	2397	Hukkelbergen, 49	2460 LICHTAART
DE COCK Lieven	2398	Klapdorp, 35	9170 PAUWELS
DE SWAEF Raymond	2399	Vijfstraat, 40	9620 ZOTTEGEM
SEGHERS Etienne	2400	Berthoflos, 14	9820 ZOTTEGEM
MAES Eddy	2401	Molenstraat, 29	9170 SINT-GILLIS-WAAS
GEIRNAERT Christian	2402	Rapenbrugstraat, 95	9990 MALDEGEM
VAN HOOFF Frans	2403	Ter Voort, 242	2260 WESTERLO
D'HOLLANDER Andre	2404	Geeststraat, 30	9220 MOERZEKE
DE COCK Johan	2405	Ressegemstraat, 70	9551 HERZELE
WOUTERS Francis	2406	Walenstraat, 55	2060 ANTWERPEN

PLACEURS - PLAATERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
DE POORTER Dirk	2407	Katjeshillestraat, 2	8630 VEURNE
VAN WOENSEL Paul	2408	Bosweg, 4	2220 HEIST-OP-DEN-BERG
VAN MECHELEN Jos	2409	Peyerstraat, 38	2223 SCHRIEK
DE BAETS Mike	2410	Moerstraat, 37	9970 KAPRIJKE
VANDEGAER Joseph	2411	Ruekensbosstraat, 5	3280 BUNSBEEK
VAN OVERSTRAETEN Wilfried	2412	Postweg, 301	1602 VLEZENBEEK
VERSTRAETEN Luc	2413	Pastoor Primstraat, 9	1982 ZEMST
TRAPPENIERS Dirk	2414	Blokstraat, 2	3078 EVERBERG
DE VOS Patrick	2415	Fr. Gasthuislaan, 97	1081 BRUSSEL
FERAINE Carl	2416	Krekelmotestraat, 47	8870 IZEGEM
BERTELS Guy	2417	Ridder Portmansstraat, 12	3500 HASSELT
KORNELIS Jaap	2418	Jan Frans Willemsstraat, 9	8020 OOSTKAMP
DE BRAUWER André	2419	Ommegangstraat, 28	9140 ZELE
SPOELDERS Edmond	2420	Bredestraat, 32A	1880 KAPELLEN O/D BOS
VANDRIES Willy	2421	Schalbroekstraat, 148	3560 LUMMEN
ALBRECHTS Lucien	2422	Opperveldstraat, 5	3630 MAASMECHELEN
BOGAERTS Danny	2423	Heuvelstraat, 44	3970 LEOPOLDSBURG
CARPELS Andy	2425	Brusselsesteenweg, 24A	9090 MELLE
LUCHIE Yves	2426	K. Leopoldlaan, 6	9840 DE PINTE
VAN DEN NEUCKER Jan	2427	Ophaimstraat, 12C	9400 NINOVE
VAN DEN BOSSCHE Geert	2428	Zarlardingsestraat, 118	9500 GERAARDSBERGEN
VANACKER Willy	2429	Torhoutstraat, 35	8610 KORTEMARK
HULLAK Jan	2430	Kleine Windeweg, 1A	8900 DIKKEBUS
KEIRSEBILCK Roger	2431	Tillegemstraat, 27	8200 BRUGGE 2
DECAESSTECKER Dirk	2432	Doornstraat, 25	8610 KORTEMARK
DELERUE Eddy	2433	Westerse Klyttestraat, 13A	8954 DE KLYTTE
NULLENS Jan	2434	Mulsvenstraat, 105	3670 MEEUWEN
GELAN Peter	2435	Brusselsesteenweg, 191 A	9090 MELLE
SMETS Guy	2436	Wildeman, 13	2470 RETIE
MEULEMANS Lucien	2437	Middelvelde, 17	2370 ARENDONK
SLINGERS Jacques	2438	Doorstraat, 128	3850 KOZEN-NIEUWERKERKEN
CAERTS Erik	2439	Eindestraat, 10	3971 LEOPOLDSBURG
VAN PAEMELE Chris	2440	Leegte, 13	9031 DRONGEN
FLEMENT Ronny	2441	Hoofbouwstraat, 20	9930 ZOMERGEM
LANCKACKER Nico	2442	St. Laurentiuslaan, 57 F	9041 OOSTAKKER
SCHAUBROECK Dany	2443	Mimosastraat, 121	9000 GENT
HUYGHE Marnic	2444	Dr. De Gruyterstraat, 1	9820 MERELBEKE
EEVERS Jos	2445	Molenweg, 169	3520 ZONHOVEN
JADOULLE Julien	2446	Gleerijstraat, 3	3730 HOESELT
CLOOF Luc	2447	Wilgenstraat, 14	9280 LEBBEKE
SCHOLLAERT Erwin	2448	Rijdenstraat, 11	9300 AALST
VAN BAELE René	2449	Varendonksebaan, 11	2431 LAAKDAL
ZIENEBERGH Luc	2450	Sint Janstraat, 10	2820 RIJMENAM
MEUS Thomas	2452	Weg naar Ellikom, 122	3670 MEEUWEN
CREEMERS Roger	2453	Nachttegaalstraat, 35	3990 PEER
VAN BESIEN Luc	2454	Sasbaan, 2	9310 AALST
VANDENBROUCKE Mario	2455	Kortrijksestraat, 104	8860 LENDELEDE
GEZELLE Yves	2456	Sl. Katharinastraat, 179	8501 KORTRIJK
CHARLÉ Frank	2457	Lavoordestraat, 13	8750 WINGENE
PETRUS Piet	2458	Gavertland, 43	9820 ZOTTEGEM
VANDENABEELE Nico-Jan	2459	Predkherenstraat, 2 A	8750 WINGENE
BAUTERS Kris	2460	Lijkensstraat, 52	9000 GENT
SLOCK Philip	2857	Dendermondestraat, 264	1083 BRUSSEL
GORIS Josef	2858	Hogemauw, 2a	2370 ARENDONK
RAYNEBEAU Marc	2859	Berveldestaat, 39	9160 LOKEREN
VAN BOXSTAELE Willy	2860	Vlekkamrdorp, 25	9420 ERPE-MERE
CLEPPE Roland	2861	Nevelestraat, 15	9850 NEVELE
CLAES Johan	2862	Koerselsebaan, 2 bus 3	3550 HEUSDEN
CLAES Eric	2863	Weg naar De Grause Steen, 9	3550 HEUSDEN

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
VERCAMMEN Luc	2864	Heverplein, 8	3191 HEVER
ROGIERS Luc	2865	Bontinckstraat, 10B	9270 KALKEN
VANDEBOS Théo	2866	Schoolstraat, 9	3570 ALKEN
NARTUS Didier	2867	De Schiervallaan, 28 B 13	3500 HASSELT
CALCOEN Luc	2868	De Reinalaan, 15	1831 DIEGEM
HOOGMARTENS J	2869	Kiezelweg, 116	3540 HERK DE STAD
MENTENS Jan	2870	Smetanastraat, 3	3560 LUMMEN
CLAES Maurice	2871	Gommerijnstraat, 11	3100 HEIST OP DEN BERG
VERWIMP Johan	2937	Groenvinkstraat, 16	2400 MOL
SIONCKE Lieven	2938	Kortrijksesteenweg, 81	9830 SINT-MARTENS-LATEM
DELABIE Willy	2939	Bollewerpstraat, 151	8770 INGELMUNSTER
PUTMAN Marc	2940	Veidstraat, 11	8500 KORTRIJK
HEYRMAN Koen	2941	Molenbergstraat, 34	2070 ZWIJNDRECHT
DE ROOSE Hans	2942	Zeebruggelaan, 124	8380 LISSEWEGE
HERMY Roger	2943	Zoetkinstraat, 2	8020 OOSTKAMP
PELGRIMS Jos	2944	Oude Geelsebaan, 10	2431 LAAKDAL
TRUYENS Fons	2945	Vekestraat, 21	2260 WESTERLO
VAN TORNHOUT Jan	2946	Trekweg, 4A	9850 LANDEGEM
VERHALLEMAN Patrick	2947	Westrozebekestraat, 73	8840 STADEN
DILIEN Willy	2948	Mispelaar, 26	3530 HOUTHALEN-HELCHTEREN
VERMIJL Koen	2949	Genkseweg, 68	3530 HOUTHALEN-HELCHTEREN
VAN RIET Carolus	2950	Mussenhoevelaan, 5	2530 BOECHOUT
COOLS Gerrit	2951	Legen-Hairweg, 3	9890 GAVERE
PLATTEAU Wim	2952	Ieperstraat, 5A	8953 WIJTSCHATE
VERCRUYSE Freddy	2953	Veurnestraat, 24	8600 DIKSMUIDE
VANBRUSSELEN Wim	2954	Hoogstraat, 14	3360 BIERBEEK
VANDAELE Rik	2955	Kruisestraat, 207	8940 WERVIK
VANNESTE Bart	2956	Dwarsweg, 11	8560 GULLEGEM
PLEYSIER Steven	2957	Balhutbeaan, 61	8680 KOEKELARE
JONKHEERE Patrick	2958	Oostmeeststraat, 128	8680 KOEKELARE
ROTTY Jan	2959	Vanwalleghemstraat, 7	8430 MIDDELKERKE
SERNEELS Jan	2960	Past. Piletlaan, 41	3130 BEGUNENDIJK
THIJS Jos	2961	Zielestraat, 11	2275 LILLE (POEDERLE)
SMEKENS Lieven	2962	J. Breydelstraat, 30	8530 HARELBEKE
VAN HEE Noël	2963	Toevluchtweg, 7	8620 NIEUWPOORT
VERHAEGHE Ronny	2964	Wandelingsstraat, 68	8500 KORTRIJK
CALLEWAERT Bernard	2965	Oudenaardsstraat, 75	8530 HARELBEKE
HAEGHEBAERT Janvier	2966	Oudekerkstraat, 25	8460 OUDENBURG
VAN EENOO Johan	2967	Zuiddreef, 11	8750 WINGENE
MESUERE Frederik	2968	Hoge Weg, 273	8200 SINT ANDRIES
JONES William	2969	Crommertestraat, 47	3940 HECHTEL
DOM Koen	2970	Fraikinstraat, 29	2200 HERENTALS
VERHAEGHE Andy	2971	Smissestraat, 72	8620 TORHOUT
JANS Dirk	2972	Mommestraat, 52	3550 HEUSDEN-ZOLDER
DE WIJNGAERT Jan	2973	Vorsenzang, 13	3200 AARSCHOT-GELRODE
NUITTEN Serge	2974	Oudebesclarestreet, 56	8940 WERVIK
THYSERAERT Oscar	2975	Werkstraat, 4	9000 GENT
VALENCIJS Jean	2976	Pauwelsei, 218	2930 BRASSCHAAT
KIPS Geert	2977	Spoorwegstraat, 224	8200 ST-MICHIELS (BRUGGE)
DE Vlieghe Peter	2978	Steenstraat, 8	8300 KNOKKE-HEIST
VAN OVERMEIRE Patrick	2979	Oostkerkestraat, 9	8300 KNOKKE-HEIST
DESCRIJVERE Freddy	2980	Vierwegstraat, 129	8800 ROESELARE
STRUBBE Geert	2981	Kalvekeeldijk, 201	8300 KNOKKE-HEIST
APPERMANS Freddy	2982	St. Laurentiusstraat, 43	3620 LANAKEN
HERMUS Erik	2983	Putberg, 24	1830 ASSE
VERMEIR Willy	2984	Het Ven, 34	2400 MOL
DE WIT Jos	2985	remerstraat, 40	3128 BAAL
VAN DER MIEREN Wim	2986	Kleinlaarstraat, 6	2220 HEIST-OP-DEN-BERG
HEYLEN August	2987	De Meutterstraat, 1	2222 ITEGEM

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
VRIJSEN Valere	2988	Heuvelendeweg, 45	3520 ZONHOVEN
NIJS Wim	2989	Sint Hubertusstraat, 4	3690 ZUTENDAAL
CAPUTI Vito	2990	Helwijkenweg, 15 b	3690 ZUTENDAAL
DE RIDDER Jan	2991	Klaverheide, 44	2930 BRASSCHAAT
OP DE BEECK Patrick	2992	Mechelbaan, 83	2580 BEERZEL
CAUDENBERG Jean	2993	Wakkerzeelsebaan, 112	3012 WILSELE
DE BLOCK Johan	2994	Heldeweg, 4	9290 BERLARE
SANTULLIANA Leo	2995	Pr. V. Vaerenbergh, 47	9400 NINOVE
BAERT Andre	2996	Beekstraat, 33	9170 SINT-PAUWELS
MERTENS Josef	2997	Kalmhoutse Steenweg, 308	2920 KALMTHOUT
COLEBUNDERS Louis	2998	St. Gerebarnusstraat, 51	2440 GEEL
SPRANGERS Georges	2999	Baaigemstraat, 223	9890 GAVERE
VAN EEPOEL Henri	3000	Grote Baan, 318	2235 HULSHOUT
DE GENT Emiel	3001	Achturenplein, 20	2845 NIEL
AUBROECK Wim	3002	Ambachtsstraat, 10	2490 BALEN
AERTS Eric	3003	Heidedreef, 14	2243 ZANDHOVEN
MERCKX Marc	3004	Tervuursesteenweg, 85	3060 BERTEM
VAN BOGAERT Willy	3005	Albert Dineurlaan, 47	2900 SCHOTEN
MOONS Luk	3006	Aarschotsesteenweg, 218	3111 WEZEMAAL
ALEN Eddy	3007	Dietsestraat, 26	3470 KORTENAKEN
VERHAEGEN Gert	3008	Bevelsesteenweg, 24	2580 NIJLEN
LANSU Luc	3009	Liebiglaan, 4	2900 SCHOTEN
FURNIERE Martin	3010	Ingoogemstraat, 64	8570 INGOOIGEM
DE SAEGHER Marc	3011	Braedstraat, 34	9190 STEKENE
GAENS Willy	3012	Korte Goerenstraat, 8	3580 LUMMEN
VAN FROYENHOVEN Danny	3013	Vondelpark, 228	3120 TREMELO
BORGIONS Martin	3014	Testelsesteenweg, 102	3201 LANGDORP
AERNOOTS Jos	3015	Molandreef, 9	2390 MALLE
THOELLEN Josephus	3016	Schomstraat, 25	3290 DEURNE-DIEST
LUNSKENS Bart	3017	Hoogbrugstraat, 7 A	3740 BILZEN
VAN MEEL Steven	3018	Hoevensebaan, 223	2950 KAPellen
VANDERKERKEN André	3019	Mielenweg, 2B	3800 SINT-TRUIDEN
KREKELBERG Johan	3020	Kasteelstraat, 139	8800 ROESELARE
PEMEN Josef	3021	Groenwoud, 14 B	2320 HOOGSTRATEN
AUBROECK François	3022	Ambachtstraat, 1	2490 BALEN
VANDEVIJVER Freddy	3023	Procureurstraat, 11	8890 MOORSLEDE
VLAYEN Werner	3024	Bogaerdenstraat, 17	3440 ZOUTLEEUW
DE LA RUELLE Patrick	3025	Bisschoppenhoflaan, 366	2100 DEURNE
DECKERS Mathieu	3026	Rijksweg, 881	3650 DILSEN-STOKKEN
DE PRINS Eddy	3027	Kerkstraat, 35	2340 BEERSE
KERKHOF Nico	3028	roekantstraat, 1	3670 MEEUWEN
DE VOOGHT Frank	3029	Knokkestraat, 116	8301 KNOKKE-HEIST
BLOMMAERT August	3030	Krugerstraat, 22	2680 HOBOKEN
SIMOENS Willy	3031	Strijdersstraat, 26	3012 WILSELE-LEUVEN
DELIE Gilbert	3032	Ter couter, 20	8531 HARELBEKE-BAVIKHOVE
THERY Marc	3033	Zonnekestraat, 6	8501 BISSEGEM
RYCKEBOSCH Marc	3034	Sigarenstraat, 40	2940 STABROEK
RUYTERS Hendrik	3035	Panoramalaan, 12	3770 RIEMST
HUTSEBAUT Wim	3036	Hospitaalstraat, 1 bus 2	9620 ZOTTEGEM
PAPPAERT Michel	3037	Potgieterstraat, 15	1741 WAMBEEK-TERNAT
DE SMET Herman	3038	Oudenaardse steenweg, 919	9420 BURST
VAN ONGEVALLE Kristof	3039	Heiveldstraat, 110	9040 SINT-AMANDSBERG
DUCHEYNE Johnny	3040	Brugsebaan, 54	8470 GISTEL
BRUGGEMAN Bert	3041	Veldstraat, 44	9080 LOCHRISTI
HINDERYCKX Kurt	3042	Olympialaan, 50	8200 BRUGGE
WALRAVENS Diederik	3043	Vinkstraat, 41	2811 LEEST
BAERT Herwig	3044	Astridlaan, 232	8310 BRUGGE
REMANS Benny	3045	Kiewitstraat, 293	3500 HASSELT
NULENS Eric	3046	Vinckenroyestraat, 69	3720 KORTESEM



PLACEURS - PLAATSEERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
MERTENS Guido	3047	Rostal, 7	2288 BOUWEL
HERMANS Eddy	3048	Nederstraat, 68	3730 HOESEL
GERNAEY Freddy	3049	Fonteynstraat, 4	8720 DENTERGEM
STAES Franky	3050	R. Lefèvrestraat, 13	9140 TEMSE
JACOBS Roger	3051	Weg naar Ellikom, 62	3670 MEEUWEN
VOORTMANS Henri	3052	Bremstraat, 5	3670 MEEUWEN
LAMBERT Jan	3053	P. Vekemanslaan, 24	2660 HOBOKEN
VANDEMEULEBROUCKE Paul	3054	Populierenlaan, 16	8570 ANZEGEM
VAN DE AUDENAEREN Jan	3055	Venweg, 1B	2520 EMBLEM
ALBRECHT Edi	3056	Kouterbaan, 29	1840 MALDEREN
VAN DE VELDE Samy	3057	Tompstraat, 48	9190 STEKENE
WYBO Kurt	3058	Blankenbergsesteenweg, 13	8377 ZUIENKERKE
DEMASIERES Jan	3059	Bergwegel, 99	9820 MERELBEKE
HUYCK Bart	3060	Schippersdijk, 53	9200 DENDERMONDE
DE VliegHERE Luc	3061	Oostmoer, 52	8221 JABBEKE
FRANSENS Rik	3062	Kannaertstraat, 103	3512 STEVOORT
VAN GORP Luc	3063	Zwanevenstraat, 5	2360 OUD-TURNHOUT
OOMS Peter	3064	St. Laurentiusstraat, 32	2390 OOST-MALLE
VERSCHELDEN Luc	3065	Fuggerstraat, 6	2060 ANTWERPEN
VERFAILLIE Geert	3066	Kortrijksestraat, 298	8501 KORTRIJK-HEULE
DECOCK Geert	3067	Rodenbachstraat, 3	8770 INGELMUNSTER
BACHMAN Reginald	3068	De Aard, 109	2930 BRASSCHAAT
DEVOS Eric	3069	Goedstraat, 37	9800 DEINZE
VANBALLENBERGHE Luc	3070	Sterrestraat, 90	8700 TIELT
AUAZZANI Abbelhak	3071	Landbouwerstraat, 40	9100 SINT-NIKLAAS
VERCAMMEN Johan	3072	Zwaanaardestraat, 110	9112 SINAAI
CROES Alfons	3073	Gastieden, 58	9140 TEMSE
LOCUFIER Hugues	3074	Moeskroensesteenweg, 157	8511 AALBEKE
STEVELINCK Rudi	3075	Boskappellaan, 111	9080 LOCHRISTI
NIJS Jo	3076	Hoebenschot, 23	2460 LICHTAART
VERSTRAETE Hein	3077	Winkelsestraat, 117	8860 LENDELEDE
CEULEMANS Willy	3078	Hutveld, 14	2520 EMBLEM
DE PEUTER Jan	3079	Kard. Cardijnlaan, 42	2980 ZOERSEL
DRIESEN Paul	3080	E. Vermeulenstraat, 104	2980 ZOERSEL
VAN DE VEL Eddy	3081	Hoge dreef, 22	2980 ZOERSEL
VROMAN Bart	3082	Harelbeeksestraat, 41	8520 KUURNE
VAN DE VELDE Joris	3083	Wildonkenstraat, 10	9800 DEINZE
BUYSSCHAERT Horst	3084	Frans Gevaertstraat, 19	9000 GENT
VANMARCKE Jean-Marie	3085	Groeningebergstraat, 1	8860 LENDELEDE
DE SMET Eddy	3086	St. Annastraat, 4	1701 STEENHUFFEL
CEUPPENS Marc	3087	Meerweg, 63	1601 RUISBROEK
ROELAND Jacky	3088	Vlerwindenstraat, 18	9500 GERAARDSBERGEN
RYCKAERT Jaak	3089	Oostmolen Zuid, 16B	9880 AALTER
DEBEIR André	3090	Gebr. Dewachterstraat, 111	2610 WILRIJK
DEBEIR Tom	3091	M. Serletstraat, 28	2610 WILRIJK
MAES Paul	3092	Genstraat, 14	9111 BELSELE
JANSSENS Ivan	3093	Liersesesteenweg, 48	2800 MECHELEN
GHEYSEN Etienne	3094	K. Ledeganckstraat, 7	8560 WEVELGEM
HUYBRIGHS Patrick	3095	Vleerakkerstraat, 1	2100 DEURNE
LOCCUFIER Rony	3096	Osebliekstraat, 43	8211 AARTRIJKE
ROGIERS Arnold	3097	Hertog Van Klevestraat, 10	8020 RUDDERVOORDE
MISPELON Ignace	3098	Boverkerkestraat, 122	8680 KOEKELARE
TRATSAERT Patrick	3099	Kapellestraat, 15	8430 MIDDELKERKE
CLAEYS Kristof	3100	Ambachtstraat, 21	8820 TORHOUT
SCHROONS André	3101	Houtduifweg, 10	3140 KEERBERGEN
VAN ROSSEM Gurt	3102	Kasteelstraat, 55	1790 AFFLIGEM
VAN DE BRANDEN Koen	3103	Welkomstraat, 65	2160 WOMMELGEM
BOGEMANS Ludo	3104	Walvaartstraat, 61	2590 BERLAAR
SCHRAUWEN Luc	3105	Palmbosstraat, 47	2990 WUJUSTWEZEL

PLACEURS - PLAATERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
LAMOEN Frans	3106	Rupelweg, 2	2850 BOOM
LAMOEN Bavo	3107	Leon Gillioolaan, 21	2630 AARTSELAAR
HUYBRIGHS Willy	3108	Borsbaekstenweg, 100	2830 AARTSELAAR
HOREMANS Sven	3109	Peerderbaan, 56	3670 MEEUWEN
LEGEIN Dirk	3110	Steenstraat, 5	1800 VILVOORDE
VAN BENEDEN François	3111	Karrestraat, 100	3020 HERENT
VAN DER AERSCHO Marc	3112	Aambeeldstraat, 8	3191 HEVER
VAN LOMMEL Karel	3113	Sluisstraat, 21	2440 GEEL
VERHAEGHE Roland	3114	Wijnendalestationstraat, 63	8820 TORHOUT
VERVECKEN Bonifacius	3115	Veldstraat, 101	2980 ZOERSEL
VAN LOON Luc	3116	Steenweg op Oost Hoven, 168	2300 TURNHOUT
VERVAEKE Danny	3117	L. Van Velthemstraat, 6	8800 BEVEREN (ROESELARE)
HORRE Patrick	3118	Dirk Martenslaan, 17	8870 IZEGEM
DESMET Francis	3119	Casterstraat, 2	8930 REKKEM
VANDEVELDE Willy	3120	Platanendreef, 21	9770 KRUISSHOUTEM
UYTTENDAELE Luc	3121	Beeweg, 91	9080 LOCHRISTI
SWARTELE Rudi	3122	Noordschoteplein, 25	8647 RENINGE
DANNEELS Laurent	3123	Brouwerstraat, 6	8730 BEERNEM
VAN LANDEGHEM Robby	3124	Haerweg, 39	9190 STEKENE
STERCKX Jules	3125	Oudestraat, 8	3272 MESSELBROEK
D'HONDT Georges	3126	Spinnerslaan, 17	9160 LOKEREN
CLIPPELEYR Jan	3127	Hogenakkerhoekstraat, 17	9150 KRUIBEKE
CLAUS Richard	3128	Hoogstraat, 19 B	9280 LEBBEKE
WELTENS Johan	3129	Bosstraat, 60	3950 BOCHOLT
CAPIAU Kurt	3130	Godsbergstraat, 15	9506 SCHENDELBEKE
SCHILDERMANS Willy	3131	Steegsebaan, 149	2490 BALEN
PYCK Gerard	3132	Beerstraat, 1	8600 DIKSMUIDE
NICASIE Christian	3133	Middelveld, 52	1860 MEISE
ENGELS Filip	3134	Everardstraat, 64/4	9900 EEKLO
DOBBELAERE Roger	3135	Gotjensstraat, 6 B	9990 MALDEGEM
DECEUNINCK Koen	3136	Canadezenstraat, 10	8380 LISSEWEGE
CALLEEUW Stefaan	3137	Pannenhuisstraat, 34	8310 ASSEBROEK
CALLENS Jan	3138	Ter Woestijne, 15	8310 BRUGGE
BORRET Franky	3139	Zandvoordedorpstraat, 139	8400 ZANDVOORDE
DEVOLDER Bernard	3140	Leerbergstraat, 27	8510 MARKE
DETROYER Valentin	3141	Populierenlaan, 13 A	1770 LIEDEKERKE
VAN MARIS Eddy	3142	Kromme Meers, 15	8501 HEULE
VANTHOURNOUT Rik	3143	Grote Molenstraat, 184	8930 LAUWE
SIERENS Luc	3144	Koningstraat, 136	8830 MENEN
VANHEE Hugo	3145	Hoogstadestraat, 62	8690 ALVERINGEM
TAES Erwin	3146	Groenstraat, 33	3300 TIENEN
VAN GOETHEM Paul	3147	Meerstraat, 215	9220 HAMME
VANACKER Kris	3148	Lindenlaan, 30	9120 BEVEREN
GOVAERTS Roger	3149	Stokthoekstraat, 35	9140 TEMSE
VERHAEGHE Johan	3150	Hoogledestraat, 35	8610 KORTEMARK
DOENS Peter	3151	Yserwegstraat, 42	8470 GISTEL
COLLAERT Urbain	3152	Blezenstraat, 6	9940 EVERGEM
VAN HERTEN Andreas	3153	Kerkstraat, 30	5954 BC BEESEL Nederland
RO TSAERT Dirk	3154	Kalvekeedijk, 211	8300 KNOKKE
VAN ROEYEN Jan	3155	E. Tinelstraat, 37	9120 BEVEREN
DECREAEMER Roger	3156	E. Coppietersstraat, 104	8620 NIEUWPOORT
WENES Peter	3157	Klaproosstraat, 16	1731 ZELLIK
HENS Wim	3158	Zandstraat, 107	2980 ZOERSEL
DE VOCHT Guido	3159	Stationsstraat, 32	2860 ST.KAT.WAVER
VERHEYEN Jozef	3160	Molenstraat, 161	2270 HERENTHOUT
PAESBRUGGHE Mamk	3161	Terrestraat, 101	8560 HOUTHULST
VERRIJKEN Walter	3162	Albertkanaalstraat, 5	2280 GROBBENDONK
VANDENSANDE Jozef	3163	Langestraat, 54	1910 KAMPENHOUT
DE BOTH Dirk	3164	Sluis, 40 A	9290 BERLARE

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
EVERAERT Daniel	3165	Musschaverstraat, 2	9850 LANDEGEM
MENTEN Robby	3166	Tolhuis, 11	2260 WESTERLOO
VAN DE VOORDE Freddy	3167	Rozendreef, 165, R1	9300 AALST
VERHASSELT Johnny	3168	Lobeliastraat, 10	9000 GENT
VAN POUCKE Marc	3169	Ouwegemsesteenweg, 30	9750 ZINGEM
VAN DE MEIRSSCHE Eduard	3170	Quote, 34	9290 BERLARE
ROETE Raphaël	3171	Legen Heirweg, 6	9890 GAVERE
ALLAERT Patrick	3172	Torhoutsesteenweg, 473	8210 ZEDELGEM
BOCQUEZ Eddy	3173	Brugse Heirweg, 77	8211 AARTRIJKE
DECAESSTECKER Filip	3174	Koutermolenstraat, 78	8610 KORTEMARK
HAEST Andre	3175	J. Van Arteveldestraat, 8	8820 TORHOUT
JAQUES Rudy	3176	Bruggestraat, 154	8820 TORHOUT
JONCKHEERE Ronny	3177	Korte Eekhoutmolenstraat, 3	8920 LANGEMARK
KEIRSEBILCK Koen	3178	Tillegemstraat, 27	8200 ST. MICHIELS (BRUGGE)
KERCKHOVE Raf	3179	Lettenburgstraat, 22	8490 JABBEKE
KERCKHOVE Lieven	3180	Lettenbrugstraat, 22	8490 JABBEKE
LEIRMAN Marc	3181	Blankenbergsesteenweg, 166	8000 BRUGGE
SINNAEVE Luc	3182	Aartrijksestraat, 125	8211 AARTRIJKE
SINNESAEL Johan	3183	Eikelstraat, 33	9840 DE PINTE
VAN BEVERSLUYS Laurent	3184	Schraalenstraat, 21 A	9810 EKE
DECLAIR Kris	3185	Ieperstraat, 5	8610 KORTEMARK
VERHELST Koen	3186	Gildestraat, 5	8370 BLANKENBERGE
VANTORRE Dirk	3187	Brugseszteenweg, 1	8377 NIEUWMUNSTER
VANHOLLEBEKE Kurt	3188	Rembertstraat, 39	8210 VELDEGEM
VANHAELEMEERSCH Marc	3189	Torhoutsestraat, 175	8020 RUDDERVOORDE
VANDENDRIESSCHE Hein	3190	Stampkolmolenstraat, 2	8790 ZWEVEZELE
WILLAERT Freddy	3191	Ploegstraat, 10	8370 BLANKENBERGE
BENTEYN Stefaan	3192	Kasteelwijk, 37	8660 ADINKERKE
VERHELLE Marc	3193	Ijzerland, 33	8792 DESSELGEM
VAN VELTHOVEN Steven	3194	Westvaardijk, 8	2830 WILLEBROEK
PANS Rudi	3195	Ellestraat, 21C	3020 HERENT
DESWERT Guy	3196	Turkoosstraat, 22	2600 BERCHEM
VERZEELE Lucien	3197	Ohiostraat, 117	9700 OUDENAARDE
VAN DE WALLE Ghislain	3198	Oostmoer, 164	9950 WAARSCHOOT
VAN TORNHOUT Peter	3199	Gr. Helrenthoekstraat, 39	9950 LANDEGEM
SANDERS Nico	3200	Albrecht Rodenbachsstraat, 35	8400 OOSTENDE
DEVREKER Freddy	3201	Kortewildestraat, 2	8600 VLADSLO
MAERTENS Danny	3202	Pastoriestraat, 151	8200 OOSTENDE
ROGIERS Wouter	3203	Hertog Van Kievestraat, 10	8020 RUDDERFORDE
DAMAN Jean	3204	Moerplas, 77	2870 PUURS
DREEZEN Mario	3205	Genitsstraat, 42	3670 MEEUWEN
LINDEKENS Jean-Pierre	3206	Appelstraat, 4	3800 SINT-TRUIDEN
HAVERMANS Henricus	3207	St. Rochusstraat, 84	2490 BALEN
BEYENS Marc	3208	Nederokkerzeelse Steenweg, 27	3071 KORTENBERG
BONCQUET Johan	3209	Spermallestraat, 250	8430 MIDDELKERKE
FONTEYNE Erwin	3210	Tabarabaan, 29	8400 OOSTENDE
BRAS Johan	3211	Kasteelbrakelsestraat, 489	1502 LEMBEEK
ROOSELAER Edwin	3212	Houtveld, 108	1500 HALLE
CLAES Geert	3213	Kasteelstraat, 234	1500 HALLE
DEMAEGDT Gino	3214	Vaardijk Zuid, 11	8432 LEFFINGE
JANSSENS Jan	3215	Remerstraat, 129	3130 BEGJUNENDIJK
LAUVRIJS Johan	3216	Vuldershoek, 34	2230 HERSELT
MAES Jozef	3217	Goorbaan, 43	2230 HERSELT
NIJS Daniel	3218	Lesagestraat, 36	1820 STEENOKKERZEEL
SMET Prosper	3219	Dorp West, 108	2070 ZWIJNDRECHT
VANDERLEENEN André	3220	Edingensesteenweg, 723	1502 LEMBEEK
WILLEGEMS Rudi	3221	Terspoutland, 47	3090 OVERIJSE
VELLEMANS Armand	3222	Bosstraat, 150	1742 TERNAT
THIJS Benny	3223	Nieuwstraat, 35	3140 KEERBERGEN

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
VAN OOSTERWIJCK Hubert	3224	Stulvenberg, 35	3140 KEERBERGEN
CREVITS Roland	3225	Belhuttebaan, 100	8680 KOEKELARE
HUYGHEBAERT Marc	3226	Molenstraat, 50	8940 WERVIK
VANBECELAERE Paul	3227	Stationsstraat, 82B	8830 GITS
GOVAERTS Jozef	3228	Aardseweg, 148	2240 GEEL
MONTEYNE Jaques	3229	Ambachtenstraat, 2	8870 IZEGEM
BEKKERS Lucien	3230	Kommanderijstraat, 20	3800 SINT-TRUIDEN
CLAEYS Jurgen	3231	Ettelgemstraat, 29	8490 JABBEKE
HOUBRECHTS Erik	3232	Langeschouwerstraat, 9	3520 ZONHOVEN
DE WEVER Renaat	3233	Kruishoutemstraat, 43	9870 ZULTE
SIMOENS Marcel	3234	Meikeverstraat, 7	8800 RUMBEKE
DE BOECK Jurgen	3235	Dagmoedstraat, 52	9506 GERAARDSBERGEN
DUBELLAY Freddy	3236	Zuidstraat, 43	9820 ZOTTEGEM
FRANCOIS Jean	3237	Moubekestraat, 64	8211 AARTRIJKE
JOLLING Gustaaf	3238	Oude Holrakkerstraat, 14	3510 KERMT
DEJONCKHEER Noël	3239	Haalpanderstraat, 82	8870 IZEGEM
DE WITTE Johan	3240	Ouirijvestraat, 9	8551 HEESTERT
NAERT Joseph	3241	Kol. Naassensstraat, 12	8740 PITTEM
VAN HULLEBUS Paul	3242	Stationsstraat, 93	8340 DAMME
VAN HOPPE Julien	3243	Kapelstraat, 47	2370 ARENDONK
QUACKELS Marc	3244	Groeningenlei, 44	2550 KONTICH
BORREMANS Danny	3245	Doelstraat, 32	1741 WAMBEEK
STAPPERS Yvo	3246	Dorpsstraat, 6	3940 HECHTEL
VERBERCKMOES Freddy	3247	Melselestraat, 39	2070 ZWIJNDRECHT
JEHOUL Marc	3248	Kerkstraat, 11 A	3960 BREE
DE MEERSMAN Ludwig	3249	Oude Dendermondssteenweg, 356	9300 AALST
VAN DEN HEUVEL Lieven	3250	Schanke, 70	2910 ESSEN
PATTYN Geert	3251	Lauwbergstraat, 148	8930 LAUWE
VALKENERS Willy	3252	Dessarsstraat, 18	3700 TONGEREN
EMBRECHTS Jan	3253	Bredabaan, 88 A	2990 WUUSTWEZEL
KERCKHOVE Johan	3254	Het Veen, 4	8710 WIELSEBEKE
BOLLEN Marc	3255	Vorststraat, 57	3500 HASSELT
VAN SPEYBROECK Etienne	3256	Kruisstraat, 55	9930 ZOMERGEM
WALCZAK Frank	3257	Klotstraat, 28	3600 GENK
HIMPE Yves	3258	Jacob Van Arteveldestraat, 11	8560 WEVELGEM
VERHAUWERT Freddy	3259	Pontstraat, 29	9800 DEINZE
VIJVERMAN Etienne	3260	Broekveldstraat, 67	9420 ERPE-MERE
VANLOFFELT Raymond	3261	St. Quirinusstraat, 23	3550 HEUSDEN-ZOLDER
VAN BELLEGHEM Kelly	3262	Hoakestraat, 71	9910 KNESSALARE
DEGUFFROY Johan	3265	Bruggesteeweg, 72	8755 RUISELEDE
VANOOTEGHEM Philip	3266	Waterhoennestraat, 1	8520 KUURNE
VANOOTEGHEM Pascal	3267	Waterliefelaan, 35	8520 KUURNE
LAVENS Ward	3268	Kruiselkestraat, 459	8940 WERVIK
VAN PUYVELDE Reginald	3269	Kwakkelstraat, 4	9190 STEKENE
LOUVAERT Bart	3270	Tieltstraat, 149	8760 MEULEBEKE
SANNEN Roger	3271	Heesterstraat, 12	3945 HAM
DE STROOPER Tony	3272	Kortrijstraat, 52	2140 BORGERHOUT
DILLEN Frank	3273	Hulsen, 144	2490 BALEN
SCHAEKEN Jan	3274	Dr. Van De Perrestraat, 197	2440 GEEL
VERLINDEN Peter	3275	Houwaartstraat, 185	3270 SCHERPENHEUVEL
SYLVERANS Marc	3276	Lokerenstraat, 119	2300 TURNHOUT
GEUDENS Paul	3277	Heidestraat, 17	2460 LICHTAART
VANHERCK Ludo	3278	St. Antoniusstraat, 49	2360 OUD-TURNHOUT
JACOBS Erik	3279	Beekakkerstraat, 60	2340 BEERSE
REYNVOET Firmin	3280	Ten Edestraat, 61	9810 NAZARETH
PEDE Herman	3281	Hageveldstraat, 47 A	9470 DENDERLEEUEW
JANSEN Johan	3282	Jules Moretuslei, 335	2610 ANTWERPEN
DE SCHUTTER Pierre	3283	Kerkhofstraat, 37	9420 ERPE-MERE
COPPENS Frankie	3284	K. Albertlaan, 224	9080 LOCHRISTI

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
BAERT Stefaan	3285	Ronsenheerweg, 3	9700 OUDENAARDE
PEERTERS Koen	3286	Wijnegemsteenweg, 190	2970 SCHILDE
VAN LOON Josef	3287	Rozenstraat, 4	2340 BEERSE
AVERENS François	3288	Putsebaan, 87	2040 ZANDVLIET
VINGERHOETS Willem	3289	Grobbendonkseweg, 134	2560 NIJLEN
VERVECKEN Wilfried	3290	Stuyktstraat, 2	2430 LAAKDAL
LIEVENS Johan	3291	Hertogeweg, 20	3060 TERVUREN
BELLAERT Lorenzo	3292	Larestraat, 4	9910 KNESSELARE
DOMBRECHT Johan	3293	Molenstraat, 60	9880 AALTER
VAN HULLE Eric	3294	Beekstraat, 6	9910 KNESSALARE
POLLET Steve	3295	Kortrijksestraat, 180	8501 HEULE
VERSCHAERE Rik	3296	Kleiten, 3	9910 KNESSELARE
VAN DE WALLE Freddy	3297	Zandkensstraat, 29	9910 KNESSELARE
LIBBRECHT Bert	3298	Bergeindestraat, 42 A	3660 OPOETEREN
THIO Orel	3299	Lageweg, 162	8930 MENEN
WOLFS Roger	3300	Postbaan, 28	3290 SCHAFFEN
PEETERS Alex	3301	heirstraat, 30	9200 DENDERMONDE
BULTE Rudy	3302	Weverstraat, 5	1741 TERNAT
PRINSEN Luc	3303	Sommestraat, 3	2060 ANTWERPEN
DEBAES Luc	3304	J. Cagniestraat, 21	8930 LAUWE
BEUNENS Marc	3305	Outryvestraat, 58	8590 HEESTERT
LOGGHE Yves	3306	Wijngaerdestraat, 2	8600 DIKSMUIDE
MAECKELBERGH Fernand	3307	Dijlestraat, 1	8820 TORHOUT
LOONTJENS Filip	3308	Lange Akkerstraat, 15	9800 DEINZE
LUWAERT Luc	3309	muisstraat, 11	9450 HAALTERT
MASSON Luc	3310	Meeuwenhofel, 28	2100 DEURNE
VAN MECHELEN Xavier	3311	Varenpad, 25	2370 ARENDONK
VANDEVYVER Lieven	3312	Harelbeeksestraat, 72/301	8520 KURNE
POULEYN Geert	3313	Langestraat, 6	8570 ANZEGEM
HELVEN Ludo	3314	Lange Schouwenstraat, 19	3520 ZONHOVEN
DUBOIS Jos	3315	Langstraat, 40	3630 MAASMECHELEN
HUYBENS Luc	4001	rue de l'Etoile, 2	5330 SART-BERNARD
MERCKAERT Marc	4002	Rue De Floere, 12	1500 HALLE
HOUSIAUX Olivier	4003	rue de la Lisnette, 65	5501 DINANT
ROSY Michel	4004	chaussée de Namur, 45	1315 ROUX-MIROIR
BAMPS Fabrice	4005	Rue de la Prittelle, 2/6	4600 VISE
JACQUES Léopold	4006	Rue des Abreuvoirs, 2	4920 HARZE
BALASSE Marc	4007	Rue Victimes de la Guerre, 1	7170 FAYT-LEZ-MANAGE
VILVORDER Eric	4008	Boueroth, 28A	4837 MEMBACH
MESOTTEN Alwin	4009	Sluizerbroeck, 49	3700 TONGEREN
COURTEJOIE Eric	4010	Avenue Reine Astrid, 47B	1950 KRAAINEM
GUILLARDINI Luis	4011	Rue Chopin, 16	1070 BRUXELLES
JORTAY Daniel	4012	Rue de la Laiterie, 5	6940 BARVAUX
VAN FRACHEM Pierre	4013	Rue Sart d'Avette, 18	4400 FLEMALLE
DE PAEPE Philippe	4014	Rue de Bourgogne, 18	5650 WALCOURT
MOREAU Pol	4016	Rue du Château d'Eau, 18	4140 SPRIMONT
DIGRACI Francesco	4017	Rue Victor Hugo, 20	4460 GRACE HOLLOGNE
MICHELS Jean-François	4018	Avenue de l'Observatoire, 195	4000 LIEGE
FOLKESSON Romain	4019	Rue 600 Franchimontois, 44	4910 THEUX
BOLSEE Manuel	4020	rue de Tiery, 25	4621 RETINNE
COLLARD Yannick	4021	rue Grande, 14	5620 CORENNE
GOOSSENS Patrick	4022	chaussée de Chatelet, 236	6060 GILLY
PACCHIOLI Antonino	4023	place Try-Colau, 10 A	6042 LODELINSART
PANARISI Pietro	4024	rue François Sadin, 17	7110 HOUDENG-AIMERIES
PREILLON Marcel	4025	rue de Cerfontaine, 11	5660 COUVIN
MINCHIN William	4026	Rue de Masnuy St Jean, 24	7020 MAISIERES
SAIAL SANTOS Antonio	4027	Rue de Virginal, 28	1460 ITTRE
THIBAUT Jacques	4028	Rue de l'Entreville, 76	6540 LOBBES
DANNEAUX Jacques	4029	Rue des Allés, 16	7870 LENS

PLACEURS - PLAATSERS			
NOM - NAAM	N° - Nr.	ADRESSE - ADRES	LOCALITE - GEMEENTE
LAMBERT Pierre	4030	Belle-Vue, 7	4960 MALMEDY
DUQUESNE Olivier	4031	Rue Nestor Dehon, 16	7030 ST-SYMPHORIEN
SCIOT Patrick	4032	Rue Tout Vent, 4	7190 ECAUSSINES
BARE Jacques	4033	Pieter Michielsstraat, 19	1801 RUISBROEK
GILLAIN Hugues	4034	Rue d'Hervin, 7	6927 RESTEIGNE
Gil Joseph	4035	Thier Plumier, 4	4210 BURDINNE
DESCAMPS Alain	4036	Fond de France, 2	5340 FAULX-IES-TOMBES
DEMUYNCK Walter	4037	Rue de la Fraude, 27	7700 MOUSCRON
DELHEZ Alain	4038	Surlster, 37	4845 JALHAY
DE KEUSTER Philippe	4039	Rue des Prés, 6	1341 CEROUX-MOUSTY
BENVINDO Louis	4040	Rue Arthur Cosyn, 10	1020 BRUXELLES
LECLERCQZ Dominique	4041	Chemin des Villas, 57	5170 PROFONDEVILLE
MEJIAS Manuel	4042	Rue de Bodegnée, 8	4470 ST GEORGES
SOCHACKYI Pierre	4043	Chaussée Verte, 31	4367 CRISNEE
VANDEBERGH Michel	4044	Chemin du Relais, 4A	1325 CHAUMONT-GISTOUX
GILET Dominique	4045	Rue de Bonlez, 36	1390 GREZ DOICEAU
VANDERSLYEN Francis	4046	Rue de l'Hôtel des Monnaies, 64	1060 BRUXELLES
VANPEE Jacques	4047	Chaussée de l'Orangerie, 61	1300 WAVRE
VAN REMOORTEL Benoît	4048	Rue de Jauche, 5	1367 AUTRE-EGLISE
VANZURPELE Noël	4049	Avenue Demolder, 110	1342 LIMELETTE
WANQUET Jean-Marie	4050	Rue de Restaumont, 25	7190 ECAUSSINES
GIANNUZZI Bruno	4051	Rue de la Station, 119	7060 SOIGNIES
DEVER Jean-Michel	4052	Rue F. Onckelet, 13	7070 MIGNAULT
LEQUESNE Xavier	4053	F. Rooseveltlaan, 149	8790 WAREGEM
GENARD Jean-Marie	4054	Chaussée de Ponchau, 111	7811 ARBRE
MARTIN Michel	4055	Rue du Tilleul, 53	1332 GENVAL
TABURIAUX Marc	4056	Rue Defalque, 26	1490 COURT ST ETIENNE
DELPierre Armand	4057	Chaussée de Bruxelles, 28	1490 COURT ST ETIENNE
ANDRIEN Gilbert	4058	Rue Petite Foxhalie, 236	4040 HERSTAL
CHIARAPPA Giovanni	4059	Rue de la Case, 43	7141 CARNIERES
VANDEGAAR Jean-Marie	4060	Rue Reux, 12	4633 MELEN
PAYOT Henri	4061	Rue d'Austerlitz, 28	5580 ROCHEFORT
DENIS Philippe	4062	Rue Jonckeu, 25	4000 LIEGE
PLEYERS Philippe	4063	Einde, 3	3790 FOURON ST MARTIN
ANCION Joseph	4064	Chaussée de Liège, 125a	5360 HAMOIS
PETRUCCIOLI Luciano	4065	Rue du Paradis, 81	1400 NIVELLES
DANIEL Marc	4066	Rue des Haids, 16	4630 SOUMAGNE
BEELEN Daniel	4067	Rue du Centre, 7	4219 MEEFFE
HERMAN Raymond	4068	Rue Tige del Haminde, 4	4260 BRAIVES
ANNAERTS Michel	4069	Rue de Gaillarmont, 498	4032 CHENEE
SAVO Antonio	4070	Grand Route, 546	4610 BEYNE-HEUSAY
LAPERSE Vincent	4071	Rue Bolsa, 4	4610 BEYNE-HEUSAY
CORNET Gaëtan	4072	Rue Maurice Grévisse, 31	6724 RULLES
LEYDER Francis	4073	Chemin de la Bergerie, 4	6724 RULLES
FERRERA Angelo	4074	Grand Rue de Saint Vaast, 74	7100 SAINT VAAST
LEMAIRE Alain	4075	Veldestraal, 34	1190 FOREST
SURINX Luc	4076	Rue des Awirs, 57	4400 FLEMALLE
DEBROUX Roland	4077	Grand Chemin, 30	1380 LASNE
FERSINI Orlando	4078	Rue d'Ormont, 136	6200 BOUFFIOLX
VENTIMIGLIA Giuseppe	4079	Av. de Jette, 140 bte 10	1070 BRUXELLES
SAWELEW Regis	4080	Rue Basse, 59	3798 FOURON LE COMTE
ABRAHAM Claude	4081	Rue Marcel Launay, 3	4190 FERRIERES
ENDELS René	4082	Rue A. Vanderkindere, 15	1080 BRUXELLES

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS  
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

**Institutions régionales — Gewestelijke instellingen**

**ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE**

[97/31439]

**Séances publiques**

*Session ordinaire 1997-1998*

Vendredi 17 octobre 1997 à 9 h 30 m et 14 h 30 m

(Salle des séances plénières — Maison des Parlementaires)

Ordre du jour

1. Nomination du Bureau.

2. Communications.

3. Projet de décret fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale.

Rapporteuses : Mmes Sfia Bouarfa et Isabelle Molenberg.

Discussion générale.

Examen des articles.

4. Interpellations.

— de M. Philippe Smits à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé des relations internationales, concernant l'accord de coopération entre la Communauté française et la Commission communautaire française relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française;

— de Mme Magdeleine Willame à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé du budget, et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative à Bruxelles 2000;

— de Mme Caroline Persoons à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé du budget, et à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative au transfert de nouvelles charges financières de la Communauté française à la Commission communautaire française en matière d'accueil d'adultes,

et

— interpellation jointe de M. André Drouart à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé du budget, et à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative à la prise en charge budgétaire de compétences de la Communauté française;

— de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de la fonction publique, concernant la situation de l'administration;

— de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnels, concernant la formation professionnelle.

5. Questions orales.

— de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative au Maribel social et ses répercussions pour la Commission communautaire française;

— de Mme Isabelle Molenberg à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, et à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de la santé, relative à l'arrêté 97/792 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret du 5 juin 1997 portant création du fonctionnement du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé et fixant sa date d'entrée en vigueur;

— de M. Denis Grimberghs à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, et à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de la santé, relative au Conseil consultatif bruxellois francophone;

— de M. François Roelants du Vivier à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnels, relative au Fonds social européen;

— de M. André Drouart à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de l'enseignement, relative à la fermeture de l'Institut Oscar Bossaert.

Questions d'actualité.

Fixées à 16 heures (conformément à l'article 72 du Règlement, les questions d'actualité doivent parvenir au Président au plus tard à 11 h 30 m).

Votes.

— à partir de 16 h 15 m sur les points dont la discussion est terminée.

## Avis divers

### Banque Nationale de Belgique, société anonyme

R.C. Bruxelles 22300 – T.V.A. 203.201.340

#### Taux d'Escompte

La Banque Nationale de Belgique a décidé de modifier son taux d'escompte.

	Taux jusqu'au 9/10/1997	Nouveau taux à partir du 10/10/1997	Différence
Escompte	2,50%	2,75%	+ 0,25%

Bruxelles, le 9 octobre 1997.

## Verschillende berichten

### Nationale Bank van België, naamloze vennootschap

H.R. Brussel 22300 – BTW 203.201.340

#### Discontovoet

De Nationale Bank van België heeft beslist haar discontovoet te wijzigen.

	Tarief tot 9/10/1997	Nieuw tarief met ingang van 10/10/1997	Verschil
Disconto	2,50%	2,75%	+ 0,25%

Brussel, 9 oktober 1997. (25127)

## UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

### Faculté des sciences

Le recteur de l'Université catholique de Louvain fait savoir que Mlle Nadège Pantoustier, née à Alès (France), défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences, le 30 octobre 1997, à 16 heures, dans l'auditoire LAVO 51, 1348 Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Synthèse et caractérisation de poly(fumars) encombrés », et une thèse annexe. (19851)

### Faculté des sciences philosophiques

Mlle Pascale Seys défendra publiquement sa thèse pour l'obtention du grade de docteur en philosophie et lettres le 20 octobre 1997, à 10 h 30 m, au Collège D. Mercier (place du Cardinal Mercier 14, 1348 Louvain-la-Neuve).

Le sujet de la thèse est : « Un intellectuel sous le Second Empire. Hippolyte Taine et l'avènement du naturalisme ». (19857)

## UNIVERSITE DE LIEGE

### Faculté de médecine

#### Agrégation de l'enseignement supérieur

M. Renaud Louis, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, subira devant la Faculté de médecine le mercredi 5 novembre 1997, à 17 heures, à l'auditoire Roskam, bâtiment des amphithéâtres du C.H.U. Sart Tilman, 4000 Liège, la deuxième épreuve de l'examen pour le grade d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Cette épreuve consistera en la défense publique et orale d'une dissertation intitulée : « Contribution expérimentale à l'étude de l'hyperréactivité et de l'inflammation bronchiques dans l'asthme allergique », ainsi que des thèses annexées à ce mémoire. (19852)

## Faculté de médecine vétérinaire

#### Agrégation de l'enseignement supérieur

Mme Annie Delaunois, docteur en médecine vétérinaire, défendra publiquement sa dissertation le mardi 25 novembre 1997, à 17 heures, dans l'amphithéâtre Thiernesse (amphithéâtre C-B45), de la Faculté de médecine vétérinaire, boulevard de Colonster 20, au Sart Tilman, à 4000 Liège.

Elle est intitulée : « L'inflammation neurogénique et mastocytaire du poumon. Influence de l'ozone troposphérique. », et des thèses annexes. (19858)

## VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

### Faculteit van de wetenschappen

#### Promotie

De heer Khalid Chocho verdedigt op vrijdag 17 oktober 1997, om 15 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het lokaal 1G020, gebouw G, niveau 1 (esplanade), Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift : « Fullerènes et leurs Dérivés : Etude Quanto-Chimique, Ab Initio et D.F.T., de la Relation Structure-Réactivité », en een bijgevoegde stelling. (19859)

## UNIVERSITEIT GENT

Bij de Faculteit rechtsgeleerdheid is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

RE09V.

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Sociaal Recht (tel. : 09/264 68 43).

Functie-eisen :

diploma van licentiaat in de rechten;

bijzondere kennis of belangstelling hebben voor sociale-zekerheidsrecht in zijn nationale en internationale aspecten.



**Functie-inhoud :**

bijstaan van het zelfstandig academisch personeel van de vakgroep bij het onderwijs en wetenschappelijke dienstverlening in het sociale zekerheidsrecht;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat.

De kandidaturen met *curriculum vitae*, een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 31 oktober 1997. (19860)

Bij de Faculteit geneeskunde zijn de volgende mandaten te begeven :

GE01V - betrekkingen 1 en 2.

2 betrekkingen van voltijds assistent bij de vakgroep Inwendige Ziekten (tel. : 09/240 21 51). Het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

**Functie-eisen :**

diploma van arts;

beroepservaring hebben in de inwendige geneeskunde.

**Functie-inhoud :**

een doctoraatsproefschrift voorbereiden in de fysiopathologische mechanismen van inwendige ziekten;

bijstand aan de begeleiding van de praktische stages van de studenten;

meewerking aan de onderzoeksprojecten in het vakgebied inwendige geneeskunde;

deelname aan de klinische dienstverlening van de kliniek voor Inwendige Ziekten.

GE01V - betrekking 3.

1 betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Inwendige Ziekten (tel. : 09/240 23 81). Het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

**Functie-eisen :**

diploma van arts.

**Functie-inhoud :**

ondersteuning van het onderwijs in de vakgroep met o.m. : begeleiding van praktische stages van de studenten tweede proef geneeskunde;

wetenschappelijk onderzoek in neurologische wetenschappen en/of Positron Emissie Tomografie ter voorbereiding van een doctoraat;

bijstand bij de dienstverlening in het kader van de neurologie.

GE06V.

1 betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Klinische biologie, microbiologie en immunologie (tel. : 09/240 36 58).

**Functie-eisen :**

een van volgende diploma's van arts, bio-ingenieur in de cel & gen.bio-technologie, licentiaat in de scheikunde, licentiaat in de biochemie, licentiaat in de biologie of bio-technologie of diploma van apotheker.

**Functie-inhoud :**

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat;

ontwikkelen en toepassen van moleculaire technieken in de diagnostiek van infectieziekten;

dienstverlening in de vakgroep.

GE25V.

1 betrekking van voltijds doctor-assistent bij de vakgroep Bewegingsleer en sportpedagogiek (tel. : 09/264 63 37). Het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die eenmaal voor één jaar kan worden hernieuwd.

**Functie-eisen :**

diploma van doctor in de lichamelijke opvoeding;

ervaring hebben met wetenschappelijk onderzoek en met begeleiding van licentiaatsverhandelingen op het gebied van het afstemmen van menselijke bewegingen op veranderingen in de omgeving (met nadruk op grootmotorische taken);

recente publicaties in internationale en nationale wetenschappelijke tijdschriften met ruime verspreiding en die een beroep doen op deskundigen voor de beoordeling van de ingezonden manuscripten;

mededelingen of voordrachten op wetenschappelijke conferenties strekken tot aanbeveling.

**Functie-inhoud :**

meewerken aan het onderwijs in het vakgebied motorische controle en motorisch leren in de vakgroep;

zelfstandig onderzoek verrichten en begeleiden van studenten in het lopend onderzoek van de vakgroep op het gebied van het afstemmen van menselijke bewegingen op veranderingen in de omgeving;

ondersteuning van de wetenschappelijke dienstverlening van de vakgroep naar externe instanties op gebied van het menselijk bewegen en de sport.

GE25V.

1 betrekking van deeltijds assistent (70 %) bij de vakgroep Bewegingsleer en sportpedagogiek, gecombineerd met een aanwerving als deeltijds wetenschappelijk medewerker (30 %) (t.l.v. project Patrimonium) (tel. : 09/264 63 37).

**Functie-eisen :**

diploma van licentiaat in de lichamelijke opvoeding, optie sportmanagement;

strekken tot aanbeveling :

bijkomende diploma's in relatie tot de opdracht;

kennis van vreemde talen;

ervaring hebben in computergebruik en statistische verwerking van gegevens.

**Functie-inhoud :**

wetenschappelijk onderzoek en begeleiding van scripties in het vakgebied sportbeheer en sportbeleid ter voorbereiding van een doctoraat;

stagebegeleiding en meewerken aan onderzoeksprojecten in het hoger vernoemd vakgebied.

De kandidaturen met *curriculum vitae*, een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 31 oktober 1997. (19861)

## Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Osty Invest, naamloze vennootschap,  
David Tenierslaan 5 (4/4), 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 35172 — BTW 452.722.061

Jaarvergadering in de zetel van de vennootschap, op zaterdag 25 oktober 1997, om 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening op 30 juni 1997. 3. Aanwending resultaat. 4. Statutaire kwijting. 5. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (25029)

**Jerman, naamloze vennootschap,  
Frans Deneyerstraat 40, 1652 Beersel (Alseberg)**

H.R. Brussel 571646 — BTW 450.404.454

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 25 oktober 1997, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 24 van de statuten. (25030)

**Frena, naamloze vennootschap,  
Permekelaan 5, te 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 35438 — BTW 454.292.372

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 25 oktober 1997, om 10 uur. — Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (25031)

**Ostyfin, naamloze vennootschap,  
De Wittelaan 25F, 4/2, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 35025

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 25 oktober 1997, om 15 uur. — Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (25032)

**C.G.L.M., société anonyme,  
rue Thim 42, 4720 La Calamine**

R.C. Verviers 57388

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 25 octobre 1997, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (25033)

**Immobilière-Gestion-Marketing-Informatique,  
en abrégé : « I.G.M.I. », société anonyme,  
rue Maigret 17, 7330 Saint-Ghislain**

R.C. Mons 115360 — T.V.A. 433.062.933

Assemblée générale extraordinaire le 24 octobre 1997, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Démission d'un administrateur et nomination d'un nouvel administrateur. 2. Divers. (25035)

**Verabel, naamloze vennootschap,  
Boulevard 15, 8720 Dentergem**

H.R. Kortrijk 130797 — BTW 451.120.571

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, op 1 november 1997, om 20 uur, op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Jaarverslag met inbegrip van de meldingen conform artikel 60 G.W.H.V. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatbestemming per 30 juni 1997. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Bezoldiging bestuurders. 5. Bevestiging stand lopende rekeningen. 6. Waarderingsregels. 7. Statutaire benoemingen. 8. Diversen. (25036)

**Saco, naamloze vennootschap,  
Delaerestraat 21, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 124254

Gewone algemene vergadering op 1 november 1997, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. (25037)

**Hopewell, naamloze vennootschap,  
Lange Muntstraat 31, 9240 Zele**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 4 november 1997, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing van het verslag van de raad van beheer. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997 en aanwending van het resultaat. 3. Ontlasting van de raad van bestuur. 4. Ontslag en benoeming van bestuurders. 5. Allerlei. (25038)

**Versichele Invest, naamloze vennootschap,  
Brouwerijstraat 85, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 112159

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 27 oktober 1997, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 mei 1997. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (25039)

**Naamloze Vennootschap Roelants, Burgstraat 2, 9000 Gent**

BTW 435.646.992

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 25 oktober 1997, te 9 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (25040)

**Naamloze Vennootschap Vandermeulen Verwarming,  
Kaaistraat 25, 8400 Oostende**

BTW 427.628.755

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 25 oktober 1997, te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (25041)

**Naamloze Vennootschap De Schilder-Aerts,  
Grote Steenweg 34, 9840 Zevegem**

BTW 431.464.215

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 25 oktober 1997, te 15 uur.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Toepassing artikel 103 van de vennootschapswet — daling van het nettoactief.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (25042)

*Avis rectificatif***Cebelor Service (anc. Otto Bock-PCE), société anonyme,  
rue Prince Baudouin 108, 1083 Bruxelles**

H.R. Bruxelles 5000 — T.V.A. 401.941.274

Repris di-dessus le numéro de T.V.A. ainsi que le registre de commerce qu'il y avait lieu de lire dans les éditions du 23 septembre 1997 et du 7 octobre 1997. Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire André Philips, à 1081 Koekelberg, avenue de Jette 45, le lundi 20 octobre 1997, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant : 1. Augmentation de capital. 2. Diminution de capital. 3. Démission du commissaire-réviseur. 4. Election d'un nouveau commissaire-réviseur. (25128)

*Avis rectificatif***Otto Bock Production Center of Excellence (anc. Cebelor Service),  
société anonyme,  
rue Prince Baudouin 108, 1083 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 545009 — T.V.A. 443.726.696

Repris ci-dessus le numéro de T.V.A. ainsi que le registre de commerce qu'il y avait lieu de lire dans les éditions du 23 septembre 1997 et du 7 octobre 1997. Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire André Philips, à 1081 Koekelberg, avenue de Jette 45, le lundi 20 octobre, à 15 h 30 m avec l'ordre du jour suivant : 1. Démission du commissaire-réviseur. 2. Election d'un nouveau commissaire-réviseur. (25129)

**Amag, naamloze vennootschap,  
Valgaerstraat 16, 3724 Vliermaal-Kortesseem**

H.R. Tongeren 57536 — BTW 425.935.215

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 25 oktober 1997 om 10 uur ten maatschappelijke zetel en met volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat; 4. Ontlasting van de bestuurders.

Zich richten naar de statuten. (83424)

**Atelier 4, naamloze vennootschap,  
Voorstraat 4, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 132868 — BTW 452.794.020

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die gehouden zal worden op 25 oktober 1997 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 juli 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen voor de algemene vergadering. (83425)

De raad van bestuur.

**J. Bara, naamloze vennootschap,  
Melanedreef 6, 8650 Houthulst**

H.R. Veurne 22973 — BTW 407.209.166

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 30 oktober 1997 om 18 uur met als agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (83426)

De raad van bestuur.

**G. Van Brempt-Bestuur (in 't kort GUMI), burgerlijke vennootschap  
onder de vorm van een naamloze vennootschap,  
Rubensstraat 56, 2640 Mortsel**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 175

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 26 oktober 1997 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Bespreking tegenstrijdige belangen bestuurders;
2. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur;
3. Goedkeuring van de jaarrekening;
4. Toekenning vergoeding aan het kapitaal;
5. Decharge verlenen aan de raad van bestuur voor de uitoefening van haar mandaat tijdens het afgelopen boekjaar;
6. Kwalificatie van de eventuele voordelen van alle aard toegekend aan de leden van de raad van bestuur als bezoldiging.
7. Goedkeuring bezoldigingen en voordelen van alle aard aan de leden van de raad van bestuur;
8. Intrestlast bepalen voor de vordering van de vennootschap op de bestuurders;
9. Diversen. (83427)

**Denowood, naamloze vennootschap,  
Laagstraat 41, 8851 Ardoois (Koolskamp)**

H.R. Brugge 58738

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 27 oktober 1997 om 11 uur op de zetel van de vennootschap met als agenda : 1. verslagen. 2. goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1997. 3. kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten.  
(83428) De raad van bestuur.

**Dodona, naamloze vennootschap,  
Dennenlaan 62, 9120 Beveren**

H.R. Sint-Niklaas 46544 — NN 436.190.390

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 27 oktober 1997 om 10 uur en heeft als agendapunten :

1. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 30 juni 1997;
2. Resultaatbestemming;
3. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het voorbije boekjaar;
4. Ontslag - benoeming bestuurders;
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.  
(83429)

**Gifa, naamloze vennootschap,  
Oosthinderstraat 3, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 79122

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden op 28 oktober 1997 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31 mei 1997.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (83430)

**Immo V.K.B., naamloze vennootschap,  
Molenstraat 68B, 8930 Menen**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Kortrijk, nr. 267  
BTW 439501159

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25 oktober 1997 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag - Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.  
(83431)

**Diamed Benelux, naamloze vennootschap,  
Hertoginstraat 82, 2300 Turnhout**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de bijzondere algemene vergadering die zal plaatshebben op zaterdag 25 oktober 1997 om 17 uur op de sociale zetel te 2300 Turnhout, Hertoginstraat 82.

Agenda :

Ontslag en benoemingen raad van bestuur. (83432)

**Administrations publiques  
et Enseignement technique**  
**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Stad Geel**

Openverklaring van één betrekking van coördinator alternatieve bestraffing, te begeven door zowel vrouwen als mannen.

Voornaamste aanwervingsvoorwaarden :

Belg zijn;

ten minste 21 jaar zijn;

van onberispelijk gedrag zijn;

politieke en burgerlijke rechten bezitten;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

medisch geschikt zijn blijkens een medisch attest afgeleverd door IDEWE;

in het bezit van een rijbewijs B;

in het bezit zijn van een sociaal pedagogisch diploma A1;

slagen in een aanwervingsexamen.

Profiel :

minstens niveau A1 met sociaal pedagogisch diploma;

ervaring hebben in het werken met mensen;

interesse hebben in de milieuproblematiek;

flexibele werkuren aankunnen en bereid zijn weekendwerk te doen.

De eigenhandig geschreven kandidaturen met bijvoeging van *curriculum vitae* dienen aangetekend verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Werft 20, te 2440 Geel, uiterlijk 31 oktober 1997 (datum poststempel is bepalend). (25043)

**Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brasschaat**

Het O.C.M.W.-Brasschaat werft aan :

1 kinesist(e), met halftijdse arbeidsprestaties, in vast dienstverband.

De kandidaten dienen in het bezit te zijn van het diploma gegradueerde in de kinesitherapie.

Voor verdere inlichtingen kunt u terecht bij de heer J. Flament, tussen 9 en 12 uur.

O.C.M.W.-Brasschaat, Van Hemelrijcklei 90, 2930 Brasschaat, tel. : 03/653 03 03.

Sollicitaties met *curriculum vitae* en recente pasfoto + afschrift van diploma dienen aangetekend verstuurd of tegen ontvangstbewijs afgegeven te worden aan voormeld adres.

Uiterste inschrijvingsdatum : vrijdag 31 oktober 1997. (25044)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Temse

Het O.C.M.W.-Temse gaat over tot aanwerving, in voltijds verband, alsmede tot het aanleggen van wervingsreserves voor de functies (m/v) van :

1 hulpkok(kin);

1 verantwoordelijke vaatwas,

en dit met het oog op vaste benoeming (na een proefperiode van 1 jaar) of contractuele aanstelling (onbepaalde duur).

Kandidatuurstelling dient verplicht te gebeuren via een geëigend inschrijvingsformulier dat, vergezeld van een toelichtingsnota (waarin o.m. de aanwervingsvoorwaarden worden vermeld), kan worden afgehaald, in de voormiddag (9 tot 12 uur), op de personeelsdienst van het O.C.M.W., Kouterstraat 1, 9140 Temse, tel. : 03/710 25 45).

De kandidaturen worden ingewacht op de daartoe geëigende documenten, samen met kopie van het vereiste diploma, met uiterste postdatum van 25 november 1997. (25045)

#### Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 3 000 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers : medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het U.Z.-Gent organiseert binnenkort :

1. vergelijkende aanwervingsexamens voor de hiernavolgende functies, in voltijds of deeltijds contractueel dienstverband (met mogelijkheid tot een latere aanstelling in vast dienstverband) :

informaticus;

technische medewerker (stookcentrale);

technisch medewerker (apotheektechnicus),

2. vergelijkende aanwervingsselecties voor de hiernavermelde medische functies, in voltijds contractueel dienstverband (als resident) of in voltijds vast dienstverband (als adjunct-kliniekhoofd) :

resident en adjunct-kliniekhoofd bij de afdeling orthopedie, fysische geneeskunde en revalidatie;

resident bij de afdeling intensieve zorgen;

resident bij het centrum voor hoofd- en halschirurgie.

Bovenvermelde functies zijn te begeven zowel voor mannelijke als vrouwelijke kandidaten.

Inschrijvingsformulieren en verdere informatie zijn te verkrijgen bij het Universitair Ziekenhuis Gent (afdeling personeel), De Pintelaan 185, te 9000 Gent (tel. : 09/240 41 22).

Uiterste inschrijvingsdatum : 17 november 1997 (16 uur). (25046)

#### Hogeschool Antwerpen

Departement Sociale Agogiek

Ambt :

Aan de Hogeschool Antwerpen is per 1 november 1997 onderstaand wervingsambt te begeven :

praktijklector, met een opdracht van 100 %, in de opleiding sociaal werk. Optie : personeelswerk.

Vereist diploma :

Basisopleiding maatschappelijk assistent, aangevuld door een academische graad of relevante bijscholing in de richting human resources management.

Profiel :

De kandidaat zal door zijn specifieke kennis en ervaring op het terrein van het personeelswerk de optie inhoudelijk meehelpen uitbouwen en organisatorisch vorm geven. Tevens wordt inzetbaarheid naar de ruimere opleiding toe verwacht.

Hij/zij staat mee in voor de opleidingsonderdelen :

methodologie personeelswerk en H.R.M.-strategieën;

gesuperviseerde beroepspraktijk;

personeelsinformatie (P.M.I.S.).

Vereiste ervaring :

Bij voorkeur enkele jaren ervaring in diverse domeinen van het personeelswerk. Ervaring in opleiding en vorming strekt tot aanbeveling.

Termijn van de aanstelling :

Tot en met 30 september 1998, met mogelijkheid tot verlenging.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht om per aangetekend schrijven een dossier bestaande uit :

een schriftelijke en gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae*;

afschriften van diploma's;

attesten tot staving van de beroepservaring binnen en buiten het onderwijs,

te bezorgen aan : Hogeschool Antwerpen, t.a.v. de heer W. Jansen, algemeen directeur, Keizerstraat 15, 2000 Antwerpen, en dit tot en met 22 oktober 1997, met vermelding van het ambt waarvoor men zich kandidaat stelt.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij :

de centrale administratie van de Hogeschool Antwerpen, tel. : 03/213 93 00;

het departement Sociale Agogiek, tel. : 03/259 01 20. (25047)

#### Hogeschool voor Wetenschap en Kunst

1. De vestiging De Nayer Instituut, Jan De Nayerlaan 5, te 2860 Sint-Katelijne-Waver, biedt volgende vacante betrekking aan :

een halftijdse betrekking administratief en technisch personeel, graad D1 :

met ingang van 1 februari 1998;

vereiste : diploma hoger secundair onderwijs.

Kandidaturen te richten aan de heer W. Asselman, departementshoofd.

2. De vestiging Vlekho, departement Toegepaste taalkunde, Koningsstraat 336, te 1030 Brussel, biedt volgende vacante betrekking aan :

een halftijdse betrekking van assistent « Russisch » :

vereisten : licentiaat slavische filologie;

belangrijke ervaring in het doceren van « Russisch »;

onmiddellijke indiensttreding.

Kandidaturen te richten aan Mevr. G. Van Goubergen, departementshoofd. (25048)

**Centre public d'Aide sociale de Braine-l'Alleud**

Pour les besoins de sa Maison de Repos et de Soins « le Vignoble » d'une capacité de 109 lits et de son Centre de Jour, le C.P.A.S. recrute :

1 directeur(rice) de niveau universitaire

Conditions générales de recrutement :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé(e) de 25 ans au moins et de 50 ans au plus;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° posséder les aptitudes physiques requises pour l'exercice de la fonction et subir à cet effet l'examen médical approprié;
- 5° posséder le permis de conduire B;
- 6° être titulaire d'un diplôme universitaire et justifier une expérience de minimum cinq ans dans une fonction de gestion ou de direction du personnel exercée soit au niveau privé, soit au niveau public;
- 7° satisfaire à un examen de recrutement.

Conditions particulières :

Les intéressés doivent satisfaire à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 20 décembre 1990 permettant d'attester leurs connaissances spécifiques relatives à la gestion de la Maison de Repos ou s'engager à produire ladite attestation durant la période de stage qui précède la nomination à titre définitif.

Rémunération annuelle : minimum : 1 135 345 francs - maximum : 1 713 773 francs.

Les candidatures écrites doivent être adressées par voie recommandée à M. J.M. Graindorge, président du C.P.A.S., rue du Paradis 3, 1420 Braine-l'Alleud, pour le 15 novembre 1997 au plus tard (la date de la poste faisant foi).

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Mme Durieux, M., service du personnel, tél. : 02/389 00 90. (25049)

**Actes judiciaires  
et extraits de jugements**  
**Gerechtigde akten  
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem, du 1<sup>er</sup> octobre 1997, Mme Bully, Léonie Joséphine Ghislaine, veuve de M. Joseph Mathilde Rongy, née à Tihange le 8 janvier 1904, demeurant à la Résidence pour Seniors à Watermael-Boitsfort, rue du Loutrier 69, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Josiane Roubtsoff, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere 28A, bte 48.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Vandenbranden. (5188)

Justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean

Par ordonnance du juge de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 6 octobre 1997, la nommée Vandermoten, Renée, née à Bruxelles le 26 octobre 1917, résidant actuellement à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Josse Goffin 189, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, avenue de Roovere 24, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : De Clercq, Willy, commerçant, domicilié à Bruxelles, chaussée Romaine 475.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Rimaux, Martine. (5189)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 6 octobre 1997, le nommé André, Philippe, né à Namur le 30 décembre 1958, domicilié à 5000 Namur, chemin de la Foliette 8, hospitalisé à l'H.N.P. Saint-Martin, rue Saint-Hubert 84, à 5100 Dave, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Grossi, avocat, rue de Dave 45, à 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (5190)

Justice de paix du canton de Quevaucamps

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Quevaucamps du 8 octobre 1997, le nommé Emmanuel Leclercq, né à Uccle le 28 août 1970, domicilié à 7973 Grandglise, rue du Fayt 41, appartement 1, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. José Leclercq, domicilié à 7973 Grandglise, rue du Fayt 41, requête déposée le 27 août 1997.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M. Gossuin. (5191)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Quevaucamps du 8 octobre 1997, le nommé Demartin, Patrick, né à Tournai le 15 janvier 1962, domicilié à 7972 Quevaucamps, rue de Mons-Tournai 94, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. Melice, René, domicilié à 7321 Blkaton, rue de Grandglise 32, requête déposée le 5 septembre 1997.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M. Gossuin. (5192)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, en date du 2 octobre 1997, sur requête, déposée au greffe, le 24 septembre 1997, le nommé Van Keymeulen, Guy, célibataire, né à Haine-Saint-Paul le 19 mars 1954, résidant actuellement à 7090 Braine-le-Comte, C.H.R. de la Haute Senne, avenue de la Houssière 78, étant domicilié à 7090 Braine-le-Comte, chaussée de Braine 20, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Agnès Piérard, avocat, dont le cabinet est sis à 7060 Soignies, chemin du Tour 36.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (5193)

## Vrederecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Wij, Alberic De Roeck, vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, bijgestaan door Arthur Jaspers, hoofdgriffier van dit rechtsgebied.

Om die redenen :

verklaren de vordering toelaatbaar en gegrond;

wijzen Mr. Christel Peeters, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19, aan als voorlopig bewindvoerder over de goederen van de te beschermen persoon, Lanckpaep, Anna, geboren te Antwerpen op 15 augustus 1900, weduwe van De Herdt, verblijvende in het bejaardentehuis Meerminne, te 2640 Mortsel, Meerminne 6;

dragen aan die voorlopige bewindvoerder op alle inkomsten, van welke aard ook, en alle schuldvorderingen van die voornoemde persoon te innen, diens schulden binnen de perken daarvan te voldoen en tevens alle andere daden, welke ook, van behoud van en van beheer over diens goederen te verrichten behoudens dan die welke krachtens artikel 488bis, f, § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek een bijzonder machtiging vereisen;

kennen aan die voorlopige bewindvoerder als vergoeding een bedrag toe gelijk aan drie procent van de inkomsten van die te beschermen persoon en stellen hem vrij van de verplichting die persoon op de hoogte te brengen van de handelingen die hij verricht;

stellen vast dat alle akten van rechtspleging in het Nederlands werden opgesteld bij toepassing van artikel 9 der wet van 15 juni 1935.

Aldus gegeven in raadkamer, op woensdag 8 oktober 1997.

(Get.) A. Jaspers; (get.) A. De Roeck.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) A. Jaspers. (5194)

## Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 25 september 1997 heeft de heer vrederechter over het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Mevr. Meersseman, Ivonna Simonna, geboren te Handzame op 9 november 1923, weduwe van Louwagie, Roger, wonende in het rust- en verzorgingstehuis De Strandjutter, te 8370 Blankenberge, Masereellaan 9, niet in staat is haar goederen te beheren.

Als voorlopige bewindvoerder over haar werd aangesteld : Mevr. Louwagie, José, wonende te 8370 Blankenberge, Jean Jaurès-laan 56, met de bevoegdheden zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jozef Marechal. (5195)

## Vrederecht van het eerste kanton Brussel

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Brussel, d.d. 26 september 1997, werd de genaamde Suys, Germaine Thérèse, verblijvende en gedomicilieerd te 1000 Brussel, Blaesstraat 91 (Huize Sint-Monika), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Rachel Zonder-Carleer, wonende te 1800 Vilvoorde, Olympiadelaan 7.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) Monique Van Camp. (5196)

## Vrederecht van het kanton Deurne

Wij, Winnie Vermeulen, vrederechter van het kanton Deurne, bijgestaan door Richard Blendeman, hoofdgriffier van dit rechtsgebied.

Gezien het verzoekschrift overeenkomstig artikelen 488bis e.v. van het Burgerlijk Wetboek, uitgaande van Mevr. Jeannine Bellens, directrice van het rust- en verzorgingstehuis Europasquare, Ruggevelddaan 26, te Antwerpen (Deurne), instelling ressorterend onder het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Antwerpen, en de bijgevoegde geneeskundige verklaring, neergelegd ter griffie op 22 september 1997, ingeschreven in het register der verzoekschriften, onder nr. 3706 :

verklaren Mevr. Anna Maria Liekens, geboren te Bonheiden op 22 december 1916, uit de echt gescheiden van de heer John Henry Jacobs, weduwe van de heer François Marie Valgaerts, wonende en verblijvende in het rust- en verzorgingstehuis Europasquare, Ruggevelddaan 26, te Antwerpen (Deurne), niet in staat zelf haar goederen te beheren;

voegen Mr. John Elbers, advocaat te Antwerpen, er kantoorhoudende Britselei 28, bus 2, toe als voorlopig bewindvoerder.

Aldus verleend in raadkamer, op het vrederecht van het kanton Deurne, op dinsdag 7 oktober 1997.

Wij en de hoofdgriffier ondertekenen.

(Get.) Richard Blendeman, Winnie Vermeulen.

Antwerpen (Deurne), 8 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Richard Blendeman, hoofdgriffier. (5197)

## Vrederecht van het kanton Heist-op-den-Berg

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 7 oktober 1997, werd Braeckmans, Joanna, geboren te Lier op 4 april 1920, wonende te 2500 Lier, Beemdstraat 17, verblijvende en gedomicilieerd in het R.V.T. Ten Kerselaere, Boonmarkt 29, te 2220 Heist-op-den-Berg, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Crauwels, Cyriel, wonende te 2500 Lier, Beemdstraat 17.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 26 september 1997.

Hallaar, 7 oktober 1997.

De hoofdgriffier, (get.) Dehert, Alfons. (5198)

## Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 26 september 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 30 juli 1997, neergelegd ter griffie, d.d. 11 augustus 1997, werd Beckers, David, geboren te Bilzen op 24 september 1976, verblijvende in het M.I. V.Z.W., Stokkemerbaan 147, te 3650 Stokkem, gedomicilieerd te 3620 Lanaken, Maastrichterweg 214, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Janssen, Piet, advocaat, wonende te 3770 Riemst (Vroenhoven), Maastrichterweg 93.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (5199)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 24 september 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 20 augustus 1997, neergelegd ter griffie, d.d. 21 augustus 1997, werd Maes, Elisa Antoinetta Gertruda, geboren te Mechelen-aan-de-Maas op 2 juni 1918, verblijvende en gedomicilieerd te 3630 Maasmechelen, Dreef 148, bus 2, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Thomassen, Jozef Mathieu Egidius, onderwijzer, wonende te 3630 Maasmechelen, Eikenlaan 32.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (5200)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, d.d. 26 september 1997, verleend op verzoekschrift d.d. 25 augustus 1997, neergelegd ter griffie, d.d. 3 september 1997, werd Barri, Rachid, geboren te Genk op 5 november 1978, verblijvende en gedomicilieerd te 3620 Lanaken, Maastrichterweg 241, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Hafner, Ivana, wonende te 3620 Lanaken, Maastrichterweg 241.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (5201)

#### Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op vrijdag 3 oktober 1997 (R.V. nr. 3740), werd Van Mol, Frans, geboren te Willebroek op 14 oktober 1926, verblijvende in het R.V.T., Tisseltsesteenweg 27, te 2830 Willebroek, gedomicilieerd Emiel Van Der Veldestraat 50, te Willebroek, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Mol, André, Breendonkstraat 130, 2830 Willebroek.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Paul D'Haese. (5202)

#### Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 26 september 1997, werd De Beuf, Patricia, geboren te Assenede op 20 maart 1960, met onbekend adres, en verblijvende te 9060 Zelzate, P.C. Sint-Jan-Baptist, Suikerkaai 81, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mertens, Leen, advokaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5203)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 26 september 1997, werd Hillaert, Louise, geboren te Zelzate op 4 augustus 1923, verblijvende te 9960 Assenede, in het R.V.T. Sint-Jozef, Leegstraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Scheir, Ivan, geboren te Zelzate op 8 december 1956, wonende te 9060 Zelzate, Sint-Stevensstraat 57A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5204)

#### *Mainlevée d'administrateur provisoire* *Opheffing voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, en date du 7 octobre 1997, il a été mis fin au mandat de Wittmann, Anne, avocat, domiciliée à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 747, en sa qualité d'administrateur provisoire de Remacle, Alphonsine, née à Soye le 5 mai 1914, domiciliée à Jemeppe-sur-Sambre, rue de Soye 7, résidant à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, décédée le 13 août 1997.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) Michel Hernalsteen. (5205)

#### Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van 17 september 1996, verleend door de vrederechter van het kanton Zelzate, werd Van De Sompel, Karin, advocaat, te Zelzate, Westkade 19, aangesteld als voorlopige bewindvoerder over De Voldere, Rachel, geboren te Sint-Niklaas op 14 maart 1927, verblijvende te Sint-Niklaas, Rusthuislaan, in het rustoord De Plataan.

Door het overlijden van de beschermde persoon te Sint-Niklaas, op 23 februari 1997, werd, ambtshalve, een einde gesteld aan de opdracht van de voorlopige bewindvoerder met beschikking van 2 oktober 1997.

Zelzate, 2 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5206)

#### *Remplacement d'administrateur provisoire* *Vervanging voorlopig bewindvoerder*

#### Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 29 april 1997, werd Noët, Dirk, geboren te Zelzate op 30 oktober 1954, wonende te 9185 Wachtebeke, Walderdonk 22, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van De Sompel, Karin, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Bij beschikking van deze zetel, d.d. 30 september 1997, werd voornoemde vervangen als voorlopig bewindvoerder door Mertens, Leen, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5207)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 13 maart 1997, werd Van den Fonteyne, Lucien, geboren te Bassevelde op 22 mei 1930, wonende te 9060 Zelzate, Lappersfort 21, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van De Sompel, Karin, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Bij beschikking van deze zetel, d.d. 30 september 1997, werd voornoemde vervangen als voorlopig bewindvoerder door Mertens, Leen, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5208)



Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 17 november 1994, werd Caboor, Maria, geboren te Eeklo op 28 augustus 1926, wonende en verblijvende te Assenede, in het R.V.T. Sint-Jozef, Leegstraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Beer, Wilfried, advocaat, te 9900 Eeklo, Kerkstraat 6.

Bij beschikking van deze zetel, d.d. 23 september 1997, werd voornoemde vervangen als voorlopig bewindvoerder door De Greve, Koenraad, advocaat, te 9960 Assenede, Hoogstraat 12-14.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5209)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zelzate, verleend op 10 september 1996, werd niet in staat verklaard Bauwens, Maurice, geboren op 9 december 1959, wonende te Moerbeke-Waas, Damstraat 9, zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van De Sompel, Karin, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Bij beschikking van deze zetel, d.d. 30 september 1997, werd voornoemde vervangen als voorlopig bewindvoerder door Mertens, Leen, advocaat, te 9060 Zelzate, Westkade 19.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (5210)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire  
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Suivant acte 1556/97 au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 10 octobre 1997, Me Marcel-Henry Moerens, avocat, ayant son bureau à 1050 Bruxelles, avenue du Pesage 61, bte 18, agissant en qualité d'administrateur provisoire de Mme Bauwin, Lucienne, désigné par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode du 4 septembre 1997, a déclaré, en cette qualité, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu M. Guisset, Fernand, né à Orbais le 17 janvier 1922, en son vivant domicilié à Saint-Josse-ten-Noode, rue Potagère 100, et décédé à Saint-Josse-ten-Noode le 16 juillet 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Marcel-Henry Moerens, préqualifié.

Bruxelles, le 10 octobre 1997.

L'administrateur provisoire, (signé) Me Marcel-Henry Moerens. (25050)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 97-1551 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 10 octobre 1997 :

Mme Chantal De Cock-Buyse, domiciliée à Bruxelles, rue Joseph II 136, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 9 octobre 1997 et donnée par :

1. Mme da Fonseca, Urteza Sebastienne, domiciliée à 1210 Bruxelles, rue Potagère 37/3;

2. Mme Seutin, Michelle Oswald Nelly, née à Bruxelles-1 le 20 septembre 1947, domiciliée à 1180 Bruxelles, avenue de Messidor 139, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs :

da Fonseca, Joaquim, née à Uccle le 3 novembre 1980;

da Fonseca, Adriana, née à Uccle le 27 janvier 1985,

a déclaré, agissant comme acté ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. da Fonseca, Sebastiao Augusto, né à Santos (Brésil) le 3 février 1932, de son vivant domicilié à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marteau 32, et décédé le 16 août 1997 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Taymans, Jean-François, notaire à 1000 Bruxelles, rue du Midi 146.

Bruxelles, le 10 octobre 1997.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (25051)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 9 octobre 1997, Me Laurence Scutenelle, avocat, dont le cabinet est sis à 6280 Gerpinnes, rue F. Bernard 10, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de Mme Bastin, Elise, domiciliée à Gerpinnes, allée des Acacias 3, mais résidant à Wagnelée, home Chassart, rue de l'Eglise 14, nommé à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Châtelet en date du 17 juillet 1997, a déclaré, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Quina, René, en son vivant domicilié à Gerpinnes, allée des Acacias 1, et décédé à Charleroi le 1<sup>er</sup> avril 1997, a ce dûment autorisé en vertu d'une ordonnance de M. le juge de paix du canton de Châtelet en date du 2 octobre 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Aimé Philippe, de résidence à 6280 Gerpinnes, rue Schmidt 16.

Charleroi, le 9 octobre 1997.

Le greffier adjoint principal, (signé) S. Hermans. (25052)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 8 octobre 1997 :

Mme Bargoni, Rosa, domiciliée à Farciennes, rue Intermédiaire 14, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mère, tutrice et administratrice légale des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir :

Savignano, Miranda, née à Charleroi le 2 février 1984.

Savignano, Mauro, domicilié à Farciennes, rue du Vieux Saule 54A, ont déclaré en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de M. Savignano, Giordano, en son vivant domicilié à Farciennes, et décédé à Farciennes le 1<sup>er</sup> février 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Thierry Dumoulin, notaire de résidence à Châtelet, rue de Couillet 4.

Charleroi, le 9 octobre 1997.

Le greffier adjoint principal, (signé) S. Hermans. (25053)

Tribunal de première instance de Dinant

L'an mil neuf cent nonante-sept, le lundi six octobre, par devant nous, Georgette Feret, greffier en chef près le tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal :

M. Marion, Jean-Paul, rédacteur, domicilié à Havelange, agissant, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Florennes en date du 26 septembre 1997, qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de :

M. Carriero, Renato, manœuvre, né à Taranto (Italie) le 20 février 1961, veuf de Dame Nadine Penet, demeurant et domicilié à Mettet (5646 Stave), rue de Biesmerée 3, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de ses deux enfants mineurs :

Carriero, Maxime, écolier, né à Charleroi le 19 août 1986;

Carriero, Nicolas, écolier, né à Charleroi le 17 mai 1988, domiciliés avec lui à la même adresse.

Lequel comparant, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Florennes en date du 25 août 1997, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de son mandant préqualifié, agissant lui-même pour et au nom de ses enfants mineurs préqualifiés, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur est dévolue par le décès de leur mère, Mme Penet, Nadine Marthe Gaston Ghislaine, née à Namur le 25 avril 1960, en son vivant employée, épouse de Carriero, Renato, demeurant et domiciliée à Mettet, section de Stave, rue de Biesmerée 3, et décédée à Yvoir (Godinne) en date du 12 juin 1997.

Dont acte, que le comparant a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; J.P. Marion.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Etienne Laurent, notaire à Florennes, rue des Ecoles 5.

Pour copie conforme délivrée à Me Etienne Laurent, notaire à Florennes : le greffier en chef, (signé) G. Feret. (25054)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-sept, le neuf octobre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me Anne-Michele Hannon, avocat, rue de l'Yser, à Ans, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de :

Bette, Mireille, née à Liège le 30 avril 1971, domiciliée à Chaudfontaine, rue des Combattants 177;

André, Georges, né à Liège le 21 décembre 1961, agissant conjointement avec son épouse :

Lambert, Chantal, née à Hermalle-sous-Argenteau le 28 octobre 1962, en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs d'âge :

André, Sabrina, née à Liège le 14 juin 1981;

André, Michael, né à Liège le 18 juin 1982;

André, Candy, née à Liège le 7 novembre 1983;

André, Sébastien, né à Liège le 7 février 1985;

André, David, né à Liège le 5 février 1994;

André, Christophe, né à Liège le 10 décembre 1996,

domiciliés ensemble à Werbomont, Grand-Route d'Aywaille 11;

Bette, Marc-Raymond, né à Liège le 22 novembre 1964, agissant conjointement avec son épouse :

David, Christelle, née à Verviers le 4 mai 1972, en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs d'âge :

Bette, Mélanie, née à Liège le 21 septembre 1990;

Bette, Anthony, né à Liège le 8 janvier 1992;

Bette, Jonathan, né à Liège le 18 juin 1993;

Bette, Jordan, né à Liège le 6 août 1997,

domiciliés ensemble à Chênée, rue de l'Eglise 150;

Wolff, Paulette, née à Ougrée le 4 janvier 1943, domiciliée à Chênée, rue Foxhalle 1,

laquelle comparante a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Laverdeur, Georges Marie Camille, né à Verviers le 15 juillet 1947, de son vivant domicilié à Ans, rue des Trois Rois 12, et décédé le 15 février 1997 à Ans.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Picard, notaire à Alleur, rue L. Dewonck 171.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (25055)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le neuf octobre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Mme Manguin, Natalie, domiciliée à Embourg, Ave Trihay 4, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de :

Baldovin, Marina, née à Hermalle-sous-Argenteau le 13 juillet 1961, domiciliée à Vivegnis, rue des Mineurs 23, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge :

Wijnandts, Lionel, né à Hermalle-sous-Argenteau le 9 mars 1989, domicilié avec sa mère précitée,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu devant M. le juge de paix suppléant du canton de Herstal en date du 25 juillet 1997, délibération qui est produite en photocopie et restera annexée au présent acte, laquelle comparante a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Wijnandts, Laurent André Louis, né à Vivegnis le 21 décembre 1950, de son vivant domicilié à Oupeye, rue du Roi Albert 62, et décédé le 10 juin 1997 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Alain Van den Berg, notaire à Seraing, rue du Commerce 1.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (25056)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. L.D.B., met maatschappelijke zetel te 1790 Affligem, Brusselbaan 239, H.R. Brussel 601268, BTW 454.833.493.

Rechter-commissaris : de heer J. Hoebeek.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten op dinsdag 2 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Lodewijk De Mot, curator. (Pro deo) (25057)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de M. Duyshaver, Renatus, né le 10 juillet 1951, domicilié à 1030 Bruxelles (Schaerbeek), chaussée d'Helmet 135, R.C. Alost 57882.

Juge-commissaire : M. J. Hoebeek.

Curateur : Mr. Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 2 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : (signé) Lodewijk De Mot, curateur. (Pro deo) (25058)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Duyshaver, Rénatus, wonende te 1030 Brussel (Schaarbeek), Helmetsesteenweg 135, H.R. Aalst 57882.

Rechter-commissaris : de heer J. Hoebeek.

Curator : Mr. Lodewijk De mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 2 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Lodewijk De Mot, curator.  
(Pro deo) (25058)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 octobre 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.P.R.L. Dassi Color, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles (Saint-Gilles), rue de Moscou 18, R.C. Bruxelles 592467, T.V.A. 455.230.007.

Juge-commissaire : M. J. Hoebeek.

Curateur : Mr. Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 2 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : (signé) Lodewijk De Mot, curateur.  
(Pro deo) (25059)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Dassi Color, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel (Sint-Gillis), Moscoustraat 18, H.R. Brussel 592467, BTW 455.230.007.

Rechter-commissaris : de heer J. Hoebeek.

Curator : Mr. Lodewijk De mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 2 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Lodewijk De Mot, curator.  
(Pro deo) (25059)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Sogim (anciennement S.C.R.L. Green Drops), dont le siège social est établi à 1150 Bruxelles (Woluwe-Saint-Pierre), avenue Grandchamp 216, R.C. Bruxelles 526558, T.V.A. 438.918.466.

Juge-commissaire : M. J. Hoebeek.

Curateur : Mr. Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 2 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : (signé) Lodewijk De Mot, curateur.  
(Pro deo) (25060)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Sogim (voorheen C.V.B.A. Green Drops), met maatschappelijke zetel te 1150 Brussel (Sint-Pieters-Woluwe), Grootveldlaan 216, H.R. Brussel 526558, BTW 438.918.466.

Rechter-commissaris : de heer J. Hoebeek.

Curator : Mr. Lodewijk De mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 2 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Lodewijk De Mot, curator.  
(Pro deo) (25060)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Keizer Karel Invest, en liquidation, dont le siège social est établi à 1082 Bruxelles (Berchem-Sainte-Agathe), avenue Charles Quint 378, R.C. Bruxelles 519841, T.V.A. 434.273.948.

Juge-commissaire : M. J. Hoebeek.

Curateur : Mr. Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 2 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : (signé) Lodewijk De Mot, curateur.  
(Pro deo) (25061)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Keizer Karel Invest, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 1082 Brussel (Sint-Agatha-Berchem), Keizer Karellaan 378, H.R. Brussel 519841, BTW 434.273.948.

Rechter-commissaris : de heer J. Hoebeek.

Curator : Mr. Lodewijk De mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 2 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Lodewijk De Mot, curator.  
(Pro deo) (25061)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 octobre 1997 a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la société anonyme Euroreno, avec siège social à 1190 Forest, rue de Lusambo 4, R.C. Bruxelles 579305, T.V.A. 452.312.681.

Juge-commissaire : M. Dumont.

Curateur : Me Jean-Pierre Vander Borght.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le jeudi 4 décembre 1997, à 9 heures, en la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Vander Borght.  
(Pro deo) (25062)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 oktober 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de N.V. Euroreno, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Lusambostraat 4, H.R. Brussel 579305, BTW 452.312.681.

Rechter-commissaris : de heer Dumont.

Curator : Mr. Jean-Pierre Vander Borght.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op donderdag 4 december 1997, te 9 uur, in zaal B.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) Jean-Pierre Vander Borght.  
(Pro deo) (25062)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société coopérative Mafran, avec siège social à 1060 Saint-Gilles, avenue Paul de Jaer 1, exploitant un débit de boissons sous la dénomination « The Queen », R.C. Bruxelles 532014, T.V.A. 439.950.824.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Thierry Bindelle, rue Van Eyck 44, bte 6, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 novembre 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le lundi 1<sup>er</sup> décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Th. Bindelle.  
(Pro deo) (25063)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 oktober 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de samenwerkende vennootschap Mafran, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Paul de Jaerlaan 1, waar een dranklijsterij onder de benaming « The Queen » werd uitgebaat, H.R. Brussel 532014, BTW 439.950.824.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Thierry Bindelle, Van Eyckstraat 44, bus 6, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 november 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op donderdag 1 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) Th. Bindelle.  
(Pro deo) (25063)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 3 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Business Businnes Agency Production, en abrégé « BBA Production », avec siège social rue de Washington 23, à Ixelles (1050 Bruxelles), R.C. Bruxelles 587303, T.V.A. 454.057.295.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Thierry Bindelle, rue Van Eyck 44, bte 6, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 5 novembre 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le jeudi 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Th. Bindelle.  
(Pro deo) (25064)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 3 oktober 1997 werd geopend verklaard, op beken-  
tenis, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte  
aansprakelijkheid Business Business Agency Production, afgekort  
« BBA Production », met maatschappelijke zetel Washingtonstraat 23,  
te Elsene (1050 Brussel), H.R. Brussel 587303, BTW 454.057.295.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Thierry Bindelle, Van Eyckstraat 44, bus 6, advocaat te  
Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-  
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,  
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van  
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 5 november 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op donderdag 27 november 1997, te 9 uur, in zaal B.

Voor eensluidend verklaard : de curator, (get.) Th. Bindelle.  
(Pro deo) (25064)

## Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement prononcé le 7 octobre 1997, la première chambre du  
tribunal de commerce de Charleroi a déclaré ouverte (sur assignation)  
la faillite de la S.C. Molosses de Sartiaux, dont le siège est sis à  
7120 Estinnes, section de Haulchin, rue Lefebure 3, inscrite au registre  
de commerce de Charleroi sous le n° 171332.

Juge-commissaire : M. Jacob.

Curateur : Me Yves Demanet, avocat à 6530 Thuin, rue d'Ander-  
lues 27-29.

Date provisoire de la cessation des paiements : 7 octobre 1997.

Date limite pour le dépôt des déclarations des créances :  
21 octobre 1997, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi,  
boulevard Général Michel, 6000 Charleroi.

Date et lieu du procès-verbal de vérification des créances :  
4 novembre 1997 en la chambre du conseil de la première instance du  
tribunal de commerce de Charleroi à 8 h 45 m.

Date et lieu des débats sur les créances contestées :  
19 novembre 1997 en audience publique de la première chambre du  
tribunal du commerce de Charleroi à 8 h 45 m.

Le pro deo a été ordonné par jugement du 7 octobre 1997.

L'huissier commis : M. l'huissier Guy Depuis.

Le curateur, (signé) Y. Demanet. (Pro deo) (25065)

Par jugement rendu le 7 octobre 1997, la première chambre du  
tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la faillite sur aveu de  
la S.P.R.L. Martin Etain, dont le siège social est établi à 6140 Fontaine-  
l'Évêque, rue Candie 31A, et inscrite au registre de commerce de  
Charleroi sous le n° 166369.

La date provisoire de la cessation des paiements est fixée au  
7 octobre 1997.

Les créanciers sont invités à adresser leur déclaration de créance  
directement au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, Palais de  
justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, sous pli recom-  
mandé avant le 21 octobre 1997.

Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au  
4 novembre 1997, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première  
chambre commerciale de Charleroi.

Les débats éventuels à naître de cette vérification sont fixés au  
19 novembre 1997, à 9 heures, de la première chambre du tribunal de  
commerce de Charleroi.

Le jugement déclaratif a désigné en qualité de juge-commissaire  
M. E. Hubens et en qualité de curateur, Me J.P. De Clercq, avocat au  
barreau de Charleroi, dont les bureaux sont établis à Fontaine-l'Évêque,  
rue du Parc 42.

Pour extrait conforme, (signé) Me Jean-Pierre De Clercq,  
curateur. (Pro deo) (25066)

Par jugement du 7 octobre 1997, le tribunal de commerce de  
Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Pirmez  
Pneus dont le siège est sis rue de la Croix 56, à 6042 Lodelinsart, inscrite  
au registre de commerce de Charleroi sous le n° 139462.

Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des  
paiements au 7 octobre 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à  
l'audience du 4 novembre 1997 de la chambre du conseil du tribunal  
de commerce de Charleroi.

Les déclarations de créances doivent être adressées au greffe pour le  
21 octobre 1997.

Les débats à naître des contestations ont été fixés à l'audience du  
19 novembre 1997 de la première chambre du tribunal de commerce de  
Charleroi.

Juge commissaire : M. B. Furlan.

Curateur : Me P. Lemaire.

Le curateur, (signé) P. Lemaire. (Pro deo) (25067)

## Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Par jugement du 6 octobre 1997, le tribunal de commerce de Marche-  
en-Famenne a prononcé, sur citation, la faillite de M. Frans Delrez,  
domicilié à 6970 Tenneville, route de la Barrière 24, inscrit au registre de  
commerce sous le n° 13864, pour l'exploitation d'une forge de  
maréchal-ferrant et de forgeron ainsi que le commerce de détail en  
pièces d'occasions pour le matériel agricole. Ce jugement, après avoir  
reporté à 6 mois l'époque de la cessation des paiements nomme en  
qualité de juge commissaire M. Ph. Jamagne et commet pour remplir  
les fonctions de curateur Me Catherine Munaut, avocat, à 6900 Marche-  
en-Famenne, rue du Château 1. La clôture du procès-verbal de vérifi-  
cation des créances est fixée au 3 novembre 1997, à 14 h 30 en l'auditoire  
du tribunal de commerce, Palais de Justice, à 6900 Marche-en-  
Famenne, et les débats sur les contestations à naître de cette vérification  
sont fixés à l'audience du 17 novembre 1997, à 14 h 30 m, au tribunal  
de commerce de Marche-en-Famenne.

Le curateur, (signé) C. Munaut. (Pro deo) (25068)

Par jugement du 6 octobre 1997, le tribunal de commerce de Marche-  
en-Famenne prononce sur aveu la faillite de Mme Matagne, Françoise  
Alberte Cécile Marie Joseph Ghislaine, née à Gembloux, le  
11 décembre 1964, de nationalité belge, domiciliée ci-avant à  
6900 Marloie, chaussée de Rochefort 72, et actuellement à 6900 Aye,  
route de Baschamps 32 (anciennement 450), y exploitant le commerce  
de détail en carburants et lubrifiants sous la dénomination « Sation de  
la Famenne », inscrite au registre de commerce de Marche-en-Famenne  
sous le n° 14862, assujettie à la T.V.A. sous le n° 691.260.701.

Juge commissaire : Philippe Jamagne.

Curateur : J.P. Sevrain, avocat à Marche-en-Famenne, Antiémont 30,  
reporte à six mois l'époque de la cessation des paiements.

Il fixe au lundi 3 novembre 1997, à 14 h 30 m en l'auditoire du  
tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, extension du Palais de  
Justice, rue V. Libert, au dit Marche, la clôture du procès-verbal de  
vérification des créances et au lundi 17 novembre 1997, à 14 h 30 m, à  
l'audience du même tribunal les débats sur les contestations à naître de  
cette vérification.

Pour extrait conforme, le curateur, (signé) J.P. Sevrain.

(Pro deo) (25069)

Par jugement du 6 octobre 1997, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne prononce sur citation la faillite de la société anonyme Luxplant, dont le siège social est établi à 6698 Vielsalm, section Grand-Halleux, rue Eysden Mines 43b, inscrite au registre de commerce de Marche-en-Famenne sous le n° 14364 pour l'entreprise d'horticulture-sylviculture et le commerce de gros et de détail en graines, semences et plantes, exploitée au siège social ainsi que dans deux établissements établis l'un à 4920 Aywaille, Dieudpart 41, et l'autre à 4620 Fleron, rue Bureau 145, assujettie à la T.V.A. sous le n° 429.658.431.

Juge-commissaire : J. Lambert.

Curateur : J.P. Sevrain, avocat à Marche-en-Famenne, Antiémont 30, reporté à six mois l'époque de la cessation des paiements.

Il fixe au lundi 3 novembre 1997, à 14 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, extension du Palais de Justice, rue V. Libert, au dit Marche, la clôture du procès-verbal de vérification des créances et au lundi 17 novembre 1997, à 14 h 30 m, à l'audience du même tribunal les débats sur les contestations à naître de cette vérification

Pour extrait conforme, le curateur, (signé) J.P. Sevrain.

(Pro deo) (25070)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 6 octobre 1997, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de D-Team S.P.R.L., boulevard d'Herbatte 181, 5000 Namur, R.C. Namur 69250.

Le même jugement reporté à la date provisoire du 2 octobre 1997 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. De Dorlodot, Etienne.

Curateur : Me Siebertz, Vincent, avenue de la Plante 45, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les vingt jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 14 novembre 1997, à 9 h 30 m, au greffe.

Débats sur les contestations le jeudi 4 décembre 1997, à 9 heures, en la salle d'audiences du tribunal de commerce, palais de justice, 1<sup>er</sup> étage, à Namur.

Pour extrait conforme : (signé) Vincent Siebertz, avocat.

(Pro deo) (25071)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 9 octobre 1997, par le tribunal de commerce de Tournai, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la « S.P.R.L. J.-M. Billet », en liquidation, dont le siège social est établi à Molembaix, Bois de Chin 7, inscrite au R.C. Tournai, sous le n° 67600, et ayant eu pour objet social l'exploitation d'une boulangerie.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 9 avril 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 13 novembre 1997, à 9 heures, en la chambre du conseil et les débats sur les contestations au 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle des audiences publiques, au palais de justice à Tournai.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans les vingt jours (20 octobre 1997).

Juge-commissaire : M. J. Gille.

Curateur : Me P. Brotcorne, avocat, à Tournai, avenue des Peupliers 27.

Le curateur, (signé) P. Brotcorne. (25072)

Par jugement rendu le 9 octobre 1997, par le tribunal de commerce de Tournai, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Deschildre, Bernard, né à Marcq-en-Barœul le 9 mars 1948, actuellement domicilié à 7730 Estaimpuis, rue du Centre 110, exploitant un salon de coiffure sous la dénomination « Bernard Coiffure » à Dottignies, rue Saint-Léger 3, et un autre salon à Herseaux, rue d'Audenarde 4, inscrit au R.C. Tournai, sous le n° 79658.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 9 avril 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 13 novembre 1997, à 9 heures, en la chambre du conseil et les débats sur les contestations au 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle des audiences publiques, au palais de justice à Tournai.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans les vingt jours (20 octobre 1997).

Juge-commissaire : M. J.F. Storme.

Curateur : Me P.H. Van Besien, avocat, à Mouscron, rue Saint-Achaise 86.

Le curateur, (signé) P.H. Van Besien. (25073)

Par jugement rendu le 9 octobre 1997, par le tribunal de commerce de Tournai, a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.P.R.L. « La Camargue », dont le siège social est sis à Saint-Sauveur, chaussée de Renaix 165A, et ayant pour objet social l'exploitation d'un débit de boissons, inscrite au R.C. Tournai 79270.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 9 avril 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 13 novembre 1997, à 9 heures, en la chambre du conseil et les débats sur les contestations au 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle des audiences publiques, au palais de justice à Tournai.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans les vingt jours (20 octobre 1997).

Juge-commissaire : M. J.L. Dupont.

Curateur : Me M. Claeys, avocat, à Tournai, rue Saint-Eleuthère 186-188.

Le curateur, (signé) M. Claeys. (25074)

Par jugement rendu le 9 octobre 1997, par le tribunal de commerce de Tournai, a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de De Temmerman, Jean, né à Mouscron le 5 mars 1951, demeurant à Mouscron, rue d'Iseghem 29, ayant été inscrit au R.C. Tournai, sous le n° 75693, et ayant exploité une agence d'assurances sous la dénomination « Epargnassur », ensuite une entreprise de construction « Inter Chauff » et une entreprise en électricité sous la dénomination « A-EP-Inter-Chauff et A-EP-I. ».

La date de la cessation des paiements a été fixée au 9 avril 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 13 novembre 1997, à 9 heures, en la chambre du conseil et les débats sur les contestations au 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle des audiences publiques, au palais de justice à Tournai.

Les créances sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans les vingt jours (20 octobre 1997).

Juge-commissaire : M. Van Daele.

Curateur : Me M. Claeys, avocat, à Tournai, rue Saint-Eleuthère 186-188.

Le curateur, (signé) M. Claeys. (25075)

Par jugement rendu le 9 octobre 1997, par le tribunal de commerce de Tournai, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. « Centrale des Céramiques », inscrite au R.C. Tournai, sous le n° 76562, établie à Dottignies, rue Couturelle 26, et ayant pour objet social la vente de carrelages.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 9 avril 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 13 novembre 1997, à 9 heures, en la chambre du conseil et les débats sur les contestations au 27 novembre 1997, à 9 heures, en la salle des audiences publiques, au palais de justice à Tournai.

Les créances sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans les vingt jours (20 octobre 1997).

Juge-commissaire : M. J.-F. Storme.

Curateur : Me O. Mercier, avocat, à Mouscron, rue des Villas 6.

Le curateur, (signé) O. Mercier. (25076)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Joachim, Félicien Edouard Christian Etienne Baudouin, né à Elisabethville le 27 décembre 1954, domicilié à 4845 Jalhay, Royompré 7, inscrit au registre de commerce de Verviers sous le n° 67393 pour l'exploitation d'un restaurant au domicile sous l'appellation « Auberge de la Hoegne » (faillite déclarée par jugement du 28 août 1997).

Juge-commissaire : M. Peturkenne, Jean.

Curateur : Me Gilson, Marc.

Par jugement du 2 octobre 1997, le tribunal de commerce de Verviers a fixé au 28 février 1997 la date de cessation des paiements de la faillite préqualifiée.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (25077)

Faillite : Marchal, Vincent, né à Soest le 19 septembre 1973, domicilié ci-avant à 4910 Theux, rue Charles Rittweger 184, actuellement à 4800 Verviers, chaussée de Heusy 173, en instance d'inscription pour 4910 Theux/Fays, route de Sassor 5, inscrit au registre du commerce de Verviers sous le n° 69111 pour l'exploitation d'un débit de boissons avec service d'alcool et restauration rapide à 4800 Verviers, chaussée de Heusy 173, faillite sur aveu du 25 août 1997.

Juge-commissaire : M. Troupin, José.

Curateur : Me Gilson, Marc.

Par jugement du 2 octobre 1997, le tribunal de commerce de Verviers a fixé au 25 février 1997 la date de la cessation des paiements de la faillite préqualifiée.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (25078)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Raeymaekers, Joris, geboren te Schoten op 23 juli 1958, wonende te 2540 Hove, Verbindingsstraat 40, en handeldrijvende te 2610 Wilrijk, Wilsonweg 194, H.R. Antwerpen 320676.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris K. Vertongen zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de gehoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2e verdieping, ingang Stockmansstraat, op 23 oktober 1997, te

9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap indien deze een concordaat na failliet wenst te bekomen.

De curator, J. Van Steenwinkel. (25079)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Instalco C.V. met beperkte aansprakelijkheid, Oude Gentweg 85, 2070 Burcht (Zwijnaarde), H.R. Antwerpen 282598, groothandel in kantoormachines & -materieel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Ph. Jansen.

Curator : Mr. Aernaudts, Justitiestraat 18A, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 oktober 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Aernaudts. (25080)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Metropolis Display B.V.B.A., Kard. Cardijnstraat 34/36, 2840 Rumst, H.R. Antwerpen 301998, groothandel in artikelen voor uitstalramen, reclame en tentoonstellingen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts.

Curator : Mr. Aertsen, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel.

Datum der staking van betaling : 9 oktober 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Aertsen. (25081)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Brobo B.V.B.A., Hoge Weg 125, 2940 Stabroek, H.R. Antwerpen 299528, onderneming voor het goederenvervoer langs de weg, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Wouters.

Curator : Mr. Berneman, Leopoldstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Berneman. (25082)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Antwerps Beton en Industrieel Vloerenbedrijf B.V.B.A., in 't kort « A.B.I.V. », Merksemsestraat 50, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 306951, onderneming voor het bouwen, onderhouden en herstellen van wegen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Von den Busch.

Curator : Mr. Van de Velde, Markgravelei 106, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Van de Velde. (25083)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Carma Agency N.V., Dr. Timmermanslaan 62, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 280767, groothandel in confectie voor heren-, dames- en baby-uitzet, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Von den Busch.

Curator : Mr. Van de Velde, Markgravelei 106, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Van de Velde. (25084)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is C.D.M. N.V., Sint-Elisabethstraat 69, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 294537, groothandel in vers of diepgevroren fruit en groenten, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Wouters.

Curator : Mr. Berneman, Leopoldstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Berneman. (25085)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Centrum voor Fiscaal Advies N.V., in 't kort « C.F.A. », Arenbergstraat 24, 2000 Antwerpen-1, niet ingeschreven H.R. Antwerpen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer J. Hendrickx.

Curator : Mr. N. Peeters, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Peeters. (25086)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Sideck Bordenbouw B.V.B.A., Van den Hautelei 111, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 294586, onderneming voor het plaatsen van verlichting, drijfkracht en telefoon, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer J. Hendrickx.

Curator : Mr. N. Peeters, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Peeters. (25087)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Euro-Deal N.V., Jan Van Beerstraat 4, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 304918, groothandel in confectie voor heren en dames en baby-uitzet, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer A. Coenen.

Curator : Mr. V. Cools, Mechelsesteenweg 12, 6e verd., 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Cools. (25088)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Belgische Import-Transport-Export B.V.B.A., in 't kort « Bimtex », met laatst gekende zetel in België : 2140 Borgerhout, Hof ter Lo 9/3, volgens aangifte in het handelsregister op 10 maart 1995 verplaatst naar Nederland, 3082 BD Rotterdam, Gauwstraat 38A, H.R. Antwerpen 308611, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer M. Mys.

Curator : Mr. J. Van Steenwinkel, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Van Steenwinkel. (25089)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Nisar B.V.B.A., Brugstraat 12-14, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven H.R. Antwerpen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer M. Mys.

Curator : Mr. J. Van Steenwinkel, J. Van Rijswijcklaan 164, 2020 Antwerpen-2.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Van Steenwinkel. (25090)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Reding, August Marie, geboren te Antwerpen op 16 oktober 1939, wonende te 2100 Deurne, Jos Scheurweghstraat 33, en handeldrijvende te 2000 Antwerpen, Lange Nieuwstraat 16, onder de benaming « Publi-King », H.R. Antwerpen 318920, publiciteitsonderneming, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer M. Van Herck.

Curator : Mr. Van Meensel, S., Bolwerkstraat 9, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Van Meensel. (25091)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is AVK B.V.B.A., Damplein 2, bus 1A, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 301539, onderneming voor het schoorsteenvegen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Peeters.

Curator : Mr. Schwagten, Hovestraat 28, 2650 Edegem.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Schwagten. (25092)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Fortress B.V.B.A., Volkstraat 72, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 313093, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Peeters.

Curator : Mr. Schwagten, Hovestraat 28, 2650 Edegem.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Schwagten. (25093)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Mibo B.V.B.A., Stads- waag 17-18, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 305894, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Luwel.

Curator : Mr. Joris, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Joris. (25094)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Garage Vleugels en zonen B.V.B.A., Ringlaan 2, 2240 Zandhoven, H.R. Antwerpen 264984, werkplaats voor het herstellen van motorvoertuigen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Luwel.

Curator : Mr. Joris, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Joris. (25095)



Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Dutch Car Company B.V.B.A., voorheen genaamd « B.V.B.A. Carr-Vision », met zetel te 3581 CV Utrecht (Nederland), Malibaan 72, en met inrichting te 2840 Rumst, Antwerpsesteenweg 62, H.R. Antwerpen 314581, groot-handel in nieuwe en tweedehandse motorvoertuigen, met uitzondering van motorrijwielen en bromfietsen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Kuylen.

Curator : Mr. Hendrickx, Chr., Tolstraat 85, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Hendrickx, Chr. (25096)

Bij vonnis in datum van 9 oktober 1997 is Bomi B.V.B.A., Familiestraat 84, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 311959, onderneming in onroerende goederen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. Kuylen.

Curator : Mr. Hendrickx, Chr., Tolstraat 85, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

De curator, Hendrickx, Chr. (25097)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 1 oktober 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, Coördinatiebureau IDP, coöperatieve vennootschap met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te 8210 Zedelgem, Ruddervoordestraat 59, H.R. Brugge 72655 (96/0139.D), failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 1 april 1997.

Rechter-commissaris : de heer Paul Lanckriet, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Kurt Creyf, advocaat te 8200 Brugge (Sint-Michiels), Spoorwegstraat 344.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 7 november 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op woensdag 3 december 1997, om 9 u. 30 m.

De kosteloze rechtspleging werd toegelaten.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (Pro deo) (25098)

Bij vonnis van 1 oktober 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, Vanderwee, Joris Urbain, handelaar, geboren te Diksmuide op 27 mei 1969, wonende te 8210 Zedelgem, Kuilputstraat 17A, handelsdrijvende te 8820 Torhout, Oostendestraat 10, onder de benaming « De Snuffel », H.R. Brugge 44638 (96/0141.D), failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 1 april 1997.

Rechter-commissaris : de heer Paul Lanckriet, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Kurt Creyf, advocaat te 8200 Brugge (Sint-Michiels), Spoorwegstraat 344.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 7 november 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op woensdag 3 december 1997, om 9 u. 30 m.

De kosteloze rechtspleging werd toegelaten.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (Pro deo) (25099)

Bij vonnis van 1 oktober 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, D.V.B., besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te 8740 Pittem (Egem), Brugsesteenweg 186, geschrapd H.R. Kortrijk op 3 april 1997, thans gekend H.R. Brugge A14275 (96/0142.D), failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 1 april 1997.

Rechter-commissaris : de heer Jan Dauw, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Michiel Van Daele, advocaat te 8700 Tielt, Kasteelstraat 96; en Mr. Koen Gobin, advocaat, zelfde adres.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 7 november 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op woensdag 3 december 1997, om 9 u. 30 m.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (Pro deo) (25100)

Bij vonnis van 1 oktober 1997 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, Wevelgems Vleesbedrijf naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 8730 Beernem, Wellingstraat 109, H.R. Brugge 76228 (96/0140.D), failliet verklaard.

Datum staking van betaling : 1 april 1997.

Rechter-commissaris : de heer Hendrik Theys, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Alex Vrombaut, advocaat te 8000 Brugge, Bevrijdingslaan 4/1.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op vrijdag 7 november 1997, om 9 uur.

Behandeling van de betwistingen : op woensdag 3 december 1997, om 9 u. 30 m.

De kosteloze rechtspleging werd toegelaten.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) Gentil Verbrugghe, hoofdgriffier. (Pro deo) (25101)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Ingevolge bevelschrift van 8 oktober 1997 van de heer Michel Denolf, rechter in handelszaken, rechter-commissaris in het faillissement van de heer Dirk Mylle, Achterstraat 38, te 8480 Eernegem, H.R. Brugge 80609, in faling verklaard op 24 april 1996, worden de schuldeisers voorlopig of definitief aanvaard in het passief van het faillissement uitgenodigd op de concordataire vergadering die tevens zal gelden als afrekeningsvergadering en zal doorgaan in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Oostende, gerechtsgebouw, Canadaplein, te 8400 Oostende, op woensdag 22 oktober 1997, om 16 uur. De schuldeisers zullen er mededeling krijgen over de toestand van het faillissement, de gebeurlijke concordataire voorstellen van de gefailleerde en de afrekening.

(Get.) Jan Ferlin, curator. (25102)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende d.d. 7 oktober 1997, werd, op bekenenis, in faling verklaard, de heer Francky Defloo, geboren te Roeselare op 13 oktober 1961, wonende te 8610 Kortemark, Wijnendalestraat 6, H.R. Oostende 54529, voor groothandel in bouwproducten en -materialen.

Staking van betalingen : 7 april 1997.

Verificatie van de schuldvorderingen : op 7 november 1997, om 16 u. 45 m.

Behandeling van de betwistingen : 4 december 1997, om 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Dirk Declodt.

De curator, (get.) Mr. Ronny Laridon, advocaat te Oostende, Leopold II-laan 3. (25103)

## Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : B.V.B.A. De Grieke, met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Molenstraat 73, H.R. Aalst 66162.

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, van 3 oktober 1997, werd voornoemde B.V.B.A. De Grieke, failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 3 april 1997.

Mr. Dirk Bert, advocaat te 9740 Denderleeuw, Lindestraat 162, werd als curator aangesteld.

De heer Chr. Meert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, gerechtsgebouw, Graanmarkt 1-3, 9300 Aalst, binnen de twintig dagen van het vonnis.

De sluiting van het verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op donderdag 6 november 1997, te 9 uur; de debatten over de betwistingen op vrijdag 21 november 1997, te 9 u. 30 m., telkens in de gehoorzaal der rechtbank, Graanmarkt 1-3, te 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Dirk Bert. (25104)

## Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 8 oktober 1997, op bekentenis, vierde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : De Ridder, Viviane Rachel Nestor, geboren te Gent op 5 april 1953, wonende te 9850 Nevele, Merendree-dorp 1, uitbaatster van drankgelegenheid, H.R. Gent 165692, BTW 740.241.345.

Rechter-commissaris : de heer Lieven Bockaert.

Datum staking der betalingen : voorlopig 8 april 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 5 november 1997, te 9 uur.

Debatten betwiste schuldvorderingen : 3 december 1997, te 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank.

De curator : Mr. Veronique Van Asch, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (25105)

## Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de eerste kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk d.d. 2 oktober 1997, werd op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : N.V. Horetrans, met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Diksmuidesteenweg 335, bureel 4, H.R. Kortrijk 120425, met als activiteit : onderneming voor het goederenvervoer langs de weg voor rekening van derden.

Rechter-commissaris : de heer F. Vankeirsbilck, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Marleen Verfaellie, advocaat te 8500 Kortrijk, Beheerstraat 76.

Datum van ophouden van de betaling : zes maand vóór datum van het vonnis.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10A, voor 22 oktober 1997.

Nazicht van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 12 november 1997, om 11 uur.

De behandeling van de geschillen voortvloeiend uit dit onderzoek zal plaatsvinden op donderdag 27 november 1997, om 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) M. Verfaellie. (Pro deo) (25106)

## Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij bevelschrift verleend op 7 oktober 1997 door de rechter-commissaris van het faillissement, de B.V.B.A. Pick-up en Delivery Service Belgium « Carrafino », H.R. Leuven 80129, beide met maatschappelijke zetel te 3150 Haacht, Stationsstraat 83D, worden de schuldeisers die aanvaard werden in het passief van het faillissement in algemene vergadering bijeengeroepen op vrijdag 17 oktober 1997, te 14 uur, in de zittingszaak der rechtbank van koophandel, gerechtshof, tweede verdieping, te Leuven, Smoldersplein 5, ten einde de gebeurlijke voorstellen van de gefaalde te aanhoren indien zij een concordat zouden wensen te bekomen, het verslag van de curator te aanhoren over de toestand van het faillissement, de voltrokken pleegvormen, de uitgevoerde bewerkingen en de afrekening van het faillissement.

De curator, J. Celis. (25107)

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Degeest, Jacqueline, geboren te Leuven op 6 juni 1952, en wonende voorheen te 3120 Tremelo, Kruisstraat 42, en thans te Kessel-Lo, Platte Lostraat 53, drankgelegenheid onder benaming « De Kastelein », H.R. Leuven 93937.

Rechter-commissaris : W. Denon.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 7 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 27 oktober 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 november 1997, te 14 uur.

Behandeling der betwistingen : 25 november 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 7 maart 1997.

De curator, L. Stevens. (25108)

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, ambtshalve, het faillissement uitgesproken van N.V. Jacobs, met maatschappelijke zetel te 3202 Rillaar, Diestsesteenweg 627, en thans overgebracht naar Doornik, groot- en kleinhandel in elektriciteits-toestellen, verlichtingsartikelen, radio elektrisch materiaal en herstellingen, gas in flessen, andere dan elektrische verwarmingstoestellen, ingeschreven H.R. Leuven 72425 en doorgehaald op 17 juni 1997.

Rechter-commissaris : W. Denon.

Curator : Mr. L. Stevens, advocaat te 3200 Aarschot, Kapitein Gilsonplein 20.

Staking der betalingen : 7 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 27 oktober 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 november 1997, te 14 u. 15 m.

Behandeling der betwistingen : 25 november 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 1 juli 1988.

De curator, L. Stevens. (25109)

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, ambtshalve, het faillissement uitgesproken van de N.V. Rupi, met maatschappelijke zetel te 3450 Geetbets (Rummen), Grote Steenweg 97, groothandel in bouwproducten en materialen, H.R. Leuven 84762.

Rechter-commissaris : L. Pijcke.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen : 7 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 27 oktober 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 november 1997, te 14 u. 30 m.

Behandeling der betwistingen : 25 november 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 13 april 1993.

De curator, M. Dewael. (25110)

Bij vonnis d.d. 7 oktober 1997, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding (AR 3224/97), het faillissement uitgesproken van N.V. Schildersbedrijf Pieter, met zetel te 3454 Rummen, Grote Steenweg 97, aannemer van schilderwerken, behanger, plaatsen van wand en vloerbekleding, H.R. Leuven 79037.

Rechter-commissaris : L. Pijcke.

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen : 7 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 27 oktober 1997, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 november 1997, te 14 u. 45 m.

Behandeling der betwistingen : 25 november 1997, te 14 uur.

Datum oprichting van het bedrijf : 25 januari 1995.

De curator, M. Dewael. (25111)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis in datum van 6 oktober 1997 is De Rijcke, André, geboren te Mechelen op 24 februari 1949, Jubellaan 6, te Mechelen, H.R. Mechelen 49588bis, BTW 515.625.769, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. De Neef.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Schuttersvest 13.

Datum der staking van betaling : op 6 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (25112)

Bij vonnis in datum van 6 oktober 1997 is de B.V.B.A. (thans N.V.) Imtec, voorheen J.F. Boeckstuyensstraat 34, en thans Battenbroek 10, te Mechelen, H.R. Mechelen 72691, BTW 448.455.249, ambtshalve, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer W. De Neef.

Curator : Mr. Willy Vets, advocaat te Mechelen, Schuttersvest 13.

Datum der staking van betaling : op 6 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 29 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (25113)

Bij vonnis d.d. 9 oktober 1997, werd, op bekenenis, geopend verklaard, het faillissement van de N.V. Tijn, met zetel te 2800 Mechelen, Hoogstraat 57, H.R. Mechelen 68935, BTW 421.569.041.

Datum staking van betaling : 9 april 1997.

Rechter-commissaris : de heer W. De Neef.

Curator : Mr. Etienne De Ridder, advocaat te Mechelen, er kantoorhoudende aan de Leopoldstraat 29.

Indienen schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen vóór 31 oktober 1997.

Nazicht der schuldvorderingen : 10 november 1997, om 8 u. 30 m.

Behandeling der betwistingen op de zitting van 24 november 1997 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, om 9 uur, in de zittingszaal eerste verdieping, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) E. De Ridder, curator. (25114)

#### Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

De echtgenoten Eddy Valentin Marguerite Nickmans - Gerrits, Carla Denise Emiel, wonende te Alken, Hakkeveldstraat 33, dienden op 10 oktober 1997 een verzoekschrift in bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren tot homologatie van een akte houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Stanislas Gilissen, te Hasselt, op 24 september 1997.

(Get.) Stanislas Gilissen, notaris. (25115)

Par acte reçu par le notaire Michel Cornelis, à Anderlecht, ce 10 octobre, les époux M. Thirion, Joseph Guillaume Odon Ghislain, pensionné, né le 8 novembre 1905 à Nivelles, et son épouse, Mme Andriolo, Liliane Régine Fernande, née le 18 octobre 1925 à Charleroi, demeurant ensemble à Anderlecht, rue Sergent De Bruyne 63, mariés sans contrat de mariage ont apporté des modifications à leur régime matrimonial, étant l'adoption du régime de biens et soumis celle-ci à l'homologation par le tribunal de première instance de Bruxelles.

Anderlecht, le 10 octobre 1997.

Pour les parties, (signé) Michel Cornelis, notaire. (25116)

Par décision du 6 octobre 1997, suite à la requête déposée au greffe des rôles le 8 septembre 1997, le tribunal de première instance de Liège à homologué l'acte reçu par le notaire Hubin, de Liège, le 10 juin 1997, et contenant modification du régime matrimonial de M. Eugène Emile Joseph Delvigne, pensionné, né à Crehen le 20 novembre 1919, et son épouse, Mme Christiane Rosalie Sylvie Manon, sans profession, née à Matagne-la-Petite le 22 septembre 1926, demeurant ensemble à Liège, rue Léon Troclot 24.

(Signé) G. Hubin, notaire. (25117)

Par acte du notaire Gérard Hubin, de Liège, en date du 17 septembre 1997, M. Philippe Alphonse Joseph Arthur Champon, employé, né à Liège le 13 septembre 1958, et son épouse, Mme Danielle Joséphine Jeanne Sellier, employée, née à Chaudfontaine le 29 mars 1959, demeurant ensemble à Liège (Grivegnée), rue Bailly Deflandre 99, ont modifié leur régime matrimonial (art. 1451 du Code civil), et ont convenu entre eux qu'en cas de dissolution du régime matrimonial par décès, le conjoint survivant aura tout le patrimoine commun en pleine propriété.

(Signé) G. Hubin, notaire. (25118)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift op 26 september 1997, voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 97/5568/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de akte verleden op 11 september 1997 voor notaris Frederik Jorissen, te Antwerpen, waarbij door de heer Henricus Olchert Gerhardus Boerma, ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Gertruida Nooij, docente, samenwonende te 2000 Antwerpen, Nationalestraat 4/27, overgegaan wordt tot het stelsel der scheiding van goederen.

Namens de echtgenoten Boerma-Nooij, (get.) F. Jorissen, notaris. (25119)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 7 oktober 1997 hebben de heer Boonen, Martinus Albertus Leo Jozef, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Meganck, Anna Malvina Henrica Yvona, zonder beroep, samenwonende te 2900 Schoten, Grasparkdreef 1, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, een verzoekschrift d.d. 4 september 1997 neergelegd, strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Paul Smits, te Antwerpen (Borgerhout), op 4 september 1997, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 8 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Y. Cavillot. (25120)

Op 9 september 1997 hebben de heer Vereecke, Danny Pierre, arbeider, en zijn echtgenote, Kitenge Kalema (zonder officiële voornamen volgens identiteitskaart, en volgens verklaring met gebruikelijke voornaam Mireille), zonder beroep, samenwonende te 2930 Braschaat, Veldstraat 138, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 23 juli 1997 neergelegd, strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Patrick Vandeputte, te Borgerhout (Antwerpen), op 23 juli 1997, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 6 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Y. Cavillot. (25121)

Op 5 september 1997 hebben de heer Thüer, Luc Theo Pierre Joseph, orthopedist, en zijn echtgenote, De Backer, Isabelle Marie Irène Louise, bandagist, samenwonende te 2650 Edegem, De Burletlaan 26, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 20 augustus 1997 neergelegd, strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Dirk Couturier, te Antwerpen (Wilrijk), op 20 augustus 1997, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 6 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Y. Cavillot. (25122)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance délivrée en chambre du conseil de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, le 6 octobre 1997.

Me Marcel Houben, avocat-juge suppléant au tribunal, dont le bureau est établi rue Vinëve 32, à 4030 Liège, a été désigné en qualité de curateur à la succession réputée vacante de Vermeire, Armand Roger Isidore, né à Seraing le 11 mars 1954, en son vivant domicilié à Seraing, rue Tainier 21/6, décédé à Seraing le 27 mars 1997.

Les créanciers de la succession sont invités à prendre contact avec le curateur dans les meilleurs délais.

(Signé), M. Houben, avocat. (25123)

Par ordonnance de la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, rendue le 2 octobre 1997, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été désignée en qualité de curateur à la succession vacante de M. Pierre Deroux, né à Marcq le 16 juillet 1922, domicilié en son vivant à Leuze-en-Hainaut, rue de Tournai 100, décédé à Leuze-en-Hainaut le 3 octobre 1996.

Les éventuels créanciers ou héritiers à la succession sont priés de prendre contact avec le curateur.

(Signé) Catherine Vraux, avocat. (25124)

Par ordonnance de la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, rendue le 2 octobre 1997, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été désignée en qualité de curateur à la succession vacante de M. Jean-Marie Fauville, né à Onoz le 10 février 1945, domicilié en son vivant à Bernissart rue des Tilleuls 33/32, décédé à Tournai le 26 novembre 1996.

Les éventuels créanciers ou héritiers à la succession sont priés de prendre contact avec le curateur.

(Signé) Catherine Vraux, avocat. (25125)

Par ordonnance de la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, rendue le 2 octobre 1997, Me Catherine Vraux, dont le cabinet est situé rue de l'Athénée 38, à 7500 Tournai, a été désignée en qualité de curateur à la succession vacante de Mme Nelly Evaert, né à Anserœul le 16 juin 1922, domiciliée de son vivant à Tournai, rue Soil de Moriamé 5/2, décédée à Lille (France) le 27 janvier 1997.

Les éventuels créanciers ou héritiers à la succession sont priés de prendre contact avec le curateur.

(Signé) Catherine Vraux, avocat. (25126)